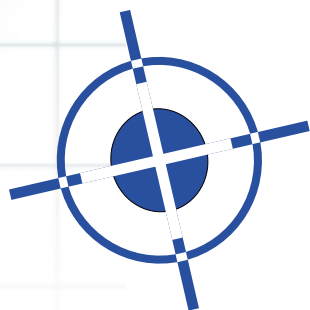




Programme national de statistiques de base des bibliothèques

Rapport statistique pour 1999



ISSN 1206-4947

**Programme national de statistiques de base
des bibliothèques :
Rapport statistique pour 1999**

**L'impact culturel et économique des bibliothèques
sur le Canada**

par

**Alvin M. Schrader
et
Michael R. Brundin**

2002

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	III
Résumé	IV
Introduction.....	1
Méthodologie.....	3
1. Bibliothèques participantes	3
2. Questions du sondage.....	3
3. Collecte de données.....	4
4. Vérification des données	4
5. Analyse des données	5
6. Limites du sondage.....	6
Résultats.....	9
1. Modèles d'impact de 1999	9
2. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques de 1999	16
3. Modèles d'impact par province et territoire de 1999	32
4. Tendances d'impact de 1994, 1996 et 1999	35
5. Modèles d'impact fictif de 1999	52
6. Comparaisons d'impact	60
Conclusions et recommandations	63
Bibliographie	70
Annexe A	79
Annexe B	137
Annexe C	161
Annexe D	174

Remerciements

Le financement du Programme national de statistiques de base des bibliothèques, de l'année 1999, a été obtenu du ministère du Patrimoine canadien et de la Bibliothèque nationale du Canada. Le soutien supplémentaire est venu de la Canadian Library Association, de l'Association des bibliothèques de recherche du Canada, du Council of Administrators of Large Urban Public Libraries, de l'Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation et des membres du Conseil des directeurs des bibliothèques provinciales et territoriales.

Les auteurs adressent leurs remerciements à M. Ralph Manning, M^{me} Mariette Desjardins et M^{me} Ann Guthrie, de la Bibliothèque nationale du Canada, pour leur aide et leur appui sur ce projet, à M^{me} Vicki Whitmell, anciennement de la Canadian Library Association, pour ses encouragements, à elle et aux autres membres du comité consultatif pour leurs conseils et leurs instructions. Les auteurs tiennent aussi à exprimer leurs remerciements à M^{me} Gretchen Brundin pour son aide consistant à entrer les données et à M^{me} Georgina Saranchuk pour son aide en matière de recherche.

Les auteurs sont redevables à la School of Library and Information Studies de la University of Alberta pour son soutien administratif et financier dans le cadre de ce projet.

Les auteurs manifestent aussi leur reconnaissance en remerciant les centaines de bibliothécaires et membres du personnel qui ont participé au Programme national de statistiques de base des bibliothèques depuis la réalisation du premier sondage. Et enfin, les auteurs remercient M. Roch Carrier, Ph.D., administrateur général de la Bibliothèque nationale du Canada, d'avoir créé et préservé, avec clarté et passion, une image saisissante des bibliothèques et des bibliothécaires du Canada dans la vie de la nation. Certaines de ses idées se sont inévitablement infiltrées dans le «manifeste» exposé au dernier chapitre.

L'avertissement habituel s'applique : les interprétations et les opinions exprimées dans ce rapport n'engagent que les auteurs, ainsi que toute erreur ou omission.

Résumé

Au début de ce nouveau siècle, le Canada compte davantage de bibliothèques que de restaurants Tim Hortons et McDonald's réunis. On compte 22 000 bibliothèques par rapport à 2 049 Tim Hortons et à plus de 1 200 McDonald's. En 1999, chaque fois que Tim Hortons vendait trois beignes, quelque'un, quelque part au pays, avait accès à un livre ou à un autre document de la bibliothèque.

En 1999, les Canadiennes et les Canadiens fréquentaient davantage les bibliothèques que les cinémas.

Le Programme national de statistiques de base des bibliothèques a été établi, à titre d'entreprise de partenariat, pour saisir et analyser les principaux indicateurs et les principales mesures statistiques du vaste impact global que les installations et les services fournis par les bibliothèques et leur personnel d'un bout à l'autre du pays, ont sur les habitants du Canada. Ces indicateurs clés sont les services de renseignements, l'utilisation des collections, l'infrastructure des collections, la dotation en personnel, les points de services et les dépenses. Les impacts des services de bibliothèque sont conçus, d'une façon générale, comme des impacts culturels et économiques.

On a désormais recueilli et analysé des données pour les années 1994, 1995, 1996, et 1999. À l'avenir, plutôt que d'effectuer des sondages annuels, on envisage un cycle de trois années, si l'on peut garantir un financement stable. À ce jour, les catégories de bibliothèques comprises dans le programme se répartissent dans trois secteurs, à savoir les bibliothèques publiques, dont les bibliothèques provinciales et territoriales; les bibliothèques d'établissements d'enseignement, composées des bibliothèques universitaires et collégiales, et enfin les bibliothèques spécialisées, composées des bibliothèques gouvernementales, des bibliothèques à but non lucratif et à but lucratif. Jusqu'à présent, il n'a pas été possible d'intégrer les bibliothèques scolaires dans le programme. Le sondage de 1999 visait 1 490 bibliothèques dans les trois secteurs. Parmi ces bibliothèques, 60 p. 100 étaient des bibliothèques publiques, 15 p. 100 des bibliothèques d'établissements d'enseignement et 25 p. 100 des bibliothèques spécialisées.

Si l'on compte toutes les bibliothèques des quatre secteurs, y compris les bibliothèques scolaires, et que l'on fait des estimations pour les établissements et les valeurs manquantes à partir du Programme national de statistiques de base des bibliothèques de l'année 1999, les données montrent que les bibliothécaires et leur personnel apportent aux habitants du Canada des avantages culturels et économiques impressionnants. Il est aussi clair que l'usage total des bibliothèques dépasse de loin

les niveaux représentés dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques lui-même :

- le personnel des bibliothèques répond à 40 millions de questions;
- les usagers de l'ensemble des quatre secteurs empruntent ou consultent sur place 403 millions de publications (imprimés et autre matériel);
- il y a 465 millions de publications dans les ressources documentaires de l'ensemble des quatre secteurs, sous forme d'imprimés ou d'autre matériel;
- 19 000 bibliothèques et 38 000 employés à temps plein rendent des services aux usagers canadiens de tout horizon, à l'aide de 22 000 points de services installés dans tout le pays;
- on dépense entre 3 milliards et 3,5 milliards de dollars pour fournir des services de bibliothèque dans tous les secteurs. Dans ce montant, on consacre 1,4 milliard de dollars à la dotation en personnel, une somme de l'ordre de 500 millions de dollars à 1 milliard de dollars en dépenses en capital pour des projets de bâtiments à usage divers et construits dans un but précis, dans les secteurs des bibliothèques publiques et d'établissements d'enseignement.

Un des indicateurs clés de la diffusion de l'information par les bibliothécaires au Canada repose sur les services de renseignements. Alors que de nombreux services de bibliothèque sont organisés pour un libre-service non assisté, les usagers canadiens recherchent aussi régulièrement l'aide du personnel. En 1999, ils posaient aux bibliothécaires et au personnel plus de 110 000 questions par jour, tous les jours de l'année, ce qui fait une moyenne de 1,3 question par personne pour chaque femme, homme et enfant du pays.

L'utilisation des ressources documentaires représente un des autres indicateurs clés de la diffusion de l'information par les bibliothécaires. Avec des ressources documentaires sous forme d'imprimés et d'autre matériel totalisant 465 millions de publications en 1999, les Canadiennes et les Canadiens ont montré un haut niveau d'intérêt pour le capital social géré par les bibliothécaires de tous les secteurs. Quand on combine la sortie et la consultation sur place des fonds documentaires, il est évident que les Canadiennes et les Canadiens sont des consommateurs voraces et enthousiastes du matériel culturel recueilli par les bibliothécaires. En tout, on estime que les usagers canadiens ont bien consulté plus d'un million de publications de bibliothèque par jour, et ce, tous les jours de l'année 1999, ce qui fait en moyenne plus de 13 documents par personne pour chaque femme, homme et enfant du pays.

L'emploi constitue l'un des indicateurs clés de l'impact économique des bibliothèques sur la société canadienne. En 1999, les bibliothèques canadiennes de tous les secteurs employaient plus de 38 000 personnes à temps plein. Cela équivalait à 73 millions d'heures de services de bibliothèque en 1999. Les bibliothécaires

représentaient 22 p. 100 et les techniciens 19 p. 100 de tous les employés à temps plein du personnel. Les dépenses totales en matière de dotation en personnel s'élevaient à 1,4 milliard de dollars en 1999. Bien que les effectifs réels ne soient pas saisis dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques, on estime le nombre de travailleurs canadiens employés dans les bibliothèques en 1999, tant à temps plein qu'à temps partiel, à un total de l'ordre de 50 000 personnes.

En plus du personnel rémunéré, des bénévoles canadiens consacraient, en 1999, des milliers d'heures de service aux bibliothèques publiques et scolaires du Canada. On estime que, cette année-là, entre 9 000 et 10 000 administrateurs bénévoles siégeaient aux conseils et aux comités consultatifs des bibliothèques publiques municipales et régionales dans tout le pays. Les bibliothèques publiques dépendent aussi de recrues bénévoles. Les bibliothèques publiques en comptent 7 500 à elles seules (Conseil d'orientation stratégique des bibliothèques publiques de l'Ontario de 1999, à la page 7). De plus, 41 p. 100 des bibliothèques scolaires signalent qu'elles comptaient sur des recrues bénévoles en 1998-1999 (personnes destinées à l'éducation de 2002, page 3). En tout, on estime qu'en 1999, les administrateurs bénévoles des bibliothèques publiques et les bénévoles des bibliothèques publiques et scolaires s'élevaient à au moins 35 000.

Les dépenses des bibliothèques, en matière de biens et de services, constituent aussi une mesure de l'impact économique. En 1999, les bibliothécaires ont dépensé 2,5 milliards de dollars dans le but d'offrir des services de bibliothèque dans tous les secteurs du pays. De cette somme, 57 p. 100 sont allés à la dotation en personnel et 22 p. 100 à l'enrichissement des collections. Si l'on considère les dépenses en capital des secteurs des bibliothèques publiques et d'établissements d'enseignement, pour des projets de bâtiments à usage divers et construits dans un but précis, il est raisonnable de tenir compte d'un montant compris entre 500 millions et 1 (un) milliard de dollars par année d'engagements budgétaires qui, d'ordinaire, n'apparaissent pas dans les comptes des bibliothèques. De même, certaines dépenses en ressources électroniques ne sont pas incluses, car elles font plutôt partie des affectations de programme institutionnel.

Ce qui est également remarquable, c'est l'investissement déterminé par les bibliothécaires canadiens dans les infrastructures des collections des bibliothèques. En 1999, on a affecté plus de 550 millions de dollars aux fonds documentaires grandissant des collections qui totalisent déjà 465 millions de documents. Un tel investissement économique et de telles infrastructures culturelles ne sont pas seulement considérables, mais il est aussi pratiquement impossible de les traduire en valeur monétaire, en particulier quand on prend en compte les services à valeur ajoutée de sélection, d'organisation, d'exposition, d'entreposage, de conservation et de récupération des collections.

Par conséquent, en 1999, les dépenses des bibliothèques représentaient en tout entre 3 milliards de dollars et 3,5 milliards de dollars ou plus. Des estimations prudentes laissent entendre que 60 p. 100 à 65 p. 100 des dépenses sont locales, ce qui signifie

que les bibliothèques canadiennes ajoutent bien plus de 2 milliards de dollars aux économies locales, au moyen de l'achat direct de biens et de services.

Les bibliothèques canadiennes constituent des stimulateurs économiques, en activant les possibilités de carrière et d'affaires, l'amélioration de l'éducation et de l'alphabétisme, ainsi que l'économie locale. Les décideurs feraient bien de prendre note du pouvoir économique important des bibliothécaires canadiens et de leur impact sur l'économie canadienne.

Les recherches entreprises pour le Programme national de statistiques de base des bibliothèques mettent en évidence le fait que les habitants du Canada sont des consommateurs voraces et enthousiastes de l'expertise, des services et des collections des bibliothèques. Les bibliothécaires et le personnel des quatre secteurs (bibliothèques publiques, universitaires, spécialisées et scolaires) contribuent tous les jours à la qualité de vie canadienne. Ils mettent en effet les dossiers de la culture humaine à la disposition d'un grand nombre de personnes issues du grand public, dont les étudiants du postsecondaire et le corps professoral, les employeurs, les employés, d'autres usagers principaux du gouvernement, du secteur à but non lucratif et du secteur des entreprises, ainsi que des enfants de tous âges, en allant du préscolaire à l'école secondaire et leurs enseignants.

Dans le cadre de l'objectif du Canada visant à devenir une société axée sur le savoir, il est difficile d'imaginer à quoi ressemblerait ce pays sans les bibliothécaires placés au premier rang. Ces derniers ajoutent une valeur considérable à un univers toujours plus important de renseignements et de publications dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la littérature, des arts et des affaires, et ce, dans un choix abondant de formats, en allant des brochures et des photographies aux sites Web et aux livres sur papier électronique.

Il devient aussi évident que les bibliothèques et les membres de leur personnel jouent de nombreux rôles dans la vie des Canadiennes et des Canadiens. L'une de leur contribution fondamentale porte sur les lieux pour l'édification d'une collectivité, qu'il s'agisse de la collectivité du grand public dans les villages et les villes ainsi que les zones rurales du pays, de la communauté des étudiants du postsecondaire et du corps professoral, des groupes de travailleurs employés au gouvernement, au sein de l'industrie, dans le secteur sans but lucratif ou de la communauté des élèves de l'élémentaire et du secondaire ainsi que de leurs enseignants.

Bref, les études du Programme national de statistiques de base des bibliothèques révèlent l'impact profond que les bibliothèques et les membres du personnel des bibliothèques ont sur le patrimoine culturel et l'infrastructure économique de la société canadienne. Ensemble, ces établissements et ces personnes ajoutent de la valeur, mesurable et non mesurable, à la vie culturelle et économique des Canadiennes et des Canadiens.

On rappelle aux lecteurs qu'à l'heure actuelle, on ne saisit pas plusieurs dimensions importantes du service de bibliothèque dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques, notamment l'utilisation non assistée de renseignements électroniques dans des environnements en réseau. Étant donné la nature complexe des services de bibliothèque et de leurs impacts, le défi de l'avenir consistera à aller au-delà des mesures et des indicateurs traditionnels, afin d'exprimer clairement une conception de la valeur des bibliothèques, qui est à la fois multidimensionnelle mais aussi normalisée et universelle.

Néanmoins, dans la recherche d'une description quantitative et de générateurs de l'activité économique, il faut se souvenir que toutes les prestations des bibliothèques sans exception représentent une «heure de vérité» dans la vie des usagers canadiens, qu'il s'agisse d'une question à titre de référence, d'une consultation de document sur place, d'un emprunt pour une utilisation à l'extérieur de la bibliothèque ou d'un accès à distance. Toutes les interactions sans exception donnent la possibilité aux bibliothécaires et au personnel de contribuer, tous les jours de l'année, à chaque coin du pays, à la satisfaction personnelle et professionnelle des usagers de tous âges et de tout horizon. Chaque dénouement d'un service de bibliothèque représente l'histoire d'une personne.

Par suite, une dimension importante qui est l'accomplissement des bibliothécaires n'a pas de prix. Les bibliothèques et les membres du personnel des bibliothèques répondent à une multitude de besoins culturels et économiques, mais leur mode de fonctionnement caractéristique est individualisé. Voilà ce que signifie le souci du service à la clientèle.

Par conséquent, il faut reconnaître et apprécier les contributions tant qualitatives que quantitatives à la nouvelle économie du savoir.

Le rapport intitulé *Citizens First*, rédigé par Erin Research (en 1998), initiative du Réseau du service axé sur les citoyens, initiative facilitée par le Centre canadien de gestion, reprend ces conclusions. Sur les 24 services publics et privés notés, au printemps de 1998, par un échantillon aléatoire de 2 900 Canadiennes et Canadiens, les bibliothèques publiques se classaient au deuxième rang en matière de qualité de service, après les services d'incendie et devant la police, les compagnies de téléphone, le transport en commun, le système public d'éducation et les hôpitaux (page 3). Les évaluations de la qualité de service par les citoyens reposaient sur les cinq facteurs suivants : rapidité, connaissances et compétence du personnel, courtoisie et confort, égalité de traitement et résultats (pages 2, 10 et 11).

Le secteur des bibliothèques est extrêmement complexe. Leur ampleur est même si importante qu'elle est difficile à saisir. Les bibliothécaires et les membres de leur personnel servent une pléthore de besoins, avec des types multiples de services et de clientèles qui s'étendent dans la structure entière de la vie économique, sociale et culturelle de la société canadienne. La structure organisationnelle des bibliothèques est très variée. Les institutions professionnelles de bibliothécaires, de

bibliotechniciens, d'administrateurs et d'autres techniciens, conçues pour la prestation de l'éducation et pour un réseautage et une collaboration internes, sont spécialisées, non coordonnées et pratiquement littéralement trop nombreuses pour que l'on puisse les compter. Qui plus est, les relations des bibliothèques avec les ministères gouvernementaux de tous les ordres sont complexes, déroutantes et fragmentées.

Au bout du compte, le public des bibliothèques canadiennes de chacun des principaux secteurs de bibliothèques retirera le plus grand profit de savoir qui nous sommes et de quelle façon nous aidons, tous les jours de l'année, les habitants du Canada. La communauté des bibliothèques ressortira aussi plus forte du fait d'exprimer clairement son ambition et ses promesses. Le présent rapport ne fournit qu'une réponse partielle au fossé des données culturelles et économiques au sujet du secteur des bibliothèques et de la place qu'il occupe dans la société canadienne.

Introduction

Le Programme national de statistiques de base des bibliothèques a été établi, à titre d'entreprise de partenariat, afin de coordonner, de recueillir, d'analyser et de présenter les statistiques relatives aux bibliothèques du Canada. Il découle d'un effort commun de la Bibliothèque nationale du Canada et d'un comité consultatif composé des représentants de diverses associations et de divers organismes de bibliothécaires.

Ce programme est le premier au monde dont nous soyons au courant, qui élabore une approche multisectorielle à la fois de la collecte de données et de l'analyse statistique. Il est aussi le premier à dépendre de nombreuses sources pour les données brutes, dont un grand nombre de sources secondaires ainsi que des méthodes visant à recueillir les données d'origine à la source.

Étaient partenaires du sondage de 1999 l'Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED), le Canadian Council for Information Studies (CCIS), l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC), la Canadian Association of Small University Libraries (CASUL), la Canadian Association of Special Libraries and Information Services (CASLIS), la Canadian Library Association (CLA), le Council of Administrators of Large Urban Public Libraries (CALUPL) et le Conseil des directeurs des bibliothèques provinciales et territoriales (PTLDC).

La première année de fonctionnement s'est déroulée en 1995-1996, année pendant laquelle on a recueilli les statistiques de 1994 sur les bibliothèques. En 1997-1998, on a traité les statistiques de 1995 de la même façon et en 1998-1999, la troisième année consécutive du programme s'est achevée en révélant les statistiques de 1996. Le manque de ressources financières adéquates a mené le comité consultatif à retarder le sondage suivant à l'année 1999, avec l'objectif de poursuivre par la suite le programme sur un cycle de trois années, si le financement le permet. Le sondage de 1999 a été achevé en 2000-2001 et la présente analyse en 2002.

Les catégories de bibliothèques actuellement comprises dans le programme se répartissent en trois secteurs largement définis, à savoir les bibliothèques publiques, d'établissements d'enseignement et spécialisées. Jusqu'à présent, les bibliothèques scolaires n'ont pas été représentées dans le programme bien que les bibliothèques publiques en milieu scolaire soient recensées.

Le programme est conçu pour saisir les principaux indicateurs et les principales mesures de l'impact global, sur la société canadienne, des services de bibliothèque fournis par les secteurs des bibliothèques publiques, d'établissements d'enseignement et spécialisées. D'une façon générale, on peut répartir ces indicateurs en impacts culturels et en impacts économiques.

Le programme produit des statistiques nationales sur les bibliothèques canadiennes des trois secteurs participant actuellement, ainsi qu'une analyse comparative croisée des résultats pour 23 principales mesures et principaux indicateurs des bibliothèques. Il s'agit du premier programme national qui élabore des profils de bibliothèques au Canada, en apportant un nouveau fondement et une ressource pertinente pour la planification, l'élaboration et la défense des mesures sociales. Un processus uniforme de collecte de données favorise aussi d'autres contributions, en fournissant des données descriptives pour des études longitudinales, des études comparatives, des études statistiques sur les relations et des décisions sur le financement local de gestion.

Nous reprenons l'esprit de notre rapport de 1996 en répétant que nous espérons que cette analyse actuelle aura de la valeur pour les bibliothécaires et les décisionnaires en matière de bibliothèques, les éditeurs et les vendeurs, les auteurs, le personnel d'enseignement, les représentants du gouvernement et les analystes en matière de politique sociale. Nous estimons que le rapport de 1999 aidera à mieux faire comprendre la contribution importante que les bibliothécaires canadiens apportent au quotidien au progrès social et à la croissance économique, et ce, partout au pays. Le présent rapport tente d'exprimer clairement cette contribution, laquelle est restée trop longtemps dans l'ombre et sans appui documentaire.

Les auteurs demandent que, quand vous lirez et interpréterez notre analyse, vous gardiez constamment à l'esprit le fait que les modèles d'impact signalés ici pour 1999 sont l'expression d'un simple sous-ensemble de l'univers des bibliothèques canadiennes et de leurs activités (sections 1 à 4 du chapitre Résultats). Par conséquent, nous avons ajouté un point à ce rapport (section 5 du chapitre Résultats, intitulé Modèles d'impact fictif de 1999), dans lequel nous examinons les extrapolations des chiffres de 1999 dans le sondage s'appliquant à l'univers total des bibliothèques canadiennes et des services de bibliothèque, dont les bibliothèques scolaires. Bien qu'un examen complet des vraies estimations de l'ampleur dépasse le cadre du présent rapport, nous donnons certains chiffres provisoires dans le but de rappeler aux lecteurs la situation dans son ensemble, quand ils veulent parler des bibliothèques canadiennes dont le Programme national de statistiques de base des bibliothèques ne saisit qu'un sous-ensemble, un sous-ensemble certes important mais qui reste néanmoins un sous-ensemble.

Méthodologie

On a suivi la même méthodologie de base tout au long des quatre années du Programme national de statistiques de base des bibliothèques, en 1994, en 1995, en 1996 et en 1999. On résume les techniques de sondage ci-dessous. Pour obtenir plus de détails, veuillez vous reporter à l'annexe B. On trouve le formulaire du sondage de l'année 1999, ainsi que les instructions et les définitions qui l'accompagnent, à l'annexe C. On trouve les versions utilisées dans les sondages des années précédentes dans les rapports publiés de ces années-là (*Programme national de statistiques de base des bibliothèques pour 1994; Programme national de statistiques de base des bibliothèques pour 1995 et Programme national de statistiques de base des bibliothèques pour 1996*).

On recommande une prudence méthodologique générale dans l'utilisation des données présentées aux sections du chapitre Résultats du présent rapport. Il s'agit d'un rapport descriptif qui met l'accent sur l'information recueillie à partir de plusieurs sources, accompagné d'une procédure consistant à imputer ou à «calculer le montant brut» des valeurs statistiques, dans le but de représenter les non-réponses à une question et les bibliothèques manquantes.

1. Bibliothèques participantes

Les types d'établissements représentés pendant les quatre années du programme, de 1994 à 1999, se répartissent en trois secteurs définis sommairement comme suit : bibliothèques d'établissements d'enseignement, publiques et spécialisées. Bien que les bibliothèques scolaires ne soient pas incluses pour l'instant, les bibliothèques publiques en milieu scolaire sont recensées. Dans le sondage de 1999, on trouve des renseignements relatifs à 1 490 bibliothèques au Canada. Par type de bibliothèque, le sondage représente :

- 910 bibliothèques publiques et 8 bibliothèques provinciales et territoriales;
- 193 bibliothèques d'établissements d'enseignement composées de 83 bibliothèques universitaires et de 110 bibliothèques collégiales;
- 378 bibliothèques spécialisées composées de 171 bibliothèques gouvernementales, 155 bibliothèques sans but lucratif et 52 bibliothèques à but lucratif;
- 1 bibliothèque nationale (la Bibliothèque nationale du Canada).

2. Questions du sondage

Afin de déterminer l'efficacité des bibliothèques en tant que premiers organismes d'accès à l'information du Canada, le programme recueille des statistiques sur les bibliothèques de 23 catégories regroupées schématiquement comme suit :

- renseignements généraux (caractéristiques institutionnelles) : 5 questions (6 questions en 1994, en 1995 et en 1996);
- personnel : 5 questions (4 questions en 1994 et en 1995, 6 questions en 1996);
- dépenses : 4 questions;
- collections : 3 questions;
- prestation de services (demande et circulation des documents) : 2 questions;
- prêt entre bibliothèques : 4 questions (8 questions en 1994 et en 1995).

3. Collecte de données

Le Programme national de statistiques de base des bibliothèques obtient ses données à la fois directement et par des sources secondaires. Les données de la majorité des bibliothèques ont été obtenues par des moyens de compilations statistiques déjà produites sous format papier ou électronique par d'autres organismes participant à la collecte de données. Cela s'applique aux bibliothèques publiques et d'établissements d'enseignement. Certaines bibliothèques ont directement communiqué leurs données au programme, par l'entremise de l'enquête par questionnaire envoyé par la poste, tout particulièrement les bibliothèques spécialisées en tous genres. La dernière étape du processus de collecte de données nécessitait de communiquer avec des organismes de coordination des bibliothèques qui n'avaient pas remis leurs données, dans le but de s'assurer du niveau le plus élevé possible du caractère complet du sondage.

Pour le sondage de 1999, afin de recueillir les données des bibliothèques qui n'étaient pas déjà représentées dans aucune des compilations électroniques ou sur papier, la Bibliothèque nationale du Canada a expédié un total de 1 533 questionnaires, dont 1 235 en anglais et 298 en français. On a pu exploiter 612 réponses, ce qui fait un taux de réponse de 40 p. 100.

Deux versions de la base de données comportant toutes ces statistiques sont à la disposition du public. L'une des versions comprend les données de 1999 et l'autre comprend les données combinées de 1994, 1995, 1996 et 1999 relatives à toutes les bibliothèques qui ont participé au sondage tout au cours des quatre années du programme (consultez la documentation de la base de données à l'annexe D).

4. Vérification des données

Pour le sondage de 1999, on a suivi une quantité de procédures de contrôle de la qualité des données, afin de parvenir à un haut niveau de validité et de précision des données. Par exemple, on a trouvé différentes erreurs d'identification dans la question intitulée «type de bibliothèque». Certaines bibliothèques se sont identifiées à tort comme des bibliothèques «publiques» quand, en fait, elles étaient au service d'organismes gouvernementaux ou étaient des bibliothèques sans but lucratif desservant des organismes quasi-gouvernementaux tels que des hôpitaux. D'autres se sont identifiées comme des bibliothèques «sans but lucratif» ou des bibliothèques «gouvernementales» quand elles étaient vraiment des bibliothèques collégiales. Enfin, d'autres se sont identifiées comme des bibliothèques «provinciales et

territoriales» quand elles étaient au service des employés du gouvernement ou des organismes quasi-gouvernementaux ou qu'elles représentaient des systèmes régionaux de bibliothèques publiques.

On a réalisé les types suivants de vérification de la qualité des données sur toutes les mesures : vérifications de validation arithmétique, vérifications de validation relationnelle, vérifications de validation de catégorie, vérifications de validation de comparaison. On aborde ces aspects de façon plus détaillée à l'annexe B.

5. Analyse des données

En plus des modèles d'ensemble, on analyse les données selon trois approches : analyse du secteur de bibliothèque, analyse par province et territoire et analyse des tendances. De plus, on utilise les données pour une analyse d'imputation, dans le but d'estimer l'importance des agrégats pour les principales mesures et les principaux indicateurs pour la totalité de l'univers des bibliothèques canadiennes de tous les secteurs ou «calcul du montant brut», comme on l'appelle aussi.

On peut se servir de l'analyse des tendances en association avec les approches par secteur et par province et territoire. Toutefois, sa précision et sa validité dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques sont restreintes par un grand nombre de données manquantes et de modèles statistiques extrêmement faussés par les principales mesures. Cela est vrai non seulement parmi les trois secteurs de bibliothèques, mais aussi au sein de chaque type de bibliothèque.

Dans l'analyse des données, il faut porter une attention toute particulière aux données manquantes. On repère deux types de lacunes qui sont la sous-déclaration et la représentation incomplète. Premièrement, de nombreuses bibliothèques ne sont pas représentées dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques, plus particulièrement le secteur en entier des bibliothèques scolaires. Et même parmi les trois secteurs de bibliothèques qui participent au programme, la représentation par secteur est inégale. Par exemple, les bibliothèques publiques sont bien représentées tandis que les bibliothèques d'établissements d'enseignement sont un peu moins bien représentées et que les bibliothèques spécialisées sont mal représentées.

Par ailleurs, de nombreux établissements sont représentés sur l'une ou plusieurs des quatre années du sondage, 1994, 1995, 1996 et 1999, mais ils ne le sont pas systématiquement sur l'ensemble de ces quatre années. Sur un total général de 2 050 bibliothèques apparaissant dans l'un des quatre sondages effectués à ce jour dans le cadre du Programme national de statistiques de base des bibliothèques, seul un noyau de 1 047 établissements est représenté sur l'ensemble de ces quatre années.

La seconde lacune des données porte sur les données incomplètes pour des mesures individuelles (valeurs manquantes). Les omissions du sondage de 1999 vont de 10 p. 100 ou moins des bibliothèques qui ne signalent pas les ressources documentaires de collection (3 p. 100), les abonnements à des périodiques (5 p. 100), l'effectif total (6

p. 100), la population (7 p. 100), les dépenses totales (8 p. 100) et la circulation des documents (10 p. 100) à 17 p. 100 des bibliothèques qui ne signalent pas les points de services, 26 p. 100 qui ne signalent pas les demandes et 46 p. 100 qui ne signalent pas les prêts entre bibliothèques (tableau 1, annexe A). Note des auteurs : tous les tableaux des données figurent à l'annexe A.

C'est pour compenser les données incomplètes relatives aux bibliothèques représentées par ailleurs dans le programme de 1999, que l'on procède à une imputation, à une extrapolation ou à un «calcul du montant brut». Cela produit des estimations de chiffres supplémentaires qui remplacent les valeurs manquantes de chaque mesure du programme de 1999. On obtient ces chiffres en imputant ou en calculant le montant brut, selon les médianes des secteurs de bibliothèques connues, pour chacune des sept catégories de bibliothèques, afin d'arriver à une représentation plus complète et plus précise de l'ensemble des 1 490 bibliothèques du programme de 1999 (mis à part la Bibliothèque nationale du Canada). Pour ce genre d'analyse, la médiane constitue une statistique plus solide que la moyenne. Cela s'avère particulièrement juste des distributions statistiques considérablement faussées.

Les tableaux de données de l'annexe A sont conçus pour présenter les statistiques descriptives de base à partir de points de vue différents, tant pour le sondage de 1999 que pour les comparaisons de 1994, 1996 et 1999. Les auteurs espèrent que ces renseignements répondent aux besoins des bibliothécaires et des autres décisionnaires, à l'intérieur des paramètres couverts par le Programme national de statistiques de base des bibliothèques.

Les lecteurs qui souhaitent une analyse plus détaillée des modèles de 1999 doivent consulter les tableaux 9 à 9b du présent rapport, tableaux qui présentent des ventilations détaillées par secteur de bibliothèque et par province et territoire. Les tableaux 10 à 12c font apparaître plusieurs ventilations de tendances et de mesures principales d'impact de 1994, 1996 et 1999 pour les bibliothèques signalant des données au cours de ces trois années de programme.

6. Limites du sondage

Le présent rapport ne révèle qu'une partie de l'histoire de l'impact culturel et économique des services de bibliothèque canadiens sur les habitants du Canada. Il faut noter plusieurs mises en garde au sujet des données, des résultats et des interprétations du sondage.

Mise en garde I. À l'heure actuelle, le Programme national de statistiques de base des bibliothèques ne comprend pas les bibliothèques scolaires et, par conséquent, l'image des résultats et des impacts des bibliothèques présentées ici est forcément incomplète. À ce jour, on n'a pas trouvé le moyen efficace et rentable de déterminer et de joindre les bibliothèques scolaires du Canada, dont on estime le nombre compris entre 14 000 et 16 000 (Kasher 1997, Manning 1997a, Durand et Daschko 2001), mais des discussions ont lieu afin d'étudier des approches de rechange.

Mise en garde II. Le secteur des bibliothèques spécialisées est sous-représenté pour une raison similaire : l'absence d'une liste exhaustive de ces bibliothèques. En plus de la sous-représentation des bibliothèques spécialisées dans leur totalité, le sondage de 1999 ne comprenait qu'une seule bibliothèque au service du secteur commercial de l'est du Québec, aucune bibliothèque dans les Territoires, en Saskatchewan et au Manitoba, et seulement 10 bibliothèques au Québec par rapport à 27 en Ontario (tableau 9b).

Mise en garde III. Dans le but de procéder à des comparaisons sur plusieurs années, il est important de noter qu'un seul sous-ensemble des bibliothèques participant au sondage de 1999 a aussi signalé des données lors des années précédentes du sondage, en 1994, en 1995 et en 1996 (Résultats, Section 4, tendances d'impact 1994, 1996, 1999). Par conséquent, un noyau de seulement 1 047 bibliothèques représente la participation sur l'ensemble des quatre années du programme. Cet ensemble de bibliothèques représentait 70 p. 100 des bibliothèques exposées dans le sondage de 1999 et seulement 51 p. 100 des 2 050 bibliothèques figurant sur au moins une (mais pas forcément l'ensemble) des quatre années du programme.

La ventilation suivante montre les niveaux de participation au programme sur les quatre années du sondage :

- 1994 ou 1995 ou 1996 ou 1999 2 050 bibliothèques
- 1994 1 408
- 1995 1 777
- 1996 1 634
- 1999 1 490
- 1994 et 1995 et 1996 1 267
- 1994 et 1996 et 1999 1 047 (chiffre identique à celui de 1994,1995,1996 et 1999).

Ces chiffres indiquent une certaine variation, d'une année à l'autre, dans les taux de participation au Programme national de statistiques de base des bibliothèques. Une analyse plus poussée révèle que 369 bibliothèques étaient nouvelles pour le programme en 1995, 130 étaient complètement nouvelles pour le programme en 1996, tandis que 273 s'étaient retirées en 1994 ou 1995, et que 143 bibliothèques étaient entièrement nouvelles pour le programme en 1999, tandis que 560 s'étaient retirées en 1994, 1995 ou 1996. Quelque 220 bibliothèques représentées sur l'ensemble des trois années, soit 1994, 1995 et 1996, se sont retirées du programme en 1999.

Mise garde IV. La disponibilité des données n'est pas uniforme parmi toutes les variables du sondage, soit pour 1999, soit pour n'importe laquelle des années précédentes du sondage, de 1994 à 1996. Même quand une bibliothèque donnée est représentée lors d'une année précise du sondage, elle peut n'avoir fourni des données

que pour certaines des variables du sondage dans le cadre du Programme national de statistiques de base des bibliothèques.

Le résultat donne une variation considérable dans le niveau d'intégralité de chaque variable. C'est pourquoi il est important que les lecteurs gardent à l'esprit les taux de réponse de chaque indicateur. Le taux de réponse de chaque indicateur désigne la proportion des bibliothèques pour lesquelles on dispose de données relatives à une variable donnée du sondage. Par exemple, dans le secteur des bibliothèques d'établissements d'enseignement, on ne disposait pas des données relatives aux dépenses en capital des bibliothèques membres de l'ABRC, de l'Association des bibliothèques de recherche du Canada ou du CPSLD, le Council of Post Secondary Library Directors of British Columbia.

L'absence de données complètes constitue une limite importante à la pertinence des données recueillies, quand on décrit les bibliothèques du programme de 1999 et quand on extrapole à l'univers des bibliothèques canadiennes. Malgré les limites du sondage précitées, les auteurs croient en l'intégrité des résultats présentés dans le présent rapport, tout en gardant à l'esprit que toutes les données sont des estimations.

Résultats

On présente les résultats du sondage de 1999 en trois parties : modèles descriptifs généraux des activités et des impacts de toutes les bibliothèques recensées dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques, analyse sectorielle de ces modèles d'activité et d'impact, puis analyse par province et territoire.

La quatrième partie du présent chapitre est une analyse des tendances présentant des données comparatives pour le noyau des bibliothèques exposées dans le programme sur les trois années sélectionnées du sondage : 1994, 1996 et 1999. La présentation met l'accent sur les tendances générales, les tendances par habitant et l'analyse des indicateurs clés.

La partie suivante du chapitre extrapole les modèles d'activité et d'impact à l'univers entier des bibliothèques canadiennes, à partir des données du programme de 1999 et complétées par les estimations relatives aux bibliothèques scolaires. La dernière partie présente certaines comparaisons provisoires avec d'autres activités intellectuelles et sociales auxquelles les Canadiennes et les Canadiens participent dans le cadre de leurs pratiques culturelles.

1. Modèles d'impact de 1999

Le sondage du Programme national des statistiques de base des bibliothèques de 1999 révèle que les bibliothécaires canadiens et les membres de leur personnel des secteurs des bibliothèques publiques, d'établissements d'enseignement et spécialisées, ont apporté des avantages impressionnants à leurs clients et à leurs collectivités, sur le plan culturel et économique. Comme on ne peut saisir ni mesurer beaucoup de ces avantages, on a conçu le programme pour recueillir plusieurs indicateurs clés de l'impact quantitatif sur les usagers, les organisations et les collectivités, des services de renseignements et de collection que ces trois secteurs proposent.

Le sondage de 1999 présente les données de 1 490 bibliothèques représentées d'un bout à l'autre du Canada dans le Programme national des statistiques de base des bibliothèques de cette année-là, avec différents degrés d'intégralité (tableau 1). On ajuste ces données pour les valeurs manquantes de chaque mesure, en imputant ou en calculant le montant brut, à partir des médianes connues de chacune des sept catégories de bibliothèques (tableau 2), et ce, afin d'arriver à une représentation plus complète et plus précise des mesures des 1 490 bibliothèques du programme de 1999 (reportez-vous au chapitre Méthodologie, Section 5, Analyse des données).

Pour la plupart des mesures du programme de 1999, les taux de réponse se situaient au-dessus de 90 p. 100. Pour cinq mesures, les taux de réponse étaient critiques : points de services (83 p. 100), demandes de renseignements (74 p. 100), dépenses en capital et emprunts entre bibliothèques (55 p. 100 chacun) et prêt entre bibliothèques (54 p. 100). La confiance dans les données imputées aux valeurs manquantes, à partir des médianes par catégorie de bibliothèque pour chacune de ces cinq mesures,

diminue au fur et à mesure que les taux de réponse diminuent, en particulier pour les mesures qui sont en dessous de 60 p. 100.

L'un des indicateurs clés de l'impact des bibliothèques dans la diffusion de l'information aux clients réside dans les services de renseignements. Tandis que certains services de bibliothèque sont organisés en partie pour faciliter le libre-service, les clients cherchent aussi régulièrement l'aide du personnel de la bibliothèque.

Dans le sondage de 1999, on estime que les usagers du Canada posaient 31 millions de questions à 1 490 établissements du programme, ce qui fait une moyenne de pratiquement 21 000 questions par bibliothèque cette année-là (tableau 2). Dans tout le pays, les clients des bibliothèques du programme ont posé 85 000 questions par jour, tous les jours de l'année, ou 60 questions par bibliothèque et par jour. Seules 1 102 bibliothèques ont indiqué les chiffres réels des demandes (29,8 millions) pour le programme de 1999 (tableau 3), ce qui représente 74 p. 100 de l'ensemble des 1 490 bibliothèques. Pour représenter les valeurs manquantes, les estimations montrent que les clients ont posé, en 1999, 1,2 million de questions supplémentaires aux 26 p. 100 d'établissements manquants, représentés par ailleurs dans le sondage.

Un autre indicateur clé de la diffusion de l'information se traduit dans les services de collections des bibliothèques. En général, les usagers utilisent avec ardeur et à répétition le vaste capital intellectuel détenu par les bibliothèques représentées dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques.

En 1999, on estime que les clients ont emprunté 276 millions de publications (livres et autres ressources documentaires de collection) à 1 490 bibliothèques représentées dans le programme, dans le but de satisfaire leurs besoins en matière de lecture, de visualisation et d'écoute, ainsi que d'autres besoins de consultation, ce qui fait une moyenne de 185 000 documents par bibliothèque cette année-là. Dans tout le pays, les clients des bibliothèques ont emprunté 756 000 documents par jour, tous les jours de l'année, soit plus de 500 par bibliothèque et par jour. Étant donné qu'au total, 1 347 ou 90 p. 100 des bibliothèques du programme de 1999 ont déclaré des opérations réelles d'emprunt (274,1 millions de documents), les estimations relatives aux bibliothèques manquantes indiquent que 1,5 million de documents supplémentaires étaient en circulation en 1999.

Les prêts entre bibliothèques constituent un autre volet important des services de collections des bibliothèques (tableau 2). On estime que les 1 490 bibliothèques du programme ont obtenu 1,3 million de publications, au nom de leurs clients, ce qui fait une moyenne de pratiquement 900 documents par bibliothèque cette année-là. Dans tout le pays, les clients des bibliothèques du programme ont obtenu 36 000 publications par an ou plus de deux documents par bibliothèque et par jour. Seules 821 bibliothèques ont déclaré les chiffres réels des emprunts entre bibliothèques (pratiquement 1,1 million de documents dans le programme de 1999, représentant 55 p. 100 de l'ensemble des 1 490 bibliothèques (tableau 7).

Pour représenter les valeurs manquantes, les estimations indiquent que d'autres bibliothèques ont emprunté 200 000 documents supplémentaires au nom de leurs clients.

Donc, en tout, les bibliothèques du programme de 1999 ont fait circuler plus de 277 millions de publications, à partir de leurs propres collections et de celles des autres bibliothèques, ce qui fait une moyenne de 186 000 documents par bibliothèque cette année-là. Dans tout le pays, les clients des bibliothèques du programme ont emprunté pratiquement 760 000 documents, tous les jours de l'année, soit plus de 500 documents par bibliothèque et par jour.

Les prêts entre bibliothèques représentaient 0,5 p. 100 de toutes les consultations des collections des bibliothèques, à l'extérieur de la bibliothèque. Pour replacer les choses dans leur contexte, pour chaque document obtenu par un emprunt entre bibliothèques, les bibliothèques du programme de 1999 ont fait circuler plus de 200 documents à partir de leurs propres collections.

Ces chiffres ne représentent pas les consultations sur place des usagers. Si l'on prend en compte la consultation sur place, quelque 37,5 p. 100 des emprunts extérieurs (reportez-vous au chapitre Méthodologie, Section 5, Analyse des données), de l'utilisation non assistée des collections dans les locaux de la bibliothèque, ajouteraient des documents estimés à 103 millions, en plus de leur utilisation à l'extérieur, ce qui fait une moyenne de 69 000 documents par bibliothèque ou 282 000 documents par jour. Cela revient pratiquement à 200 documents par bibliothèque et par jour.

Par conséquent, on estime l'utilisation combinée des collections de la bibliothèque, sur place et à l'extérieur, y compris les emprunts entre établissements, au nom des clients, à un total général de 380 millions de documents parmi les bibliothèques du programme de 1999, ce qui fait une moyenne de 255 000 documents par bibliothèque, plus de un million de documents par jour, tous les jours de l'année, dans tout le pays, ou 700 documents par bibliothèque et par jour.

Les bibliothécaires n'empruntent pas seulement des documents des autres bibliothèques, mais ils prêtent aussi leurs ressources documentaires à d'autres bibliothèques (tableau 7). En 1999, pratiquement 1,7 million de documents ont été prêtés à d'autres bibliothèques, ce qui fait en moyenne 1 100 documents par bibliothèque ou 4 700 documents par jour. 810 bibliothèques ou 54 p. 100 de celles du sondage de 1999 ont déclaré les chiffres réels des prêts, de 1,6 million.

L'analyse de l'activité entre établissements par les bibliothèques du sondage de 1999 signalant à la fois des emprunts et des prêts, montre qu'à chaque fois qu'on emprunte un document à d'autres bibliothèques, on prête 1,5 document à d'autres bibliothèques. 777 bibliothèques ont indiqué les chiffres réels de 1,1 million de documents empruntés et de 1,6 million de documents prêtés.

Pour les bibliothèques du sondage de 1999 déclarant à la fois des demandes totales entre établissements et des demandes satisfaites de documents venant d'autres bibliothèques, il y avait un taux de demande satisfaite global de 85 p. 100 (soit 404 bibliothèques à avoir répondu). Pour celles déclarant à la fois les demandes totales et satisfaites pour le prêt de fonds documentaires à d'autres bibliothèques, il y avait un taux de demande satisfaite global de 71 p. 100 (soit 380 bibliothèques à avoir répondu).

Afin de répondre aux besoins des clients en matière d'information, de consultation, et de lectures, dans tout le Canada, les bibliothèques du programme avaient un investissement en infrastructure de documents de leurs collections estimé à 301 millions en 1999, ce qui fait une moyenne de plus de 200 000 publications par bibliothèque (tableau 2). Un total de 1 444 bibliothèques du programme de 1999 déclaraient les chiffres réels des ressources documentaires de collection, de 297 millions de documents, ce qui représente 97 p. 100 de toutes les bibliothèques (tableau 3). Pour représenter les valeurs manquantes, les estimations indiquent que les 3 p. 100 d'établissements manquants, représentés par ailleurs dans le sondage, ont emprunté 3,5 millions de documents supplémentaires.

Les livres s'élevaient à 171 millions de documents et les collections autres que des livres s'élevaient à 130 millions de documents, représentant respectivement 57 p. 100 et 43 p. 100 des collections que détiennent les bibliothèques représentées dans le programme de 1999. Un total de 1 437 bibliothèques du programme de 1999 ont signalé les chiffres réels des fonds de livres, de 170 millions de documents et 1 180 ont signalé des fonds autres que des livres, de 127 millions de documents (tableau 5). Parmi les 1 173 bibliothèques déclarant à la fois des livres et d'autres fonds documentaires, le rapport s'élevait à 54 p. 100 de livres et 46 p. 100 d'autres documents.

De plus, les bibliothèques du programme de 1999 étaient abonnées à un nombre de périodiques estimés à 903 000, ce qui fait en moyenne plus de 600 par bibliothèque. Parmi les bibliothèques pour lesquelles on dispose des données réelles, 1 412 établissements ont déclaré plus de 886 000 abonnements à des périodiques, représentant 95 p. 100 des 1 490 établissements du programme de 1999.

L'ensemble de ces fonds documentaires représente un important investissement à long terme dans l'acquisition du capital intellectuel.

Ces services de renseignements et de collections, en même temps que d'autres importants services de bibliothèque qui ne sont pas saisis dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques, provenaient des investissements des 1 490 bibliothèques du programme de 1999, investissements estimés à plus de 4 300 points de services dans tout le pays, 25 000 employés ETP, 301 millions de publications et 903 000 abonnements à des périodiques. En moyenne, chaque bibliothèque gérait trois points de services, employait 17 personnes, détenait 202 000 publications et était abonnée à 606 périodiques (tableau 2). Parmi les bibliothèques pour lesquelles on

dispose de ces mesures dans le programme de 1999, on a déterminé 4 000 points de services (1 237 bibliothèques ou 83 p. 100 à avoir répondu), 24 600 employés ETP (1 394 bibliothèques ou 94 p. 100 à avoir répondu), 297,6 millions de publications (1 444 bibliothèques ou 97 p. 100 à avoir répondu) et 886 000 abonnements à des périodiques (1 412 bibliothèques ou 95 p. 100 à avoir répondu). Consultez le tableau 3.

Un des indicateurs clés de l'impact économique des bibliothèques sur leurs organisations et leurs collectivités se traduit par les dépenses. Le sondage de 1999 montre que les dépenses des bibliothèques du pays représentent un pouvoir d'achat considérable ainsi qu'un impact sur la collectivité. En 1999, les bibliothèques ont dépensé 1,63 milliard de dollars pour offrir des services aux clients, ce qui fait une moyenne de pratiquement 1,1 million de dollars par bibliothèque ou 4,5 millions de dollars par jour. Les dépenses réelles de 1,57 milliard de dollars ont été déclarées par 1 363 bibliothèques ou 92 p. 100 de celles du programme, et les estimations des valeurs manquantes indiquent des dépenses de 55 millions de dollars supplémentaires cette année-là.

Sur les dépenses totales, la dotation en personnel représentait plus de 928 millions de dollars, 57 p. 100 de l'ensemble étant dépensé par les bibliothèques du programme. Les coûts réels en personnel, de 904 millions de dollars, ont été déclarés par 1 260 bibliothèques ou 85 p. 100 de celles du programme de 1999, pour une moyenne de plus de 700 000 dollars par bibliothèque (tableau 6b).

Les dépenses en capital, nécessaires pour entretenir et moderniser les installations du pays, représentaient une somme estimée à 53 millions de dollars en 1999, soit 3 p. 100 des dépenses totales, ce qui fait une moyenne d'un peu moins de 36 000 dollars par bibliothèque. 821 bibliothèques ou 55 p. 100 de celles du programme ont indiqué des dépenses réelles en capital de l'ordre de 50 millions de dollars, pour une moyenne de 61 000 dollars par bibliothèque ou 33 000 dollars par bibliothèque parmi l'ensemble des bibliothèques du programme de 1999 (tableau 6). Si l'on considère les dépenses en capital pour des projets de bâtiments à usage divers et construits dans un but précis dans les secteurs des bibliothèques publiques et d'établissements d'enseignement, il est raisonnable de tenir compte d'un montant compris entre 500 millions de dollars et 1 milliard de dollars d'engagements budgétaires supplémentaires qui, d'ordinaire, n'apparaissent pas dans les comptes des bibliothèques. De même, certaines dépenses en ressources électroniques ne sont pas incluses, car elles font plutôt partie des affectations de programme institutionnel.

Ce qui est également remarquable, c'est l'investissement déterminé par les bibliothécaires canadiens dans les infrastructures des collections, de l'ordre de 22 p. 100 de toutes les dépenses. Les établissements participant au sondage de 1999 ont dépensé une somme estimée à 360 millions de dollars, dans le but d'élargir les ressources documentaires de collection, totalisant alors pratiquement 301 millions de documents, ce qui fait une moyenne de pratiquement 241 000 dollars par

bibliothèque. 1 310 bibliothèques ou 88 p. 100 de celles du programme ont déclaré des dépenses réelles en collections de 351 millions de dollars (tableau 6).

Tandis que de telles infrastructures et un tel investissement sont importants d'un point de vue statistique, il est impossible de traduire en valeur monétaire leur valeur et leur impact sur le plan social, en particulier quand on prend en compte les services à valeur ajoutée des bibliothécaires en matière de sélection, d'organisation, d'exposition, de logement, d'entretien, de conservation et de recherche de ces collections.

L'emploi représente aussi une mesure de l'impact économique. En 1999, les bibliothèques publiques, d'établissements d'enseignement et spécialisées, représentées dans le programme, employaient 25 000 personnes ETP au Canada. Parmi les 1 197 bibliothèques déclarant à la fois l'effectif total et les frais de personnel, les revenus moyens des effectifs s'élevaient, en 1999, à 37 442 dollars par employé équivalent temps plein.

Les chiffres réels de dotation en personnel, signalés par 1 394 bibliothèques ou 94 p. 100 de celles représentées dans le programme de 1999, totalisaient 24 600 employés ETP. Sur l'ensemble des travailleurs, on comptait 4 600 bibliothécaires ETP et 2 445 bibliotechniciens ETP.

Quelque 1 165 bibliothèques ont fourni des données sur leur dotation en bibliothécaires (tableau 4). Sur ce total, 698 établissements, soit 60 p. 100, employaient 4 600 bibliothécaires ETP (ETP). Dans un même temps, les 467 bibliothèques restantes, soit 40 p. 100, affirmaient ne pas avoir du tout de bibliothécaires au sein de leur personnel.

934 établissements au total ont fourni des données sur leur dotation en bibliotechniciens. Quelque 540 bibliothèques, soit pratiquement 58 p. 100 de ce total, employaient 2 445 bibliotechniciens ETP. Les autres 394 bibliothèques, soit 42 p. 100, affirmaient ne pas avoir du tout de bibliotechniciens au sein de leur personnel.

931 établissements au total ont fourni des données sur leur dotation à la fois en bibliothécaires et en bibliotechniciens. Sur ce total, quelque 689 bibliothèques, soit 74 p. 100, ont affirmé employer soit des bibliothécaires, soit des techniciens, soit les deux. Dans un même temps, cependant, 242 bibliothèques, soit 26 p. 100, disaient n'avoir ni bibliothécaires ni techniciens au sein de leur personnel. La grande majorité des établissements qui n'employaient pas de personnel qualifié de l'une ou l'autre de ces catégories étaient des petites bibliothèques publiques au service de populations municipales de moins de 5 000 habitants (pour 77 p. 100) ou des bibliothèques d'organisations sans but lucratif (pour 15 p. 100).

Tandis que 689 établissements employaient soit des bibliothécaires, soit des techniciens, seules 376 bibliothèques employaient les deux. Au sein de ces 376 établissements ayant les deux catégories de personnel, les bibliothécaires et les

techniciens étaient employés dans des proportions quelque peu similaires : 22 p. 100 étaient des bibliothécaires (2 520 ETP) et 19 p. 100 étaient des techniciens (2 185 ETP).

Pour résumer, les bibliothécaires et les bibliothèques des trois secteurs représentés dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques, pour l'année 1999, enregistraient des avantages culturels et économiques impressionnants pour leurs clients et pour leurs organisations et leurs collectivités de manière générale :

- 31 millions de demandes de renseignements par les usagers;
- 277 millions d'emprunts de livres et d'autres publications par les usagers, dont l'emprunt de 1,3 million de documents par les bibliothécaires, pour leur compte, à d'autres bibliothèques;
- consultation sur place de 103 millions de publications par les usagers;
- 25 000 personnes au service des usagers;
- 301 millions de ressources documentaires et 903 000 abonnements à des périodiques, afin de répondre aux besoins des usagers en matière de lecture, de visualisation et d'écoute;
- 4 300 points de services afin d'offrir un espace pour l'accès physique aux ressources et aux services des bibliothèques;
- 1,63 milliard de dollars de dépenses générales afin d'offrir des services de bibliothèque, ainsi qu'une autre somme comprise entre 500 millions de dollars et 1 milliard de dollars en dépenses de capital pour des projets de bâtiments à usage divers et construits dans un but précis, dans les secteurs des bibliothèques publiques et d'établissement d'enseignement qui, d'ordinaire, n'apparaissent pas dans les engagements budgétaires annuels des bibliothèques, tout comme les dépenses en ressources électroniques.

Ces incroyables volumes d'activité signifient qu'on estime qu'en moyenne, chaque jour de l'année, les bibliothécaires et le personnel représentés dans le programme ont :

- répondu à 85 000 questions;
- fait circuler 760 000 documents, dont 3 600 documents empruntés à d'autres bibliothèques au nom de leurs clients;
- facilité 282 000 consultations sur place de collections;
- dépensé 4,5 millions de dollars pour offrir des services de bibliothèque.

Les moyennes générales indiquent que la bibliothèque type du Programme national de statistiques de base des bibliothèques de 1999 a :

- répondu à 21 000 demandes de renseignements;
- fait circuler 186 000 publications, dont 900 documents empruntés à d'autres bibliothèques;
- facilité 69 000 utilisations de collections sur place;

- employé 16,7 personnes, 20 p. 100 de bibliothécaires et 20 p. 100 de techniciens;
- détenu 202 000 documents, 57 p. 100 de livres et 43 p. 100 d'autres documents;
- souscrit à 606 périodiques;
- géré 2,9 points de services;
- dépensé 1,1 million de dollars, 57 p. 100 en dotation en personnel et 22 p. 100 en collections (tableau 2).

Toutefois, la comparaison de ces moyennes avec les valeurs médianes de ces mesures montre que la bibliothèque la plus typique du programme est en fait beaucoup plus petite, à tous les égards, que ce que les moyennes arithmétiques impliqueraient : une moyenne de 21 000 demandes de renseignements par rapport à une médiane d'un peu plus de 2 000 demandes de renseignements; une circulation moyenne de 186 000 documents détenus et empruntés par rapport à une médiane de 20 000 documents; un personnel de 16,7 personnes par rapport à une médiane de 2,8 personnes; 202 000 documents de collections par rapport à une médiane de 26 000 documents; 606 abonnements à des périodiques par rapport à une médiane de 78 abonnements; 2,9 points de services par rapport à une médiane de 1 point de services; et 1,1 million de dépenses par rapport à une médiane de 182 000 dollars de dépenses.

Ces fortes différences entre les valeurs moyennes et les valeurs médianes indiquent des modèles gravement asymétriques, rappelant la réalité largement connue, selon laquelle il y a de nombreux petits établissements au pays et seuls quelques établissements plus importants. En effet, les bibliothèques du programme de 1999, déclarant des collections de plus de 100 000 documents (juste 248 bibliothèques, soit moins de 20 p. 100), représentaient 80 p. 100 de toutes les ressources documentaires de collection et des abonnements à des périodiques, trois quarts de toutes les demandes de renseignements, les documents en circulation, les emprunts entre bibliothèques, la dotation en personnel et les dépenses ainsi que la moitié de tous les points de services. Quand on examine les données du point de vue de la règle bien connue du «80-20», la forte déformation des ampleurs des bibliothèques signifie que 80 p. 100 et plus de toutes les demandes de renseignements, des documents en circulation, des ressources documentaires de collection, des abonnements à des périodiques et de la dotation en personnel relevaient seulement de 10 p. 100 environ des bibliothèques du programme de 1999, de l'ordre de 100 à 160 établissements sur un total de 1 490.

2. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques de 1999

L'analyse du secteur des bibliothèques constitue une approche importante pour la compréhension des activités de services des bibliothèques canadiennes, de leurs résultats et de leurs impacts. Sur les 1 490 bibliothèques du programme de 1999, la ventilation par secteur révèle les données suivantes :

- 910 bibliothèques publiques et 8 bibliothèques provinciales et territoriales, soit 61 p. 100;

- 193 bibliothèques d'établissements d'enseignement (83 bibliothèques universitaires et 110 bibliothèques collégiales), soit 13 p. 100;
- 378 bibliothèques spécialisées (171 bibliothèques gouvernementales, 155 bibliothèques sans but lucratif et 52 bibliothèques à but lucratif), soit 25 p. 100;
- la Bibliothèque nationale du Canada : moins de 1 p. 100 (tableau 3a).

Suivant la discussion sur les distributions faussées, à la fin de la dernière section, il faut noter que tant les bibliothèques publiques que les bibliothèques d'établissements d'enseignement ont tendance à être très petites, que l'on mesure leur population de service ou leurs ressources documentaires de collection. Parmi les bibliothèques publiques représentées dans le programme de 1999, 46 p. 100 étaient au service de municipalités ayant des populations de moins de 5 000 habitants chacune. Seules 13 p. 100 étaient au service de plus de 50 000 personnes chacune. Dans le même ordre d'idées, un peu plus de la moitié des bibliothèques d'établissements d'enseignement du programme de 1999 déclaraient des collections de moins de 100 000 documents chacune. Seules 23 p. 100 détenaient plus d'un demi-million de documents chacune et seul un établissement de cette catégorie était une bibliothèque collégiale.

Les données révèlent la prépondérance globale en nombre du secteur des bibliothèques publiques dans le programme de 1999. Les bibliothèques publiques représentent plus de 60 p. 100 de toutes les bibliothèques et des points de services, plus de la moitié de toutes les dotations en personnel et de toutes les dépenses, pratiquement 80 p. 100 de toutes les demandes de renseignements et pratiquement 90 p. 100 de toutes les opérations de circulation de documents (tableau 2a). Toutefois, elles ne détenaient que 30 p. 100 de toutes les collections et moins de 20 p. 100 de tous les périodiques du programme de 1999, par rapport aux bibliothèques d'établissements d'enseignement qui, elles, détenaient 60 p. 100 des collections et des périodiques.

Les bibliothèques d'établissements d'enseignement, avec 13 p. 100 de tous les établissements et 21 p. 100 des points de services représentés dans le programme de 1999, constituaient un tiers de toutes les dotations en personnel et de toutes les dépenses, mais seulement 18 p. 100 de toutes les demandes de renseignements et 11 p. 100 de toutes les documents en circulation.

Les bibliothèques gouvernementales prédominaient dans le secteur des bibliothèques spécialisées, avec 12 p. 100 de tous les établissements du programme de 1999, 11 p. 100 de tous les abonnements aux périodiques et 6 à 8 p. 100 de l'ensemble des points de service, des collections, des dotations en personnel et des dépenses. Mais elles ne représentaient que 2 p. 100 de toutes les demandes de renseignements et moins de 1 p. 100 de toutes les opérations de circulation de documents. En revanche, les bibliothèques au service des organisations commerciales et des organisations sans but lucratif représentaient 14 p. 100 de tous les établissements et 9 p. 100 des points de services, mais seulement 1 à 4 p. 100 des collections, des périodiques, des demandes

de renseignements, des documents en circulation, des dotations en personnel et des dépenses.

Les populations signalées par les trois secteurs présentent des milieux qui se recoupent, dans la mesure où les résidents des municipalités peuvent être en même temps des étudiants ou des membres du corps professoral et faire partie du personnel d'une organisation servie par l'une des bibliothèques spécialisées. L'utilisateur d'une bibliothèque publique peut être usager d'une bibliothèque d'établissement d'enseignement et d'une bibliothèque spécialisée tout à la fois. Par conséquent, on ne peut évaluer l'intégralité globale des populations que par secteur et non pour la cohorte entière des 1 490 bibliothèques du programme de 1999.

La population reflète l'un des différents indicateurs de la taille relative d'une bibliothèque, un indicateur le plus communément rattaché au secteur des bibliothèques publiques. Au Canada, les bibliothèques publiques ont tendance à avoir une base de clients considérablement plus importante que celle que l'on trouve dans n'importe quel autre type de bibliothèque. 31 000 personnes en moyenne, par rapport à 9 000 personnes pour les bibliothèques des universités, 5 000 personnes pour les bibliothèques collégiales et de 1 000 à 3 000 personnes pour les bibliothèques spécialisées.

L'analyse par secteur des populations, signalées par les bibliothèques du programme de 1999, révèle les données suivantes :

- 28,5 millions de résidents des municipalités utilisaient les services des bibliothèques publiques, soit 93 p. 100 de la population canadienne (la population totale du Canada s'élevait à 30,5 millions cette année-là). 18,5 millions de personnes utilisaient les services de cinq bibliothèques provinciales et trois bibliothèques territoriales réunies, ce qui fait en moyenne 2,3 millions chacune, bien que certaines des bibliothèques provinciales et territoriales coïncident avec les bibliothèques publiques pour ce qui est de la prestation des services sélectionnés pour les résidents des municipalités. Selon toute probabilité, la population entière du Canada était concernée ou pas presque;
- 1,3 million d'étudiants et de membres du corps professoral utilisaient les services des bibliothèques d'établissements d'enseignement, soit à peu près l'ensemble des étudiants et des membres du corps professoral du postsecondaire du Canada cette année-là. 168 bibliothèques d'établissements d'enseignement ont déclaré les chiffres réels, à savoir 642 000 étudiants et membres du corps professoral pour 67 bibliothèques universitaires et 571 000 pour 101 bibliothèques collégiales;
- 800 000 employés et clients utilisaient les services des bibliothèques spécialisées, ce qui fait en moyenne 1 300 par bibliothèque gouvernementale, 3 000 par bibliothèque sans but lucratif et 1 600 par bibliothèque à but lucratif. 305 bibliothèques spécialisées ont déclaré les chiffres réels, à savoir 213 000 pour 143

bibliothèques gouvernementales, 434 000 pour 117 bibliothèques sans but lucratif et 80 000 pour 45 bibliothèques à but lucratif (consultez le tableau 3);

Parmi les trois secteurs de bibliothèques représentées dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques de 1999, les bibliothèques publiques offraient les plus fortes proportions de services de renseignements et de prêts de collections. Elles représentaient 77 p. 100 de toutes les demandes de renseignements et 88 p. 100 de tous les documents en circulation recensés dans le programme de 1999. Les services de renseignements et de circulation de documents proposés par les bibliothèques provinciales et territoriales du programme de 1999 étaient négligeables en nombre : 0,2 p. 100 et 0,1 p. 100 pour chacune de ces activités (consultez le tableau 2a).

Alors que les bibliothèques publiques du programme de 1999 prédominaient en matière de services de renseignements et de prêts de collection, leur part de ressources documentaires de collection n'était cependant que de 28 p. 100. Leur proportion d'employés totaux et de dépenses totales s'élevaient respectivement à 54 p. 100 et 52 p. 100. Les bibliothèques provinciales et territoriales représentaient quant à elles 1,5 p. 100 des collections, 1 p. 100 de la dotation en personnel et 2 p. 100 des dépenses.

En revanche, les bibliothèques d'établissements d'enseignement du programme détenaient de loin l'infrastructure de collections la plus importante en 1999, soit 57 p. 100 de toutes les ressources documentaires de collection. Mais elles ne représentaient que 18 p. 100 de toutes les demandes de renseignements, 11 p. 100 de tous les documents en circulation, 35 p. 100 de tout le personnel et 34 p. 100 de toutes les dépenses.

Ces modèles laissent peut-être entendre que les bibliothèques d'établissements d'enseignement sont organisées pour plus de livres-services non assistés que les autres secteurs de bibliothèques. Toutefois, en 1999, les bibliothèques d'établissements d'enseignement signalaient en moyenne des volumes de demandes de renseignements en plus grand nombre que les bibliothèques publiques : plus de 52 000 demandes de renseignements par établissement, par rapport à 26 000 pour les bibliothèques publiques (tableau 2b). L'analyse définitive des aspects des services non assistés des bibliothèques d'établissements d'enseignement, par rapport aux bibliothèques publiques, dépasse l'étendue du présent rapport.

D'autres types de bibliothèques ont déclaré, en 1999, des volumes de demandes de renseignements beaucoup plus faibles. Les bibliothèques collégiales comptaient 10 000 demandes de renseignements par bibliothèque. Les bibliothèques provinciales et territoriales recevaient 6 000 demandes de renseignements par bibliothèque et les différents types de bibliothèques spécialisées recevaient entre 4 000 et 7 000 demandes de renseignements par bibliothèque.

Sur le chiffre estimé de 31 millions de demandes de renseignements par les clients en 1999, une ventilation par secteur révèle les données suivantes :

- en 1999, les 918 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales ont répondu à 24 millions de demandes de renseignements, ce qui fait en moyenne 26 000 par bibliothèque publique et 6 000 par bibliothèque provinciale ou territoriale. 683 établissements, ou 74 p. 100 des bibliothèques du programme, ont déclaré les chiffres réels de 23,4 millions de demandes de renseignements;
- les 193 bibliothèques d'établissements d'enseignement ont répondu à 5 millions de demandes de renseignements, ce qui fait en moyenne 52 000 par bibliothèque universitaire et 10 000 par bibliothèque collégiale. 134 établissements ou 69 p. 100 ont déclaré les chiffres réels de 4,9 millions de demandes de renseignements, 4,1 millions de demandes auxquelles ont répondu 75 bibliothèques universitaires et pratiquement 800 000 demandes auxquelles ont répondu 59 bibliothèques collégiales;
- les 378 bibliothèques spécialisées ont répondu à 2 millions de demandes de renseignements, ce qui fait en moyenne 4 000 par bibliothèque gouvernementale et bibliothèque sans but lucratif, et 7 000 par bibliothèque à but lucratif. 284 établissements ou 75 p. 100 ont déclaré les chiffres réels de 1,5 million de demandes de renseignements, 600 000 demandes auxquelles ont répondu 144 bibliothèques gouvernementales, 600 000 autres demandes auxquelles ont répondu 111 bibliothèques sans but lucratif et pratiquement 300 000 demandes auxquelles ont répondu 26 bibliothèques à but lucratif (tableau 3b).

On a trouvé des modèles identiques pour la circulation de documents par type de bibliothèque représenté dans le programme de 1999. Les bibliothèques universitaires ont déclaré 320 000 documents en circulation par bibliothèque et les bibliothèques publiques en ont déclaré 265 000 par bibliothèque. Les autres types de bibliothèques avaient des volumes d'activité d'emprunt considérablement plus faibles : les bibliothèques provinciales et territoriales en avaient 44 000 par bibliothèque, les bibliothèques collégiales en avaient 41 000 par bibliothèque, les bibliothèques sans but lucratif en avaient 12 000 par bibliothèque et les bibliothèques à but lucratif et les bibliothèques gouvernementales en avaient 5 000 chacune (tableau 2b).

Sur les 276 millions de documents empruntés par les usagers en 1999, une ventilation par secteur révèle les données suivantes :

- 242 millions de documents venaient des 918 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, ce qui fait en moyenne 265 000 par bibliothèque publique et 44 000 par bibliothèque provinciale ou territoriale. 894 établissements ont déclaré des chiffres réels de 240,5 millions de documents;
- 31 millions de documents étaient empruntés aux 193 bibliothèques d'établissements d'enseignement, ce qui fait en moyenne 320 000 par

bibliothèque universitaire et 41 000 par bibliothèque collégiale. 182 établissements ont déclaré les chiffres réels de 30,7 millions de documents, soit 26,4 millions venant de 81 bibliothèques universitaires et 4,3 millions venant de 101 bibliothèques collégiales;

- 3 millions de documents étaient empruntés aux 378 bibliothèques spécialisées, ce qui fait en moyenne 5 000 par bibliothèque gouvernementale, 12 000 par bibliothèque sans but lucratif et 5 000 par bibliothèque à but lucratif. 268 établissements ou 71 p. 100 ont déclaré 2,7 millions de documents, soit 1,8 million venant de 109 bibliothèques sans but lucratif, 700 000 documents venant de 136 bibliothèques gouvernementales et moins de 200 000 venant de 23 bibliothèques à but lucratif (tableau 3).

Les ententes en matière de prêts entre bibliothèques complètent les collections de la bibliothèque au pays, bien que les modèles varient parmi les secteurs de bibliothèques (tableaux 3 et 7). Dans le programme de 1999, les bibliothèques spécialisées et les bibliothèques universitaires dépendaient des emprunts entre bibliothèques plus fortement que les autres secteurs, relativement aux utilisations de leurs propres collections à l'extérieur. Pour chaque document obtenu par un emprunt entre établissements, les bibliothèques gouvernementales ne faisaient circuler que 8 publications de leurs propres collections, les bibliothèques à but lucratif faisaient circuler 22 documents, les bibliothèques sans but lucratif en faisaient circuler 26 et les bibliothèques universitaires 39. En revanche, pour chaque document emprunté entre établissements, au nom des clients, les bibliothèques collégiales faisaient circuler 327 publications de leurs propres collections, les bibliothèques publiques faisaient circuler 595 documents et les bibliothèques provinciales et territoriales 841.

Autrement dit, les emprunts des autres bibliothèques, en tant que pourcentage des utilisations totales des collections des bibliothèques à l'extérieur (à la fois détenues et prêtées entre établissements), représentaient les pourcentages suivants :

- 12,5 p. 100 de la circulation de documents des bibliothèques gouvernementales;
- 4,5 p. 100 de la circulation de documents des bibliothèques à but lucratif;
- 3,8 p. 100 de la circulation de documents des bibliothèques sans but lucratif;
- 2,6 p. 100 de la circulation de documents des bibliothèques universitaires;
- 0,3 p. 100 de la circulation de documents des bibliothèques collégiales;
- 0,2 p. 100 de la circulation de documents des bibliothèques publiques;
- 0,1 p. 100 de la circulation de documents des bibliothèques provinciales et territoriales.

En moyenne, les bibliothèques universitaires procédaient de loin à davantage de prêts entre établissements que les autres types de bibliothèques du programme de 1999, soit 8 000 documents par bibliothèque, par rapport à moins de 700 documents chacune pour les autres secteurs. Les bibliothèques publiques, provinciales et territoriales dépendaient le moins des emprunts entre établissements pour satisfaire aux besoins de leurs clients.

Sur le 1,3 million de publications empruntées, au nom des clients, à d'autres bibliothèques, par les établissements représentés dans le programme de 1999, l'analyse par secteur révèle les données suivantes :

- 400 000 documents étaient destinés aux usagers des 918 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, ce qui fait en moyenne plus de 400 documents par bibliothèque publique et 50 par bibliothèque provinciale ou territoriale. 415 établissements ont déclaré les emprunts réels de 275 000 documents;
- 700 000 documents étaient destinés aux usagers des 193 bibliothèques d'établissements d'enseignement, ce qui fait en moyenne 8 000 documents par bibliothèque universitaire mais seulement 125 par bibliothèque collégiale. 142 établissements ont déclaré les emprunts réels de 632 000 documents, soit 620 000 par 69 bibliothèques universitaires et 12 000 par 73 bibliothèques collégiales;
- 200 000 documents étaient destinés aux usagers des 378 bibliothèques spécialisées, ce qui fait en moyenne 650 documents par bibliothèque gouvernementale, 450 par bibliothèque sans but lucratif et 200 par bibliothèque à but lucratif. 263 établissements ont déclaré les emprunts réels de 185 000 documents, soit 105 000 par 137 bibliothèques gouvernementales, 70 000 par 94 bibliothèques sans but lucratif et 10 000 par 32 bibliothèques à but lucratif.

Alors que le taux de demande satisfaite correspondait à 85 p. 100 pour les 404 bibliothèques du sondage de 1999, déclarant les chiffres réels à la fois des demandes totales et des demandes satisfaites de fonds documentaires venant d'autres bibliothèques, il y avait peu de variation parmi les taux de demande satisfaite par type de bibliothèques, sauf pour un taux de demande satisfaite supérieur à la moyenne, soit de 94 p. 100, pour les bibliothèques à but lucratif.

L'analyse par secteur montre que les taux de demande satisfaite parmi les bibliothèques du programme de 1999 étaient les suivants :

- 79 p. 100 pour 54 bibliothèques publiques et 83 p. 100 pour 4 bibliothèques provinciales et territoriales;
- 86 p. 100 pour 60 bibliothèques universitaires et 84 p. 100 pour 63 bibliothèques collégiales;
- 80 p. 100 pour 108 bibliothèques gouvernementales, 86 p. 100 pour 84 bibliothèques sans but lucratif et 94 p. 100 pour 30 bibliothèques à but lucratif.

Du revers de la médaille, on trouve le prêt à d'autres bibliothèques pour satisfaire leurs clients. Tout compte fait, les bibliothèques du sondage de 1999 ont prêté

1,7 million de publications, ce qui fait en moyenne plus de 1 100 documents par bibliothèque.

Par secteur, la ventilation révèle les données suivantes :

- les 918 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales ont prêté 330 000 documents, ce qui fait en moyenne 350 documents par bibliothèque publique et plus de 1 300 documents par bibliothèque provinciale ou territoriale. 419 établissements ont déclaré les chiffres réels de pratiquement 270 000 documents;
- les 193 bibliothèques d'établissements d'enseignement ont prêté 640 000 documents, ce qui fait en moyenne 7 600 par bibliothèque universitaire et 90 par bibliothèque collégiale. 146 établissements ont déclaré les chiffres réels de 618 000 documents, soit 610 000 documents prêtés par 73 bibliothèques universitaires et 8 000 documents prêtés par 73 bibliothèques collégiales;
- les 378 bibliothèques spécialisées ont prêté 680 000 documents, ce qui fait en moyenne 3 800 par bibliothèque gouvernementale, 220 par bibliothèque sans but lucratif et 85 par bibliothèque à but lucratif. 244 établissements ont déclaré les chiffres réels de 713 000 documents, soit 677 000 documents prêtés par 125 bibliothèques gouvernementales, 32 000 documents prêtés par 92 bibliothèques sans but lucratif et 4 000 documents prêtés par 27 bibliothèques à but lucratif.

Pour les 380 bibliothèques signalant à la fois les demandes totales et les demandes satisfaites pour le prêt de fonds documentaires à d'autres bibliothèques, il y avait un taux général de demande satisfaite de 71 p. 100. L'analyse par secteur montre un peu plus de variation dans les taux de demande satisfaite pour les documents prêtés qu'avec les taux de demande satisfaite pour les documents empruntés.

Les bibliothèques sans but lucratif ont réalisé le plus fort taux de réponse pour les demandes de prêt (88 p. 100), suivies par les bibliothèques universitaires (82 p. 100), les bibliothèques publiques (81 p. 100) et les bibliothèques à but lucratif (80 p. 100).

L'analyse par secteur montre les taux de demande satisfaite de prêts suivants :

- 81 p. 100 pour 59 bibliothèques publiques et 61 p. 100 pour 4 bibliothèques provinciales et territoriales;
- 82 p. 100 pour 61 bibliothèques universitaires et 78 p. 100 pour 61 bibliothèques collégiales;
- 66 p. 100 pour 96 bibliothèques gouvernementales, 88 p. 100 pour 74 bibliothèques sans but lucratif et 80 p. 100 pour 24 bibliothèques à but lucratif.

Le profil de l'emprunteur net varie selon les secteurs de bibliothèques. Le type de bibliothèque qui avait le plus fort profil d'emprunteur net dans le programme de 1999 étaient les bibliothèques sans but lucratif, lesquelles ont emprunté aux autres bibliothèques 2,2 documents pour chaque document prêté aux autres, suivies par les bibliothèques collégiales avec 1,6 document. Les autres emprunteurs nets étaient les bibliothèques publiques, les bibliothèques universitaires et les bibliothèques à but lucratif. Les secteurs des prêteurs nets étaient les bibliothèques provinciales et territoriales ainsi que les bibliothèques gouvernementales.

L'analyse par secteur montre les ratios suivants pour les bibliothèques du programme de 1999, déclarant à la fois des emprunts et des prêts entre bibliothèques. Pour chaque document prêté :

- les bibliothèques sans but lucratif empruntaient 2,2 documents (déclarations de 80 bibliothèques);
- les bibliothèques collégiales empruntaient 1,6 document (déclarations de 70 bibliothèques);
- les bibliothèques à but lucratif empruntaient 1,2 document (déclarations de 25 bibliothèques);
- les bibliothèques publiques empruntaient 1,03 document (déclarations de 410 bibliothèques);
- les bibliothèques universitaires empruntaient 1,02 document (déclarations de 69 bibliothèques);
- les bibliothèques gouvernementales empruntaient 0,15 document (déclarations de 118 bibliothèques);
- les bibliothèques provinciales et territoriales empruntaient 0,02 document (déclarations de 4 bibliothèques).

Les courbes de l'emploi, parmi les 25 000 employés ETP travaillant pour les 1 490 bibliothèques du programme de 1999, montrent que les bibliothèques universitaires avaient de loin la dotation en personnel moyenne la plus élevée, soit 92 employés par bibliothèque, à la différence de 15 employés par bibliothèque publique et neuf employés chacune pour les bibliothèques gouvernementales (tableau 2b).

L'analyse par secteur révèle les données suivantes :

- 14 000 personnes travaillaient dans les 918 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, ce qui fait en moyenne 15 personnes par bibliothèque publique et 34 par bibliothèque provinciale ou territoriale. 832 établissements ont déclaré des chiffres réels de 13 400 personnes;
- 8 700 personnes travaillaient dans les 193 bibliothèques universitaires, ce qui fait en moyenne 92 personnes par bibliothèque universitaire et 10 par bibliothèque collégiale. 192 établissements ont déclaré des chiffres réels de 8 700 personnes, soit 7 600 dans 82 bibliothèques universitaires et 1 100 autres dans 110 bibliothèques collégiales;

- 2 100 personnes travaillaient dans les 378 bibliothèques spécialisées, ce qui fait en moyenne neuf personnes par bibliothèque gouvernementale et trois personnes chacune dans les bibliothèques sans but lucratif et à but lucratif.
369 établissements ont déclaré des chiffres réels de 2 100 personnes, soit 1 600 dans 169 bibliothèques gouvernementales, pratiquement 400 dans 148 bibliothèques sans but lucratif et moins de 200 dans 52 bibliothèques à but lucratif.

Les bibliothèques publiques, provinciales et territoriales employaient pratiquement la moitié de tous les bibliothécaires et de tous les bibliotechniciens représentés dans le sondage de 1999, tandis que les bibliothèques universitaires en employaient un tiers dans chaque groupe professionnel (tableaux 4 et 4a).

Les ressources de la bibliothèque, nécessaires pour fournir les services de dépistage général, d'emprunt et de renseignements, provenaient d'un investissement dans les collections qui totalisait 301 millions de documents en 1999, ce qui fait en moyenne plus de 200 000 documents par bibliothèque. Les collections des bibliothèques universitaires étaient bien plus importantes, s'élevant en moyenne à 1,9 million de documents par établissement, à la différence de 93 000 documents par bibliothèque publique et de 77 000 documents par bibliothèque collégiale. Les bibliothèques sans but lucratif et à but lucratif étaient bien plus petites, avec 18 000 documents ou moins par établissement (tableau 2b).

L'analyse par secteur révèle les données suivantes :

- les 918 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales détenaient 89 millions de documents, ce qui fait en moyenne 93 000 documents par bibliothèque publique et 580 000 par bibliothèque provinciale ou territoriale.
899 établissements ont déclaré des fonds documentaires réels de 88 millions de documents, soit 84 millions détenus par 893 bibliothèques publiques et 4 autres millions détenus par six bibliothèques provinciales et territoriales;
- les 193 bibliothèques d'établissements d'enseignement détenaient 170 millions de documents, ce qui fait en moyenne 1,9 million de documents par bibliothèque universitaire et 77 000 par bibliothèque collégiale. 192 établissements ont déclaré des fonds documentaires réels de 168 millions de documents, soit 160 millions détenus par 82 bibliothèques universitaires et 8 autres millions détenus par 110 bibliothèques collégiales;
- les 378 bibliothèques spécialisées détenaient 25 millions de documents, ce qui fait en moyenne 125 000 documents par bibliothèque gouvernementale, 18 000 par bibliothèque sans but lucratif et 16 000 par bibliothèque à but lucratif.
352 établissements ont déclaré des fonds documentaires réels de 24,6 millions de documents, soit 21 millions détenus par 161 bibliothèques gouvernementales, 2,8

millions détenus par 146 bibliothèques sans but lucratif et 750 000 détenus par 45 bibliothèques à but lucratif.

Parmi les bibliothèques signalant à la fois des livres et d'autres ressources documentaires de collection dans le sondage de 1999, les bibliothèques d'établissements d'enseignement représentaient des nombres disproportionnés de fonds autres que des livres plus importants que les bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, soit 54 p. 100 par rapport à 13 p. 100. Les collections des bibliothèques spécialisées se composaient de 60 p.100 de fonds autres que des livres, presque entièrement détenus par les bibliothèques gouvernementales.

L'analyse par secteur des fonds de livres ou autres que des livres, signalés dans le sondage de 1999, révèle les données suivantes :

- les 918 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales détenaient 77 millions de livres et 12 millions d'autres documents, les livres représentant 87 p. 100 du total. 898 établissements ont déclaré des chiffres réels de fonds de livres de 76,4 millions de documents, soit 75 millions détenus par 892 bibliothèques publiques et 1,4 million détenu par 6 bibliothèques provinciales et territoriales. 725 établissements ont déclaré des fonds réels autres que des livres de 11,6 millions de documents, soit 8,6 millions détenus par 719 bibliothèques publiques et 3 millions détenus par six bibliothèques provinciales et territoriales;
- les 193 bibliothèques d'établissements d'enseignement détenaient 77 millions de livres et 93 millions de documents autres que des livres, les livres représentant 45 p. 100 du total. 192 établissements ont déclaré des fonds réels de livres de 77 millions de documents, soit 71 millions de livres détenus par 82 bibliothèques universitaires et 6 millions détenus par 110 bibliothèques collégiales. 176 établissements ont déclaré des fonds réels autres que des livres de 91,2 millions de documents, soit 88,6 millions de documents détenus par 78 bibliothèques universitaires et 2,6 millions détenus par 98 bibliothèques collégiales;
- les 378 bibliothèques spécialisées détenaient 10 millions de livres et 15,1 millions de documents autres que des livres, les livres représentant 40 p. 100 du total. 346 établissements ont déclaré des fonds réels de livres de 9,8 millions de documents, partagés entre 158 bibliothèques gouvernementales détenant 7,9 millions de documents, 143 bibliothèques sans but lucratif détenant 1,6 million de documents et 45 bibliothèques à but lucratif détenant pratiquement 300 000 documents. 278 établissements représentent des fonds réels autres que des livres de 15 millions de documents composés de 13,3 millions de documents détenus par 127 bibliothèques gouvernementales, 1,1 million de documents détenus par 116 bibliothèques sans but lucratif et 500 000 documents détenus par 35 bibliothèques à but lucratif.

Les abonnements aux périodiques font partie des services de collections. Les bibliothèques d'établissements d'enseignement représentaient la plus forte proportion d'abonnements, soit 62 p. 100, alors que les bibliothèques publiques, provinciales et territoriales comptaient 18,5 p. 100 d'abonnements et que les bibliothèques spécialisées en comptaient 15 p. 100 (tableau 2a).

Les bibliothèques universitaires avaient en moyenne 6 200 abonnements par bibliothèque, à la différence de 170 abonnements par bibliothèque publique et de 150 abonnements par bibliothèque sans but lucratif (tableau 2b). Les bibliothèques gouvernementales se sont abonnées à plus de 600 périodiques par bibliothèque, ce qui représente 60 p. 100 de tous les abonnements des bibliothèques spécialisées.

L'analyse par secteur révèle les données suivantes :

- les 918 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales avaient 167 000 abonnements, ce qui fait en moyenne 170 abonnements par bibliothèque publique et 1 700 par bibliothèque provinciale ou territoriale. 868 établissements ont déclaré des abonnements réels à 164 000 périodiques, soit 151 000 souscrits par 862 bibliothèques publiques et 13 000 souscrits par six bibliothèques provinciales et territoriales;
- les 193 bibliothèques universitaires avaient 561 000 abonnements, ce qui fait en moyenne 6 200 abonnements par bibliothèque universitaire et 425 par bibliothèque collégiale. 189 établissements ont déclaré des abonnements réels au nombre de 549 000, soit 503 000 pour 80 bibliothèques universitaires et 46 000 pour 109 bibliothèques collégiales;
- les 378 bibliothèques spécialisées avaient 139 000 abonnements, ce qui fait en moyenne 600 périodiques par bibliothèque gouvernementale, 150 par bibliothèque sans but lucratif et plus de 200 par bibliothèque à but lucratif. 354 établissements ont déclaré des abonnements réels à 137 000 périodiques, répartis entre 102 000 périodiques pour 163 bibliothèques gouvernementales, pratiquement 23 000 pour 145 bibliothèques sans but lucratif et pratiquement 12 000 pour 46 bibliothèques à but lucratif.

Les infrastructures fournissant l'accès physique aux ressources de la bibliothèque totalisaient 4 300 points de services dans le programme de 1999, ce qui fait en moyenne 2,9 points de services par bibliothèque, donnant ainsi un fort sentiment de «lieu» et de présence aux bibliothèques d'un bout à l'autre du pays. Il y avait une variation considérable selon le secteur de bibliothèques, les bibliothèques universitaires déclarant en moyenne 8,7 points de services, soit davantage que n'importe quel autre type de bibliothèque.

L'analyse par secteur révèle les données suivantes :

- les 918 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales géraient 2 750 points de service, ce qui fait en moyenne trois points de services par bibliothèque publique et 1,4 par bibliothèque provinciale ou territoriale. 694 établissements ont déclaré des chiffres réels de 2 526 points de vente, soit 2 515 gérés par 686 bibliothèques publiques et 11 gérés par 8 bibliothèques provinciales et territoriales;
- les 193 bibliothèques universitaires géraient 900 points de services, ce qui fait en moyenne 8,7 points de services par bibliothèque universitaire et 1,6 par bibliothèque collégiale. 175 établissements ont déclaré des chiffres réels de 826 points de vente, soit 651 gérés par 69 bibliothèques universitaires et 175 par 106 bibliothèques collégiales;
- les 378 bibliothèques spécialisées géraient 665 points de service, ce qui fait en moyenne 1,8 point de services par bibliothèque gouvernementale, 1,7 par bibliothèque sans but lucratif et 1,6 par bibliothèque à but lucratif. 367 établissements ont déclaré des chiffres réels de 654 points de vente, composés de 308 points de vente dans 164 bibliothèques gouvernementales, 265 dans 151 bibliothèques sans but lucratif et 81 dans 52 bibliothèques à but lucratif.

Les bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, représentées dans le programme de 1999, montraient le plus grand impact économique sur leurs collectivités et leurs milieux, représentant plus de la moitié des dépenses totales (tableau 2a). Les bibliothèques des établissements d'enseignement représentaient un autre tiers des dépenses totales et les bibliothèques spécialisées en représentaient 10 p. 100.

Toutefois, les dépenses moyennes par bibliothèque montrent une image différente : 5,8 millions de dollars par bibliothèque universitaire représentée dans le programme de 1999, à la différence de 932 000 dollars par bibliothèque publique et de pratiquement 600 000 dollars par bibliothèque collégiale (tableau 2b). Les bibliothèques gouvernementales ont dépensé plus de 750 000 dollars par bibliothèque, alors que les autres bibliothèques spécialisées ont déclaré des niveaux beaucoup plus bas de dépenses, de l'ordre de 200 000 dollars par établissement.

L'analyse par secteur révèle les données suivantes :

- les 918 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales ont dépensé 881 millions de dollars, ce qui fait en moyenne 932 000 dollars par bibliothèque publique et 4,1 millions de dollars par bibliothèque provinciale ou territoriale. 891 établissements ont déclaré des dépenses réelles de 863,4 millions de dollars, soit 831 millions de dollars pour 883 bibliothèques publiques et 32,7 millions de dollars pour huit bibliothèques provinciales et territoriales;
- les 193 bibliothèques d'établissements d'enseignement ont dépensé 547 millions de dollars, ce qui fait en moyenne 5,8 millions de dollars par bibliothèque

universitaire et 566 000 dollars par bibliothèque collégiale. 185 établissements ont déclaré des dépenses réelles de 535 millions de dollars, soit 480 millions de dollars pour 82 bibliothèques universitaires et 55 millions de dollars pour 103 bibliothèques collégiales;

- les 378 bibliothèques spécialisées ont dépensé 168 millions de dollars, ce qui fait en moyenne 750 000 dollars par bibliothèque gouvernementale, 180 000 dollars par bibliothèque sans but lucratif et 230 000 dollars par bibliothèque à but lucratif. 286 établissements ont déclaré des dépenses totales de 146 millions de dollars, pour lesquelles 135 bibliothèques gouvernementales ont dépensé 115 millions de dollars, 123 bibliothèques sans but lucratif ont dépensé 24 millions de dollars et 28 bibliothèques à but lucratif ont dépensé 7 millions de dollars.

Les dépenses en matière d'emploi des bibliothèques représentées dans le programme de 1999, variaient selon le secteur de bibliothèques; les bibliothèques publiques, provinciales et territoriales représentant 57 p. 100 des coûts totaux de dotation en personnel, les bibliothèques d'établissements d'enseignement en représentant 31 p. 100 et les bibliothèques spécialisées 9 p. 100.

Les dépenses totales moyennes, signalées dans le programme de 1999 en matière de dotation en personnel, s'élevaient à plus de 600 000 dollars par bibliothèque, mais on observait des variations considérables selon le secteur de bibliothèques. Les bibliothèques universitaires dépensaient en moyenne 3 millions de dollars par établissement, alors que les bibliothèques publiques dépensaient 600 000 dollars chacune, que les bibliothèques gouvernementales dépensaient 400 000 dollars par établissement et que les bibliothèques spécialisées dépensaient beaucoup moins, soit moins de 100 000 dollars chacune.

Les dépenses représentées dans le programme de 1999 pour la mise sur pied de collections, variaient par secteur. Pour les dépenses totales de 360 millions de dollars sur les collections, les bibliothèques universitaires dépensaient plus de la moitié, tandis que les dépenses des bibliothèques publiques, provinciales et territoriales représentaient plus de 30 p. 100 et celles des bibliothèques spécialisées 13 p. 100.

Les dépenses moyennes de collections de tous les secteurs de bibliothèques représentées dans le programme de 1999 s'élevaient à 240 000 dollars par établissement, mais il y avait là encore des différences considérables par secteur. Les dépenses de collections des bibliothèques universitaires du programme de 1999 s'élevaient en moyenne à 2,3 millions de dollars par établissement, alors que les bibliothèques publiques dépensaient 125 000 dollars par établissement et les bibliothèques collégiales 100 000 dollars chacune. Les dépenses des bibliothèques spécialisées allaient de moins de 50 000 dollars à 200 000 dollars chacune.

L'analyse par secteur des dépenses en matière de dotation en personnel et de collections révèle les données suivantes :

- les 918 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales ont dépensé 530 millions de dollars pour le personnel et 113 millions de dollars pour les collections. 865 établissements ont déclaré des chiffres réels de 526 millions de dollars pour le personnel, dont 514 millions de dollars dépensés par 857 bibliothèques publiques et 12 millions de dollars par huit bibliothèques provinciales et territoriales. 860 établissements ont déclaré des chiffres réels de 112 millions de dollars pour les collections, dont 111 millions de dollars dépensés par 854 bibliothèques publiques et moins de 1 million de dollars par 6 bibliothèques provinciales et territoriales;
- les 193 bibliothèques universitaires ont dépensé 290 millions de dollars pour le personnel et 200 millions de dollars pour les collections. 170 établissements ont déclaré des chiffres réels de 283 millions de dollars pour le personnel, dont 246 millions de dollars dépensés par 81 bibliothèques universitaires et 37 millions de dollars par 89 bibliothèques collégiales. 184 établissements ont déclaré des chiffres réels de 197 millions de dollars pour les collections, dont 187 millions de dollars dépensés par 82 bibliothèques universitaires et 10 millions de dollars par 102 bibliothèques collégiales;
- les 378 bibliothèques spécialisées ont dépensé 86 millions de dollars pour le personnel et 46 millions de dollars pour les collections. 224 bibliothèques spécialisées ont déclaré des dépenses de 70 millions de dollars pour le personnel, dont 60 millions de dollars dépensés par 107 bibliothèques gouvernementales, 12 millions de dollars par 99 bibliothèques sans but lucratif et 2 millions de dollars par 18 bibliothèques à but lucratif. 265 bibliothèques spécialisées ont déclaré des dépenses de 40 millions de dollars pour les collections, dont 30 millions de dollars dépensés par 129 bibliothèques gouvernementales, 6 millions de dollars par 109 bibliothèques sans but lucratif et 4 millions de dollars par 27 bibliothèques à but lucratif.

Seules 821 bibliothèques, ou 55 p. 100, du programme de 1999 ont déclaré des dépenses réelles en capital, pour un total de 50 millions de dollars. Les dépenses des bibliothèques publiques, provinciales et territoriales représentaient 80 p. 100 du total et celles des bibliothèques d'établissements d'enseignement 14 p. 100 (tableaux 5 et 5a).

L'analyse par secteur révèle les données suivantes :

- les 918 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales ont dépensé 40,4 millions de dollars. 638 établissements ont déclaré des chiffres réels de 39,8 millions de dollars, dont 39,3 millions de dollars dépensés par les bibliothèques publiques et 455 000 dollars par les bibliothèques provinciales et territoriales;
- les 193 bibliothèques universitaires ont dépensé 8,7 millions de dollars. 77 établissements ont déclaré des chiffres réels de 6,9 millions de dollars, dont

3,9 millions de dollars dépensés par 28 bibliothèques universitaires et 2,3 millions de dollars par 49 bibliothèques collégiales;

- les 378 bibliothèques spécialisées ont dépensé 4 millions de dollars. 105 établissements ont déclaré des chiffres réels de 3,2 millions de dollars, dont 2,8 millions de dollars dépensés par 44 bibliothèques gouvernementales, moins de 300 000 dollars par 52 bibliothèques sans but lucratif et moins de 100 000 dollars par neuf bibliothèques à but lucratif.

En résumé, le Programme national de statistiques de base des bibliothèques de 1999 illustre les faits suivants (tableau 2):

- les bibliothécaires des bibliothèques publiques, provinciales et territoriales ont répondu à 24 millions de demandes de renseignements. Ils ont fait circuler 242 millions de documents, dont 400 000 empruntés à d'autres bibliothèques et ont facilité la consultation sur place de 91 autres millions de documents. Ils ont employé 14 000 personnes ETP, souscrit à 167 000 périodiques, géré 2 750 points de services et dépensé 881 millions de dollars en fonctionnement et en capital;
- les bibliothécaires des bibliothèques d'établissements d'enseignement ont répondu à 5 millions de demandes de renseignements. Ils ont fait circuler 32 millions de documents, dont 700 000 empruntés à d'autres bibliothèques et facilité la consultation sur place de 12 autres millions de documents. Ils ont employé 8 700 personnes, détenu 170 millions de documents, souscrit à 561 000 périodiques, géré 900 points de services et dépensé 547 millions de dollars en fonctionnement et en capital;
- les bibliothécaires des bibliothèques spécialisées ont répondu à 2 millions de demandes de renseignements. Ils ont fait circuler 3 millions de documents, dont 200 000 empruntés à d'autres bibliothèques et facilité la consultation sur place de un autre million de documents. Ils ont employé 2 100 personnes, détenu 25 millions de documents, souscrit à 139 000 périodiques, géré 665 points de services et dépensé 168 millions de dollars en fonctionnement et en capital.

Les moyennes générales par secteur de bibliothèques, parmi les établissements représentés dans le programme de 1999, illustrent les faits suivants (tableau 2b) :

- la bibliothèque publique type a répondu à 26 000 demandes de renseignements. Elle a fait circuler 265 000 documents, dont 400 empruntés à d'autres bibliothèques et facilité la consultation sur place de 99 000 autres documents. Elle a employé 15 personnes, détenu 93 000 documents, souscrit à 170 périodiques, géré trois points de services et dépensé 932 000 dollars en fonctionnement et en capital;
- la bibliothèque universitaire type a répondu à 52 000 demandes de renseignements. Elle a fait circuler 320 000 documents, dont 8 000 empruntés à

d'autres bibliothèques et facilité la consultation sur place de 120 000 autres documents. Elle a employé 92 personnes, détenu 1,9 million de documents, souscrit à 6 200 périodiques, géré neuf points de service et dépensé 5,8 millions en fonctionnement et en capital;

- la bibliothèque collégiale type a répondu à 10 000 demandes de renseignements. Elle a fait circuler 41 000 documents, dont 125 empruntés à d'autres bibliothèques et facilité la consultation sur place de 15 000 autres documents. Elle a employé 10 personnes, détenu 77 000 documents, souscrit à 425 périodiques, géré 1,6 point de services et dépensé 566 000 dollars en fonctionnement et en capital;
- la bibliothèque gouvernementale type a répondu à 4 000 demandes de renseignements. Elle a fait circuler pratiquement 5 000 documents, dont 650 empruntés à d'autres bibliothèques, facilité la consultation sur place de 2 000 autres documents. Elle a employé neuf personnes, détenu 125 000 documents, souscrit à 600 périodiques, géré 1,8 points de services et dépensé 750 000 dollars en fonctionnement et en capital;
- la bibliothèque sans but lucratif type a répondu à 4 000 demandes de renseignements. Elle a fait circuler 12 000 documents, dont 450 empruntés à d'autres bibliothèques et facilité la consultation sur place de 4 500 autres documents. Elle a employé trois personnes, détenu 18 000 documents, souscrit à 150 périodiques, géré 1,7 point de services et dépensé 180 000 dollars en fonctionnement et en capital;
- la bibliothèque à but lucratif type a répondu à 7 000 demandes de renseignements. Elle a fait circuler 5 000 documents, dont 200 empruntés à d'autres bibliothèques et facilité la consultation sur place de 2 000 autres documents. Elle a employé trois personnes, détenu 16 000 documents, souscrit à plus de 200 périodiques, géré 1,6 point de services et dépensé 230 000 dollars en fonctionnement et en capital.

3. Modèles d'impact par province et territoire de 1999

L'analyse par province et territoire constitue une autre approche pour mesurer et décrire les services de bibliothèque ainsi que leurs impacts sur les clients, les milieux et les collectivités. La comparaison la plus prononcée dans ce rapport s'avère entre les bibliothèques de l'Ontario et celles du Québec, et ce, dans les trois secteurs représentés dans le cadre du Programme national de statistiques de base des bibliothèques de 1999. Toutefois, il faut garder à l'esprit les limites du sondage, décrites ci-dessus, au chapitre Méthodologie, lors de l'interprétation et de l'utilisation de ces comparaisons.

Sur les 1 490 bibliothèques du programme de 1999, une ventilation par province et territoire montre la représentation suivante d'un bout à l'autre du pays :

- 134 bibliothèques en Colombie-Britannique, soit 9 p. 100;
- 304 bibliothèques en Alberta, soit 20 p. 100;
- 33 bibliothèques en Saskatchewan, soit 2 p. 100;
- 81 bibliothèques au Manitoba, soit 5 p. 100;
- 534 bibliothèques en Ontario, soit 36 p. 100;
- 333 bibliothèques au Québec, soit 22 p. 100;
- 24 bibliothèques au Nouveau-Brunswick, soit 2 p. 100;
- 26 bibliothèques en Nouvelle-Écosse, soit 2 p. 100;
- 4 bibliothèques à l'Île-du-Prince-Édouard, soit moins de 1 p. 100;
- 10 bibliothèques en Terre-Neuve, soit 1 p. 100;
- 1 bibliothèque au Nunavut, soit moins de 1 p. 100
- 3 bibliothèques dans les territoires du Nord-Ouest, soit moins de 1 p. 100
- 3 bibliothèques au Yukon, soit moins de 1 p. 100 (tableaux 8 et 8a).

La bibliothèque du Nunavut n'a fait son apparition que le 1^{er} avril 1999.

L'Ontario représentait plus de 37 p. 100 de la population canadienne recensée en 1999, mais l'impact culturel et économique des bibliothèques de l'Ontario, qui ont participé au Programme national de statistiques de base des bibliothèques, était considérablement plus élevé : 49 p. 100 de toutes les demandes de renseignements, 46 p. 100 de toutes les dépenses, 45 p. 100 de l'ensemble des employés des bibliothèques et 44 p. 100 des ressources documentaires de collection, mais seulement 39 p. 100 de tous les documents en circulation (tableaux 8 et 8a). L'Ontario abritait aussi 36 p. 100 de toutes les bibliothèques du Canada, participant au programme de 1999, ainsi que 43 p. 100 de tous les points de services.

Par opposition, le Québec représentait pratiquement 25 p. 100 de la population canadienne en 1999, mais seulement 22 p. 100 de toutes les bibliothèques du programme de 1999. L'impact des bibliothèques du Québec sur la province était moins important que ce que les chiffres de la population laissent entendre : seulement 19 p. 100 de toutes les dépenses, 18 p. 100 du personnel et des ressources documentaires de collection ainsi que 17 p. 100 des documents en circulation.

Aucune autre province ou aucun autre territoire n'a montré une telle variation entre la population et l'impact des bibliothèques, que ce soit dans les sphères culturelles ou économiques, mais certains autres modèles méritent d'être mentionnés. Alors que la Colombie-Britannique représentait 13 p. 100 de la population canadienne en 1999, elle ne comptait que 9 p. 100 de toutes les bibliothèques et 11 p. 100 de tous les points de services recensés dans le programme de 1999. D'un autre côté, les bibliothèques de la Colombie-Britannique représentaient 19 p. 100 de tous les documents en circulation, 17 p. 100 de toutes les demandes de renseignements et 15 p. 100 de toutes les dépenses.

Alors que l'Alberta représentait pratiquement plus de 10 p. 100 des résidents du Canada en 1999, elle comptait 20 p. 100 de toutes les bibliothèques et 12 p. 100 de

tous les points de services recensés dans le programme de 1999. Les bibliothèques de l'Alberta représentaient aussi 18 p. 100 de toutes les demandes de renseignements, 12 p. 100 de tous les documents en circulation et 11 p. 100 de toutes les collections. Mais parallèlement, les bibliothèques de l'Alberta engageaient moins de 8 p. 100 de la totalité des dépenses nationales.

Les chiffres des principales mesures recensées dans le programme de 1999 pour les autres provinces et les trois territoires se situaient entre un ou deux points de pourcentage quant à la conformité avec leur population, sauf la Saskatchewan qui, elle, représentait 3,4 p. 100 de la population canadienne mais 11,5 p. 100 de tous les points de service recensés dans le programme de 1999.

L'analyse des mesures d'impact par province et territoire montre la variation considérable qui existe dans tout le pays en matière de gouvernance organisationnelle du secteur des bibliothèques publiques. La Saskatchewan, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve et les trois territoires disposent de systèmes régionaux pour les bibliothèques publiques, lesquelles sont centralisées en matière de pouvoir de gouvernance, comparativement aux sortes de systèmes que l'on trouve dans la plupart des autres provinces (tableau 8b). Par conséquent, alors que la bibliothèque type du programme de 1999 comptait trois points de services, 18 employés et 1,1 million de dollars de dépenses, une bibliothèque type en Saskatchewan comptait 14 points de services, 30 employés et 1,7 million de dollars de dépenses. Les bibliothèques de Terre-Neuve différaient encore plus des normes canadiennes. Elles comptaient 17 points de services en moyenne, 38 employés et 3,6 millions de dollars de dépenses.

Les modèles d'impact culturel des principales mesures de toutes les bibliothèques recensées dans le programme de 1999, classées par province et territoire, montrent que l'Ontario enregistrerait les volumes les plus importants en matière d'opérations avec les clients, suivie de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et du Québec. On estimait les principales mesures de 1999 comme suit :

- 14,7 millions de demandes de renseignements et 107 millions de documents en circulation en Ontario;
- 5,5 millions de demandes de renseignements et 33 millions de documents en circulation en Alberta;
- 5,2 millions de demandes de renseignements et 53 millions de documents en circulation en Colombie-Britannique;
- 2,4 millions de demandes de renseignements et 47 millions de documents en circulation au Québec.

L'analyse des prêts entre bibliothèques montre que les bibliothèques du Nouveau-Brunswick, de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan et de la Nouvelle-Écosse étaient des emprunteurs nets. Dans les bibliothèques déclarant à la fois des emprunts et des prêts dans le programme de 1999, pour chaque document prêté :

- les bibliothèques du Nouveau-Brunswick empruntaient 2,1 documents (déclarations de 20 bibliothèques);
- les bibliothèques de la Colombie-Britannique empruntaient 1,6 document (déclarations de 26 bibliothèques);
- les bibliothèques de la Saskatchewan empruntaient 1,4 document (déclarations de 21 bibliothèques);
- les bibliothèques de la Nouvelle-Écosse empruntaient 1,2 document (déclarations de 19 bibliothèques);
- les bibliothèques du Québec empruntaient 1,0 document (déclarations de 109 bibliothèques);
- les bibliothèques du Manitoba empruntaient 0,8 document (déclarations de 62 bibliothèques);
- les bibliothèques de l'Alberta empruntaient 0,8 document (déclarations de 37 bibliothèques);
- les bibliothèques de l'Ontario empruntaient 0,5 document (déclarations de 472 bibliothèques).

Les modèles d'impact culturel des principales mesures de toutes les bibliothèques recensées dans le programme de 1999, classées par province et territoire, montrent que les bibliothèques de l'Ontario comptaient les taux les plus élevés de main-d'œuvre, d'infrastructures et de pouvoir d'achat, suivies des bibliothèques du Québec, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta. On estimait les principales mesures comme suit :

- l'Ontario enregistrait 11 000 employés, 132 millions de documents dans ses ressources documentaires de collection, 500 bibliothèques, 1 700 points de services et 740 millions de dollars de dépenses;
- le Québec enregistrait 4 400 employés, 53 millions de documents dans ses ressources documentaires de collection, 300 bibliothèques, 600 points de services et 309 millions de dollars de dépenses;
- la Colombie-Britannique enregistrait 3 400 employés, 35 millions de documents dans ses ressources documentaires de collection, 100 bibliothèques, 400 points de services et 236 millions de dollars de dépenses;
- l'Alberta enregistrait 2 500 employés, 33 millions de documents dans ses ressources documentaires de collection, 300 bibliothèques, 500 points de service et 141 millions de dollars de dépenses.

4. Tendances d'impact de 1994, 1996 et 1999

L'analyse des tendances constitue une autre façon de comprendre l'impact culturel et économique des bibliothèques canadiennes issues des trois secteurs ayant participé au Programme national de statistiques de base des bibliothèques. Une approche

comparative échelonnée sur plusieurs années dépasse à la fois l'analyse par secteur et l'analyse par province et territoire, afin d'offrir des descriptions plus approfondies de l'activité et de l'impact des bibliothèques.

Dans le but de révéler de vrais modèles de modification au fil du temps, il faut établir des comparaisons sur les mêmes établissements. Dans le cas contraire, les tendances statistiques peuvent être des artéfacts de différents mélanges d'établissements au cours des années du sondage, avec des changements réels au niveau de l'activité de l'établissement et de l'impact qu'il devient impossible de séparer des modifications artéfactuelles.

Les mises en garde concernant les résultats du sondage, que l'on a déjà évoquées dans le chapitre Méthodologie ci-dessus, sont particulièrement appropriées à l'analyse des tendances des données actuelles du programme. En guise de synthèse, les comparaisons échelonnées sur plusieurs années sont limitées par un nombre important de données manquantes et par des modèles de statistiques extrêmement asymétriques parmi les variables du sondage. Par conséquent, les modèles de sous-groupes d'écarts et de médianes sur les trois années du programme, représentent des indicateurs plus significatifs que l'analyse globale. De plus, dans la comparaison sur plusieurs années, la représentation des secteurs varie quelque peu de l'ensemble du programme de 1999 et de l'univers approximatif des bibliothèques canadiennes.

Les données manquantes visent deux lacunes. La première porte sur la représentation incomplète des bibliothèques puisque beaucoup d'entre elles manquent. Un noyau de seulement 1 047 bibliothèques sont représentées sur l'ensemble des trois années du sondage, 1994, 1996 et 1999. Ce noyau représente 51 p. 100 de tous les 2 050 établissements compris au moins une fois dans le programme entre 1994 et 1999. Le noyau représente 70 p. 100 des 1 490 bibliothèques recensées au cours de l'année 1999 du programme.

Ce qui souligne cette lacune, c'est l'absence d'un grand nombre important de bibliothèques dans des secteurs particuliers. Les bibliothèques publiques sont surreprésentées dans le programme de 1999 et même davantage dans la comparaison du groupe central des trois années, par rapport au grand nombre représenté sur l'ensemble des quatre années du programme (tableau A, annexe B). Les bibliothèques publiques représentaient 52 p. 100 des établissements dans le noyau des quatre années, 61 p. 100 dans le noyau de 1999 et 74 p. 100 du groupe central des trois années. En revanche, les bibliothèques spécialisées sont sous-représentées à 35 p. 100 dans le noyau des quatre années, soit à 25 p. 100 chacune à la fois dans le noyau de 1999 et le groupe central des trois années.

Plus particulièrement, dans le très large univers des bibliothèques canadiennes, il est probable qu'il y ait toujours bien plus de bibliothèques spécialisées que de bibliothèques publiques ou d'établissements d'enseignement manquantes, qui restent à représenter. Quand le secteur des bibliothèques spécialisées sera donc représenté de

façon plus complète, la prépondérance statistique du secteur des bibliothèques publiques diminuera. résumé

La seconde lacune porte sur les valeurs manquantes des mesures principales des bibliothèques qui sont, par ailleurs, représentées dans le noyau des trois années, 1994, 1996 et 1999. Les omissions des principales mesures allaient de 10 p. 100 ou moins des bibliothèques n'ayant pas déclaré les dépenses totales (6 p. 100), les abonnements à des périodiques (6 p. 100) et les documents en circulation (9 p. 100), à 31 p. 100 des bibliothèques n'ayant pas déclaré les ressources documentaires de collection, 33 p. 100 n'ayant pas déclaré les demandes de renseignements et 38 p. 100 n'ayant pas déclaré la dotation totale en personnel (tableau 10). Les données n'étaient pas disponibles sur les dépenses en matière de collections, pour 13 p. 100 des bibliothèques de base; sur les dépenses en matière de personnel, pour 14 p. 100 des bibliothèques, et sur les points de services, pour 22 p. 100 des bibliothèques.

Une autre mise en garde vise la représentation et la description précises de modèles statistiques fortement faussés. Avec un tel phénomène, la moyenne des données entre et au sein des secteurs peut induire en erreur et déformer les vrais modèles des ressources et des impacts des bibliothèques, avec des écarts et des modèles de sous-groupe qui restent cachés.

En reconnaissant ces limites ainsi que d'autres limites se rapportant à la méthodologie, on a jugé que les valeurs médianes étaient plus stables que les comparaisons sur les trois années sélectionnées du programme. Mais d'habitude, on retrouve les deux mesures dans l'analyse et dans les tableaux des données de l'annexe A (des tableaux 10 à 12c).

Une ventilation par secteur de bibliothèques révèle la composition suivante des 1 047 bibliothèques du noyau des trois années :

- 776 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, soit 74 p. 100;
- 136 bibliothèques d'établissements d'enseignement, soit 13 p. 100;
- 134 bibliothèques spécialisées, soit 13 p. 100;
- 1 bibliothèque nationale (la Bibliothèque nationale du Canada), soit moins de 1 p. 100.

Si l'on compare les données de 1999 représentées pour les 1 047 bibliothèques du noyau des trois années, avec les 1 490 bibliothèques du sondage de 1999, on constate que les bibliothèques du noyau sont un peu plus nombreuses que celles du sondage de 1999 lui-même. Les données relatives aux bibliothèques de 1999 dans le noyau des trois années ont tendance à être de 10 p. 100 à 15 p. 100 supérieures à celles du seul programme de 1999, selon la mesure que l'on utilise en tant que point de référence.

Comparées aux 1 490 bibliothèques du sondage de 1999, les données de 1999 relatives aux 1 047 bibliothèques du noyau des trois années indiquent que les bibliothèques ont été au service de 2 000 usagers supplémentaires au moyen de 0,4

point de services supplémentaire. Les bibliothèques ont employé 13 personnes supplémentaires, elles ont répondu à pratiquement 5 000 questions supplémentaires, elles ont fait circuler 31 000 publications supplémentaires, elles ont emprunté 2 000 publications supplémentaires et en ont prêté 5 000 supplémentaires. Elles ont détenu 122 000 publications supplémentaires dans leurs collections, elles se sont abonnées à 130 périodiques supplémentaires et ont dépensé 163 000 dollars de plus en ressources et en services de bibliothèque.

Les données de 1999 relatives aux points de services des bibliothèques du noyau des trois années étaient en moyenne de 11 p. 100 supérieures à celles du seul sondage de 1999, soit 3,6 par rapport à 3,2 par bibliothèque. Les opérations de documents en circulation atteignaient en moyenne 235 000 dans le noyau de 1999 et 204 000 dans le seul sondage de 1999, soit 13 p. 100 de plus. Les demandes de renseignements étaient en moyenne pratiquement au nombre de 32 000 dans le noyau de 1999 et de 27 000 dans le seul sondage de 1999, soit 15 p. 100 de plus. Les dépenses totales s'élevaient en moyenne à 1,3 million de dollars dans le noyau de 1999 et à 1,16 million de dollars dans le seul sondage de 1999, soit 12 p. 100 de plus.

Les opérations en matière de collections, de dotation en personnel et de prêt, ainsi que la population des données de 1999 dans le noyau dépassaient les niveaux du sondage de 1999. Les abonnements à des périodiques étaient en moyenne de 758 dans le noyau de 1999 et de 628 dans le seul sondage de 1999, soit 17 p. 100 de plus. Les ressources documentaires atteignaient en moyenne 329 000 dans le noyau de 1999 et 206 000 dans le seul sondage de 1999, soit 37 p. 100 de plus. La dotation en personnel affichait en moyenne 31 employés dans le noyau de 1999 et un peu moins de 18 dans le seul sondage de 1999, soit 42 p. 100 de plus. Les opérations de prêt étaient plus élevées dans le noyau de 1999 que dans le seul sondage de 1999, avec des différences médianes de l'ordre de 62 p. 100 pour les documents empruntés et de 74 p. 100 pour les documents prêtés. La population des bibliothèques de base affichait une médiane de 27 p. 100 de personnes de plus que dans le seul sondage de 1999, soit 5 200 par rapport à 3 200 par bibliothèque (la moyenne inverse le modèle de 9 p. 100).

On suggère un contrôle supplémentaire sur le caractère comparable des bibliothèques de base de 1994, 1996 et 1999, avec celles représentées dans le seul sondage de 1999 par une analyse de la similarité des taux de réponse sur les principales mesures du programme pour les deux ensembles.

Les taux de réponse du noyau variaient des taux de 1999 de moins de 10 points de pourcentage pour les principales mesures suivantes : points de services, population, périodiques, demandes de renseignements, documents en circulation et dépenses. Les différences de taux étaient plus importantes pour la dotation des employés ETP (94 p. 100 en 1999, par rapport à 62 p. 100 dans le noyau), pour les dépenses en capital (55 p. 100 par rapport à 17 p. 100), pour les documents empruntés entre établissements (31 p. 100 par rapport à 10 p. 100), pour les documents prêtés entre établissements

(54 p. 100 par rapport à 13 p. 100) et pour les ressources documentaires de collection (97 p. 100 par rapport à 69 p. 100).

Les comparaisons globales des trois années de collecte de données du programme, en 1994, en 1996 et en 1999 indiquent que la majorité des principales mesures des ressources et des impacts des bibliothèques ont augmenté de façon considérable sur la période de cinq années.

Ces tendances devraient tenir compte des modifications pertinentes apportées à deux domaines de la démographie canadienne, à savoir la population et les dépenses. La croissance de la population du Canada s'élevait à 5 p. 100 entre 1994 et 1999. En 1994, le recensement de la population indiquait 29 millions de personnes. En 1996, ce nombre était de 29,7 millions et en 1999 de 30,5 millions (Statistique Canada, 2001a, tableau 3.2, p. 93).

763 des 771 bibliothèques publiques représentées dans les trois années de l'ensemble de base (1994, 1996 et 1999) ont fourni des données sur leur population. Un peu plus des trois quarts de la population canadienne utilisait les services de ces 763 bibliothèques publiques pendant cette période.

La croissance de la population totale qui utilisait les services des bibliothèques publiques dans l'ensemble de base était juste un peu plus élevée que la croissance de la population canadienne dans son ensemble, soit 5,5 p. 100 par rapport à 5 p. 100, passant de 22,1 millions de personnes en 1994 à 23,3 millions en 1999. La population médiane des municipalités par bibliothèque publique a grimpé de 8,4 p. 100 pendant cette période; elle est passée de 5 900 personnes à 6 400 personnes par bibliothèque. La population moyenne a augmenté de 5,5 p. 100, elle est passée d'un peu plus de 29 000 personnes à pratiquement 31 000 personnes par bibliothèque.

Les taux d'inflation du Canada constituent aussi un facteur important dans les modèles de contextualisation de la croissance des dépenses des bibliothèques pendant les mêmes périodes. De 1994 à 1999, l'inflation a augmenté de 8,3 p. 100. Entre 1996 et 1999, le taux était de 4,3 p. 100 (Statistique Canada, 1999). Les taux d'inflation annuels étaient les suivants (indice d'ensemble de 1992 = 100) :

1994	indice de 102,0	0,2 p. 100 de l'année précédente
1995	104,2	2,2 p. 100
1996	105,9	1,6 p. 100
1997	107,6	1,6 p. 100
1998	108,6	0,9 p. 100
1999	110,5	1,7 p. 100

Dans cet ordre d'idées, on considérera qu'entre 1994 et 1999, la plupart des principales mesures de l'activité et de l'impact des bibliothèques du Canada ont suivi ou devancé les taux de croissance correspondants de la population et de l'inflation au Canada dans son ensemble (tableau 10). Cela était vrai des demandes de

renseignements, des documents en circulation, des ressources documentaires de collection et des dépenses à la fois pour la dotation en personnel et les acquisitions des bibliothèques. Les abonnements à des périodiques et les points de services sont restés relativement constants. Apparemment, des données douteuses relatives à la dotation en personnel pour l'année 1994 rendent les comparaisons avec les années 1996 et 1999 assez peu fiables.

Les modifications aux demandes moyennes par bibliothèque au cours de la période sont quelque peu ambiguës (tableau 10). Les demandes médianes ont augmenté de 34 p. 100 sur les cinq années, de 1994 à 1999, passant de pratiquement 2 600 par bibliothèque en 1994 à plus de 3 400 par bibliothèque en 1999. Les demandes moyennes ont baissé de 2 p. 100 au cours de cette même période, passant de 32 400 par bibliothèque en 1994 à 31 700 par bibliothèque en 1999.

Pendant les trois années, de 1996 à 1999, les demandes médianes ont augmenté d'un peu plus de 14 p. 100, tandis que les demandes moyennes sont restées plus ou moins constantes. Les demandes totales des 703 bibliothèques de base recensées ont diminué de 2 p. 100, passant de 22,8 millions en 1994 à 22,3 millions en 1999 (67 p. 100 des bibliothèques représentées dans le noyau de trois années).

La circulation moyenne des documents a affiché une croissance modeste au cours des cinq années, de 1994 à 1999. La circulation médiane des documents a augmenté de 5 p. 100 entre 1994 et 1999, passant de moins de 41 000 documents par bibliothèque en 1994 à 43 000 par bibliothèque en 1999. La circulation moyenne des documents a augmenté de 3 p. 100, passant de 227 000 par bibliothèque en 1994 à 235 000 par bibliothèque en 1999.

Entre 1996 et 1999, la circulation médiane de documents a augmenté de pratiquement 4 p. 100, mais la circulation moyenne des documents est restée relativement constante. La circulation totale des documents des 950 bibliothèques de base recensées a augmenté de 3 p. 100, passant de 216 millions de documents en 1994 à 223 millions en 1999 (91 p. 100 des bibliothèques représentées dans le noyau des trois années).

L'emprunt entre établissements, emprunt au nom des usagers, a grimpé au cours de la période de 1994 à 1999, bien que l'on ne dispose de données que pour une très faible minorité des bibliothèques du noyau des trois années. Les emprunts médians ont diminué de 16 p. 100, passant de 669 documents par bibliothèque en 1994 à 561 documents par bibliothèque en 1999, alors que les emprunts moyens ont augmenté de 50 p. 100, passant de 2 300 par bibliothèque en 1994 à 3 500 par bibliothèque en 1999.

Au cours de la période de 1996 à 1999, les emprunts médians ont augmenté de 10 p. 100 et les emprunts moyens de 32 p. 100. Un certain doute subsiste au sujet de la validité des données de 1994. Dans les 148 bibliothèques de base recensées, les emprunts totaux entre établissements ont augmenté de 50 p. 100, passant de 344 000

documents en 1994 à 518 000 documents en 1999 (14 p. 100 des bibliothèques représentées dans le noyau des trois années).

Les prêts entre établissements à d'autres bibliothèques ont augmenté entre 1994 et 1999. Mais là encore, les données fournies ne provenaient que d'une faible minorité des bibliothèques du noyau des trois années. Les prêts médians ont affiché une petite augmentation de 1 p. 100, passant de 319 documents par bibliothèque en 1994 à 321 par bibliothèque en 1999. D'autre part, les prêts moyens ont augmenté de 120 p. 100 au cours de la même période, passant d'un peu moins de 3 500 par bibliothèque en 1994 à pratiquement 7 700 par bibliothèque en 1999.

De 1996 à 1999, les prêts médians ont considérablement grimpé de 22 p. 100 et les prêts moyens de 30 p. 100. Là encore, un certain doute subsiste au sujet de la validité des données de 1994. Dans les 135 bibliothèques de base recensées, les prêts totaux entre établissements ont augmenté de 120 p. 100, passant de 471 000 documents en 1994 à plus de un million en 1999 (13 p. 100 des bibliothèques représentées dans le noyau des trois années).

Les modèles de main-d'œuvre sont restés constants entre 1994 et 1999. En raison des données erronées pour 1994, l'analyse des tendances n'est pas concluante. En effet, tandis que les données montrent que la dotation médiane semblait avoir fait un bond de 3,3 employés ETP par bibliothèque à 7,65 employés ETP en 1999, la dotation moyenne semblait augmenter de 19 p. 100, passant de 25,6 par bibliothèque en 1994 à 30,5 par bibliothèque en 1999.

Toutefois, on n'a signalé aucun doublement correspondant de dépenses médianes en matière de personnel entre 1994 et 1999, bien que les dépenses en matière de personnel aient légèrement augmenté pendant cette période. Entre 1996 et 1999, la dotation médiane a augmenté de 4 p. 100 mais la dotation moyenne est restée identique. Dans les 654 bibliothèques de base, la dotation totale est restée pratiquement constante de 1996 à 1999, soit un peu moins de 20 000 employés ETP (62 p. 100 des bibliothèques représentées dans le noyau des trois années).

Les changements au niveau des infrastructures étaient aussi positifs : les bibliothèques du programme ont connu, entre 1994 et 1999, des augmentations de leurs ressources documentaires de collection, de leurs abonnements à des périodiques, de leurs points de services et de leurs dépenses totales, dont les dépenses pour les collections étaient considérablement élevées par rapport à celles pour la dotation.

Parmi les bibliothèques de base, la taille moyenne des collections a régulièrement augmenté au cours de la période des cinq années, de 1994 à 1999. Les ressources documentaires médianes sont passées de 26 000 documents par bibliothèque en 1994 à 32 500 par bibliothèque en 1999, ce qui représente une hausse de 24 p. 100. Les chiffres moyens affichaient une hausse de pratiquement 11 p. 100, passant de 297 000 par bibliothèque en 1994 à plus de 328 000 par bibliothèque en 1999.

De 1996 à 1999, les augmentations étaient plus progressives, avec des ressources documentaires médianes de collection augmentant de 13 p. 100 et des ressources documentaires moyennes de collection augmentant de 3 p. 100. Dans les 725 bibliothèques de base recensées, les collections totales ont grimpé de 11 p. 100, passant de 215 millions de documents en 1994 à 238 millions en 1999 (69 p. 100 des bibliothèques représentées dans le noyau des trois années).

Les abonnements moyens à des périodiques ont un peu augmenté entre 1994 et 1999. Bien que les abonnements médians n'aient pas indiqué de changements (75 abonnements) par bibliothèque, en 1994 et en 1999, les abonnements ont augmenté de 9 p. 100 au cours de cette période, passant de pratiquement 700 par bibliothèque en 1994 à 760 par bibliothèque en 1999.

Entre 1996 et 1999, les changements ont montré une croissance sensiblement plus importante des abonnements à des périodiques. Tandis que les abonnements médians, au cours de la période de trois années, ont baissé de 4 p. 100, passant de 78 par bibliothèque en 1996 à 75 par bibliothèque en 1999, les abonnements moyens sont passés de 680 par bibliothèque en 1996 à 760 par bibliothèque en 1999, ce qui représente une augmentation de plus de 11 p. 100. Dans les 979 bibliothèques de base recensées, les abonnements totaux ont augmenté de 9 p. 100, passant de 682 000 en 1994 à plus de 742 000 en 1999 (94 p. 100 des bibliothèques dans le noyau des trois années).

Les points de services moyens des bibliothèques ont sensiblement augmenté entre 1994 et 1999. Alors que les points de services médians sont restés constants (à un par bibliothèque) au cours de la période des cinq années, les points de services moyenne ont augmenté de 3,3 par bibliothèque en 1994 à 3,6 par bibliothèque en 1999.

Entre 1996 et 1999, les points de services sont restés identiques à une médiane de un par bibliothèque et une moyenne de 3,6 par bibliothèque. Dans les 820 bibliothèques de base recensées, les points de services totaux ont augmenté de 10 p. 100, passant de 2 700 en 1994 à pratiquement 3 000 en 1999 (78 p. 100 des bibliothèques représentées dans le noyau des trois années).

Entre 1994 et 1999, les dépenses moyennes des bibliothèques ont augmenté, affichant une croissance de 23 p. 100 des dépenses médianes, passant de 158 000 dollars par bibliothèque en 1994 à 194 000 dollars en 1999, ainsi qu'une croissance de 6 p. 100 des dépenses moyennes, passant de 1,25 million de dollars par bibliothèque en 1994 à 1,32 million de dollars par bibliothèque en 1999.

Entre 1996 et 1999, on a vu une croissance relativement plus importante, avec des dépenses médianes augmentant de 19 p. 100, passant de 163 000 dollars par bibliothèque à 194 000 dollars par bibliothèque, et des dépenses moyennes augmentant de 10 p. 100, passant de 1,19 million de dollars par bibliothèque à 1,32 million de dollars par bibliothèque. Dans les 987 bibliothèques de base recensées, les dépenses totales ont augmenté de 5,6 p. 100, passant de 1,2 milliard de dollars en

1994 à 1,3 milliard de dollars en 1999 (94 p. 100 des bibliothèques représentées dans le noyau des trois années).

Entre 1994 et 1999, alors que les dépenses en matière de personnel ont légèrement augmenté, les dépenses en matière de collections étaient plus prononcées. Les dépenses médianes en matière de personnel ont grimpé de pratiquement 22 p. 100, passant de 108 000 dollars par bibliothèque en 1994 à 132 000 dollars par bibliothèque en 1999. Les dépenses moyennes en matière de personnel affichaient une très petite augmentation de 1 p. 100, passant de 809 000 dollars par bibliothèque à 818 000 dollars par bibliothèque.

De 1996 à 1999, la croissance était un peu plus lente, avec des dépenses médianes allant de 117 000 dollars par bibliothèque à 132 000 dollars par bibliothèque, ce qui représente une augmentation de 13 p. 100. Quant aux dépenses moyennes, elles sont passées de 798 000 dollars par bibliothèque à 818 000 dollars par bibliothèque, ce qui représente une augmentation de 2,5 p. 100. Dans les 897 bibliothèques de base, les dépenses totales en matière de personnel ont augmenté de 1 p. 100, passant de 725,3 millions de dollars en 1994 à 735,6 millions en 1999 (86 p. 100 des bibliothèques du noyau des trois années).

En revanche, entre 1994 et 1999, les dépenses médianes liées aux collections des bibliothèques ont augmenté de 16 p. 100, passant de 33 000 dollars par bibliothèque à 38 000 dollars par bibliothèque. Les dépenses moyennes ont augmenté de 22 p. 100, passant de 270 000 dollars par bibliothèque à 328 000 dollars par bibliothèque.

Entre 1996 et 1999, les dépenses liées aux collections affichaient aussi une croissance considérable, avec une médiane en hausse de 33 000 dollars par bibliothèque à 38 000 dollars par bibliothèque, ce qui représente une augmentation de 15 p. 100 au cours de la période des trois années. Les dépenses moyennes ont augmenté de 13 p. 100, passant de 290 000 dollars par bibliothèque à 328 000 par bibliothèque. Dans les 914 bibliothèques de base recensées, les dépenses totales liées aux collections ont augmenté de 22 p. 100, passant de 246,5 millions de dollars en 1994 à pratiquement 300 millions de dollars en 1999 (87 p. 100 des bibliothèques représentées dans le noyau des trois années).

Une nouvelle analyse des priorités en matière de dépenses révèle que, de 1994 à 1999, les dépenses en matière de personnel n'ont pas suivi le rythme des dépenses totales et qu'elles étaient perceptiblement plus lentes au cours de la période de 1996 à 1999. En revanche, entre 1994 et 1999, les dépenses liées aux collections affichaient une croissance plus élevée relative aux dépenses totales, bien que la croissance ait quelque peu ralenti après 1996. Les dépenses médianes par bibliothèque en matière de personnel s'élevaient à 68,6 p. 100 des dépenses totales en 1994, à 71,5 p. 100 en 1996 et à 67,8 p. 100 en 1999. Les dépenses moyennes correspondantes étaient de 64,8 p. 100, de 66,8 p. 100 et de 62,1 p. 100. Entre-temps, les dépenses médianes par bibliothèque en matière de collection allaient de 20,9 p. 100 des dépenses totales en

1994 à 20,3 p. 100 en 1996 et à 19,7 p. 100 en 1999. Les dépenses moyennes correspondantes étaient de 21,6 p. 100, 24,3 p. 100 et 24,9 p. 100.

En résumé, les 1 047 bibliothèques recensées dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques ont affiché une légère croissance au cours des cinq années allant de 1994 à 1999 (tableau 10) :

- les demandes moyennes par bibliothèque ont augmenté, bien que de façon ambiguë. Les demandes médianes ont augmenté de 34 p. 100 mais les demandes moyennes ont baissé de 2 p. 100 (déclarations de 703 bibliothèques, soit 67 p. 100);
- les circulations moyennes de documents par bibliothèque ont affiché une légère croissance. Les circulations médianes de documents ont augmenté de 5 p. 100 et les circulations moyennes de 3 p. 100 (déclarations de 950 bibliothèques, soit 91 p. 100);
- les emprunts moyens entre établissements par bibliothèque ont augmenté. Les emprunts médians ont diminué de 16 p. 100 mais les emprunts moyens ont augmenté de 50 p. 100 (déclarations de 148 bibliothèques, soit 14 p. 100);
- les prêts moyens entre établissements par bibliothèque ont augmenté. Les prêts médians ont augmenté de 1 p. 100 et les prêts moyens de 120 p. 100 (déclarations de 135 bibliothèques, soit 13 p. 100);
- le personnel moyen par bibliothèque est resté constant. La dotation ETP médiane a augmenté de 4 p. 100 entre 1996 et 1999 (les données de 1994 semblent erronées) et la dotation moyenne est restée identique (déclarations de 654 bibliothèques, soit 62 p. 100);
- les fonds documentaires moyens de collection par bibliothèque ont augmenté progressivement. Les fonds documentaires médians ont augmenté de 24 p. 100 et les fonds documentaires moyens de 11 p. 100 (déclarations de 725 bibliothèques, soit 69 p. 100);
- les abonnements moyens à des périodiques par bibliothèque ont un peu augmenté. Les abonnements médians ont été constants mais les abonnements moyens ont augmenté de 9 p. 100 (déclarations de 979 bibliothèques, soit 94 p. 100);
- les points de services moyens par bibliothèque ont sensiblement augmenté. Les points de services médians ont été constants mais les points de services moyens ont augmenté de 10 p. 100 (déclarations de 820 bibliothèques, soit 78 p. 100);

- les dépenses moyennes par bibliothèque ont augmenté. Les dépenses médianes ont augmenté de 23 p. 100 et les dépenses moyennes de 6 p. 100 (déclarations de 987 bibliothèques, soit 94 p. 100);
- les dépenses par bibliothèque en matière de personnel et de collections ont légèrement augmenté, bien qu'à des taux assez différents. Les dépenses médianes en matière de personnel ont augmenté de pratiquement 22 p. 100, mais les dépenses moyennes n'ont augmenté que de 1 p. 100 (déclarations de 897 bibliothèques, soit 86 p. 100). En revanche, les dépenses médianes en matière de collections ont augmenté de 15 p. 100 et les dépenses moyennes de 13 p. 100 (déclarations de 914 bibliothèques, soit 87 p. 100).

Au cours des trois années, allant de 1996 à 1999, les 1 047 bibliothèques recensées dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques ont affiché une légère croissance (tableau 10) :

- les demandes médianes par bibliothèque ont augmenté de 14 p. 100; les demandes moyennes sont restées constantes;
- les circulations médianes de documents par bibliothèque ont augmenté de 4 p. 100; les circulations moyennes de documents sont restées relativement identiques;
- les emprunts médians entre établissements par bibliothèque ont augmenté de 10 p. 100 et les emprunts moyens de 32 p. 100;
- les prêts médians entre établissements par bibliothèque ont considérablement augmenté, de 22 p. 100, et les prêts moyens de 30 p. 100;
- la croissance de la dotation médiane par bibliothèque est de 4 p. 100; la dotation moyenne est restée identique;
- les ressources documentaires médianes de collection par bibliothèque ont augmenté de 13 p. 100 et les fonds moyens de 3 p. 100;
- les abonnements médians à des périodiques par bibliothèque ont diminué de 4 p. 100, mais les abonnements moyens ont augmenté de plus de 11 p. 100;
- les points de services médians par bibliothèque sont restés constants, tout comme les points de services moyens;
- les dépenses médianes par bibliothèque ont augmenté de 19 p. 100 et les dépenses moyennes de 10 p. 100;
- les dépenses médianes en matière de personnel et de collections par bibliothèque ont augmenté, mais à des taux assez différents. Les dépenses médianes en matière

de personnel ont augmenté de 13 p. 100 et les dépenses moyennes de 2,5 p. 100. Les dépenses médianes en matière de collections ont augmenté de 15 p. 100 et les dépenses moyennes de 13 p. 100.

Une autre façon d'aborder l'analyse des tendances dans les ressources et les impacts des bibliothèques, au cours des trois années du Programme national de statistiques de base des bibliothèques, consiste à examiner les vastes mesures et indicateurs par habitant. Les tableaux 11 à 11c présentent les tendances d'impact par habitant et par secteur de bibliothèque.

Toutefois, si l'on essaie de considérer le large éventail de l'analyse de tous les types de bibliothèques à l'échelle du pays, il faut faire attention au choix des chiffres de la population pour calculer les niveaux de base par habitant. En effet, les populations des bibliothèques se chevauchent. Les municipalités servies par des bibliothèques publiques comprennent aussi les bibliothèques d'établissements d'enseignement et spécialisées, en tant que lieux physiques. Une personne est en droit de recevoir les services de plusieurs de ces différentes bibliothèques. Mais il ou elle ne représente qu'une seule personne. Il n'est donc pas possible de réaliser une analyse valide par habitant, d'après tous les types de bibliothèques d'une zone géopolitique donnée. Ce type d'analyse ne peut être effectué que sur une base sectorielle.

Vues sous cet angle, les données des bibliothèques publiques affichent de légères augmentations pour la plupart des mesures principales, et ce, entre 1994 et 1999 (tableau 11) :

- les demandes de renseignements ont chuté de 1,2 à 1,1 par habitant, ce qui représente une réduction de 8 p. 100 sur cinq ans (déclarations de 68 p. 100 des 771 bibliothèques publiques de base);
- les documents en circulation ont augmenté de 8,2 à 8,4 par habitant, ce qui représente une augmentation de 2 p. 100 sur cinq ans. Mais elles ont chuté de 8,7 par habitant en 1996, ce qui représente une réduction de 6 p. 100 sur trois ans (déclarations de 96 p. 100 des bibliothèques publiques de base);
- la dotation en personnel est passée de 0,35 employés ETP pour mille à 0,45 pour mille, ce qui représente une augmentation de 29 p. 100 sur cinq ans. Mais elle a chuté de 0,48 pour mille en 1996, ce qui représente une réduction de 6 p. 100 sur trois ans (déclarations de 50 p. 100 des bibliothèques publiques de base);
- les ressources documentaires de collection ont augmenté de 2,6 à 2,9 documents par habitant, ce qui représente une augmentation de pratiquement 12 p. 100 sur cinq années (déclarations de 60 p. 100 des bibliothèques publiques de base);
- les abonnements aux périodiques ont augmenté de 5,5 pour mille à 6,1 pour mille, ce qui représente une augmentation de 11 p. 100 sur cinq ans. Mais elles ont

chuté de 6,2 pour mille en 1996, ce qui représente une réduction de 1,6 p. 100 sur trois ans (déclarations de 93 p. 100 des bibliothèques publiques de base);

- les points de service ont diminué de 0,13 pour mille à 0,12 pour mille, ce qui représente une augmentation de 8 p. 100 sur cinq ans (déclarations de 77 p. 100 des bibliothèques publiques de base);
- les dépenses ont augmenté de 25,70 à 27,51 dollars par habitant, ce qui représente une augmentation de 7 p. 100 sur cinq ans. Sur ces dépenses, les dépenses relatives au personnel ont augmenté de 5 p. 100 et les dépenses relatives aux collections ont augmenté de pratiquement 9 p. 100 (déclarations de 98 p. 100 des bibliothèques publiques de base pour ce qui est des dépenses totales, 91 p. 100 pour ce qui est des dépenses relatives au personnel et 90 p. 100 pour ce qui est des dépenses relatives aux collections).

Entre 1994 et 1999, les bibliothèques universitaires ont enregistré une forte croissance la plupart des mesures principales (tableau 11a) :

- les demandes de renseignements ont augmenté de 5,2 à 5,7 par habitant, ce qui représente une croissance de 10 p. 100 sur cinq ans. Mais elles ont chuté de 6,2 par habitant en 1996, ce qui représente une réduction de 8 p. 100 sur trois ans (déclarations de 46 p. 100 des 69 bibliothèques universitaires de base);
- les documents en circulation ont augmenté de 37,4 à 39,9 par habitant, ce qui représente une augmentation de 7 p. 100 sur cinq ans (déclaration de 55 p. 100 des bibliothèques universitaires de base);
- la dotation en personnel est passée de 7,12 à 10,01 employés ETP pour mille, ce qui représente une augmentation de 41 p. 100 sur cinq ans, mais de seulement 6 p. 100 sur les trois années à compter de 1996 (déclarations de 55 p. 100 des bibliothèques universitaires de base);
- les ressources documentaires de collection ont augmenté de 145,3 à 219,5 documents par habitant, ce qui représente une augmentation de 51 p. 100 sur cinq ans (déclarations de 55 p. 100 des bibliothèques universitaires de base);
- les abonnements aux périodiques ont augmenté de 437,7 à 677,7 pour mille, ce qui représente une augmentation de 53 p. 100 sur cinq ans (déclarations de 55 p. 100 des bibliothèques universitaires de base);
- les points de services ont augmenté de 0,35 à 0,93 pour mille, ce qui représente une croissance de 166 p. 100 sur cinq ans, mais de seulement 9 p. 100 sur les trois années à compter de 1996 (déclarations de 55 p. 100 des bibliothèques universitaires de base);
- les dépenses ont augmenté de 479,59 à 642,62 dollars par habitant, ce qui représente une augmentation de 34 p. 100 sur cinq ans. Sur ces dépenses, les

dépenses relatives au personnel ont augmenté de 18 p. 100 et les dépenses relatives aux collections de 79 p. 100 (déclarations de 55 p. 100 des bibliothèques universitaires de base pour ce qui est des dépenses totales, 54 p. 100 pour ce qui est des dépenses en matière de personnel et 55 p. 100 pour ce qui est des dépenses relatives aux collections).

Entre 1994 et 1999, les bibliothèques collégiales ont indiqué une croissance encore plus importante que celle des bibliothèques universitaires sur certaines des mesures principales (tableau 11a) :

- les demandes de renseignements ont augmenté de 1,4 à 1,8 par habitant, ce qui représente une croissance de 100 p. 100 sur cinq ans. Mais elles ont chuté de 3,0 par habitant en 1996, ce qui représente une réduction de 7 p. 100 sur trois ans (déclarations de 31 p. 100 des 67 bibliothèques collégiales de base);
- les documents en circulation ont augmenté de 8,4 à 11,2 par habitant, ce qui représente une augmentation de 33 p. 100 sur cinq ans (déclarations de 63 p. 100 des bibliothèques collégiales de base);
- la dotation en personnel a augmenté de 1,85 à 2,38 employés ETP pour mille, ce qui représente une augmentation de 29 p. 100 sur cinq ans, mais reste pratiquement identique sur les trois années à compter de 1996 (déclarations de 72 p. 100 des bibliothèques collégiales de base);
- les ressources documentaires de collection sont passées de 15,8 à 21,5 documents par habitant, ce qui représente une augmentation de 36 p. 100 sur cinq ans, mais de seulement 6 p. 100 sur les trois années à compter de 1996 (déclarations de 70 p. 100 des bibliothèques collégiales de base);
- les abonnements aux périodiques ont augmenté de 65,6 à 73,5 pour mille, ce qui représente une augmentation de 12 p. 100 sur cinq ans. Mais ils ont décliné de 14 p. 100 de 1996 à 1999 (déclarations de 72 p. 100 des bibliothèques collégiales de base);
- les points de services ont augmenté de 0,26 à 0,38 pour mille, ce qui représente une croissance de 46 p. 100 sur cinq ans. Mais ils ont chuté de pratiquement 3 p. 100 sur les trois années à compter de 1996 (déclarations de 63 p. 100 des bibliothèques collégiales de base);
- les dépenses ont augmenté de 133,12 à 136,07 dollars par habitant, ce qui représente une augmentation de 2 p. 100 sur cinq ans. Sur ces dépenses, les dépenses relatives au personnel ont augmenté de 48 p. 100 et les dépenses relatives aux collections, de 52 p. 100. Mais les dépenses relatives au personnel et aux collections par habitant ont augmenté encore plus légèrement sur les trois années à compter de 1996. Elles ont augmenté de moins de 1 p. 100 pour le personnel et de seulement 3 p. 100 pour les collections (déclarations de 69 p. 100

des bibliothèques collégiales de base pour ce qui est des dépenses totales, 58 p. 100 pour ce qui est des dépenses relatives au personnel et 66 p. 100 pour ce qui est des dépenses relatives aux collections).

Entre 1994 et 1999, les bibliothèques spécialisées ont largement varié en matière de modifications (tableau 11b). Les bibliothèques gouvernementales ont enregistré des réductions pour la plupart des mesures principales, mais une légère croissance, de moins de 2 p. 100, pour les dépenses par habitant. Les bibliothèques sans but lucratif n'ont enregistré aucun changement ou aucune légère augmentation pour la plupart des mesures principales, mais 46 p. 100 de croissance pour les dépenses par habitant. Les bibliothèques à but lucratif étaient encore plus mitigées quant aux principales mesures. Cependant, elles ont aussi enregistré une croissance élevée pour les dépenses par habitant, de l'ordre de 50 p. 100. Toutefois, il faut noter le faible degré d'exhaustivité des données enregistrées par les bibliothèques spécialisées de base pour la plupart des mesures principales, allant de 26 p. 100 à 69 p. 100 pour les 65 bibliothèques gouvernementales, de 16 p. 100 à 35 p. 100 pour les 51 bibliothèques sans but lucratif et de 17 p. 100 à 67 p. 100 pour les 18 bibliothèques à but lucratif.

Ces types de mesures descriptives donnent une vaste image de l'impact des bibliothèques sur la société canadienne. Mais elles ne révèlent pas les relations de comparaison qui existent parmi les mesures ou dans les secteurs de bibliothèques, et elles ne tiennent pas compte des modifications des nouveaux facteurs sociaux tels que la population. Malheureusement, il n'existe pour l'instant pas d'accord sur un ensemble de base des mesures principales de changement lié aux ressources et aux impacts des bibliothèques.

Étant donné les limitations des données recueillies dans le cadre du Programme national de statistiques de base des bibliothèques, on recense les principales mesures de rendement suivantes, en matière de ressources et d'impacts des bibliothèques, et ce, pour les bibliothèques de base de trois ans, au total et par secteur de bibliothèque (tableaux 12 à 12c) :

- ratio de rotation des collections (circulation relative aux ressources documentaires);
- taux d'enregistrement des prêts entre bibliothèques pour les documents empruntés et prêtés;
- taux des ressources documentaires de collection pour les livres et les autres documents;
- taux de dotation en personnel pour les bibliothécaires et les bibliotechniciens;
- taux de dépense pour le fonctionnement, le capital, le personnel et les collections des bibliothèques.

On suggère la prudence dans la généralisation à partir de ces modèles, compte tenu des faibles taux d'exhaustivité de leurs données. Ces taux vont de 80 p. 100 des bibliothèques de base représentées dans les taux de dépenses de fonctionnement des

dépenses relatives au personnel et aux collections, à 62 p. 100 des bibliothèques représentées dans les taux de rotation des bibliothèques (c'est-à-dire des bibliothèques signalant à la fois des documents en circulation et des ressources documentaires de collection). Ils vont de 47 p. 100 des bibliothèques représentées dans les taux des ressources documentaires de collection des livres et des autres documents, à 34 p. 100 des bibliothèques représentées dans les taux de dotation des bibliothécaires et des bibliotechniciens; seules 17 p. 100 des bibliothèques représentées dans les taux de dépenses de fonctionnement et de capital, et moins de 10 p. 100 des bibliothèques représentées dans les taux d'enregistrement des prêts entre bibliothèques pour les emprunts et les prêts. Par conséquent, seuls les taux de dépense du personnel et des collections ont touché 80 p. 100 des bibliothèques représentées dans la base.

Ces mesures laissent entendre que peu de changements se sont produits sur la période de cinq ans des données recueillies dans le cadre du Programme national de statistiques de base des bibliothèques, de 1994, 1996 et 1999 (tableau 11) :

- entre 1996 et 1999, la rotation des collections est restée relativement régulière : 0,73 de documents en circulation pour chaque document possédé en 1999 et 0,74 en 1996. En 1994, le taux s'élevait à 0,79, ce qui représente 8 p. 100 de plus (déclarations de 654 bibliothèques, soit 62 p. 100);
- entre 1996 et 1999, les taux d'enregistrement relatifs aux publications empruntées aux autres bibliothèques sont restés réguliers. Le taux s'élevait à 79 p. 100 en 1994, ce qui représente trois points de pourcentage plus bas (déclarations de 98 bibliothèques, soit 9 p. 100);
- les taux d'enregistrement relatifs aux publications prêtées à d'autres bibliothèques ont augmenté de 71 p. 100, en 1996, à 79 p. 100, en 1999. Le taux s'élevait à 62 p. 100 en 1994, ce qui représente neuf points de pourcentage de moins (déclarations de 87 bibliothèques, soit 8 p. 100);
- entre 1996 et 1999, le rapport entre les livres et les autres documents est resté constant dans les collections des bibliothèques, chaque catégorie de documents représentant 50 p. 100 des ressources documentaires de collection. En 1994, le rapport s'élevait à 43 p. 100 de livres et à 57 p. 100 d'autres documents, ce qui représente un décalage de sept points de pourcentage (déclarations de 493 bibliothèques, soit 47 p. 100);
- de 1996 à 1999, le rapport de personnel professionnellement qualifié a diminué de un point de pourcentage, les bibliothécaires représentant 20 p. 100 des employés ETP en 1999 et 21 p. 100 en 1996. En 1994, le rapport s'élevait à 26 p. 100, ce qui représente six points de pourcentage de plus qu'en 1999 (déclarations de 357 bibliothèques, soit 34 p. 100);

- les bibliothécaires représentaient 15 p. 100 des employés ETP en 1999 et 16 p. 100 en 1996. En 1994, le rapport s'élevait à 20 p. 100, ce qui représente quatre points de pourcentage de plus (déclarations de 357 bibliothèques, soit 34 p. 100);
- entre 1996 et 1999, les dépenses de fonctionnement ont diminué en tant que pourcentage des dépenses totales, passant de 97 p. 100 à 93 p. 100. En 1994, la proportion s'élevait à 94 p. 100 (déclarations de 176 bibliothèques, soit 17 p. 100);
- entre 1996 et 1999, les dépenses en capital ont augmenté en tant que pourcentage des dépenses totales, passant de 3 p. 100 à 7 p. 100. En 1994, la proportion s'élevait à 6 p. 100 (déclarations de 176 bibliothèques, soit 17 p. 100);
- entre 1996 et 1999, les dépenses relatives au personnel ont diminué en tant que pourcentage des dépenses de fonctionnement, passant de 62 p. 100 à 58 p. 100. En 1994, la proportion s'élevait à 61 p. 100 (déclarations de 835 bibliothèques, soit 80 p. 100);
- entre 1996 et 1999, les dépenses relatives aux collections ont augmenté de 1 point de pourcentage, passant de 23 p. 100 à 24 p. 100. En 1994, la proportion s'élevait à 21 p. 100 (déclarations de 835 bibliothèques, soit 80 p. 100).

Certaines de ces principales mesures varient considérablement dans les secteurs de bibliothèques. On repère des contrastes visibles dans les données de 1999 entre les bibliothèques publiques et les bibliothèques d'établissements d'enseignement relativement aux ratios de rotation des collections, aux formats des ressources documentaires de collection, à la proportion de bibliothécaires dans le personnel et à la proportion de personnel et de dépenses relatives aux collections (tableaux 12a et 12b).

En 1999, le roulement des collections des bibliothèques publiques s'élevait à 300 p. 100, par rapport à 20 p. 100 pour les bibliothèques universitaires et 50 p. 100 pour les bibliothèques collégiales. Les livres représentaient 86 p. 100 des collections des bibliothèques publiques, par rapport à 44 p. 100 pour les bibliothèques universitaires et 64 p. 100 pour les bibliothèques collégiales. Réciproquement, les autres documents ne représentaient que 14 p. 100 des collections des bibliothèques publiques mais 56 p. 100 de celles des bibliothèques universitaires et 36 p. 100 de celles des bibliothèques collégiales. Les taux d'enregistrement des prêts entre bibliothèques étaient identiques dans les bibliothèques publiques et d'établissements d'enseignement.

En 1999, alors que la représentation des bibliothécaires était identique dans les bibliothèques publiques et universitaires, de l'ordre de 16 p. 100 à 24 p. 100, les bibliothécaires représentaient 8 p. 100 de la dotation en personnel des bibliothèques publiques, mais 27 p. 100 de celle des bibliothèques universitaires et 38 p. 100 de celle des bibliothèques collégiales.

En 1999, les priorités en matière de dépenses de fonctionnement différaient aussi dans les secteurs de bibliothèques. Les dépenses de dotation en personnel représentaient 64 p. 100 des budgets de fonctionnement des bibliothèques publiques, 52 p. 100 des budgets des bibliothèques universitaires et 74 p. 100 des budgets des bibliothèques collégiales. En même temps, les dépenses relatives aux collections s'élevaient à 15 p. 100 des budgets des bibliothèques publiques, à 39 p. 100 de ceux des bibliothèques universitaires et à 19 p. 100 de ceux des bibliothèques collégiales.

5. Modèles d'impact fictif de 1999

Jusqu'à présent, l'analyse donne une certaine notion du niveau des avantages culturels et économiques offerts par les bibliothèques représentées dans le sondage de 1999, dans le cadre du Programme national de statistiques de base des bibliothèques. Toutefois, le sondage de 1999, comme dans le programme lui-même, ne porte que sur les bibliothèques de trois secteurs, à savoir les bibliothèques publiques, d'établissements d'enseignement et spécialisées. Les bibliothèques scolaires n'en font pas partie et les secteurs étudiés dans le programme ne sont pas représentés de façon égale et exhaustive. Les bibliothèques publiques sont pratiquement traitées dans leur intégralité, les bibliothèques postsecondaires le sont un peu moins et les bibliothèques spécialisées le sont faiblement.

Cet aperçu de l'état des renseignements statistiques de base sur les bibliothèques canadiennes souligne combien il est difficile de fournir des estimations raisonnables de la totalité des activités des bibliothèques canadiennes, ainsi que de la totalité des influences et des impacts que l'univers entier des bibliothèques a sur la société canadienne. Étant donné ces limitations, on a fait un effort d'exploration pour extrapoler les mesures principales des ressources et des services du sondage de 1999 à l'ensemble des bibliothèques de tous les secteurs. On considère les estimations comme prudentes et il faut garder à l'esprit les conditions et les hypothèses en interprétant et en utilisant ces imputations statistiques.

La méthode d'imputation ou de calcul du montant brut, que l'on a adoptée pour estimer les principales mesures d'impact de l'univers des bibliothèques canadiennes, s'inspire de l'analyse par secteur. Tout d'abord, on a déterminé les chiffres de 1999 pour les mesures des bibliothèques selon le type de bibliothèque relevant des trois secteurs de bibliothèques (publiques, d'établissements d'enseignement et spécialisées) représentées dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques. Les mesures de base dont on s'est servi pour le calcul du montant brut étaient telles que le nombre de bibliothèques, la population, la dotation en personnel et les dépenses.

On a ensuite terminé le calcul du montant brut en appliquant la médiane du secteur de bibliothèques de la mesure principale pertinente aux cas manquants et en les ajoutant à l'allocation de base quelconque qui était déjà disponible (tableaux 2 et 2b). Dans la

mesure du possible, on s'est servi des chiffres calculés au montant brut pour les principales mesures, comme base de l'estimation d'autres mesures principales. Dans certains cas, cette procédure a aussi fourni des données en tant que contre-vérification de la validité. Dans le cas des bibliothèques scolaires, on ne disposait des valeurs médianes pour aucune des mesures principales. Par conséquent, on a obtenu ou déduit des moyennes à partir des sources de données existantes et on les a contrevalidées dans la mesure du possible.

Les premières estimations publiées de l'univers des bibliothèques canadiennes de tous les secteurs, y compris les bibliothèques scolaires, ont été le fruit de Ralph Manning (1997a), concernant le sondage de 1995 du Programme national de statistiques de base des bibliothèques. S'appuyant sur différentes sources de données, de 1993 à 1997, il a estimé qu'il y avait 17 561 unités administratives ou unités de gouvernance des bibliothèques, avec un total de 21 596 points de services au Canada. Par secteur de bibliothèques, ces estimations étaient les suivantes :

- 1 025 bibliothèques publiques avec 3 606 points de services;
- 8 bibliothèques provinciales et nationales avec 26 points de services;
- 266 bibliothèques d'établissements d'enseignement avec 731 points de services;
- 2 262 bibliothèques spécialisées avec 3 233 points de services;
- 14 000 bibliothèques scolaires avec 14 000 points de services
- 1 bibliothèque nationale (p. 42).

Il existe plusieurs répertoires annuels réputés qui publient des renseignements sur les bibliothèques canadiennes, mais ils ne sont pas uniformément fiables. Parfois, ils regroupent les unités administratives et les unités de gouvernance des bibliothèques avec les points de services. Parfois, ils comptabilisent en double les bibliothèques d'établissements d'enseignement ou leurs unités particulières en tant que bibliothèques «spécialisées». Enfin, parfois, ils font complètement abstraction des bibliothèques particulières. Qui plus est, les répertoires publiés ne proposent pas d'estimations des taux d'exhaustivité ou de traitement.

On n'a déterminé que deux autres sources de données de base pour le calcul du montant brut, à savoir Statistique Canada et le Programme national de statistiques de base des bibliothèques lui-même. Bien entendu, les renseignements de Statistique Canada sont plus fiables que les répertoires annuels publiés, mais ils sont aussi incomplets à certains égards, parce qu'ils ne fournissent pas les mesures directes ainsi que l'ampleur des activités et des services des bibliothèques au Canada. Les données saisies dans le cadre du Programme national de statistiques de base des bibliothèques sont fiables, mais le degré de couverture varie largement selon le secteur de bibliothèque.

Lors du sondage de 1999, le Programme national de statistiques de base des bibliothèques a saisi les données de 910 bibliothèques publiques et huit bibliothèques provinciales et territoriales, avec des populations respectives (se chevauchant) de 28,5 millions de personnes et de 18,5 millions de personnes (tableaux 2 et 3). Sans doute

la population entière du Canada était-elle servie par l'un ou l'autre de ces deux organismes, mais les données disponibles ne confirment pas irrévocablement cette hypothèse. En 1999, on estime qu'il y avait 2 739 points de services dans les bibliothèques publiques et 11 autres points de services exploités par des bibliothèques provinciales et territoriales.

Actuellement, Statistique Canada ne recueille pas de données sur les bibliothèques publiques du Canada. Toutefois, les estimations sur les bibliothèques publiques de 1994-1995, rapportées par Manning (1997a), montrent une comparabilité raisonnable avec les données des sondages de 1996 et de 1999, saisies dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques. On comptait 3,5 points de services par établissement en 1994-1995 (Manning 1997a), on en comptait 3,3 en 1996 et 3,0 en 1999. La dotation en personnel ETP était de 13,3 employés par bibliothèque en 1994-1995 (Manning 1997a), de 15,2 en 1996 et de 14,7 en 1999. Les dépenses s'élevaient à 694 000 dollars par bibliothèque en 1994-1995 (Manning 1997a), à 728 000 dollars en 1996 et à 931 000 dollars en 1999. Avec des changements progressifs dans ces mesures, au cours de la période allant de 1994 à 1999, nous croyons que les données calculées au montant brut de 1999 sont raisonnablement complètes. La baisse du nombre de bibliothèques et des points de services de 1994-1995 et 1996 s'explique par une série de fusions municipales récentes qui se sont produites principalement en Ontario et en Colombie-Britannique.

Les données relatives au nombre de bibliothèques postsecondaires au Canada sont un peu moins complètes. Le sondage de 1999 du Programme national de statistiques de base des bibliothèques recensait 193 établissements postsecondaires, composés de 83 bibliothèques universitaires et de 110 bibliothèques collégiales, avec des services rendus par une moyenne de 8,7 points de services par bibliothèque universitaire et de 1,6 par bibliothèque collégiale. 92 employés ETP par bibliothèque universitaire et 10 par bibliothèque collégiale assuraient une prestation de services à plus de 8 800 étudiants et membres du corps professoral par bibliothèque universitaire et à pratiquement 5 400 par bibliothèque collégiale. Les dépenses totales étaient de l'ordre de 5,8 millions de dollars par bibliothèque universitaire et de 566 000 dollars par bibliothèque collégiale (tableau 2b).

Les estimations comparables de Manning (1997a) pour 1994-1995 portaient sur 266 bibliothèques d'établissements d'enseignement (universitaires et collégiales mélangées), avec des moyennes globales de 2,7 points de services par établissement, 38 employés ETP et 2,6 millions de dollars de dépenses.

Les estimations des 266 bibliothèques d'établissements d'enseignement, estimations faites par Manning (1997a) pour 1994-1995, sont identiques aux 274 établissements postsecondaires recensés par Statistique Canada pour 1998-1999. Ces estimations indiquaient en moyenne une inscription à plein temps et à temps partiel de tout juste plus de 4 700 étudiants par établissement (au total, 1,3 million d'étudiants dont 826 000 étudiants d'universités et 495 000 étudiants de collèges (Statistique Canada, 2001d, 1998-99a, 1998-99b). Alors qu'on pourrait présumer que

les 274 établissements disposaient tous d'une bibliothèque fonctionnant avec du personnel et des services, un recensement des bibliothèques d'établissements d'enseignement aux É.-U., pour 1998, révélait que seules 88 p. 100 d'entre elles disaient avoir leur propre bibliothèque (National Center for Education Statistics 2001, p. 7).

On ne dispose pas de données canadiennes pour évaluer dans quelle mesure le Canada reproduit la situation du sud de la frontière, mais on présume dans cette analyse que, contrairement à leurs homologues américains, les 274 établissements postsecondaires du Canada ont tous des bibliothèques. Donc, on peut considérer que les estimations de Manning, des 266 bibliothèques postsecondaires pour 1994-1995, et le rapport de Statistique Canada, des 274 établissements postsecondaires pour 1998-1999, sont identiques au chiffre des 262 bibliothèques postsecondaires représentées dans l'une ou plusieurs des quatre années de sondage saisies dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques (tableau A, annexe B).

Dans le programme, pour l'une ou plusieurs des années du sondage, la proportion entre les bibliothèques universitaires et les bibliothèques collégiales était respectivement de 40 p. 100 et de 60 p. 100 (données provenant du tableau A, annexe B). C'était le rapport appliqué aux 274 établissements recensés par Statistique Canada. Les médianes par type de bibliothèque étaient les multiplicateurs du calcul du montant brut pour les principales mesures rapportées dans les données du sondage de 1999 du programme (tableau 13a).

Les données sur les bibliothèques spécialisées au pays sont encore plus incomplètes. On comptait 718 bibliothèques spécialisées dans l'une ou plusieurs des quatre années du sondage du Programme national de statistiques de base des bibliothèques. Le sondage de 1999 comportait 378 bibliothèques spécialisées avec un total estimé de 665 points de services, fournissant des services de bibliothèques à 773 000 clients (tableau 2). Ce secteur de bibliothèque est le moins bien représenté du programme, à l'exception des bibliothèques scolaires, et l'on ne peut pas présumer que l'ensemble des bibliothèques gouvernementales, des organisations sans but lucratif et à but lucratif du Canada ont une bibliothèque fonctionnant avec du personnel et des services.

Nous croyons donc qu'il n'y a toujours pas de meilleure estimation de l'univers des bibliothèques spécialisées au Canada que le chiffre de 2 262 établissements communiqué par Manning (1997a). Dans le programme, pour l'une ou plusieurs des années du sondage, la proportion entre les bibliothèques gouvernementales, les bibliothèques sans but lucratif et les bibliothèques à but lucratif était respectivement de 40 p. 100, de 45 p. 100 et de 15 p. 100 (données provenant du tableau A, annexe B). C'était le rapport appliqué aux 2 262 bibliothèques estimées par Manning (1997a). Les médianes par type de bibliothèque étaient les multiplicateurs du calcul du montant brut pour les principales mesures rapportées dans les données du sondage de 1999, dans le cadre du programme (tableau 13a).

Les bibliothèques scolaires n'apparaissent pas du tout dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques. Les estimations de Manning (1997a) pour 1994-1995 étaient de 14 000 bibliothèques scolaires. En 1994-1995, Statistique Canada répertoriait 15 870 écoles élémentaires et secondaires au Canada, mais seulement 15 637 écoles en 1998-1999. De ce dernier chiffre, il y avait 12 279 écoles élémentaires et 3 388 écoles secondaires, ou respectivement 78 p. 100 et 22 p. 100 (Durand et Daschko, 2001, p. 12 et tableau 4a). D'un autre côté, à l'occasion d'une présentation faite à Netspeed 99, à Edmonton, Industrie Canada (1999) a signalé qu'il y avait 16 850 écoles au Canada, dont 350 écoles des Premières nations.

En 1998-1999, Statistique Canada répertoriait pratiquement 5,5 millions d'élèves, 346 200 enseignants et membres du personnel autres que les enseignants. De ce dernier chiffre, on comptait 46 200 enseignants à temps partiel (*Éducation au Canada*, 2000, p. 20; Durand et Daschko 2001, p. 13 et tableau 23). Les données intègrent les écoles publiques, privées et fédérales, ainsi que les écoles pour les personnes ayant une déficience visuelle et auditive. En 1998-1999, l'inscription moyenne concernait 343 élèves par école (Durand et Daschko 2001, p. 14 et tableau 6).

Durand et Daschko (2001) ont aussi indiqué qu'en 1998-1999, les dépenses des bibliothèques scolaires s'élevaient en moyenne à 97,26 dollars par élève, avec des dépenses totales estimées de 533,3 millions de dollars (p. 5 et tableaux 15 et 23). Dans une étude différente, on a trouvé qu'en 2001-2002, la taille des collections des bibliothèques scolaires élémentaires était en moyenne de 23 livres par élève ou de 7 353 livres par école (*People for Education 2002*, p. 3).

Comme pour le secteur des bibliothèques spécialisées, on ne peut pas présumer que toutes les écoles du Canada ont une bibliothèque fonctionnant avec du personnel et des services. Cela est d'autant plus vrai avec la récente réduction importante du soutien à l'administration scolaire pour les bibliothèques scolaires et leur personnel dans tout le pays, à l'exception peut-être de la Colombie-Britannique, en particulier dans les établissements primaires. Toutefois, en 1998-1999, la situation n'avait pas encore commencé à se détériorer si sérieusement. Par exemple, en 1997-1998, quelque 80 p. 100 des écoles primaires de l'Ontario employaient un bibliothécaire-enseignant à temps plein ou à temps partiel et en 1998-1999, ce pourcentage était de 70 p. 100 (*People for Education 2002*, p. 1).

Néanmoins, pour les besoins du calcul du montant brut, on a supposé qu'en 1999, toutes les écoles du Canada disposaient d'une bibliothèque avec du personnel et des services. Bien qu'on n'ait pas de données pour déterminer dans quelle mesure ces bibliothèques fonctionnaient pendant cette période pour ce qui est de la dotation en personnel et des collections, les hypothèses de l'analyse actuelle font apparaître que chaque école avaient une bibliothèque (avec un point de services), un demi-employé ETP, une demande par élève et par année, un document en circulation par élève et par année et une consultation sur place des documents de la bibliothèque par élève et par

année. On estime que les emprunts entre établissements étaient d'un modique document par école.

On a calculé la taille des collections d'après l'estimation énoncée plus haut de 23 livres par élève dans les bibliothèques scolaires élémentaires de l'Ontario (*People for Education 2002*, p. 3). Cet estimateur produit une infrastructure extraordinaire de collections de bibliothèque dans le secteur des bibliothèques scolaires, par rapport à celles des bibliothèques canadiennes publiques et d'établissements d'enseignement, 126 millions de documents par rapport à 191 millions de documents dans les bibliothèques d'établissements d'enseignement et 89 millions dans les bibliothèques publiques, provinciales et territoriales (tableau 13).

D'après les sources et les hypothèses détaillées ci-dessus, on estime que le Canada compte 19 092 bibliothèques en tout, plus de 22 000 points de services, 38 000 employés ETP, 465 millions de publications sous forme d'imprimés ou autres et 2,5 milliards de dollars de dépenses (tableau 13).

L'analyse par secteur révèle que les bibliothèques publiques, provinciales et territoriales représentaient 5 p. 100 du nombre total d'unités administratives ou d'unités de gouvernance des bibliothèques. Les bibliothèques d'établissements d'enseignement en représentaient 1 p. 100, les bibliothèques spécialisées 12 p. 100 et les bibliothèques scolaires 82 p. 100. Si l'on exclut les bibliothèques scolaires, les bibliothèques publiques représentent 27 p. 100, les bibliothèques d'établissements d'enseignement 8 p. 100 et les bibliothèques spécialisées 65 p. 100.

Les chiffres suivants sont nos meilleures estimations de l'univers des bibliothèques canadiennes en 1999 :

- 910 bibliothèques publiques avec 2 739 points de services et huit bibliothèques provinciales avec 11 points de services qui rendent des services à pratiquement l'ensemble des 30,5 millions de Canadiennes et de Canadiens;
- 274 bibliothèques d'établissements d'enseignement avec 1 089 points de services qui rendent des services à 1,6 million d'étudiants et de membres. Ces bibliothèques sont composées de 110 bibliothèques universitaires avec 856 points de services et de 164 bibliothèques collégiales avec 233 points de services;
- 2 262 bibliothèques spécialisées avec 2 549 points de services qui rendent des services à 1,9 million de membres et d'autres clients principaux. Ces bibliothèques sont composées de 905 bibliothèques gouvernementales avec 1 049 points de services, de 1 018 bibliothèques sans but lucratif avec 1 132 points de services et de 339 bibliothèques à but lucratif avec 368 points de services;
- 15 637 bibliothèques scolaires avec un point de services chacune, rendant des services à pratiquement 5,5 millions d'élèves;

- une bibliothèque nationale.

Un des indicateurs clés de la diffusion de l'information repose sur les services de renseignements. Alors que de nombreux services de bibliothèque sont organisés pour un libre-service non assisté, les usagers canadiens recherchent aussi régulièrement l'aide du personnel. En 1999, ils posaient aux bibliothécaires et aux membres du personnel plus de 110 000 questions par jour, tous les jours de l'année. Cela revient à 1,3 question posée par chaque femme, homme et enfant du pays.

Un des autres indicateurs clés repose sur l'utilisation des collections des bibliothèques. En général, les Canadiennes et les Canadiens sont des consommateurs enthousiastes des ressources intellectuelles gérées et mises à leur disposition par les bibliothécaires de tous les secteurs de la nation. En 1999, ils empruntaient plus de 289 millions de publications (sous forme de documents imprimés ou autres), afin de satisfaire leurs besoins en matière de lecture, de visualisation et d'écoute, ainsi que d'autres besoins de consultation. On obtient environ 1,6 million de documents supplémentaires par les ententes de prêt entre établissements de tous les secteurs.

Si l'on tient compte de la consultation sur place non assistée de 112 millions de ressources documentaires, il est évident que les Canadiennes et les Canadiens sont des consommateurs voraces et enthousiastes des matériaux culturels recueillis par les bibliothécaires. En tout, on estime qu'en 1999, les usagers canadiens ont consulté 403 millions de documents de tous les secteurs, grâce à l'emprunt et à la consultation sur place, soit bien plus de un million de documents par jour, et ce, tous les jours de l'année. Cela revient à une consultation moyenne de plus de 13 documents par chaque femme, homme et enfant du pays, en 1999.

Un des indicateurs clés de l'impact économique des bibliothèques sur la société canadienne se traduit par les dépenses. Les décisionnaires feraient bien de prendre note du pouvoir d'achat économique des bibliothécaires canadiens. En 1999, ils ont pratiquement dépensé 2,5 milliards de dollars dans le but d'offrir des services de bibliothèque dans tous les secteurs du pays. Parmi cette somme, 57 p. 100 sont allés à la dotation en personnel et 22 p. 100 à l'enrichissement des collections.

Ce qui est également remarquable, c'est l'investissement déterminé par les bibliothécaires canadiens dans les infrastructures des collections des bibliothèques. En 1999, on a affecté plus de 550 millions de dollars aux fonds documentaires grandissant des collections totalisant alors 465 millions de documents, sous forme d'imprimés et autres. Un tel investissement économique et de telles infrastructures culturelles ne sont pas seulement considérables, mais il est aussi pratiquement impossible de les traduire en valeur monétaire, en particulier quand on prend en compte les services à valeur ajoutée d'organisation, d'exposition, d'entreposage et de conservation.

Si l'on considère les dépenses en capital des secteurs des bibliothèques publiques et d'établissements d'enseignement, pour des projets de bâtiments à usage divers et

construits dans un but précis, il est raisonnable de tenir compte d'un montant compris entre 500 millions de dollars et 1 milliard de dollars par an d'engagements budgétaires qui, d'ordinaire, n'apparaissent pas dans les comptes des bibliothèques. De plus, certaines dépenses en ressources électroniques ne sont pas intégrées dans les budgets de fonctionnement des bibliothèques, mais elles font plutôt partie des affectations de programme institutionnel. Donc, en 1999, les dépenses des bibliothèques s'élevaient en tout à un montant compris entre 3 milliards de dollars et 3,5 milliards de dollars ou plus. Des estimations prudentes laissent entendre que 60 p. 100 à 65 p. 100 des dépenses sont locales, ce qui signifie que les bibliothèques canadiennes ajoutent bien plus de 2 milliards de dollars aux économies locales, au moyen des achats directs de biens et de services.

L'emploi constitue aussi une mesure de l'impact économique des bibliothèques sur la société canadienne. En 1999, les bibliothèques canadiennes de tous les secteurs employaient plus de 38 000 personnes à temps plein. Cela équivalait à 73 millions d'heures de services de bibliothèque en 1999 (1 ETP égale 1 920 heures de travail par année - Statistique Canada, 2001b, p. 45). Bien que les effectifs réels ne soient pas saisis dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques, on estime le nombre de travailleurs canadiens employés dans les bibliothèques en 1999, tant à temps plein qu'à temps partiel, à un total de l'ordre de 50 000 personnes (d'après un multiplicateur d'effectif de 1,3). Les bibliothécaires représentaient 22 p. 100 et les techniciens 19 p. 100 de tous les membres du personnel. En 1999, les dépenses totales en matière de dotation en personnel s'élevaient à 1,4 milliard de dollars.

En 1999, en plus du personnel rémunéré, des bénévoles canadiens consacraient des milliers d'heures de service aux bibliothèques publiques et scolaires du Canada. On estime que, cette année-là, entre 9 000 et 10 000 administrateurs bénévoles siégeaient aux conseils et aux comités consultatifs des bibliothèques publiques municipales et régionales de tout le pays. Les bibliothèques publiques dépendent aussi de recrues bénévoles. Les bibliothèques publiques en comptent 7 500 à elles seules (Conseil d'orientation stratégique des bibliothèques publiques de l'Ontario de 1999, à la page 7). De plus, 41 p. 100 des bibliothèques scolaires signalent avoir eu recours à des recrues bénévoles en 1998-1999 (*People for Education 2002*, page 3). En tout, on estime qu'en 1999, les administrateurs bénévoles des bibliothèques publiques et les bénévoles des bibliothèques publiques et scolaires représentaient au moins 35 000 personnes.

En résumé, quand on compte l'ensemble des bibliothèques des quatre secteurs, y compris les bibliothèques scolaires, et que l'on fait des estimations pour les établissements et les valeurs manquantes du Programme national de statistiques de base des bibliothèques, les données révèlent que l'utilisation totale des bibliothèques dépasse de loin les niveaux représentés dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques lui-même. Les Canadiennes et les Canadiens ont montré un haut niveau d'intérêt pour le capital culturel et intellectuel géré par les bibliothécaires et les autres membres du personnel de tous les secteurs. Bref, en 1999, les

bibliothécaires et les membres de leur personnel ont offert aux habitants du Canada des avantages culturels et économiques impressionnants :

- le personnel des bibliothèques a répondu à 40 millions de questions, ce qui fait en moyenne 110 000 questions par jour, les 365 jours de l'année;
- les usagers de tous les secteurs ont emprunté ou consulté sur place 403 millions de publications (imprimés et autre matériel), pour une moyenne globale de plus de un million de documents en consultation tous les jours de l'année;
- il y a eu 465 millions de publications dans les collections des bibliothèques de tous les secteurs, et ce, sous forme d'imprimés ou d'autre matériel;
- 19 092 bibliothèques et 38 000 employés à temps plein ont rendu des services aux usagers canadiens de tout horizon, à l'aide de 22 000 points de services installés dans tout le pays;
- on a dépensé entre 3 milliards et 3,5 milliards de dollars pour fournir des services de bibliothèque dans tous les secteurs. De ce montant, on a consacré 1,4 milliard de dollars à la dotation en personnel et une somme de l'ordre de 500 millions de dollars à 1 milliard de dollars aux dépenses en capital pour des projets de bâtiments à usage divers et construits dans un but précis dans les secteurs des bibliothèques publiques et d'établissements d'enseignement, ainsi que certaines dépenses en ressources électroniques qui font partie des affectations de programme institutionnel.

6. Comparaisons d'impact

Au début de ce nouveau siècle, le Canada compte davantage de bibliothèques que de restaurants Tim Hortons et McDonald's réunis. On compte 22 000 points de services par rapport à 2 049 Tim Hortons et à plus de 1 200 McDonald's. En 1999, chaque fois que Tim Hortons vendait trois beignes, quelqu'un, quelque part au pays, avait accès à un livre ou à un autre document de la bibliothèque.

En 1999, les Canadiennes et les Canadiens fréquentaient davantage les bibliothèques que les cinémas (Hortons 2002; McDonald's 2002; Bloom 2002, p. B4; Gardiner 2000, p. 10; Patrimoine canadien 2001).

Placer les mesures et les avantages des bibliothèques canadiennes dans un contexte plus large d'autres activités culturelles et économiques au Canada, dépasse l'étendue du présent rapport. Par conséquent, ce qui suit est une esquisse brossée à la hâte de certaines orientations que d'autres pourraient suivre plus tard dans le cadre d'une analyse plus spécifique.

Des comparaisons de mesures sélectionnées de façon appropriée aideraient à éclairer les modèles de contribution que les bibliothécaires apportent aux habitants du Canada. Une des façons de déterminer les indicateurs d'activités typiques dans d'autres secteurs consiste à mettre l'accent sur les mesures de participation à des activités culturelles, en tant qu'indicateurs de la force d'une collectivité (Conseil du Trésor du Canada, Secrétariat, 2002). Les données relatives aux dépenses et les statistiques sur l'emploi constituent d'autres mesures communes, typiquement considérées en fonction d'indicateurs et d'incubateurs économiques, mais aussi apparentes en tant que mesures de la force de la collectivité.

Certains de ces indicateurs culturels sont le nombre d'établissements ou de points de services, le pourcentage de fréquentation (nombre d'entrées ou de visites) et les taux de fréquentation, les emplois du temps et l'accès à la technologie. Ces mesures s'appliquent de différentes manières aux établissements du patrimoine tels que les musées, les sites historiques et les archives, aux industries de la radiodiffusion telles que la radio, la télévision, les salles de cinéma et les clubs vidéo, aux institutions et aux spectacles d'arts d'interprétation, aux secteurs du sport, aux industries du livre, des périodiques et des journaux, ainsi qu'à l'utilisation de l'ordinateur et de l'Internet. Par exemple, en 1999, il y avait plus de 2 000 librairies au Canada (Bowker Annual Library and Book Trade Almanac 2001, p. 499 et 500). En 1997-1998, il y avait au Canada 2 300 musées et institutions connexes, dont 1 400 musées et 352 archives (Statistique Canada, 1999?). En 1998-1999, il y avait 2 600 écrans dans pratiquement 700 salles de cinéma et ciné-parcs d'un bout à l'autre du Canada (Statistique Canada, 2000). Enfin, en 2002, il y avait 3 350 pistes couvertes de hockey sur glace au Canada (International Ice Hockey Federation 2002).

Certaines mesures s'expriment sous forme du nombre de visites ou de déplacements et souvent sous forme de visites ou de déplacements par habitant. Par exemple, en 2002, 55 millions de visiteurs ont fréquenté les musées canadiens (Association des musées canadiens). En 1998-1999, la fréquentation totale des salles de cinéma et des ciné-parcs approchait de 113 millions de visites, pour un taux de fréquentation par habitant de 3,7 (Patrimoine canadien 2001). En 1996-1997, la fréquentation des spectacles des arts de la scène s'élevait à 13,2 millions de visites, soit 0,4 visite par habitant (*Le Quotidien*, 4 mars 1999). Notre meilleure estimation des visites des usagers des quatre secteurs de bibliothèques en 1999 donne un chiffre de 206 millions de visites, sans compter les visites virtuelles, que la plupart des bibliothèques n'ont pour l'instant pas encore commencé à enregistrer. Cette estimation repose sur les éléments suivants : En 1999, 60 des plus importants réseaux de bibliothèques publiques du Canada ont déclaré 82,7 millions de visites dans le cadre de la collecte annuelle de données du CALUPL (Council of Administrators of Large Urban Public Libraries 1999, p. 14). On estime une médiane de 100 000 visites pour chacune des 850 autres bibliothèques publiques du pays. On estime un rapport de une visite à chaque fois que deux documents sont mis en circulation, rapport fondé sur 35,8 millions d'opérations dans les bibliothèques canadiennes d'établissements d'enseignement en 1999. Le rapport un pour deux se rapproche du rapport entre les visites et les documents en circulation qu'ont signalés les bibliothèques publiques dans le rapport du CALUPL. On estime un rapport de une visite par client pour une

population de 1,9 million de personnes qui utilisent les services des bibliothèques spécialisées. Enfin, on estime un rapport de 10 visites par élève (soit une visite par mois) pour une population de 5,5 millions de personnes qui utilisent les services des bibliothèques scolaires.

D'autres mesures s'expriment en fonction des heures de participation par semaine ou de l'engagement en pourcentage de la population. Par exemple, à l'automne 1999, les Canadiennes et les Canadiens regardaient la télévision en moyenne 21,6 heures par semaine (Patrimoine canadien 2001). En 1998, 31,5 p. 100 des Canadiennes et des Canadiens assistaient à des compétitions sportives d'amateurs, ce qui représente 7,7 millions de personnes (Statistique Canada, 1998). D'autres mesures s'expriment encore en fonction de la part de marché. Par exemple, en 1995, la part de marché de la radio de Radio-Canada s'élevait à 10 p. 100 (Patrimoine canadien 1997).

Les comparaisons de travailleurs sont aussi des indicateurs communs. En 1997-1998, 20 000 employés travaillaient à temps plein et à temps partiel dans les établissements de patrimoine, dont 12 000 dans les musées, 2 000 aux archives et 3 000 dans les galeries d'art (Statistique Canada, 1999?). En 1996, il y avait 42 000 employés dans le secteur des sports (Statistique Canada, 2001b) et il y avait 55 000 agents de police au Canada en 1999, ce qui fait en moyenne un agent de police pour 551 personnes (Statistique Canada, 2002).

Les dépenses représentent un volet important des mesures et des indicateurs du rendement. Par exemple, en 1999, les dépenses en soins de santé du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux totalisaient 89 milliards de dollars (Statistique Canada, 2002), ce qui représente en moyenne pratiquement 3 000 dollars par Canadienne et par Canadien. En 1998-1999, on estimait les dépenses en éducation à un montant de 61 milliards de dollars, soit un peu moins de 2 000 dollars par habitant (Durand et Daschko, 2001, p. 21). En 1998-1999, le maintien de l'ordre au Canada revenait à 6,2 milliards de dollars, soit un peu plus de 200 dollars par Canadienne et par Canadien, avec des frais totaux pour les dépenses de la justice que l'on a signalées s'élever à 10,7 milliards de dollars cette année-là (Statistique Canada, 2001c). En 1998, les dépenses militaires dépassaient les 3 milliards de dollars (Tibbetts et Bronskill, 1999), ce qui fait en moyenne plus de 100 dollars par personne. Enfin, en 1997, les Canadiennes et les Canadiens ont dépensé 6,8 milliards de dollars en jeux de hasard régis par l'état sous toutes ses formes, ce qui fait pratiquement 230 dollars par habitant («Les jeux de hasard : miser gros», dans *Le Quotidien*, 9 décembre 1998).

Il ne s'agit-là que de quelques suggestions de la variété des comparateurs possibles. Pour que les indicateurs particuliers de différentes industries et professions atteignent dans une certaine mesure la classe politique, les décisionnaires et le grand public, il faudra une analyse et un débat plus poussés au sein et au-delà de la communauté des bibliothèques canadiennes.

Conclusions et recommandations

Que signifient les bibliothèques et les bibliothécaires pour les Canadiennes et les Canadiens? Il s'agit-là d'une question curieusement complexe, à laquelle on peut répondre d'autant de façons qu'il y a de types de services rendus par les bibliothécaires et les membres de leur personnel.

D'abord, pratiquement l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens de plus de deux ou trois ans reconnaissent une bibliothèque quand ils en voient une, que ce soit une bibliothèque d'entreprise, une bibliothèque scolaire, une bibliothèque universitaire, une bibliothèque gouvernementale ou une bibliothèque publique. C'est peut-être la raison pour laquelle il y a autant de bibliothèques au Canada, soit 22 000. Ces 22 000 bibliothèques constituent un vaste réseau de bibliothécaires et de personnel qui trouvent des réponses et des publications pour leurs clients. Il se peut que le grand public ne puisse reconnaître une bibliothèque de l'extérieur. Mais de l'intérieur, les bibliothèques sont immédiatement reconnaissables. Les usagers, tout comme ceux qui ne le sont pas, savent quand il s'agit d'une bibliothèque, même s'il y a principalement des postes de travail informatisés. Les Canadiennes et les Canadiens sont particulièrement sensibilisés aux bibliothèques.

Une autre façon de répondre à la question de la signification des bibliothèques et des bibliothécaires s'exprime dans le fait que les Canadiennes et les Canadiens font des choix. Pensez aux bibliothèques comme des services de bibliothèque, puis pensez aux bibliothèques comme les nombreux choix individuels et personnels que font chaque jour et partout les Canadiennes et les Canadiens de tous âges et de tout horizon. Ces choix portent sur le lieu où chercher des réponses aux questions et où chercher des publications. Bien qu'il existe une multitude d'endroits qu'une personne pourrait choisir d'essayer, le lieu le plus sûr est la bibliothèque. Ce pourrait être une bibliothèque au travail, une bibliothèque à l'école, une bibliothèque au collège ou à l'université, la bibliothèque d'un ministère du gouvernement, la bibliothèque d'un organisme sans but lucratif ou une bibliothèque publique locale.

Tous les ans, des millions de Canadiennes et de Canadiens choisissent la bibliothèque. En 1999, les Canadiennes et les Canadiens ont posé aux bibliothécaires et aux membres du personnel 40 millions de questions échelonnées, soit 40 millions de choix. Toutes leurs questions, sans exception, représentent une réponse à la question de la signification des bibliothèques et des bibliothécaires pour les Canadiennes et les Canadiens.

Il faut aussi évoquer l'utilisation considérable des vastes collections ainsi que des autres documents que les bibliothèques et les membres de leur personnel mettent à la disposition du public dans toutes ces bibliothèques pour une consultation sur place ou à l'extérieur. En 1999, on dénombrait 400 millions d'utilisations, ce qui veut dire 400 millions de choix pour les bibliothèques, 400 millions de choix individuels d'usagers. Ces choix personnels consistant à emprunter ou à consulter les documents

de bibliothèque répondent à la question de la signification pour les usagers des bibliothèques canadiennes.

Mais il y a plus. Répondre aux questions et mettre les collections à la disposition du public ne sont pas les seuls services que proposent les bibliothécaires et les membres de leur personnel. Selon la clientèle, de nombreux autres services sont offerts afin de répondre aux intérêts et aux besoins axés sur les utilisateurs.

Le présent rapport fournit une preuve statistique de l'importance des bibliothèques et des bibliothécaires dans l'évolution de la vie canadienne, aussi bien en termes culturels qu'économiques. Même si les données d'évaluation actuelle ne fournissent pas un portrait complet de l'impact des services bibliothécaires sur la société canadienne, ils ouvrent malgré tout la voie.

Toutefois, pour l'instant, le Programme national de statistiques de base des bibliothèques ne comporte pas les bibliothèques scolaires. Par suite, le portrait national des résultats et des répercussions des bibliothèques, présenté ici, est forcément incomplet. Même pour les trois secteurs actuellement recensés dans le programme, les établissements n'ont pas tous participé et les participants eux-mêmes n'ont pas répondu à toutes les questions du sondage.

Les données relatives aux nombreuses dimensions de services d'importance considérable sont aussi absentes du programme, notamment la satisfaction générale des utilisateurs, les visites (en personne et «virtuelles»), la consultation sur place des collections de la bibliothèque et l'accès non assisté à l'information en ligne dans les milieux connectés.

Les services électroniques non assistés font l'objet d'une attention spéciale. Puisque ceux-ci deviennent de plus en plus prépondérants dans la prestation de services d'information en bibliothèque, que le virage de la propriété à l'accès s'intensifie et que les services aux vendeurs de bases de données prolifèrent et deviennent de plus en plus complexes, les données d'évaluation normalisées et universelles visant à décrire leur impact sur la culture et la société du Canada gagneront de l'importance. Une grande partie des renseignements statistiques sont disponibles en fragments et à partir d'un éventail de ressources disparates, mais on n'a pas raffiné ni rassemblé ces données d'une façon qui prévoit l'élaboration d'un portrait complet des activités et des avantages des services de bibliothèque dans les milieux connectés.

Compte tenu de la nature complexe des services et des répercussions des bibliothèques, le prochain défi consistera à s'éloigner des mesures traditionnelles et à présenter une conception de la valeur des bibliothèques qui reflète la nature multidimensionnelle des services et qui permet pourtant une mesure normalisée et universelle.

La présentation de cette conception s'avère urgente parce que les dirigeants politiques et les dirigeants d'entreprise ne semblent pas partager le même point de vue que le

milieu professionnel et que la grande majorité du public en ce qui concerne la valeur et l'avenir des bibliothèques et des bibliothécaires. Peut-être une partie de la divergence s'explique-t-elle par la difficulté inhérente à quantifier la contribution des bibliothécaires à l'égard de leur public de tous les secteurs, par leur gestion active de l'univers de l'information et des publications.

Dans l'objectif du Canada de devenir une société où le savoir occupe une place centrale, il est difficile d'imaginer ce à quoi ressemblerait ce pays sans les bibliothécaires au premier rang. Ces derniers ajoutent de la valeur à un univers toujours plus important sur l'information et les publications culturelles, éducatives, littéraires, artistiques, récréatives et professionnelles, en sélectionnant, en organisant, en exposant, en stockant, en préservant et en repérant les collections, et ce, sous des formats de plus en plus complexes allant des brochures et des photographies aux sites Web et aux livres sur papier électronique.

Les recherches entreprises pour le Programme national de statistiques de base des bibliothèques font apparaître que les habitants du Canada sont des consommateurs voraces et enthousiastes de l'expertise, des services et des collections des bibliothèques. Les bibliothécaires et les membres de leur personnel des quatre secteurs de bibliothèques (publiques, d'établissements d'enseignement, spécialisées et scolaires) contribuent tous les jours à la qualité de vie canadienne, en mettant les dossiers de la culture humaine à la disposition de personnes très diverses.

Il devient aussi évident qu'en tant que lieux physiques et de plus en plus virtuels, les bibliothèques jouent des rôles multiples dans la vie de leurs usagers. De plus, les Canadiennes et les Canadiens accordent une valeur importante aux bibliothèques, dans la mesure où elles représentent des lieux pour l'édification de la collectivité, qu'il s'agisse du grand public, des étudiants et du corps professoral postsecondaires ou des employés du gouvernement, de l'industrie et du secteur sans but lucratif.

Néanmoins, dans la recherche de description quantitative et de générateurs de l'activité économique, il faut se rappeler que chacune des opérations des bibliothèques, que ce soit une question de référence, une consultation de document sur place, un emprunt pour une utilisation à l'extérieur ou un accès à distance, représente un «moment de vérité» dans la vie des usagers des bibliothèques canadiennes.

Toutes les interactions, sans exception, donnent la possibilité aux bibliothécaires et au personnel de contribuer, tous les jours de l'année, à chaque coin du pays, à la satisfaction personnelle et professionnelle des usagers de tous âges et de tout horizon. Chaque dénouement d'un service de bibliothèque représente l'histoire d'une personne.

Par suite, la dimension importante que sont les réalisations des bibliothécaires ne comporte pas de prix. Les bibliothèques et les membres du personnel des bibliothèques répondent à une multitude de besoins culturels et économiques, mais

leur mode de fonctionnement caractéristique est individualisé. Voilà ce que signifie le souci du service à la clientèle.

Par conséquent, il faut reconnaître et apprécier les contributions tant qualitatives que quantitatives à la nouvelle économie du savoir du Canada.

Le rapport intitulé *Les citoyens d'abord*, rédigé par Erin Research (en 1998), initiative du Réseau du service axé sur les citoyens, initiative facilitée par le Centre canadien de gestion, reprend ces conclusions. Sur les 24 services publics et privés notés, au printemps de 1998, par un échantillon aléatoire de 2 900 Canadiennes et Canadiens, les bibliothèques publiques se classaient au deuxième rang en matière de qualité de service, après les services d'incendie et devant la police, les compagnies de téléphone, le transport en commun, le système public d'éducation et les hôpitaux (page 3). Les évaluations de la qualité de service par les citoyens reposaient sur les cinq facteurs suivants : rapidité, connaissances et compétence du personnel, courtoisie et confort, égalité de traitement et résultats (pages 2, 10 et 11).

Le secteur des bibliothèques est extrêmement complexe. Leur ampleur est même si importante qu'elle est difficile à saisir. Ce secteur sert une pléthore de besoins, avec des types multiples de services et de clientèles éparpillés dans la structure entière de la vie économique, sociale et culturelle de la société canadienne. Son infrastructure organisationnelle est très variée et à plusieurs niveaux, tant au sein du secteur public que du secteur privé. Ses propres établissements professionnels d'éducation et de réseautage interne sont spécialisés, non coordonnés et pratiquement trop nombreux pour que l'on puisse les compter.

Qui plus est, les relations des bibliothèques avec les ministères gouvernementaux de tous les ordres sont complexes, déroutantes et fragmentées. Le secteur des bibliothèques sert une pléthore de besoins et, par conséquent, ne va pas facilement avec les départementalisations économiques et sociales à n'importe quel ordre du gouvernement. Prenons par exemple le gouvernement fédéral à lui tout seul. Sommes-nous le patrimoine? la culture? l'économie et l'industrie? l'éducation? Ou sommes-nous tout cela à la fois?

Toutefois, ce qui est clair comme de l'eau de roche, c'est que les bibliothèques sont touchées par de nombreux ministères et par une multitude de leurs initiatives de financement, dont Patrimoine canadien, Industrie Canada, DRHC (Développement des ressources humaines Canada) et Statistique Canada. De plus, elles sont directement concernées par les paiements de transfert du gouvernement fédéral, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation, ainsi que par un large éventail de politiques gouvernementales qui ont des répercussions sur l'aisance, le coût, l'efficacité et l'efficacité des services de prestation de l'information des bibliothèques de tous les secteurs.

Mais l'absence de visibilité et le malentendu d'une grande partie de l'activité des bibliothèques signifient que les statistiques du gouvernement fédéral minimisent

systematiquement les dépenses de bibliothèques. Les statistiques du gouvernement sous-estiment la main-d'œuvre employée par les bibliothèques en raison des lacunes de longue date de la Classification nationale des professions pour ce qui est de la détermination des bibliothécaires et en particulier des bibliothécaires scolaires.

Peut-être ces confusions et d'autres justifient-elles l'hypothèse politique jusqu'alors largement répandue, selon laquelle les bibliothèques n'ont aucun impact économique, ou simplement négligeable, sur la vie de la nation.

De plus, de nombreux indicateurs statistiques sous-représentent systématiquement l'étendue et la variété de l'utilisation des services des bibliothèques. Par exemple, l'Enquête sociale générale de 1998 examinait la fréquentation des bibliothèques uniquement comme un passe-temps (Alam, 1999, p. 6), alors qu'une étude de 1998 sur l'emploi du temps rangeait la lecture et la télévision dans la catégorie de «loisirs passifs» par opposition aux deux autres catégories, «les sports, les films ainsi que les autres divertissements» et les «loisirs actifs» (Statistique Canada, 1999, p. 6).

Aucune théorie académique crédible ne privilégie la fréquentation passive des événements sportifs, des films «et des autres divertissements» plutôt que la lecture ou la télévision, ou ne les conceptualise en tant que comportements actifs comparés à ceux de la lecture et de la télévision.

Le secteur des bibliothèques ne parle pas d'une seule voix, mais de plusieurs voix, non pas à un mais à plusieurs auditeurs. Peu de messages semblent être entendus dans tout ce tumulte. Ce qui suit suggère un cadre, un modeste manifeste à la canadienne, pour des stratégies qui envisageraient un rôle plus fort au gouvernement, à tous les ordres, et dans la société en général, en formulant une politique de l'information, en organisant et en livrant l'information et le contenu de loisirs aux Canadiennes et aux Canadiens :

- les bibliothèques ont le pouvoir. Elles sont le cerveau de la nation. Elles représentent l'interface dans une société fondée sur le savoir. Elles soutiennent l'imagination et la créativité;
- les bibliothécaires créent l'accès. Ils organisent le contenu pour une utilisation anticipée. Ils sélectionnent et gèrent les collections, réelles et virtuelles, et ils acquièrent l'accès aux autres collections du monde entier;
- Les bibliothèques ont du contenu. Les bibliothécaires donnent de l'accès. Ils choisissent et gèrent des collections, réelles et virtuelles. Ils ont accès aux collections sur supports de remplacement partout dans le monde. Ils sont les défenseurs de l'accès en tant que synonyme des fondements de tous les droits de la personne qui sont la liberté d'expression et la liberté de recevoir un contenu expressif;

- Les bibliothèques sont multisectorielles. Elles sont reliées les une4s aux autres dans tout le pays, aux vies de leurs milieux d'utilisation et à la société canadienne en général;
- les bibliothèques fournissent des services multiples à des groupes multiples d'usagers. Elles servent les groupes d'usagers en compétition entre eux-mêmes pour des ressources limitées. Les bibliothèques influencent cette compétition;
- les bibliothèques apportent une différence dans la qualité de vie dont jouissent les Canadiennes et les Canadiens, et ce, dans les domaines à la fois personnels et sociaux. Les bibliothèques changent les vies. Elles renforcent les collectivités. Elles favorisent et soutiennent l'alphabétisme et la lecture;
- les bibliothèques ont un rôle principal à jouer dans l'infrastructure de l'information, dans la stratégie gouvernementale de l'apprentissage en ligne et dans les initiatives gouvernementales de la communication en direct de l'information. Les bibliothèques sont un lieu de premier choix pour l'accès à l'Internet;
- les bibliothèques sont des incubateurs économiques. Elles sont utiles aux entreprises locales. Elles servent de multiplicateurs économiques qui stimulent les économies locales par des achats directs de biens et de services;
- les bibliothèques sont réceptives sur le plan social et elles doivent rendre compte à leurs établissements sur le plan financier. Elles génèrent une bonne volonté et d'autres actifs incorporels qui n'apparaissent pas au bilan. Leur bonne volonté provient de la valeur sociale et culturelle de l'établissement, non pas de biens matériels. Les bibliothécaires sont voués à une éthique du service des soins individuels et de la collectivité. Ils enrichissent l'ensemble de l'humanité;
- les bibliothèques soutiennent la vie économique, sociale et culturelle de la société canadienne, des affaires canadiennes et de la démocratie canadienne. Les bibliothécaires déterminent et mettent en oeuvre une politique de l'information;
- les bibliothécaires et les bibliothèques méritent l'intérêt stratégique économique et social des représentants du gouvernement et de la classe politique élue à tous les niveaux de la société canadienne

Au bout du compte, le public des bibliothèques canadiennes de chacun des principaux secteurs de bibliothèques retirera le plus grand profit de savoir qui nous sommes et de quelle façon nous aidons, tous les jours de l'année, les habitants du Canada. La communauté des bibliothèques ressortira aussi plus forte du fait d'exprimer clairement son ambition et ses promesses.

Les bibliothécaires adoptent rapidement une culture de l'évaluation, avec une mesure du service considérée être une partie de plus en plus importante de la stratégie à long terme de la communauté des bibliothèques, afin d'obtenir un soutien du gouvernement en matière de financement et une reconnaissance du public. Néanmoins, on pourrait noter que la communauté des bibliothèques canadiennes et ses différentes associations n'investissent que symboliquement dans les recherches sur le comportement de l'information, les sondages de rétroaction des clients, les études de marché et les relations avec les médias. Le Programme national de statistiques de base des bibliothèques est considéré comme un élément d'une stratégie de réponse à ce type de préoccupation.

Toutefois, on rappelle aux lecteurs que le Programme est actuellement confronté à un certain nombre de questions et de problèmes. Ils sont à la fois externes et internes. Les facteurs externes se rapportent à la rapidité d'exécution, à la régularité et au financement des enquêtes.

Les facteurs internes sont la cohérence définitionnelle dans ce que l'on compte pour chaque mesure principale, pour la collecte de données et la précision de traitement, l'exhaustivité de la couverture et la validité de la mesure, c'est-à-dire, mesurons-nous tous les services et les avantages des bibliothèques ou seulement certains?

Mais le plus grand défi auquel est confrontée la communauté des bibliothèques parle de lui-même. Il s'agit d'aller au-delà des données de façons significatives, qui auront de l'effet auprès des bailleurs de fonds, des décisionnaires, de la classe politique tout comme des usagers.

Dans l'analyse finale, nous devons garder clairement à l'esprit l'objectif de base, qui consiste à saisir et à communiquer un portrait de l'impact des services des bibliothèques et des bibliothécaires sur les vies quotidiennes des personnes. Nous sommes donc forcés de revenir aux questions centrales suivantes de la bibliothéconomie comme étant une profession de service, qu'il s'agisse du secteur public ou privé :

- dans quelle branche travaillons-nous? Ou dans quelles branches?!
- quelle valeur ajoutons-nous à l'univers des dossiers culturels?
- quelle valeur ajoutons-nous à la qualité de vie des personnes que nous servons, des personnes de tout horizon, jeunes comme vieilles?
- bref, de quelle façon répondons-nous à la grande question «et après»?

Le présent rapport n'est qu'une réponse partielle à la lacune statistique en matière de culture et d'économie au sujet des activités et des avantages du secteur des bibliothèques pour la société canadienne.

Bibliographie

Rapports publiés et renseignements sur le Programme national de statistiques de base des bibliothèques

Kasher, Bob. «A Shame» (courrier des lecteurs), dans *Feliciter*, novembre-décembre 1997, p. 16.

Lunau, Carrol D. «Quelques données statistiques sur le prêt entre bibliothèques au Canada», dans *Nouvelles de la Bibliothèque nationale*, juin 1997, p. 13.

Manning, Ralph W. «Des statistiques nationales sur les bibliothèques canadiennes», dans *Nouvelles de la Bibliothèque nationale*, décembre 1993, p. 12.

Manning, Ralph W. «Counting Canadian Libraries », dans *Feliciter*, septembre 1997, p. 40-43.

Manning, Ralph W. «Programme des statistiques de base des bibliothèques canadiennes», dans *Nouvelles de la Bibliothèque nationale*, février 1997, p. 11-12.

Manning, Ralph W. «La deuxième année du Programme national des statistiques de base des bibliothèques canadiennes», dans *Nouvelles de la Bibliothèque nationale*, juillet-août 1998, p. 11-12.

Programme national de statistiques de base des bibliothèques : Rapport statistique pour 1994. Rédigé par Mark T. Kinnucan pour la Bibliothèque nationale du Canada, 1996.
URL : <http://www.nlc-bnc.ca/obj/r3/fl/nclsp-f.pdf>

Programme national de statistiques de base des bibliothèques : Rapport statistique pour 1995. Rédigé par Mark T. Kinnucan pour la Bibliothèque nationale du Canada, 1998.
URL : <http://www.nlc-bnc.ca/obj/r3/fl/f98stats.pdf>

Programme national de statistiques de base des bibliothèques : Rapport statistique pour 1996. Rédigé par Alvin M. Schrader et Michael R. Brundin pour la Bibliothèque nationale du Canada, 1999. URL : <http://www.nlc-bnc.ca/obj/r3/fl/fnclsp.pdf>

Schrader, Alvin M. «Le Programme fondamental national canadien sur les statistiques en bibliothèques : premières étapes de développement d'indicateurs», dans *Actes*, Conférence annuelle de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques, Bangkok, Thaïlande, août 1999.

Schrader, Alvin M. et Michael R. BRUNDIN. «Le Programme national de statistiques de base des bibliothèques : le sondage de 1999», dans *Bulletin (Bibliothèque nationale du Canada)*, juillet-août 2001, p. 7-9.
URL : <http://www.nlc-bnc.ca/publications/2//p2-0007-04-f.html>

Autres rapports publiés et renseignements pertinents

Abend, Jennifer et Charles R. McCLURE. «Recent Views on Identifying Impacts from Public Libraries », dans *Public Library Quarterly*, volume 17, n° 3, 1999, p. 3-29.

Alam, Isme. «Profil des bibliothèques au Canada», dans *La culture en perspective, bulletin trimestriel du programme de la statistique culturelle*, automne 1999. Ottawa, Ontario, Statistique Canada, 1999. Numéro du catalogue : 87-004-XPB.
URL : http://www.statcan.ca/english/indepth/87-004/archive/vol_011/fcis1999011003s3.pdf
(visionné le 06/08/2002).

Association des musées canadiens. «À propos de l'AMC», 2002.
URL : <http://www.museums.ca/cma/about.htm>
(visionné le 23/03/2002).

Association of Research Libraries. «LibQUAL+», 2001.
URL: <http://www.arl.org/libqual/>
(visionné le 31/08/2002).

Bloom, Richard. «Tim Hortons Poised to Pass McDonald's», dans *Globe and Mail*, 24 mai 2002, p. B1, B4.

Bowker Annual Library and Book Trade Almanac. «Number of Book Outlets in the United States and Canada», R.R. Bowker (éd.), New Providence, New Jersey, 46^e éd., 2001, p. 499-500.

Cavill, Pat et Mark Bodnar. *Transition: Changes in the Public and School Library Market*, Toronto, Ontario, Association of Canadian Publishers, 1997.

CCPA Monitor. «Only Big Gambling Winners are Canadian Governments», mars 1999, p. 5.

Council of Administrators of Large Urban Public Libraries (CALUPL). *Canadian Public Library Statistics 1997, Canadian Libraries Serving Populations of 50,000 and Over*, Mississauga, Ontario, Mississauga Library System, 1998.

Council of Administrators of Large Urban Public Libraries (CALUPL). *Canadian Public Library Statistics 1999, Canadian Libraries Serving Populations of 50,000 and Over*, Mississauga, Ontario, Mississauga Library System, 1999.

Durand, Michel et Marla Waltman Daschko. «Écoles primaires et secondaires : Rôle, défis et état financier des ressources en établissements et en bibliothèques scolaires au Canada», rapport préparé pour la Bibliothèque nationale du Canada, Ottawa, Ontario, Statistique Canada, septembre 2001.
URL : <http://www.nlc-bnc.ca/publications/14/index-f.html>

Erin Research Inc. *Les citoyens d'abord*, Ottawa, Ontario, Centre canadien de gestion, 1998.

Everhart, Nancy. «School Staffing Survey 2000: Looking for a Few Good Librarians», dans *School Library Journal*, 2000.
URL : <http://slj.reviewsnews.com/index.asp?layout=articlePrint&articleID=CA153050&publicati...> (visionné le 18/03/2002).

Fitch, Leslie et Jody Warner. *Dividends: The Value of Public Libraries in Canada*. Toronto, Ontario, Book and Periodical Council, 1997.
URL : <http://www.nald.ca/fulltext/dividend/backgrnd.htm>

Gardiner, Scott. «In Praise of Saint Timmy: Behind the Folksy Façade, Tim Hortons is Arguably Canada's Best-Oiled Marketing Machine», dans *Marketing Magazine*, 21 août 2000, p. 10.

Holmes, David. «Commentary on the 1998-1999 CARL Statistics: An Introduction and Retrospective Overview», mai 2000.
URL : http://www.carl-abrc.ca/projects/stats/Commentary_Overview.htm

Hortons. «Wendy's Brands Report Strong Sales Growth in June and 2nd Quarter». URL : http://biz.yahoo.com/prnews/020703/clw007_1.html
(visionné le 07/08/2002).

Industrie Canada. «Connecting Canadians: Overview», présentation à Netspeed 99, Edmonton, Alberta, 24 septembre 1999.

International Ice Hockey Federation, 2002.
URL : <http://www.iihf.com/news/iihfpr4501.htm>
(visionné le 07/08/2002).

Institute of Public Finance. «LibEcon 2000 Millennium Study: Library Economics in Europe». 2002.
URL : <http://www.libecon.org/millenniumstudy/default.asp>
(visionné le 01/08/2002).

- International Library Statistics, statistiques sur les bibliothèques dans le Web, etc.
URL : <http://libws66.lib.niu.edu/libstats/intern.htm>
(visionné le 01/08/2002).
- International Organization for Standardization. «Annex C (informative): Grossing Up», dans *Information and Documentation - International Library Statistics. Draft. ISO/CD 2789 - International Library Statistics. Document de travail ISO/TC 46/SC 8 N 133*, 1999, p. 44.
- Krueger, Peter J. «Alive and Well in Alberta», dans *University Affairs*, mars 1999, p. 6.
- Kyrillidou, Martha et Mark YOUNG, éditeurs. *PARL Statistics 1999-2000: A Compilation of Statistics from the One Hundred and Twenty-Two Members of the Association of Research Libraries*, Washington, D.C.: Association of Research Libraries, 2001.
URL : <http://www.arl.org/stats/arlstat/00pub/00arlstat.pdf>
(visionné le 12/08/2002).
- Le Quotidien* (9 décembre 1998). «Les jeux de hasard : miser gros», Statistique Canada.
URL : <http://www.statcan.ca/Daily/Français/981209/q981209.htm>
- Le Quotidien* (22 avril 1999). «Dépenses et recettes des conseils scolaires», Statistique Canada.
URL : <http://www.statcan.ca/Daily/Français/990422/q990422.htm#ART9>
- Les Associés de recherche Ekos Inc. *Les Canadiens, les bibliothèques publiques et l'autoroute de l'information : Rapport final*, Ottawa, Ontario, Les Associés de recherche Ekos Inc, 1998.
URL : <http://www.schoolnet.ca/ln-rb/e/ekos/toc.html>
- McDonald's. «Foire aux questions», 2002.
URL : <http://www.mcdonalds.ca/fr/aboutus/faq.asp>
(visionné le 07/08/2002.)
- Meunier, Pierre. «Des chiffres sur les bibliothèques... d'un océan à l'autre!», dans *Documentation et bibliothèques*, janvier-mars 1997, p. 7-20.
- Miller, M.L. et M.L. Shontz. «Small Change: Expenditures for Resources in School Library Media Centers, FY 1995-96», dans *School Library Journal*, 1997.
URL : <http://slj.reviewsnews.com/index.asp?layout=articlePrint&articleID=CA152977>
(visionné le 18/03/2002).

Mittermeyer, Diane. «Public Library Effectiveness: An Analysis of Values, Interests, and Benefits», dans *Canadian Journal of Information and Library Science*, décembre 1999, p. 1-32.

Ontario Public Libraries Strategic Directions Council. «Public Library Strategic Plan II: Public Libraries in the New Millennium. Application to the Ontario Trillium Foundation». Toronto, Ontario, Ontario Public Libraries Strategic Directions Council, 1999.

Patrimoine canadien. «Des faits et des chiffres : Télévision et radio», 1997.
URL : <http://www.pch.gc.ca/culture/brdcstng/fact-info/tv-radio.htm>
(visionné le 26/06/2002).

Patrimoine canadien. «Des faits et des chiffres : L'industrie canadienne de la production cinématographique et télévisuelle», 2001.
URL : http://www.pch.gc.ca/culture/cult_ind/fact-info/film-video.htm
(visionné le 26/06/2002).

People for Education. *Fifth Annual Report on Ontario Elementary Schools: Libraries*. Toronto, Ontario, People for Education, mai 2002.
URL : <http://www.peopleforeducation.com/news/reports/library2.PDF>

Pratt, Allan D. et Ellen Altman. «Live by the Numbers, Die by the Numbers», dans *Library Journal*, 15 avril 1997, p. 48-49.

Public Library Association. *Statistical Report 1998: Public Library Data Service Statistical Report*, Chicago, Illinois, American Library Association, 1998.

Public Library Association. *Statistical Report 2000: Public Library Data Service Statistical Report*, Chicago, Illinois, American Library Association, 2000.

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. «Participation aux activités culturelles», 2002.
URL : http://www.tbs-sct.gc.ca/rma/eppi-ibdrp/SI/prr2001/part_f.asp
(visionné le 01/08/2002).

Statistique Canada. «Canada en statistiques – Participation aux activités sportives», 1998.
URL : http://www.statcan.ca/français/Pgdb/arts18_f.htm
(visionné le 02/08/2002).

Statistique Canada. «Canada en statistiques – Effectifs des collèges communautaires», numéro de catalogue 81-229-XIB, 1998-1999a.
URL : http://www.statcan.ca/français/Pgdb/educ02a_f.htm

Statistique Canada. «Canada en statistiques – Effectifs à temps plein et à temps partiel des universités selon le sexe», tableaux recoupés de CANSIM 00580701 et 00580702, 1998-1999b.

URL : http://www.statcan.ca/english/Pgdb/educ03a_f.htm

Statistique Canada. «Aperçu sur l'emploi du temps des Canadiens en 1998», Ottawa, Ontario, Statistique Canada, numéro de catalogue 12F0080XIE [Internet], novembre 1999.

URL : <http://www.statcan.ca/français/freepub/12F0080XIF/free.htm>

Statistique Canada. «Canada en statistiques – Établissements du patrimoine», Ottawa, Ontario, Statistique Canada, numéro de catalogue 87F0002XPE, 1999?

URL : http://www.statcan.ca/français/Pgdb/arts06_f.htm

(visionné le 02/08/2002).

Statistique Canada. *Annuaire du Canada 2001*. Ottawa, Ontario, Statistique Canada, 2001a.

Statistique Canada. «La culture canadienne en perspective : aperçu statistique, édition de 2000», Ottawa, Ontario, Statistique Canada, numéro de catalogue 87-211-XPB, 2001b.

URL : <http://fedpubs.com/subject/commun/cdnculture.htm>

Statistique Canada. «Canada en statistiques – Dépenses en matière de justice », numéro de catalogue 85-002-XIE, 2001c.

URL : http://www.statca.ca/français/Pgdb/legal13_f.htm

(visionné le 23/03/2002).

Statistique Canada. «Éducation au Canada, 2000», Ottawa, Ontario, Statistique Canada, numéro de catalogue 81-229-XPB, 2001d.

URL : <http://www.fedpubs.com/subject/edu/educda.htm>

Statistique Canada. «Canada en statistiques – Dépenses au chapitre de la santé, selon la catégorie», 2002a.

URL : http://statcan.ca/français/Pgdb/Health/13_f.htm

(visionné le 23/03/2002).

Statistique Canada. «Canada en statistiques – Nombre d'agents de police et d'habitants par agent», CANSIM II, tableau 254-0001, 2002b.

URL : http://statcan.ca/français/Pgdb/legal05_f.htm

(visionné le 23/03/2002).

Tibbetts, Janice et Jim Bronskill. «Fighting Crime Gets Almost \$400 Million», dans *Vancouver Sun*, 17 février 1999, p. A9.

- U.S. Department of Education. National Center for Education Statistics. *The Status of Academic Libraries in the United States: Results from the 1990 and 1992 Academic Library Surveys*, par Robert J. Rossi et M. Shannon Daugherty, American Institutes for Research. Washington, D.C.: National Center for Education Statistics (NCES), p. 97-413, 1997.
- U.S. Department of Education. National Center for Education Statistics. *Academic Libraries in the United States: 1994*, par Margaret W. Cahalan et Natalie M. Justh. Chargé de projet, Jeffrey W. Williams. Washington, D.C.: National Center for Education Statistics (NCES), p. 98-275, 1998a.
- U.S. Department of Education. National Center for Education Statistics. *How Does Your Public Library Compare? Service Performance of Peer Groups*, par Keri Bassman, Westat Inc. et Carole Lacampagne ainsi que Barbara Humes, National Institute on Postsecondary Education, Libraries, and Lifelong Learning, Roslyn Korb et Adrienne Chute, Library Statistics Cooperative Program, National Center for Education Statistics. Washington, D.C.: National Center for Education Statistics (NCES), p. 98-310, 1998b.
- U.S. Department of Education. National Center for Education Statistics. *Public Libraries in the United States: FY 1995*, par Adrienne Chute et Elaine Kroe, National Center for Education Statistics, ainsi que Patricia Garner et Regina Padgett, Bureau of the Census. Washington, D.C.: National Center for Education Statistics (NCES), p. 98-301, 1998c.
- U.S. Department of Education. National Center for Education Statistics. *School Library Media Centers: 1993-94*, par Bradford Chaney. Chef de projet, Jeffrey Williams. Washington, D.C.: National Center for Education Statistics (NCES), p. 98-282, 1998d.
- U.S. Department of Education. National Center for Education Statistics. *The Status of Academic Libraries in the United States: Results from the 1994 Academic Library Survey with Historical Comparisons*, par Margaret W. Cahalan et Natalie M. Justh. Chef de projet, Jeffrey W. Williams. Washington, D.C.: National Center for Education Statistics (NCES), p. 98-311, 1998e.
- U.S. Department of Education. National Center for Education Statistics. *Academic Libraries: 1998*, par Margaret W. Cahalan et Natalie M. Justh. Chef de projet, Jeffrey W. Williams. Washington, D.C.: National Center for Education Statistics (NCES), p. 2001-341, 2001a.
- U.S. Department of Education. National Center for Education Statistics. *Public Library Trends Analysis, Fiscal Years 1992-1996*, par Denise Glover. Washington, D.C.: National Center for Education Statistics (NCES), p. 2001-324, 2001b.

U.S. Department of Education. National Center for Education Statistics.
Public Libraries in the United States: Fiscal Year 1999, par Adrienne Chute et Elaine Kroe, National Center for Education Statistics, ainsi que Patricia Garner, Maria Polcari et Cynthia Jo Ramsey, Bureau of the Census. Washington, D.C.: National Center for Education Statistics (NCES), p. 2002-308, 2002a.

U.S. Department of Education. National Center for Education Statistics.
Schools and Staffing Survey, 1999-2000: Overview of the Data for Public, Private, Public Charter, and Bureau of Indian Affairs Elementary and Secondary Schools, par Kerry J. Gruber, Susan D. Wiley, Stephen P. Broughman, Gregory A. Strizek et Marisa Burian-Fitzgerald. Washington, D.C.: National Center for Education Statistics (NCES), p. 2002-313, 2002b.
URL : <http://nces.ed.gov/pubsearch/pubsinfo.asp?pubid=2002313>
(visionné le 07/08/2002).

Weech, Terry L. «Validity and Comparability of Public Library Data: A Commentary on the Output Measures for Public Libraries», dans *Public Library Quarterly*, vol. 8, n°3/4, 1988, p. 7-18.

Wright, Lisa A. «Public Library Circ Down 1% Again as Spending Continues to Rise», dans *American Libraries*, octobre 2000, p. 64-65.

Wright, Lisa A. «Public Library Circulation and Spending Increase», dans *American Libraries*, novembre 2001, p. 64-65.

Sources utilisées pour l'entrée des données

Alberta Community Development. Strategic Information and Libraries Branch.
Public Library Statistics 1999, Edmonton, Alberta, Alberta Community Development, 2001.

Colombie-Britannique. Library Services Branch. *British Columbia Public Library Statistics – 1999*, Victoria, Colombie-Britannique, Ministry of Municipal Affairs and Housing, 2000.
URL : <http://www.marh.gov.bc.ca/LIBRARY/STATISTICS/>
(visionné le 12/08/2002).

Culture, Patrimoine et Tourisme Manitoba. Public Library Services. *Manitoba Public Library Statistics 1999*, Winnipeg, Manitoba, Department of Municipalities, 2000?

Ministère de la Culture de l'Ontario. *Statistiques de 1999 des bibliothèques publiques de l'Ontario*, 2001.

URL : <http://www.culture.gov.on.ca/culture/english/culdiv/library/statistics99/99stats.htm>

(visionné le 12/08/2002.)

Québec. Ministère de la Culture et des Communications. *Bibliothèques Publiques Statistiques 1996 Québec*, ville de Québec, Québec, ministère de la Culture et des Communications, 1998.

Service des bibliothèques du Nouveau-Brunswick. *Bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick : Statistiques de 1999-2000*, Fredericton, Nouveau-Brunswick, ministère des Municipalités, 2001.

Sources utilisées pour la vérification des données

Association des universités et collèges du Canada. *Le Répertoire des Universités canadiennes - The Directory of Canadian Universities*, Ottawa, Ontario, 34^e éd., 2000.

Micromedia Limited, *Répertoire des bibliothèques du Canada - Directory of Libraries in Canada*, Toronto, Ontario, 15^e éd., 2000-2001.

ANNEXE A

Tableaux

1.	Modèles d'impact et taux de réponse par indicateur – toutes les bibliothèques, 1999	81
1a.	Taux de réponse par indicateur – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1999	82
1b.	Taux de réponse par indicateur – bibliothèques d'établissements d'enseignement, 1999	83
1c.	Taux de réponse par indicateur – bibliothèques spécialisées, 1999	84
2.	Modèles d'impact imputé par secteur de bibliothèques, 1999	85
2a.	Modèles d'impact imputé par secteur de bibliothèques – comparaisons en pourcentage, 1999	87
2b.	Modèles d'impact imputé par secteur de bibliothèques – évaluation de la moyenne par bibliothèque, 1999	89
3.	Modèles d'impact par secteur de bibliothèques, 1999	91
3a.	Modèles d'impact par secteur de bibliothèques – comparaisons en pourcentage, 1999	92
3b.	Modèles d'impact par secteur de bibliothèques – moyenne par bibliothèque, 1999	93
4.	Modèles de dotation en personnel (ETP) par secteur de bibliothèques, 1999	94
4a.	Modèles de dotation en personnel (ETP) par secteur de bibliothèques – comparaisons en pourcentage, 1999	95
4b.	Modèles de dotation en personnel (ETP) par secteur de bibliothèques – moyenne par bibliothèque, 1999	96
5.	Modèles de ressources documentaires de collection par secteur de bibliothèques, 1999	97
5a.	Modèles de ressources documentaires de collection par secteur de bibliothèques – comparaisons en pourcentage, 1999	98
5b.	Modèles de ressources documentaires de collection par secteur de bibliothèques – moyenne par bibliothèque, 1999	99
6.	Modèles de dépenses par secteur de bibliothèques, 1999	100
6a.	Modèles de dépenses par secteur de bibliothèques – comparaisons en pourcentage, 1999	101
6b.	Modèles de dépenses par secteur de bibliothèques – moyenne par bibliothèque, 1999	102
7.	Modèles de prêts interbibliothèques par secteur de bibliothèques, 1999	103
7a.	Modèles de prêts interbibliothèques par secteur de bibliothèques – comparaisons en pourcentage, 1999	104

7b.	Modèles de prêts interbibliothèques par secteur de bibliothèques – moyenne par bibliothèque, 1999	105
8.	Modèles d'impact par province et territoire, 1999	106
8a.	Modèles d'impact par province et territoire – comparaisons en pourcentage, 1999	107
8b.	Modèles d'impact par province et territoire – moyenne par bibliothèque, 1999	108
9.	Modèles d'impact par province et territoire – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1999	109
9a.	Modèles d'impact par province et territoire – bibliothèques d'établissements d'enseignement, 1999	111
9b.	Modèles d'impact par province et territoire – bibliothèques spécialisées, 1999	112
10.	Tendances d'impact – par bibliothèque – toutes les bibliothèques, 1994-1996-1999	116
10a.	Tendances d'impact – par bibliothèque – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1994-1996-1999	117
10b.	Tendances d'impact – par bibliothèque – bibliothèques d'établissements d'enseignement, 1994-1996-1999	118
10c.	Tendances d'impact – par bibliothèque – bibliothèques spécialisées, 1994-1996-1999	119
11.	Tendances d'impact – par habitant – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1994-1996-1999	121
11a.	Tendances d'impact – par habitant – bibliothèques d'établissements d'enseignement, 1994-1996-1999	122
11b.	Tendances d'impact – par habitant – bibliothèques spécialisées, 1994-1996-1999	123
12.	Indicateurs de rendement clés – toutes les bibliothèques, 1994-1996-1999	125
12a.	Indicateurs de rendement clés – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1994-1996-1999	126
12b.	Indicateurs de rendement clés – bibliothèques d'établissements d'enseignement, 1994-1996-1999	128
12c.	Indicateurs de rendement clés – bibliothèques spécialisées, 1994-1996-1999	130
13.	Modèles d'impact imputé pour l'univers des bibliothèques canadiennes par secteur de bibliothèques, 1999	133
13a.	Modèles d'impact imputé pour l'univers des bibliothèques canadiennes par secteur de bibliothèques, 1999 – moyennes par bibliothèque utilisées pour le calcul brut	135

Tableau 1. Modèles d'impact et taux de réponse par indicateur – toutes les bibliothèques, 1999

Indicateurs retenus par les bibliothèques	Total	Bibliothèques enregistrées (n=1,490)	Taux de réponse par indicateur
Collections	297 682 084	1 444	97 %
Abonnements à des publications en série	886 564	1 412	95 %
Personnel ETP	24 632,01	1 394	94 %
Population de la zone desservie	S/O *	1 390	93 %
Dépenses totales	1 574 282 680 \$	1 363	92 %
Dépenses liées au fonctionnement	1 524 406 367 \$	1 359	91 %
Opérations de prêt	274 144 823	1 347	90 %
Dépenses liées aux collections	351 271 275 \$	1 310	88 %
Dépenses liées au personnel	904 417 646 \$	1 260	85 %
Points de services	4 007	1 237	83 %
Opérations liées à des demandes de renseignements	29 788 428	1 102	74 %
Dépenses en capital	49 876 313 \$	821	55 %
Opérations liées aux emprunts pour les PEB	1 089 065	821	55 %
Opérations liées aux prêts pour les PEB	1 602 868	810	54 %

* Sans objet

Tableau 1a. Taux de réponse par indicateur – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1999

Indicateurs retenus par les bibliothèques	Municipale*		Provinciale/Territoriale*	
	Bibliothèques enregistrées (n=910)	Taux de réponse par indicateur	Bibliothèques enregistrées (n=8)	Taux de réponse par indicateur
Population de la zone desservie	909	100 %	8	100 %
Collections	893	98 %	6	75 %
Opérations de prêt	890	98 %	5	63 %
Dépenses totales	883	97 %	8	100 %
Dépenses liées au fonctionnement	882	97 %	8	100 %
Abonnements à des publications en série	862	95 %	6	75 %
Dépenses liées au personnel	857	94 %	8	100 %
Dépenses liées aux collections	854	94 %	6	75 %
Personnel ETP	824	91 %	8	100 %
Points de services	686	75 %	8	100 %
Opérations liées à des demandes de renseignements	678	75 %	5	63 %
Dépenses en capital	634	70 %	4	50 %
Opérations liées aux emprunts pour les PEB	415	46 %	4	50 %
Opérations liées aux prêts pour les PEB	411	45 %	4	50 %

* Le classement descendant est organisé selon les taux de réponse pour les bibliothèques publiques

Tableau 1b. Taux de réponse par indicateur – bibliothèques d'établissements d'enseignement, 1999

Indicateurs retenus par les bibliothèques	Université*		Collège*	
	Bibliothèques enregistrées (n=83)	Taux de réponse par indicateur	Bibliothèques enregistrées (n=110)	Taux de réponse par indicateur
Personnel ETP	82	99 %	110	100 %
Collections	82	99 %	110	100 %
Dépenses totales	82	99 %	103	94 %
Dépenses liées au fonctionnement	82	99 %	103	94 %
Dépenses liées aux collections	82	99 %	102	93 %
Opérations de prêt	82	99 %	101	92 %
Dépenses liées au personnel	81	98 %	89	81 %
Abonnements à des publications en série	80	96 %	109	99 %
Opérations liées à des demandes de renseignements	75	90 %	59	54 %
Opérations liées aux prêts pour les PEB	73	88 %	73	66 %
Opérations liées aux emprunts pour les PEB	69	83 %	73	66 %
Points de services	69	83 %	106	96 %
Population de la zone desservie	67	81 %	101	92 %
Dépenses en capital	28	34 %	49	45 %

* Le classement descendant est organisé selon les taux de réponse pour les bibliothèques universitaires

Tableau 1c. Taux de réponse par indicateur – bibliothèques spécialisées, 1999

Indicateurs retenus par les bibliothèques	Gouvernementale*		Sans but lucratif*		À but lucratif*	
	Bibliothèques enregistrées (n=171)	Taux de réponse par indicateur	Bibliothèques enregistrées (n=155)	Taux de réponse par indicateur	Bibliothèques enregistrées (n=52)	Taux de réponse par indicateur
Personnel ETP	169	99 %	148	96 %	52	100 %
Points de services	164	96 %	151	97 %	52	100 %
Abonnements à des publications en série	163	95 %	145	94 %	46	89 %
Collections	161	94 %	146	94 %	45	87 %
Opérations liées à des demandes de renseignements	144	84 %	114	74 %	26	50 %
Population de la zone desservie	143	84 %	117	76 %	45	87 %
Opérations liées aux emprunts pour les PEB	137	80 %	94	61 %	32	62 %
Opérations de prêt	136	80 %	109	70 %	23	44 %
Dépenses totales	135	79 %	123	80 %	28	54 %
Dépenses liées au fonctionnement	134	78 %	121	78 %	28	54 %
Dépenses liées aux collections	129	75 %	109	70 %	27	52 %
Opérations liées aux prêts pour les PEB	125	73 %	92	59 %	27	52 %
Dépenses liées au personnel	107	63 %	99	64 %	18	35 %
Dépenses en capital	44	26 %	52	34 %	9	17 %

* Le classement descendant est organisé selon les taux de réponse pour les bibliothèques gouvernementales

Tableau 2. Modèles d'impact imputé* par secteur de bibliothèques, 1999

Catégories de bibliothèques	Bibliothèques qui ont participé au sondage de 1999	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Dépenses
Publique	910	28 511 511	2 739	13 349	847 703 475 \$
Provinciale/Territoriale	8	18 459 854	11	269	33 069 531 \$
Universitaire	83	733 119	721	7 628	485 091 328 \$
Collégiale	110	589 883	179	1 116	62 220 034 \$
Gouvernementale	171	227 068	315	1 569	127 954 847 \$
Sans but lucratif	155	463 965	269	399	27 659 320 \$
À but lucratif	52	81 927	81	160	11 994 834 \$
Nationale	1	S/O**	1	431	29 553 078 \$
Toutes les bibliothèques	1 490	S/O	4 316	24 924	1 625 246 447 \$

* Les chiffres imputés ont été calculés en substituant les médianes de secteur de bibliothèques pour les valeurs manquantes

** Sans objet

Tableau 2. Modèles d'impact imputé par secteur de bibliothèques, 1999 – suite

Catégories de bibliothèques	Bibliothèques qui ont participé au sondage de 1999	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations liées à l'utilisation des collections			Total
				Prêt	Emprunt PEB	Sur place**	
Publique	910	84 340 984	23 864 523	241 138 449	405 543	90 426 918	331 970 910
Provinciale/Territoriale	8	4 608 194	49 076	351 581	418	131 843	483 842
Universitaire	83	161 718 831	4 332 581	26 523 874	680 468	9 946 453	37 150 795
Collégiale	110	8 421 461	1 113 092	4 497 037	13 743	1 686 389	6 197 169
Gouvernementale	171	21 382 974	659 660	848 819	111 530	318 307	1 278 656
Sans but lucratif	155	2 846 890	605 558	1 875 345	72 369	703 254	2 650 968
À but lucratif	52	809 961	350 927	240 407	10 951	90 153	341 511
Nationale	1	17 083 098	23 375	185 872	873	69 702	256 447
Toutes les bibliothèques	1 490	301 212 393	30 998 792	275 661 384	1 295 894	103 373 019	380 330 297

* Les chiffres imputés ont été calculés en substituant les médianes de secteur de bibliothèques pour les valeurs manquantes

** Évalué à 37,5 % de prêt externe dans chaque secteur de bibliothèques

Tableau 2a. Modèles d'impact imputé par secteur de bibliothèques – comparaisons en pourcentage, 1999

Catégories de bibliothèques	Bibliothèques qui ont participé au sondage de 1999	Points de services	Personnel ETP	Dépenses
Publique (<i>n=910</i>)	61,1 %	63,5 %	53,6 %	52,2 %
Provinciale/Territoriale (<i>n=8</i>)	0,8 %	0,3 %	1,1 %	2,0 %
Universitaire (<i>n=83</i>)	5,6 %	16,7 %	30,6 %	29,8 %
Collégiale (<i>n=110</i>)	7,4 %	4,1 %	4,5 %	3,8 %
Gouvernementale (<i>n=171</i>)	11,5 %	7,3 %	6,3 %	7,9 %
Sans but lucratif (<i>n=155</i>)	10,4 %	6,2 %	1,6 %	1,7 %
À but lucratif (<i>n=52</i>)	3,5 %	1,9 %	0,6 %	0,7 %
Nationale (<i>n=1</i>)	0,1 %	< 0,1 %	1,7 %	5,7 %
Toutes les bibliothèques (<i>n=1,490</i>)	100 %	100 %	100 %	100 %

* Les chiffres imputés ont été calculés en substituant les médianes de secteur de bibliothèques pour les valeurs manquantes

Tableau 2a. Modèles d'impact imputé par secteur de bibliothèques – comparaisons en pourcentage, 1999 – suite

Catégories de bibliothèques	Bibliothèques qui ont participé au sondage de 1999	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations liées à l'utilisation des documents			Total
				Prêt	Emprunt PEB	Sur place**	
Publique (<i>n=910</i>)	61,1 %	28,0 %	77,0 %	87,5 %	31,3 %	87,5 %	87,3 %
Provinciale/Territoriale (<i>n=8</i>)	0,8 %	1,5 %	0,2 %	0,1 %	< 0,1 %	0,1 %	0,1 %
Universitaire (<i>n=83</i>)	5,6 %	53,7 %	14,0 %	9,6 %	52,5 %	9,6 %	9,8 %
Collégiale (<i>n=110</i>)	7,4 %	2,8 %	3,6 %	1,6 %	1,1 %	1,6 %	1,6 %
Gouvernementale (<i>n=171</i>)	11,5 %	7,1 %	2,1 %	0,3 %	8,6 %	0,3 %	0,3 %
Sans but lucratif (<i>n=155</i>)	10,4 %	0,9 %	2,0 %	0,7 %	5,6 %	0,7 %	0,7 %
À but lucratif (<i>n=52</i>)	3,5 %	0,3 %	1,1 %	0,1 %	0,8 %	0,1 %	0,1 %
Nationale (<i>n=1</i>)	0,1 %	5,7 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
Toutes les bibliothèques (<i>n=1,490</i>)	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

* Les chiffres imputés ont été calculés en substituant les médianes de secteur de bibliothèques pour les valeurs manquantes

** Évalué à 37,5 % de prêt externe dans chaque secteur de bibliothèques

**Tableau 2b. Modèles d'impact imputé par secteur de bibliothèques –
évaluation de la moyenne par bibliothèque, 1999**

Catégories de bibliothèques	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Dépenses
Publique (<i>n=910</i>)	31 331	3,0	14,67	931 542 \$
Provinciale/Territoriale (<i>n=8</i>)	2 307 482	1,4	33,63	4 133 691 \$
Universitaire (<i>n=83</i>)	8 833	8,7	91,91	5 844 474 \$
Collégiale (<i>n=110</i>)	5 363	1,6	10,15	565 637 \$
Gouvernementale (<i>n=171</i>)	1 328	1,8	9,18	748 274 \$
Sans but lucratif (<i>n=155</i>)	2 993	1,7	2,58	178 447 \$
À but lucratif (<i>n=52</i>)	1 576	1,6	3,08	230 670 \$
Toutes les bibliothèques (<i>n=1,490</i>)	S/O **	2,9	16,73	1 090 769 \$

* Les chiffres imputés ont été calculés en substituant les médianes de secteur de bibliothèques pour les valeurs manquantes

** Sans objet

**Tableau 2b. Modèles d'impact imputé par secteur de bibliothèques –
évaluation de la moyenne par bibliothèque, 1999 – suite**

Catégories de bibliothèques	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations liées à l'utilisation des documents			Total
			Prêt	Emprunt PEB	Sur place**	
Publique (<i>n=910</i>)	92 683	26 225	264 987	446	99 370	364 803
Provinciale/Territoriale (<i>n=8</i>)	576 024	6 135	43 948	52	16 480	60 480
Universitaire (<i>n=83</i>)	1 948 420	52 200	319 565	8 198	119 837	447 600
Collégiale (<i>n=110</i>)	76 559	10 119	40 882	125	15 331	56 338
Gouvernementale (<i>n=171</i>)	125 047	3 858	4 964	652	1 861	7 478
Sans but lucratif (<i>n=155</i>)	18 367	3 907	12 099	467	4 537	17 103
À but lucratif (<i>n=52</i>)	15 576	6 749	4 623	211	1 734	6 568
Toutes les bibliothèques (<i>n=1,490</i>)	202 156	20 805	185 008	870	69 378	255 255

* Les chiffres imputés ont été calculés en substituant les médianes de secteur de bibliothèques pour les valeurs manquantes

** Évalué à 37,5 % de prêt externe dans chaque secteur de bibliothèques

Tableau 3. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques, 1999

Catégories de bibliothèques	Bibliothèques	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations de prêt	Dépenses
Publique	910	28 505 542 909	2 515 686	13 106,95 824	83 607 953 893	23 336 027 678	240 301 319 890	830 733 388 \$ 883
Bibliothèques enregistrées								
Provinciale/Territoriale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	8	18 459 854 8	11 8	269,00 8	4 386 773 6	44 027 5	244 424 5	32 745 671 \$ 8
Universitaire <i>Bibliothèques enregistrées</i>	83	642 367 67	651 69	7 592,06 82	159 581 619 82	4 153 765 75	26 398 432 82	480 130 990 \$ 82
Collégiale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	110	571 280 101	175 106	1 116,46 110	8 349 569 110	756 092 59	4 272 037 101	55 046 128 \$ 103
Gouvernementale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	171	213 068 143	308 164	1 563,66 169	21 146 637 161	604 310 144	759 849 136	115 397 847 \$ 135
Sans but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	155	433 565 117	265 151	392,48 148	2 775 112 146	578 600 114	1 829 483 109	24 042 954 \$ 123
À but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	52	79 827 45	81 52	160,40 52	751 323 45	292 232 26	153 407 23	6 632 624 \$ 28
Nationale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	1	S/O * S/O	1 1	431,00 1	17 083 098 1	23 375 1	185 872 1	29 553 078 \$ 1
Toutes les bibliothèques Bibliothèques enregistrées	1 490	S/O 1 390	4 007 1 237	24 632,01 1 394	297 682 084 1 444	29 788 428 1 102	274 144 823 1 347	1 574 282 680 \$ 1 363

* Sans objet

Tableau 3a. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques – comparaisons en pourcentage, 1999

Catégories de bibliothèques	Bibliothèques	Points de service	Personnel ETP	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations de prêt	Dépenses
Publique <i>Bibliothèques enregistrées</i>	61,1 % 910	62,8 % 686	53,2 % 824	28,1 % 893	78,3 % 678	87,7 % 890	52,8 % 883
Provinciale/Territoriale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	0,8 % 8	0,3 % 8	1,1 % 8	1,5 % 6	0,1 % 5	0,1 % 5	2,1 % 8
Universitaire <i>Bibliothèques enregistrées</i>	5,6 % 83	16,2 % 69	30,8 % 82	53,6 % 82	13,9 % 75	9,6 % 82	30,5 % 82
Collégiale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	7,4 % 110	4,4 % 106	4,5 % 110	2,8 % 110	2,5 % 59	1,6 % 101	3,5 % 103
Gouvernementale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	11,5 % 171	7,7 % 164	6,3 % 169	7,1 % 161	2,0 % 144	0,3 % 136	7,3 % 135
Sans but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	10,4 % 155	6,6 % 151	1,6 % 148	0,9 % 146	1,9 % 114	0,7 % 109	1,5 % 123
À but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	3,5 % 52	2,0 % 52	0,7 % 52	0,3 % 45	1,0 % 26	0,1 % 23	0,4 % 28
Nationale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	0,1 % 1	< 0,1 % 1	1,7 % 1	5,7 % 1	0,1 % 1	0,1 % 1	1,9 % 1
Toutes les bibliothèques <i>Bibliothèques enregistrées</i>	100 % 1 490	100 % 1 237	100 % 1 394	100 % 1 444	100 % 1 102	100 % 1 347	100 % 1 363

Tableau 3b. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques – moyenne par bibliothèque, 1999

Catégorie de bibliothèque	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations de prêt	Dépenses
Publique <i>Bibliothèques enregistrées</i>	31 359 909	3,7 686	15,91 824	93 626 893	34 419 678	270 001 890	940 808 \$ 883
Provinciale/Territoriale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	2 307 482 8	1,4 8	33,63 8	731 129 6	8 805 5	48 885 5	4 093 209 \$ 8
Universitaire <i>Bibliothèques enregistrées</i>	9 588 67	9,4 69	92,59 82	1 946 117 82	55 384 75	321 932 82	5 855 256 \$ 82
Collégiale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	5 656 101	1,7 106	10,15 110	75 905 110	12 815 59	42 297 101	534 428 \$ 103
Gouvernementale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	1 490 143	1,9 164	9,25 169	131 346 161	4 197 144	5 587 136	854 799 \$ 135
Sans but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	3 706 117	1,8 151	2,65 148	19 008 146	5 075 114	16 784 109	195 471 \$ 123
À but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	1 774 45	1,6 52	3,08 52	16 696 45	11 240 26	6 670 23	236 879 \$ 28
Toutes les bibliothèques Bibliothèques enregistrées	S/O * 1 390	3,2 1 237	17,67 1 394	206 151 1 444	27 031 1 102	203 523 1 347	1 155 013 \$ 1 363

* Sans objet

Tableau 4. Modèles de dotation en personnel (ETP*) par secteur de bibliothèques, 1999

Catégories de bibliothèques	Personnel total	Bibliothécaires	Bibliotechniciens	Autres professionnels	Autre personnel rémunéré
Publique <i>Bibliothèques enregistrées</i>	13 106,95 824	2 086,94 602	1 016,30 433	26,80 15	6 615,81 428
Provinciale/Territoriale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	269,00 8	61,50 6	71,60 6	9,50 5	82,90 5
Universitaire <i>Bibliothèques enregistrées</i>	7 592,06 82	1 443,89 81	545,60 36	29,90 36	5 516,67 82
Collégiale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	1 116,46 110	206,69 110	352,25 93	29,25 93	528,27 110
Gouvernementale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	1 563,66 169	453,70 167	312,95 166	214,30 166	580,21 167
Sans but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	392,48 148	100,29 146	101,73 147	39,90 146	150,55 147
À but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	160,40 52	66,10 52	44,60 52	8,20 52	41,50 52
Nationale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	431,00 1	185,00 1	00,00 1	00,00 1	246,00 1
Toutes les bibliothèques <i>Bibliothèques enregistrées</i>	24 632,01 1 394	4 604,11 1 165	2 445,03 934	357,85 514	13 761,91 992

* Équivalent temps plein

Tableau 4a. Modèles de dotation en personnel (ETP*) par secteur de bibliothèques – comparaisons en pourcentage, 1999

Catégories de bibliothèques	Personnel total	Bibliothécaires	Bibliotechniciens	Autres professionnels	Autre personnel rémunéré
Publique <i>Bibliothèques enregistrées</i>	53,2 % 824	45,3 % 602	41,6 % 433	7,5 % 15	48,1 % 428
Provinciale/Territoriale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	1,1 % 8	1,3 % 6	2,9 % 6	2,7 % 5	0,6 % 5
Universitaire <i>Bibliothèques enregistrées</i>	30,8 % 82	31,4 % 81	22,3 % 36	8,4 % 36	40,1 % 82
Collégiale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	4,5 % 110	4,5 % 110	14,4 % 93	8,2 % 93	3,8 % 110
Gouvernementale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	6,3 % 169	9,9 % 167	12,8 % 166	59,9 % 166	4,2 % 167
Sans but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	1,6 % 148	2,2 % 146	4,2 % 147	11,1 % 146	1,1 % 147
À but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	0,7 % 52	1,4 % 52	1,8 % 52	2,3 % 52	0,3 % 52
Nationale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	1,7 % 1	4,0 % 1	0,0 % 1	0,0 % 1	1,8 % 1
Toutes les bibliothèques Bibliothèques enregistrées	100 % 1 394	100 % 1 165	100 % 934	100 % 514	100 % 992

* Équivalent temps plein

Tableau 4b. Modèles de dotation en personnel (ETP*) par secteur de bibliothèques – moyenne par bibliothèque, 1999

Catégories de bibliothèques	Personnel total	Bibliothécaires	Bibliotechniciens	Autres professionnels	Autre personnel rémunéré
Publique	15,91	3,47	2,35	1,79	15,46
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>824</i>	<i>602</i>	<i>433</i>	<i>15</i>	<i>428</i>
Provinciale/Territoriale	33,63	10,25	11,93	1,90	16,58
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>8</i>	<i>6</i>	<i>6</i>	<i>5</i>	<i>5</i>
Universitaire	92,59	17,83	15,16	0,83	67,28
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>82</i>	<i>81</i>	<i>36</i>	<i>36</i>	<i>82</i>
Collégiale	10,15	1,88	3,79	0,31	4,80
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>110</i>	<i>110</i>	<i>93</i>	<i>93</i>	<i>110</i>
Gouvernementale	9,25	2,72	1,89	1,29	3,47
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>169</i>	<i>167</i>	<i>166</i>	<i>166</i>	<i>167</i>
Sans but lucratif	2,65	0,69	0,69	0,27	1,02
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>148</i>	<i>146</i>	<i>147</i>	<i>146</i>	<i>147</i>
À but lucratif	3,08	1,27	0,86	0,16	0,80
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>52</i>	<i>52</i>	<i>52</i>	<i>52</i>	<i>52</i>
Toutes les bibliothèques enregistrées	17,67	3,95	2,62	0,70	13,87
Bibliothèques enregistrées	1 394	1 165	934	514	992

* Équivalent temps plein

Tableau 5. Modèles de ressources documentaires de collection par secteur de bibliothèques, 1999

Catégories de bibliothèques	Ressources documentaires totales	Livres	Documents non livresques	Abonnements à des publications en série
Publique <i>Bibliothèques enregistrées</i>	83 607 953 893	75 032 608 892	8 575 345 719	150 814 862
Provinciale/Territoriale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	4 386 773 6	1 391 743 6	2 995 030 6	13 141 6
Universitaire <i>Bibliothèques enregistrées</i>	159 581 619 82	71 029 620 82	88 551 999 78	503 203 80
Collégiale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	8 349 569 110	5 742 830 110	2 606 739 98	46 355 109
Gouvernementale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	21 146 637 161	7 869 249 158	13 277 388 127	101 723 163
Sans but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	2 775 112 146	1 611 404 143	1 163 708 116	22 765 145
À but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	751 323 45	272 407 45	478 916 35	11 654 46
Nationale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	17 083 098 1	6 954 724 1	10 128 374 1	36 909 1
Toutes les bibliothèques <i>Bibliothèques enregistrées</i>	297 682 084 1 444	169 904 585 1 437	127 777 499 1 180	886 564 1 412

Tableau 5a. Modèles de ressources documentaires de collection par secteur de bibliothèques – comparaisons en pourcentage, 1999

Catégories de bibliothèques	Ressources documentaires totales	Livres	Documents non livresques	Abonnements à des publications en série
Publique <i>Bibliothèques enregistrées</i>	28,1 % 893	44,2 % 892	6,7 % 719	17,0 % 862
Provinciale/Territoriale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	1,5 % 6	0,8 % 6	2,3 % 6	1,5 % 6
Universitaire <i>Bibliothèques enregistrées</i>	53,6 % 82	41,8 % 82	69,3 % 78	56,8 % 80
Collégiale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	2,8 % 110	3,4 % 110	2,0 % 98	5,2 % 109
Gouvernementale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	7,1 % 161	4,6 % 158	10,4 % 127	11,5 % 163
Sans but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	0,9 % 146	0,9 % 143	0,9 % 116	2,6 % 145
À but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	0,3 % 45	0,2 % 45	0,4 % 35	1,3 % 46
Nationale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	5,7 % 1	4,1 % 1	7,9 % 1	4,2 % 1
Toutes les bibliothèques Bibliothèques enregistrées	100 % 1 444	100 % 1 437	100 % 1 180	100 % 1 412

Tableau 5b. Modèles de ressources documentaires de collection par secteur de bibliothèques – moyenne par bibliothèque, 1999

Catégories de bibliothèques	Ressources documentaires totales	Livres	Documents non livresques	Abonnements à des publications en série
Publique	93 626	84 117	11 927	175
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>893</i>	<i>892</i>	<i>719</i>	<i>862</i>
Provinciale/Territoriale	731 129	231 957	499 172	2 190
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>6</i>	<i>6</i>	<i>6</i>	<i>6</i>
Universitaire	1 946 117	866 215	1 135 282	6 290
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>82</i>	<i>82</i>	<i>78</i>	<i>80</i>
Collégiale	75 905	52 208	26 599	425
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>110</i>	<i>110</i>	<i>98</i>	<i>109</i>
Gouvernementale	131 346	49 805	104 546	624
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>161</i>	<i>158</i>	<i>127</i>	<i>163</i>
Sans but lucratif	19 008	11 269	10 032	157
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>146</i>	<i>143</i>	<i>116</i>	<i>145</i>
À but lucratif	16 696	6 053	13 683	253
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>45</i>	<i>45</i>	<i>35</i>	<i>46</i>
Toutes les bibliothèques	206 151	118 236	108 286	628
Bibliothèques enregistrées	1 444	1 437	1 180	1 412

Tableau 6. Modèles de dépenses par secteur de bibliothèques, 1999

Catégories de bibliothèques	Dépenses totales	Dépenses en capital	Dépenses liées au fonctionnement			Dépenses totales liées au fonctionnement
			Personnel	Collections	Autres	
Publique <i>Bibliothèques enregistrées</i>	830 733 388 \$ 883	39 347 311 \$ 634	513 632 954 \$ 857	111 023 966 \$ 854	166 729 157 \$ 672	791 386 077 \$ 882
Provinciale/Territoriale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	32 745 671 \$ 8	455 645 \$ 4	12 454 997 \$ 8	876 568 \$ 6	18 958 461 \$ 8	32 290 026 \$ 8
Universitaire <i>Bibliothèques enregistrées</i>	480 130 990 \$ 82	3 934 330 \$ 28	245 775 136 \$ 81	186 896 315 \$ 82	43 525 209 \$ 79	476 196 660 \$ 82
Collégiale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	55 046 128 \$ 103	2 984 404 \$ 49	37 542 360 \$ 89	10 448 396 \$ 102	4 070 968 \$ 87	52 061 724 \$ 103
Gouvernementale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	115 397 847 \$ 135	2 790 927 \$ 44	59 776 721 \$ 107	30 139 286 \$ 129	22 690 913 \$ 89	112 606 920 \$ 134
Sans but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	24 042 954 \$ 123	274 196 \$ 52	12 074 599 \$ 99	6 262 924 \$ 109	5 431 235 \$ 88	23 768 758 \$ 121
À but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	6 632 624 \$ 28	89 500 \$ 9	2 135 424 \$ 18	3 890 200 \$ 27	517 500 \$ 16	6 543 124 \$ 28
Nationale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	29 553 078 \$ 1	0 \$ 1	21 025 455 \$ 1	1 733 620 \$ 1	6 794 003 \$ 1	29 553 078 \$ 1
Toutes les bibliothèques <i>Bibliothèques enregistrées</i>	1 574 282 680 \$ 1 363	49 876 313 \$ 821	904 417 646 \$ 1 260	351 271 275 \$ 1 310	268 717 446 \$ 1 040	1 524 406 367 \$ 1 359

Tableau 6a. Modèles de dépenses par secteur de bibliothèques – comparaisons en pourcentage, 1999

Catégories de bibliothèques	Dépenses totales	Dépenses en capital	Dépenses liées au fonctionnement			Dépenses totales liées au fonctionnement
			Personnel	Collections	Autres	
Publique <i>Bibliothèques enregistrées</i>	52,8 % 883	78,9 % 634	56,8 % 857	31,6 % 854	62,0 % 672	51,9 % 882
Provinciale/Territoriale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	2,1 % 8	0,9 % 4	1,4 % 8	0,2 % 6	7,1 % 8	2,1 % 8
Universitaire <i>Bibliothèques enregistrées</i>	30,5 % 82	7,9 % 28	27,2 % 81	53,2 % 82	16,2 % 79	31,2 % 82
Collégiale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	3,5 % 103	6,0 % 49	4,2 % 89	3,0 % 102	1,5 % 87	3,4 % 103
Gouvernementale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	7,3 % 135	5,6 % 44	6,6 % 107	8,6 % 129	8,4 % 89	7,4 % 134
Sans but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	1,5 % 123	0,5 % 52	1,3 % 99	1,8 % 109	2,0 % 88	1,6 % 121
À but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	0,4 % 28	0,2 % 9	0,2 % 18	1,1 % 27	0,2 % 16	0,4 % 28
Nationale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	1,9 % 1	0,0 % 1	2,3 % 1	0,5 % 1	2,5 % 1	1,9 % 1
Toutes les bibliothèques <i>Bibliothèques enregistrées</i>	100 % 1 363	100 % 821	100 % 1 260	100 % 1 310	100 % 1 040	100 % 1 359

Tableau 6b. Modèles de dépenses par secteur de bibliothèques – moyenne par bibliothèque, 1999

Catégories de bibliothèques	Dépenses totales	Dépenses en capital	Dépenses liées au fonctionnement			Dépenses totales liées au fonctionnement
			Personnel	Collections	Autres	
Publique <i>Bibliothèques enregistrées</i>	940 808 \$ 883	62 062 \$ 634	599 338 \$ 857	130 005 \$ 854	248 109 \$ 672	897 263 \$ 882
Provinciale/Territoriale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	4 093 209 \$ 8	113 911 \$ 4	1 556 875 \$ 8	146 095 \$ 6	2 369 808 \$ 8	4 036 253 \$ 8
Universitaire <i>Bibliothèques enregistrées</i>	5 855 256 \$ 82	140 512 \$ 28	3 034 261 \$ 81	2 279 223 \$ 82	550 952 \$ 79	5 807 276 \$ 82
Collégiale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	534 428 \$ 103	60 906 \$ 49	421 824 \$ 89	102 435 \$ 102	46 793 \$ 87	505 454 \$ 103
Gouvernementale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	854 799 \$ 135	63 430 \$ 44	558 661 \$ 107	233 638 \$ 129	254 954 \$ 89	840 350 \$ 134
Sans but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	195 471 \$ 123	5 273 \$ 52	121 966 \$ 99	57 458 \$ 109	61 719 \$ 88	196 436 \$ 121
À but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	236 879 \$ 28	9 944 \$ 9	118 635 \$ 18	144 081 \$ 27	32 344 \$ 16	233 683 \$ 28
Toutes les bibliothèques <i>Bibliothèques enregistrées</i>	1 155 013 \$ 1 363	60 751 \$ 821	717 792 \$ 1 260	268 146 \$ 1 310	258 382 \$ 1 040	1 121 712 \$ 1 359

Tableau 7. Modèles de prêts interbibliothèques par secteur de bibliothèques, 1999

Catégories de bibliothèques	Emprunt		Prêt	
	Demandes*	Exécutées	Demandes**	Exécutées
Publique	108 503	273 308	91 329	260 805
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	62	411	64	415
Provinciale/Territoriale	362	190	22 482	7 817
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	5	4	5	4
Universitaire	644 202	619 666	519 942	609 327
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	72	69	70	73
Collégiale	27 023	11 893	18 658	7 838
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	85	73	81	73
Gouvernementale	121 113	105 036	942 274	640 902
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	125	137	110	125
Sans but lucratif	78 175	68 068	35 253	32 564
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	105	94	96	92
À but lucratif	10 868	10 031	3 690	4 213
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	32	32	27	27
Nationale	997	873	76 756	39 402
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	1	1	1	1
Toutes les bibliothèques	991 243	1 089 065	1 710 384	1 602 868
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	487	821	454	810

* Nombre total des demandes de prêt qui ont été envoyées aux autres bibliothèques, à la fois celles auxquelles on a répondu et on n'a pas répondu

** Nombre total des demandes de prêt que les autres bibliothèques ont reçues, à la fois celles auxquelles on a répondu et on n'a pas répondu

Tableau 7a. Modèles de prêts interbibliothèques par secteur de bibliothèques – comparaisons en pourcentage, 1999

Catégories de bibliothèques	Emprunt		Prêt	
	Demandes*	Exécutées	Demandes**	Exécutées
Publique <i>Bibliothèques enregistrées</i>	10,9 % 62	25,1 % 411	5,3 % 64	16,3 % 415
Provinciale/Territoriale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	< 0,1 % 5	< 0,1 % 4	1,3 % 5	0,5 % 4
Universitaire <i>Bibliothèques enregistrées</i>	65,0 % 72	56,9 % 69	30,4 % 70	38,0 % 73
Collégiale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	2,7 % 85	1,1 % 73	1,1 % 81	0,5 % 73
Gouvernementale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	12,2 % 125	9,6 % 137	55,1 % 110	40,0 % 125
Sans but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	7,9 % 105	6,3 % 94	2,1 % 96	2,0 % 92
À but lucratif <i>Bibliothèques enregistrées</i>	1,1 % 32	0,9 % 32	0,2 % 27	0,3 % 27
Nationale <i>Bibliothèques enregistrées</i>	0,1 % 1	0,1 % 1	4,5 % 1	2,5 % 1
Toutes les bibliothèques Bibliothèques enregistrées	100 % 487	100 % 821	100 % 454	100 % 810

* Nombre total des demandes de prêt qui ont été envoyées aux autres bibliothèques, à la fois celles auxquelles on a répondu et on n'a pas répondu

** Nombre total des demandes de prêt que les autres bibliothèques ont reçues, à la fois celles auxquelles on a répondu et on n'a pas répondu

Tableau 7b. Modèles de prêts interbibliothèques par secteur de bibliothèques – moyenne par bibliothèque, 1999

Catégories de bibliothèques	Emprunt		Prêt	
	Demandes*	Exécutées	Demandes**	Exécutées
Publique	1 750	665	1 427	628
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	62	411	64	415
Provinciale/Territoriale	72	48	4 496	1 954
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	5	4	5	4
Universitaire	8 947	8 981	7 428	8 347
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	72	69	70	73
Collégiale	318	163	230	107
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	85	73	81	73
Gouvernementale	969	767	8 566	5 127
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	125	137	110	125
Sans but lucratif	745	724	367	354
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	105	94	96	92
À but lucratif	340	313	137	156
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	32	32	27	27
Toutes les bibliothèques	2 035	1 327	3 767	1 979
Bibliothèques enregistrées	487	821	454	810

* Nombre total des demandes de prêt qui ont été envoyées aux autres bibliothèques, à la fois celles auxquelles on a répondu et on n'a pas répondu

** Nombre total des demandes de prêt que les autres bibliothèques ont reçues, à la fois celles auxquelles on a répondu et on n'a pas répondu

Tableau 8. Modèles d'impact par province et territoire, 1999

Province/Territoire	Population*	Bibliothèques	Points de services	Personnel ETP	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations de prêt	Dépenses
Colombie-Britannique	4 028 100	134	429	3 371,91	34 815 519	5 110 806	53 108 617	233 030 316 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O **</i>		<i>134</i>	<i>127</i>	<i>129</i>	<i>110</i>	<i>115</i>	<i>125</i>
Alberta	2 959 500	304	490	2 465,61	31 532 019	5 261 060	31 864 190	121 130 733 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>		<i>302</i>	<i>278</i>	<i>286</i>	<i>253</i>	<i>278</i>	<i>268</i>
Saskatchewan	1 025 500	33	460	975,83	13 083 089	742 750	12 598 238	50 725 529 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>		<i>32</i>	<i>33</i>	<i>32</i>	<i>21</i>	<i>28</i>	<i>29</i>
Manitoba	1 142 400	81	65	415,60	10 246 058	559 502	9 489 739	47 043 586 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>		<i>27</i>	<i>26</i>	<i>81</i>	<i>59</i>	<i>73</i>	<i>73</i>
Ontario	11 522 700	534	1 740	11 032,63	131 097 898	14 547 007	106 460 203	729 154 521 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>		<i>529</i>	<i>527</i>	<i>521</i>	<i>487</i>	<i>485</i>	<i>496</i>
Québec	7 349 700	333	334	4 444,82	52 184 140	1 754 456	46 693 009	301 674 824 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>		<i>144</i>	<i>333</i>	<i>327</i>	<i>116</i>	<i>311</i>	<i>314</i>
Nouveau-Brunswick	754 400	24	108	488,80	8 849 065	296 086	3 751 774	18 758 869 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>		<i>24</i>	<i>24</i>	<i>24</i>	<i>17</i>	<i>20</i>	<i>20</i>
Nouvelle-Écosse	939 700	26	175	952,05	9 724 647	1 048 481	6 722 224	44 809 272 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>		<i>26</i>	<i>26</i>	<i>25</i>	<i>23</i>	<i>22</i>	<i>22</i>
Île-du-Prince-Édouard	137 600	4	35	50,12	317 110	9 098	911 237	2 463 651 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>		<i>4</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>3</i>
Terre-Neuve	540 700	10	138	378,50	5 421 169	397 529	2 198 008	21 552 684 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>		<i>8</i>	<i>10</i>	<i>9</i>	<i>8</i>	<i>5</i>	<i>6</i>
Nunavut	26 900	1	1	2,00	4 198	1 290	112	175 000 \$
Bibliothèques enregistrées	<i>S/O</i>		<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
Territoires du Nord-Ouest	41 000	3	13	26,50	238 799	24 060	161 222	2 123 900 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>		<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>3</i>
Yukon	31 000	3	19	27,64	168 373	36 303	186 250	1 639 795 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>		<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>
Toutes les bibliothèques	30 499 200	1 490	4 007	24 632,01	297 682 084	29 788 428	274 144 823	1 574 282 680
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>		<i>1 237</i>	<i>1 394</i>	<i>1 444</i>	<i>1 102</i>	<i>1 347</i>	<i>1 363</i>

 * Source: Statistique Canada; URL : <http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/People/Population/demo02.htm>

** Sans objet

Tableau 8a. Modèles d'impact par province et territoire – comparaisons en pourcentage, 1999

Province/Territoire	Population *	Bibliothèques	Points de services	Personnel ETP	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations de prêt	Dépenses
Colombie-Britannique	13,2 %	9,0 %	10,7 %	13,7 %	11,7 %	17,2 %	19,4 %	14,8 %
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O **</i>	<i>134</i>	<i>134</i>	<i>127</i>	<i>129</i>	<i>110</i>	<i>115</i>	<i>125</i>
Alberta	9,7 %	20,4 %	12,2 %	10,0 %	10,6 %	17,7 %	11,6 %	7,7 %
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>	<i>304</i>	<i>302</i>	<i>278</i>	<i>286</i>	<i>253</i>	<i>278</i>	<i>268</i>
Saskatchewan	3,4 %	2,2 %	11,5 %	4,0 %	4,4 %	2,5 %	4,6 %	3,2 %
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>	<i>33</i>	<i>32</i>	<i>33</i>	<i>32</i>	<i>21</i>	<i>28</i>	<i>29</i>
Manitoba	3,7 %	5,4 %	1,6 %	1,7 %	3,4 %	1,9 %	3,5 %	3,0 %
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>	<i>81</i>	<i>27</i>	<i>26</i>	<i>81</i>	<i>59</i>	<i>73</i>	<i>73</i>
Ontario	37,8 %	35,8 %	43,4 %	44,8 %	44,0 %	48,8 %	38,8 %	46,3 %
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>	<i>534</i>	<i>529</i>	<i>527</i>	<i>521</i>	<i>487</i>	<i>485</i>	<i>496</i>
Québec	24,1 %	22,3 %	8,3 %	18,0 %	17,5 %	5,9 %	17,0 %	19,2 %
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>	<i>333</i>	<i>144</i>	<i>333</i>	<i>327</i>	<i>116</i>	<i>311</i>	<i>314</i>
Nouveau-Brunswick	2,5 %	1,6 %	2,7 %	2,0 %	3,0 %	1,0 %	1,4 %	1,2 %
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>	<i>24</i>	<i>24</i>	<i>24</i>	<i>24</i>	<i>17</i>	<i>20</i>	<i>20</i>
Nouvelle-Écosse	3,1 %	1,7 %	4,4 %	3,9 %	3,3 %	3,5 %	2,5 %	2,8 %
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>	<i>26</i>	<i>26</i>	<i>26</i>	<i>25</i>	<i>23</i>	<i>22</i>	<i>22</i>
Île-du-Prince-Édouard	0,5 %	0,3 %	0,9 %	0,2 %	0,1 %	< 0,1 %	0,3 %	0,2 %
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>	<i>4</i>	<i>4</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>3</i>
Terre-Neuve	1,8 %	0,7 %	3,4 %	1,5 %	1,8 %	1,3 %	0,8 %	1,4 %
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>	<i>10</i>	<i>8</i>	<i>10</i>	<i>9</i>	<i>8</i>	<i>5</i>	<i>6</i>
Nunavut	0,1 %	0,1 %	< 0,1 %	< 0,1 %	< 0,1 %	< 0,1 %	< 0,1 %	< 0,1 %
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
Territoires du Nord-Ouest	0,1 %	0,2 %	0,3 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>3</i>
Yukon	0,1 %	0,2 %	0,5 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>
Toutes les bibliothèques	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>S/O</i>	<i>1 490</i>	<i>1 237</i>	<i>1 394</i>	<i>1 444</i>	<i>1 102</i>	<i>1 347</i>	<i>1 363</i>

* Source: Statistique Canada; URL : <http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/People/Population/demo02.htm>

** Sans objet

Tableau 8b. Modèles d'impact par province et territoire – moyenne par bibliothèque, 1999

Province/Territoire	Points de services	Personnel ETP	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations de prêt	Dépenses
Colombie-Britannique	3,2	26,55	269 888	46 462	461 814	1 864 243 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>134</i>	<i>127</i>	<i>129</i>	<i>110</i>	<i>115</i>	<i>125</i>
Alberta	1,6	8,87	110 252	20 795	114 619	451 980 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>302</i>	<i>278</i>	<i>286</i>	<i>253</i>	<i>278</i>	<i>268</i>
Saskatchewan	14,4	29,57	408 847	35 369	449 937	1 749 156 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>32</i>	<i>33</i>	<i>32</i>	<i>21</i>	<i>28</i>	<i>29</i>
Manitoba	2,4	15,98	126 495	9 483	129 996	644 433 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>27</i>	<i>26</i>	<i>81</i>	<i>59</i>	<i>73</i>	<i>73</i>
Ontario	3,3	20,93	251 627	29 871	219 506	1 470 070 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>529</i>	<i>527</i>	<i>521</i>	<i>487</i>	<i>485</i>	<i>496</i>
Québec	2,3	13,35	159 585	15 125	150 138	960 748 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>144</i>	<i>333</i>	<i>327</i>	<i>116</i>	<i>311</i>	<i>314</i>
Nouveau-Brunswick	4,5	20,37	368 711	17 417	187 589	937 943 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>24</i>	<i>24</i>	<i>24</i>	<i>17</i>	<i>20</i>	<i>20</i>
Nouvelle-Écosse	6,7	36,62	388 986	45 586	305 556	2 036 785 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>26</i>	<i>26</i>	<i>25</i>	<i>23</i>	<i>22</i>	<i>22</i>
Île-du-Prince-Édouard	8,8	16,71	105 703	4 549	303 746	821 217 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>4</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>3</i>
Terre-Neuve	17,3	37,85	602 352	49 691	439 602	3 592 114 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>8</i>	<i>10</i>	<i>9</i>	<i>8</i>	<i>5</i>	<i>6</i>
Nunavut	1,0	2,00	4 198	1 290	112	175 000 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
Territoires du Nord-Ouest	4,3	8,83	79 600	12 030	53 741	707 967
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>3</i>
Yukon	6,3	9,21	56 124	12 101	62 083	546 598 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>
Toutes les bibliothèques	3,2	17,67	206 151	27 031	203 523	1 155 013 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>	<i>1 237</i>	<i>1 394</i>	<i>1 444</i>	<i>1 102</i>	<i>1 347</i>	<i>1 363</i>

Tableau 9. Modèles d'impact par province et territoire – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1999

Catégories de bibliothèques	Province/Territoire	Bibliothèques	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations de prêt	Dépenses
Publique	Colombie-Britannique	71	3 869 712	232	1 940,30	11 512 395	4 184 855	46 818 256	129 510 731 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		71	71	67	71	60	71	71
	Alberta	245	3 062 564	322	1 372,27	10 594 468	4 515 332	28 949 256	57 407 274 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		244	245	220	230	214	228	218
	Saskatchewan	10	991 824	409	602,70	4 222 337	635 131	10 970 727	30 850 279 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		10	10	10	10	6	10	10
	Manitoba	53	920 246	---	---	3 042 401	416 429	8 421 459	24 668 838 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		53	0	0	53	40	53	53
	Ontario	350	10 963 348	1 248	6 034,62	34 051 365	12 238 548	94 292 785	390 236 027 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		350	350	346	350	349	349	350
	Québec	171	6 499 730	---	2 260,50	14 870 673	---	39 003 456	154 995 976 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		171	0	171	169	0	169	171
	Nouveau-Brunswick	5	527 188	65	217,80	1 682 014	202 288	3 131 430	8 548 308 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		5	5	5	5	5	5	5
	Nouvelle-Écosse	1	909 282	95	482,20	2 280 280	762 530	5 868 906	22 240 116
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		1	1	1	1	1	1	1
	Île-du-Prince-Édouard	1	137 980	25	42,72	280 211	---	772 416	1 874 100 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		1	1	1	1	0	1	1
	Terre-Neuve	1	551 792	96	109,00	726 249	324 959	1 734 265	7 570 839 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		1	1	1	1	1	1	1
Nunavut	---	---	---	---	---	---	---	---	
<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	0	0	0	0	0	0	
Territoires du Nord-Ouest	1	41 100	9	22,00	214 749	23 560	154 626	1 518 900 \$	
<i>Bibliothèques enregistrées</i>		1	1	1	1	1	1	1	
Yukon	1	30 776	14	22,84	130 811	32 395	183 737	1 312 000 \$	
<i>Bibliothèques enregistrées</i>		1	1	1	1	1	1	1	
	Total	910	28 505 542	2 515	13 106,95	83 607 953	23 336 027	240 301 319	830 733 388 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		909	686	824	893	678	890	883

Tableau 9. Modèles d'impact par province et territoire – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1999 – suite

Catégories de bibliothèques	Province/Territoire	Bibliothèques	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations de prêt	Dépenses
Provinciale/ Territoriale	Colombie-Britannique	1	4 028 132	2	13,80	0	0	0	13 238 780 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
	Alberta	1	2 819 423	1	6,00	---	---	---	515 000 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>1</i>
	Saskatchewan	1	990 237	1	30,00	267 475	1 683	35 719	1 765 022 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
	Manitoba	1	1 050 407	1	20,00	181 406	4 022	119 840	1 521 000 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
	Ontario	---	---	---	---	---	---	---	---
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
	Québec	1	7 372 448	3	118,00	3 866 919	37 750	80 850	10 866 491 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
	Nouveau-Brunswick	1	738 133	1	13,00	2 448	---	---	1 370 200 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>1</i>
	Nouvelle-Écosse	1	909 282	1	30,70	68 525	572	8 015	1 498 700
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
	Île-du-Prince-Édouard	---	---	---	---	---	---	---	---
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
	Terre-Neuve	1	551 792	1	37,50	---	---	---	1 970 478 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>1</i>
Nunavut	---	---	---	---	---	---	---	---	
Bibliothèques enregistrées		0	0	0	0	0	0	0	
Territoires du Nord-Ouest	---	---	---	---	---	---	---	---	
<i>Bibliothèques enregistrées</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	
Yukon	---	---	---	---	---	---	---	---	
<i>Bibliothèques enregistrées</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	
Total		8	18 459 854	11	269,00	4 386 773	44 027	244 424	32 745 671 \$
Bibliothèques enregistrées		8	8	8	8	6	5	5	8

Tableau 9a. Modèles d'impact par province et territoire – bibliothèques d'établissements d'enseignement, 1999

Catégories de bibliothèques	Province/Territoire	Bibliothèques	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations de prêt	Dépenses
Universitaire	Colombie-Britannique	10	93 159	75	1 016,55	19 256 420	509 439	5 168 408	64 641 233 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		10	10	10	10	10	10	10
	Alberta	6	53 008	46	702,83	18 222 357	274 304	2 021 238	42 592 798 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		6	6	6	6	3	6	6
	Saskatchewan	4	34 335	29	306,50	7 745 561	72 043	1 374 993	16 601 637 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		4	4	4	4	2	4	4
	Manitoba	3	20 577	37	298,50	5 226 882	96 255	780 294	16 264 368 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		3	3	3	3	3	3	3
	Ontario	25	264 722	245	3 013,88	64 582 306	1 525 807	9 584 588	199 798 080 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		25	25	25	25	22	24	25
	Québec	20	114 685	130	1 406,30	26 356 046	1 377 206	5 554 960	101 448 150 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		5	6	20	20	20	20	20
	Nouveau-Brunswick	4	17 482	18	229,50	6 757 538	82 876	588 711	7 331 498 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		3	4	4	4	4	4	4
	Nouvelle-Écosse	9	29 076	46	400,00	6 905 691	143 058	749 981	19 571 359 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		9	9	9	9	9	9	9
	Île-du-Prince-Édouard	1	2 589	5	---	---	8 111	115 592	---
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		1	1	0	0	1	1	0
	Terre-Neuve	1	12 734	20	218,00	4 528 818	64 666	459 667	11 881 867 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		1	1	1	1	1	1	1
Nunavut	---	---	---	---	---	---	---	---	
<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	0	0	0	0	0	0	
Territoires du Nord-Ouest	---	---	---	---	---	---	---	---	
<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	0	0	0	0	0	0	
Yukon	---	---	---	---	---	---	---	---	
<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	0	0	0	0	0	0	
Total		83	642 367	651	7 592,06	159 581 619	4 153 765	26 398 432	480 130 990 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>			67	69	82	82	75	82	82

Tableau 9a. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques et par province et territoire – bibliothèques d'établissements d'enseignement, 1999 – suite

Catégories de bibliothèques	Province/Territoire	Biblio- thèques	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations de prêt	Dépenses
Collégiale	Colombie-Britannique	16	61 063	30	246,62	1 428 087	234 288	1 012 947	15 121 910 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		16	16	16	16	16	16	16
	Alberta	16	51 927	30	221,85	1 492 203	176 440	711 423	11 750 030 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		15	16	16	16	7	14	16
	Saskatchewan	4	4 750	3	18,11	645 723	9 384	86 769	796 686 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		3	3	4	4	2	3	4
	Manitoba	3	19 909	4	40,30	143 917	9 505	38 031	1 927 038 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		3	3	3	3	1	2	3
	Ontario	21	260 680	45	249,25	1 144 712	232 611	732 159	8 926 275 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		15	20	21	21	15	21	18
	Québec	43	164 924	51	317,83	3 365 941	88 877	1 643 976	15 620 487 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		43	41	43	43	16	39	41
	Nouveau-Brunswick	4	2 527	4	10,00	58 087	4 000	18 407	176 400 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		3	4	4	4	1	4	3
	Nouvelle-Écosse	---	---	---	---	---	---	---	---
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	0	0	0	0	0	0
	Île-du-Prince-Édouard	1	3 400	4	6,00	34 399	987	23 229	482 302 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		1	1	1	1	1	1	1
	Terre-Neuve	1	1 100	3	4,00	19 500	---	---	---
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		1	1	1	1	0	0	0
	Nunavut	---	---	---	---	---	---	---	---
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	0	0	0	0	0	0
	Territoires du Nord-Ouest	1	1 000	1	2,50	17 000	---	5 096	245 000 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>		1	1	1	1	0	1	1	
Yukon	---	---	---	---	---	---	---	---	
<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	0	0	0	0	0	0	
Total		110	571 280	175	1 116,46	8 349 569	756 092	4 272 037	55 046 128 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>			<i>101</i>	<i>106</i>	<i>110</i>	<i>110</i>	<i>59</i>	<i>101</i>	<i>103</i>

Tableau 9b. Modèles d'impact par province et territoire – bibliothèques spécialisées, 1999

Catégories de bibliothèques	Province/Territoire	Bibliothèques	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations de prêt	Dépenses	
Gouvernementale	Colombie-Britannique	9	12 215	12	54,15	2 059 725	38 777	28 588	3 636 612 \$	
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		8	9	9	9	7	6	7	
	Alberta	18	16 388	65	104,10	950 731	38 707	108 578	7 012 430 \$	
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		15	17	18	18	15	15	16	
	Saskatchewan	7	1 700	11	12,27	127 310	8 284	18 585	434 580 \$	
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		5	7	7	7	6	6	5	
	Manitoba	10	3 435	12	42,90	1 532 820	28 075	105 634	2 262 187 \$	
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		5	9	9	10	6	6	6	
	Ontario	59	107 016	106	1 064,45	13 159 223	305 406	271 709	86 717 389 \$	
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		51	58	58	50	50	45	46	
	Québec	44	46 257	49	233,99	2 506 163	154 903	187 941	12 447 720 \$	
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		39	42	44	43	40	40	38	
	Nouveau-Brunswick	5	1 713	5	6,50	223 546	2 861	5 118	516 373 \$	
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		5	5	5	5	3	4	3	
	Nouvelle-Écosse	9	17 624	21	26,50	391 707	13 695	25 495	1 378 261 \$	
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		9	9	9	9	7	7	7	
	Île-du-Prince-Édouard	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	0	0	0	0	0	0	
	Terre-Neuve	6	3 510	18	10,00	146 602	7 904	4 076	129 500 \$	
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		3	4	6	6	6	3	3	
Nunavut	1	2 785	1	2,00	4 198	1 290	112	175 000 \$		
Bibliothèques enregistrées		1	1	1	1	1	1	1		
Territoires du Nord-Ouest	1	---	3	2,00	7 050	500	1 500	360 000 \$		
<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	1	1	1	1	1	1		
Yukon	2	425	5	4,80	37 562	3 908	2 513	327 795 \$		
<i>Bibliothèques enregistrées</i>		2	2	2	2	2	2	2		
Total		171	213 068	308	1 563,66	21 146 637	604 310	759 849	115 397 847 \$	
<i>Bibliothèques enregistrées</i>			143	164	169	161	144	136	135	

Tableau 9b. Modèles d'impact par province et territoire – bibliothèques spécialisées, 1999 – suite

Catégories de bibliothèques	Province/Territoire	Bibliothèques	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations de prêt	Dépenses
Sans but lucratif	Colombie-Britannique	20	64 011	71	87,99	514 919	140 687	77 818	6 404 696 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		19	20	17	16	14	9	16
	Alberta	11	20 090	12	22,21	155 311	26 370	51 987	715 996 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		8	10	10	11	9	10	7
	Saskatchewan	7	13 675	7	6,25	74 683	16 225	111 445	277 325 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		5	7	7	6	4	4	5
	Manitoba	11	5 450	11	13,90	118 632	5 216	24 481	400 155 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		7	11	10	11	8	8	7
	Ontario	51	274 659	58	162,38	767 273	178 376	1 362 795	10 444 207 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		31	48	49	49	38	36	41
	Québec	44	49 505	84	75,70	937 918	79 039	123 022	4 756 400 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		39	44	44	42	32	35	38
	Nouveau-Brunswick	5	2 975	15	12,00	125 432	4 061	8 108	816 090 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		4	5	5	5	4	3	4
	Nouvelle-Écosse	5	1 900	6	10,65	78 444	128 626	69 827	120 836 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		3	5	5	5	5	4	4
	Île-du-Prince-Édouard	1	1 300	1	1,40	2 500	---	---	107 249 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		1	1	1	1	0	0	1
	Terre-Neuve	---	---	---	---	---	---	---	---
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	0	0	0	0	0	0
Nunavut	---	---	---	---	---	---	---	---	
Bibliothèques enregistrées		0	0	0	0	0	0	0	
Territoires du Nord-Ouest	---	---	---	---	---	---	---	---	
<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	0	0	0	0	0	0	
Yukon	---	---	---	---	---	---	---	---	
<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	0	0	0	0	0	0	
Total		155	433 565	265	392,48	2 775 112	578 600	1 829 483	24 042 954 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>			117	151	148	146	114	109	123

Tableau 9b. Modèles d'impact par province et territoire – bibliothèques spécialisées, 1999 – suite

Catégories de bibliothèques	Province/Territoire	Biblio- thèques	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations de prêt	Dépenses
À but lucratif	Colombie-Britannique	7	1 390	7	12,50	43 973	2 760	2 600	476 354 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		7	7	7	6	2	2	4
	Alberta	7	2 976	14	36,35	116 949	229 907	21 708	1 137 205 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		5	7	7	5	5	5	4
	Saskatchewan	---	---	---	---	---	---	---	---
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	0	0	0	0	0	0
	Manitoba	---	---	---	---	---	---	---	---
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	0	0	0	0	0	0
	Ontario	27	64 425	37	77,05	309 921	42 884	30 295	3 479 465 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		22	27	27	25	12	9	15
	Québec	10	10 746	17	32,50	280 480	16 681	98 804	1 539 600 \$
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		10	10	10	9	7	7	5
	Nouveau-Brunswick	---	---	---	---	---	---	---	---
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	0	0	0	0	0	0
	Nouvelle-Écosse	1	290	6	2,00	---	---	---	---
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		1	1	1	0	0	0	0
	Île-du-Prince-Édouard	---	---	---	---	---	---	---	---
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	0	0	0	0	0	0
	Terre-Neuve	---	---	---	---	---	---	---	---
	<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	0	0	0	0	0	0
	Nunavut	---	---	---	---	---	---	---	---
	Bibliothèques enregistrées		0	0	0	0	0	0	0
	Territoires du Nord-Ouest	---	---	---	---	---	---	---	---
<i>Bibliothèques enregistrées</i>		0	0	0	0	0	0	0	
Yukon	---	---	---	---	---	---	---	---	
Bibliothèques enregistrées		0	0	0	0	0	0	0	
Total		52	79 827	81	160,40	751 323	292 232	153 407	6 632 624 \$
<i>Bibliothèques enregistrées</i>			45	52	52	45	26	23	28

Tableau 10. Tendances d'impact – par bibliothèque – toutes les bibliothèques, 1994-1996-1999

Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques*		1994		1996		1999	
	Nombre	%	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne
Opérations liées à des demandes de renseignements	703	67 %	2 557	32 406	2 994	31 757	3 428	31 694
Opérations de prêt	950	91 %	40 686	227 471	41 456	234 446	42 984	234 985
Opérations liées aux emprunts pour les PEB	148	14 %	669	2 327	510	2 648	561	3 500
Opérations liées aux prêts pour les PEB	135	13 %	319	3 488	263	5 929	321	7 685
Personnel ETP	654	62 %	3,30	25,60	7,35	30,51	7,65	30,52
Collections	725	69 %	26 190	296 686	28 687	318 070	32 500	328 493
Abonnements à des publications en série	979	94 %	75	696	78	681	75	758
Points de services	820	78 %	1,0	3,3	1,0	3,6	1,0	3,6
Dépenses totales	987	94 %	157 657 \$	1 248 263 \$	163 120 \$	1 193 467 \$	194 000 \$	1 317 817 \$
Dépenses liées au personnel	897	86 %	108 239 \$	808 553 \$	116 600 \$	797 782 \$	131 624 \$	817 815 \$
Dépenses liées aux collections	914	87 %	33 021 \$	269 744 \$	33 122 \$	290 089 \$	38 171 \$	327 981 \$

* Uniquement les bibliothèques dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage (1 047 bibliothèques ont participé au cours des trois années)

Tableau 10a. Tendances d'impact – par bibliothèque – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1994-1996-1999

Catégories de bibliothèques	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques*	1994		1996		1999	
			Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne
Publique (n=771)	Opérations liées à des demandes de renseignements	531	1 875	31 053	2 500	31 222	2 883	32 122
	Opérations de prêt	746	45 133	238 946	48 495	256 715	48 597	258 917
	Opérations liées aux emprunts pour les PEB	12	1 346	3 027	2 518	5 149	2 132	4 491
	Opérations liées aux prêts pour les PEB	11	955	3 965	2 408	4 170	973	3 822
	Personnel ETP	394	2,00	18,57	8,10	25,42	8,00	25,34
	Collections	470	23 482	86 454	26 126	94 916	30 073	97 725
	Abonnements à des publications en série	725	52	154	50	176	55	181
	Points de services	601	1,0	3,4	1,0	3,5	1,0	3,5
	Dépenses totales	759	[116 0665]	748 927 \$	110 585 \$	727 349 \$	143 149 \$	842 461 \$
	Dépenses liées au personnel	703	77 643 \$	499 594 \$	79 526 \$	525 907 \$	97 072 \$	555 289 \$
	Dépenses liées aux documents	694	20 929 \$	107 113 \$	20 678 \$	108 785 \$	23 489 \$	122 558 \$
Provinciale/Territoriale (n=5)	Opérations liées à des demandes de renseignements	3	4 027	15 932	1 759	14 279	1 683	13 335
	Opérations de prêt	3	75 471	57 188	8 059	27 087	35 719	41 528
	Opérations liées aux emprunts pour les PEB	d.i.**						
	Opérations liées aux prêts pour les PEB	3	1 829	1 663	1 285	3 437	1 201	2 606
	Personnel ETP	5	29,00	46,40	28,00	40,36	30,00	41,10
	Collections	5	185 000	434 423	66 202	778 252	68 525	841 073
	Abonnements à des publications en série	4	148	282	159	245	142	129
	Points de services	5	1,0	2,0	1,0	1,6	1,0	1,6
	Dépenses totales	5	1 419 900 \$	3 210 384 \$	1 380 270 \$	3 025 333 \$	1 765 022 \$	5 747 839 \$
	Dépenses liées au personnel	5	1 141 000 \$	2 050 658 \$	983 924 \$	1 920 298 \$	1 119 500 \$	1 923 269 \$
	Dépenses liées aux collections	5	146 459 \$	138 977 \$	106 892 \$	163 085 \$	69 730 \$	135 314 \$

* Uniquement les bibliothèques dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage

** Données insuffisantes – deux bibliothèques ou moins enregistrées

Tableau 10b. Tendances d'impact – par bibliothèques – bibliothèques d'établissements d'enseignement, 1994-1996-1999

Catégories de bibliothèques	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques*	1994		1996		1999	
			Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne
Universitaire (n=69)	Opérations liées à des demandes de renseignements	54	44 174	87 916	40 112	84 912	35 533	72 232
	Opérations de prêt	66	167 139	497 085	159 632	410 624	156 315	381 909
	Opérations liées aux emprunts pour les PEB	47	3 965	5 458	4 343	5 995	4 537	8 779
	Opérations liées aux prêts pour les PEB	48	2 401	5 701	2 196	5 804	2 326	7 557
	Personnel ETP	68	49,50	101,44	48,40	108,67	49,63	108,18
	Collections	68	966 079	2 079 184	894 124	2 193 290	931 668	2 275 483
	Abonnements à des publications en série	64	3 117	6 835	3 286	6 370	4 902	7 591
	Points de services	48	2,0	6,0	5,0	10,8	6,0	11,2
	Dépenses totales	68	3 317 652 \$	6 966 173 \$	2 731 485 \$	6 725 502 \$	2 585 190 \$	6 867 982 \$
	Dépenses liées au personnel	66	1 836 794 \$	4 165 210 \$	1 708 448 \$	3 787 944 \$	1 673 226 \$	3 609 355 \$
Dépenses liées aux documents	68	773 566 \$	2 119 342 \$	982 344 \$	2 340 034 \$	818 071 \$	2 673 375 \$	
Collégiale (n=67)	Opérations liées à des demandes de renseignements	31	8 775	12 067	10 296	13 829	7 201	12 808
	Opérations de prêt	58	29 112	55 616	26 845	42 985	25 862	46 405
	Opérations liées aux emprunts pour les PEB	26	87	311	109	246	105	261
	Opérations liées aux prêts pour les PEB	26	45	108	41	124	42	80
	Personnel ETP	65	7,00	10,91	7,00	10,21	7,00	10,40
	Collections	63	70 000	81 149	58 717	76 831	64 954	82 601
	Abonnements à des publications en série	65	300	375	275	355	250	317
	Points de services	56	1,0	2,3	1,0	1,8	1,0	1,7
	Dépenses totales	61	401 670 \$	793 041 \$	367 003 \$	567 890 \$	346 575 \$	593 762 \$
	Dépenses liées au personnel	51	320 995 \$	450 578 \$	324 633 \$	453 921 \$	284 135 \$	477 141 \$
Dépenses liées aux collections	59	72 000 \$	100 665 \$	79 100 \$	110 718 \$	69 500 \$	110 339 \$	

* Uniquement les bibliothèques dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage

Tableau 10c. Tendances d'impact – par bibliothèque – bibliothèques spécialisées, 1994-1996-1999

Catégories de bibliothèques	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques*	1994		1996		1999	
			Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne
Gouvernementale (n=65)	Opérations liées à des demandes de renseignements	48	1 998	16 174	1 819	6 940	2 567	6 951
	Opérations de prêt	48	2 631	6 647	3 414	5 767	3 347	6 643
	Opérations liées aux emprunts pour les PEB	39	209	835	147	804	119	870
	Opérations liées aux prêts pour les PEB	26	86	3 104	62	15 815	96	22 066
	Personnel ETP	62	3,00	12,43	3,00	15,02	3,00	16,50
	Collections	54	12 625	268 985	16 456	183 661	13 925	171 741
	Abonnements à des publications en série	61	200	928	200	1 010	180	915
	Points de services	54	1,0	1,8	1,0	1,8	1,0	1,9
	Dépenses totales	46	166 039 \$	1 609 944 \$	176 860 \$	1 565 406 \$	224 349 \$	1 819 811 \$
	Dépenses liées au personnel	34	147 500 \$	1 039 144 \$	128 624 \$	1 006 906 \$	144 117 \$	1 236 419 \$
Dépenses liées aux collections	45	45 000 \$	345 888 \$	58 744 \$	377 212 \$	76 000 \$	440 918 \$	
Sans but lucratif (n=51)	Opérations liées à des demandes de renseignements	28	1 233	5 113	1 550	6 450	1 367	10 201
	Opérations de prêt	23	3 700	46 285	4 121	48 234	2 300	64 061
	Opérations liées aux emprunts pour les PEB	15	80	544	152	478	185	665
	Opérations liées aux prêts pour les PEB	14	89	470	200	439	207	632
	Personnel ETP	42	2,00	5,45	2,00	5,22	2,00	5,37
	Collections	49	7 695	37 227	6 999	39 530	7 300	31 221
	Abonnements à des publications en série	45	101	192	115	187	93	194
	Points de service	40	1,0	2,6	1,0	2,5	1,0	2,5
	Dépenses totales	41	59 679 \$	322 823 \$	53 794 \$	317 515 \$	57 560 \$	360 003 \$
	Dépenses liées au personnel	32	46 169 \$	201 046 \$	46 453 \$	202 898 \$	57 100 \$	234 311 \$
Dépenses liées aux collections	37	17 443 \$	90 605 \$	15 225 \$	99 906 \$	19 791 \$	92 697 \$	

* Uniquement les bibliothèques dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage

Tableau 10c. Tendances d'impact – par bibliothèque – bibliothèques spécialisées, 1994-1996-1999 – suite

Catégories de bibliothèques	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques*	1994		1996		1999	
			Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne
(n=18)	À but lucratif	7	3 700	12 085	2 518	19 102	5 584	34 808
	Opérations liées à des demandes de renseignements	5	1 500	1 744	689	7 112	1 100	16 677
	Opérations de prêt	7	250	364	143	473	80	105
	Opérations liées aux emprunts pour les PEB	6	60	243	109	236	63	152
	Opérations liées aux prêts pour les PEB	17	3,00	4,29	2,00	4,44	2,00	3,88
	Personnel ETP	15	11 015	13 960	16 400	29 188	6 509	13 204
	Collections	14	180	343	125	238	105	214
	Abonnements à des publications en série	15	1,0	1,5	1,0	1,3	1,0	1,3
	Points de services	6	64 684 \$	211 958 \$	65 273 \$	217 508 \$	62 400 \$	208 550 \$
	Dépenses totales	5	40 000 \$	89 500 \$	50 000 \$	95 900 \$	48 000 \$	96 500 \$
Dépenses liées au personnel	5	16 382 \$	100 876 \$	25 000 \$	132 600 \$	33 000 \$	147 760 \$	
Dépenses liées aux collections								

* Uniquement les bibliothèques dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage

Tableau 11. Tendances d'impact – par habitant – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1994-1996-1999

Catégories de bibliothèques	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques*	1994	1996	1999
Publique (n=771)	Opérations liées à des demandes de renseignements	528	1,2	1,2	1,1
	Opérations de prêt	740	8,2	8,7	8,4
	Opérations liées aux emprunts PEB (pour 1 000)	12	14,1	23,9	22,3
	Opérations liées aux prêts pour les PEB (pour 1 000)	11	17,3	18,2	17,7
	Personnel ETP (pour 1 000)	387	0,35	0,48	0,45
	Collections	465	2,6	2,8	2,9
	Abonnements à des publications en série (pour 1 000)	720	5,5	6,2	6,1
	Points de services (pour 1 000)	593	0,13	0,13	0,12
	Dépenses totales	752	25,70 \$	24,82 \$	27,51 \$
	Dépenses liées au personnel	698	16,13 \$	16,79 \$	16,98 \$
	Dépenses liées aux collections	693	3,59 \$	3,61 \$	3,90 \$
	Provinciale/Territoriale (n=5)	Opérations liées à des demandes de renseignements	d.i.**		
Opérations de prêt		d.i.			
Opérations liées aux emprunts pour les PEB (pour 1 000)		d.i.			
Opérations liées aux prêts PEB (pour 1 000)		d.i.			
Personnel ETP (pour 1 000)		3	0,02	0,01	0,01
Collections		3	0,1	0,1	0,1
Abonnements à des publications en série (pour 1 000)		3	0,2	0,2	0,1
Points de services (pour 1 000)		3	> 0,01	> 0,01	> 0,01
Dépenses totales		3	0,83 \$	0,77 \$	2,78 \$
Dépenses liées au personnel		3	0,62 \$	0,54 \$	0,51 \$
Dépenses liées aux collections	3	0,07 \$	0,06 \$	0,04 \$	

* Uniquement les bibliothèques dans la base de données qui ont enregistré l'indicateur retenu par les bibliothèques et la population de la zone desservie au cours des trois années du sondage

** Données insuffisantes – deux bibliothèques ou moins enregistrées

Tableau 11a. Tendances d'impact – par habitant – bibliothèques d'établissements d'enseignement, 1994-1996-1999

Catégories de bibliothèques	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques*	1994	1996	1999	
Universitaire (n=69)	Opérations liées à des demandes de renseignements	32	5,2	6,2	5,7	
	Opérations de prêt	38	37,4	37,8	39,9	
	Opérations liées aux emprunts pour les PEB (pour 1 000)	25	316,6	465,0	756,5	
	Opérations liées aux prêts pour les PEB (pour 1 000)	26	388,2	517,0	746,5	
	Personnel ETP (pour 1 000)	38	7,12	9,42	10,01	
	Collections	38	145,3	193,5	219,5	
	Abonnements à des publications en série (pour 1 000)	38	437,7	474,9	667,7	
	Points de services (pour 1 000)	38	0,35	0,85	0,93	
	Dépenses totales	38	479,59 \$	572,12 \$	642,62 \$	
	Dépenses liées au personnel	37	285,42 \$	324,36 \$	337,51 \$	
	Dépenses liées aux collections	38	141,65 \$	193,59 \$	253,18 \$	
	Collégiale (n=67)	Opérations liées à des demandes de renseignements	21	1,4	3,0	2,8
		Opérations de prêt	42	8,4	9,9	11,2
Opérations liées aux emprunts pour les PEB (pour 1 000)		20	52,5	51,2	45,3	
Opérations liées aux prêts pour les PEB (pour 1 000)		20	18,4	23,0	16,4	
Personnel ETP (pour 1 000)		48	1,85	2,37	2,38	
Collections		47	15,8	20,2	21,5	
Abonnements à des publications en série (pour 1 000)		48	65,6	85,4	73,5	
Points de services (pour 1 000)		42	0,26	0,39	0,38	
Dépenses totales		46	133,12 \$	130,50 \$	136,07 \$	
Dépenses liées au personnel		39	66,64 \$	98,42 \$	98,89 \$	
Dépenses liées aux collections		44	15,80 \$	23,17 \$	23,97 \$	

* Uniquement les bibliothèques dans la base de données qui ont enregistré l'indicateur retenu par les bibliothèques et la population de la zone desservie au cours des trois années du sondage

Tableau 11b. Tendances d'impact – par habitant – bibliothèques spécialisées, 1994-1996-1999

Catégories de bibliothèques	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques*	1994	1996	1999
Gouvernementale (n=65)	Opérations liées à des demandes de renseignements	37	4,2	5,0	3,9
	Opérations de prêt	39	3,4	3,4	2,9
	Opérations liées aux emprunts pour les PEB (pour 1 000)	31	1 401,5	1 240,6	987,1
	Opérations liées aux prêts pour les PEB (pour 1 000)	17	366,6	205,3	240,1
	Personnel ETP (pour 1 000)	44	7,62	7,20	6,42
	Collections	42	58,1	60,7	38,8
	Abonnements à des publications en série (pour 1 000)	45	494,2	514,7	368,5
	Points de service (pour 1 000)	40	1,03	0,99	0,85
	Dépenses totales	36	492,42 \$	446,66 \$	500,92 \$
	Dépenses liées au personnel	28	353,99 \$	330,29 \$	368,49 \$
	Dépenses liées aux documents	35	81,59 \$	82,63 \$	77,94 \$
	Sans but lucratif (n=51)	Opérations liées à des demandes de renseignements	12	0,9	2,1
Opérations de prêt		11	10,9	9,1	12,1
Opérations liées aux emprunts pour les PEB (pour 1 000)		8	449,1	261,0	600,6
Opérations liées aux prêts pour les PEB (pour 1 000)		8	287,7	151,3	435,2
Personnel ETP (pour 1 000)		18	0,80	1,02	1,01
Collections		18	6,5	8,3	6,5
Abonnements à des publications en série (pour 1 000)		17	46,1	39,1	45,0
Points de services (pour 1 000)		17	0,17	0,22	0,23
Dépenses totales		17	46,23 \$	59,70 \$	67,66 \$
Dépenses liées au personnel		12	25,52 \$	34,33 \$	36,76 \$
Dépenses liées aux collections		16	7,33 \$	12,74 \$	9,86 \$

* Uniquement les bibliothèques dans la base de données qui ont enregistré l'indicateur retenu par les bibliothèques et la population de la zone desservie au cours des trois années du sondage

Tableau 11b. Tendances d'impact – par habitant – bibliothèques spécialisées, 1994-1996-1999 – suite

Catégorie de bibliothèque	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques*	1994	1996	1999
(n=18)	À but lucratif	5	1,4	2,2	4,1
	Opérations liées à des demandes de renseignements	3	1,0	5,7	19,8
	Opérations de prêt	7	390,4	525,0	156,3
	Opérations liées aux emprunts pour les PEB (pour 1 000)	6	230,5	230,2	202,4
	Opérations liées aux prêts pour les PEB (pour 1 000)	12	0,93	0,72	0,75
	Personnel ETP (pour 1 000)	12	3,1	5,4	2,5
	Collections	12	78,4	41,9	38,3
	Abonnements à des publications en série (pour 1 000)	12	2,08	0,96	1,57
	Points de services (pour 1 000)	5	205,59 \$	213,52 \$	308,66 \$
	Dépenses totales	4	68,93 \$	74,96 \$	114,92 \$
	Dépenses liées au personnel	4	87,89 \$	116,14 \$	200,82 \$

* Uniquement les bibliothèques dans la base de données qui ont enregistré l'indicateur retenu par les bibliothèques et la population de la zone desservie au cours des trois années du sondage

Tableau 12. Indicateurs de rendement clés – toutes les bibliothèques, 1994-1996-1999

Indicateurs de rendement	Bibliothèques*		1994	1996	1999
	Nombre	%			
Rotation des collections (documents/ressources documentaires en circulation)	654	62 %	0,79	0,74	0,73
Taux d'enregistrement d'emprunt (enregistrés/demandes x 100)	98	9 %	79 %	82 %	82 %
Taux d'enregistrement de prêt (enregistrés/demandes x 100)	87	8 %	62 %	71 %	79 %
Ressources documentaires de collection – livres, %	493	47 %	43 %	50 %	50 %
Ressources documentaires de collection – documents non livresques, %	493	47 %	57 %	50 %	50 %
Personnel ETP – bibliothécaires, %	357	34 %	26 %	21 %	20 %
Personnel ETP – techniciens, %	357	34 %	20 %	16 %	15 %
Dépenses totales – fonctionnement, %	176	17 %	94 %	97 %	93 %
Dépenses totales – capital, %	176	17 %	6 %	3 %	7 %
Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	835	80 %	61 %	62 %	58 %
Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	835	80 %	21 %	23 %	24 %

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré les données complètes pour chaque indicateur au cours des trois années du sondage (1 047 bibliothèques ont participé au cours des trois années)

Tableau 12a. Indicateurs de rendement clés – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1994-1996-1999

Catégories de bibliothèques	Indicateurs de rendement	Bibliothèques*	1994	1996	1999
Publique (n=771)	Rotation des collections (documents/ressources documentaires en circulation)	460	2,98	2,96	2,96
	Taux d'enregistrement d'emprunt (enregistrés/demandes x 100)	4	28 %	79 %	86 %
	Taux d'enregistrement de prêt (enregistrés/demandes x 100)	4	85 %	82 %	79 %
	Ressources documentaires de collection – livres, %	292	89 %	88 %	86 %
	Ressources documentaires de collection – documents non livresques, %	292	11 %	12 %	14 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	228	28 %	18 %	19 %
	Personnel ETP – techniciens, %	228	15 %	11 %	8 %
	Dépenses totales – fonctionnement, %	126	91 %	97 %	90 %
	Dépenses totales – capital, %	126	9 %	3 %	10 %
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	646	65 %	67 %	64 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	646	14 %	15 %	15 %

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré les données complètes pour chaque indicateur au cours des trois années du sondage

Tableau 12a. Indicateurs de rendement clés – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1994-1996-1999 – suite

Catégories de bibliothèques	Indicateurs de rendement	Bibliothèques*	1994	1996	1999
Provinciale/Territoriale (n=5)	Rotation des collections (documents/ressources documentaires en circulation)	3	0,09	0,02	0,03
	Taux d'enregistrement d'emprunt (enregistrés/demandes x 100)	d.i.**			
	Taux d'enregistrement de prêt (enregistrés/demandes x 100)	3	9 %	33 %	61 %
	Ressources documentaires de collection – livres, %	5	33 %	29 %	29 %
	Ressources documentaires de collection – documents non livresques, %	5	67 %	71 %	71 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	4	25 %	27 %	27 %
	Personnel ETP – techniciens, %	4	23 %	29 %	29 %
	Dépenses totales – fonctionnement, %	3	98 %	99 %	98 %
	Dépenses totales – capital, %	3	2 %	1 %	2 %
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	5	65 %	64 %	34 %
	Dépenses liées au fonctionnement, collections, %	5	4 %	5 %	2 %

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré les données complètes pour chaque indicateur au cours des trois années du sondage

** Données insuffisantes – deux bibliothèques ou moins enregistrées

Tableau 12b. Indicateurs de rendement clés – bibliothèques d'établissements d'enseignement, 1994-1996-1999

Catégories de bibliothèques	Indicateurs de rendement	Bibliothèques*	1994	1996	1999
Universitaire (n=69)	Rotation des collections (documents/ressources documentaires en circulation)	65	0,24	0,19	0,17
	Taux d'enregistrement d'emprunt (enregistrés/demandes x 100)	21	89 %	84 %	78 %
	Taux d'enregistrement de prêt (enregistrés/demandes x 100)	22	78 %	76 %	81 %
	Ressources documentaires de collection – livres, %	63	37 %	44 %	44 %
	Ressources documentaires de collection – documents non livresques, %	63	63 %	56 %	56 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	23	24 %	25 %	24 %
	Personnel ETP – techniciens, %	23	23 %	22 %	27 %
	Dépenses totales – fonctionnement, %	18	97 %	98 %	96 %
	Dépenses totales – capital, %	18	3 %	2 %	4 %
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	66	59 %	56 %	52 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	66	31 %	35 %	39 %

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré les données complètes pour chaque indicateur au cours des trois années du sondage

Tableau 12b. Indicateurs de rendement clés – bibliothèques d'établissements d'enseignement, 1994-1996-1999 – suite

Catégories de bibliothèques	Indicateurs de rendement	Bibliothèques*	1994	1996	1999
Collégiale (n=67)	Rotation des collections (documents/ressources documentaires en circulation)	56	0,63	0,52	0,53
	Taux d'enregistrement d'emprunt (enregistrés/demandes x 100)	20	90 %	84 %	83 %
	Taux d'enregistrement de prêt (enregistrés/demandes x 100)	21	78 %	85 %	87 %
	Ressources documentaires de collection – livres, %	51	60 %	66 %	64 %
	Ressources documentaires de collection – documents non livresques, %	51	40 %	34 %	36 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	41	18 %	17 %	16 %
	Personnel ETP – techniciens, %	41	34 %	39 %	38 %
	Dépenses totales – fonctionnement, %	17	96 %	92 %	79 %
	Dépenses totales – capital, %	17	4 %	8 %	21 %
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	51	51 %	74 %	74 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	51	12 %	19 %	19 %

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré les données complètes pour chaque indicateur au cours des trois années du sondage

Tableau 12c. Indicateurs de rendement clés – bibliothèques spécialisées, 1994-1996-1999

Catégories de bibliothèques	Indicateurs de rendement	Bibliothèques*	1994	1996	1999
Gouvernementale (n=65)	Rotation des collections (documents/ressources documentaires en circulation)	42	0,06	0,06	0,09
	Taux d'enregistrement d'emprunt (enregistrés/demandes x 100)	34	92 %	82 %	88 %
	Taux d'enregistrement de prêt (enregistrés/demandes x 100)	24	97 %	83 %	81 %
	Ressources documentaires de collection – livres, %	37	11 %	43 %	43 %
	Ressources documentaires de collection – documents non livresques, %	37	89 %	57 %	57 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	33	26 %	33 %	30 %
	Personnel ETP – techniciens, %	33	27 %	26 %	24 %
	Dépenses totales – fonctionnement, %	8	95 %	98 %	94 %
	Dépenses totales – capital, %	8	5 %	2 %	6 %
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	33	54 %	53 %	52 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	33	22 %	24 %	23 %

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré les données complètes pour chaque indicateur au cours des trois années du sondage

Tableau 12c. Indicateurs de rendement clés – bibliothèques spécialisées, 1994-1996-1999 – suite

Catégories de bibliothèques	Indicateurs de rendement	Bibliothèques*	1994	1996	1999
Sans but lucratif (n=51)	Rotation des collections (documents/ressources documentaires en circulation)	22	3,24	1,94	4,75
	Taux d'enregistrement d'emprunt (enregistrés/demandes x 100)	12	95 %	93 %	96 %
	Taux d'enregistrement de prêt (enregistrés/demandes x 100)	9	64 %	93 %	85 %
	Ressources documentaires de collection – livres, %	34	31 %	41 %	40 %
	Ressources documentaires de collection – documents non livresques, %	34	69 %	59 %	60 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	20	23 %	23 %	23 %
	Personnel ETP – techniciens, %	20	22 %	19 %	20 %
	Dépenses totales – fonctionnement, %	4	98 %	99 %	92 %
	Dépenses totales – capital, %	4	2 %	1 %	8 %
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	29	53 %	52 %	53 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	29	26 %	29 %	23 %

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré les données complètes pour chaque indicateur au cours des trois années du sondage

Tableau 12c. Indicateurs de rendement clés – bibliothèques spécialisées, 1994-1996-1999 – suite

Catégories de bibliothèques	Indicateur de rendement	Bibliothèques*	1994	1996	1999
(n=18)	Rotation des collections (documents/ressources documentaires en circulation)	5	0,21	0,51	1,27
	Taux d'enregistrement d'emprunt (enregistrés/demandes x 100)	5	97 %	84 %	80 %
	Taux d'enregistrement de prêt (enregistrés/demandes x 100)	4	79 %	77 %	44 %
	Ressources documentaires de collection – livres, %	11	47 %	38 %	54 %
	Ressources documentaires de collection – documents non livresques, %	11	53 %	62 %	46 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	8	43 %	48 %	43 %
	Personnel ETP – techniciens, %	8	40 %	35 %	32 %
	Dépenses totales – fonctionnement, %	d.i.**			
	Dépenses totales – capital, %	d.i.			
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	4	53 %	52 %	45 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	4	38 %	48 %	52 %

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré les données complètes pour chaque indicateur au cours des trois années du sondage

** Données insuffisantes – deux bibliothèques ou moins enregistrées

Tableau 13. Modèles d'impact imputé pour l'univers des bibliothèques canadiennes par secteur de bibliothèques, 1999

Catégories de bibliothèques	Bibliothèques au Canada	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Dépenses
Publique	910	28 511 511	2 739	13 349	847 703 475 \$
Provinciale/Territoriale	8	18 459 854	11	269	33 069 531 \$
Universitaire	110	886 263	856	8 611	540 045 832 \$
Collégiale	164	701 501	233	1 485	81 649 504 \$
Gouvernementale	905	594 068	1 049	3 698	279 158 847 \$
Sans but lucratif	1 018	1 154 365	1 132	1 262	85 280 967 \$
À but lucratif	339	168 027	368	734	64 134 985 \$
Scolaire***	15 637	5 483 618	15 637	7 819	533 336 687 \$
Nationale	1	S/O**	1	431	29 553 078 \$
Toutes les bibliothèques	19 092	S/O	22 026	37 658	2 493 932 906

* Les chiffres imputés sont calculés en substituant les médianes de secteur de bibliothèques pour les valeurs manquantes sauf dans le cas des bibliothèques scolaires

** Sans objet

*** Établi en fonction des moyennes arithmétiques

Tableau 13. Modèles d'impact imputé pour l'univers des bibliothèques canadiennes par secteur de bibliothèques, 1999 – suite

Catégories de bibliothèques	Bibliothèques au Canada	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations liées à l'utilisation des documents			Total
				Prêt	Opérations liées aux emprunts pour les PEB	Sur place**	
Publique	910	84 340 984	23 864 523	241 138 449	405 543	90 426 918	331 970 910
Provinciale/Territoriale	8	4 608 194	49 076	351 581	418	131 843	483 842
Universitaire	110	179 137 881	4 936 085	29 910 808	797 729	11 216 553	41 925 090
Collégiale	164	11 636 081	1 491 092	5 847 037	16 443	2 192 639	8 056 119
Gouvernementale	905	32 392 974	2 164 360	2 714 647	251 724	1 017 993	3 984 364
Sans but lucratif	1 018	6 946 140	1 173 412	2 735 756	133 642	1 025 909	3 895 307
À but lucratif	339	2 653 649	998 973	1 101 407	24 153	413 028	1 538 588
Scolaire***	15 637	126 123 214	5 483 618	5 483 618	15 637	5 483 618	10 982 873
Nationale	1	17 083 098	23 375	185 872	873	69 702	256 447
Toutes les bibliothèques	19 092	464 922 215	40 184 514	289 469 175	1 646 162	111 978 203	403 093 540

* Les chiffres imputés sont calculés en substituant les médianes de secteur de bibliothèques pour les valeurs manquantes sauf dans le cas des bibliothèques scolaires

** Évalué à 37,5 % de prêts externes dans chaque secteur de bibliothèques sauf dans le cas des bibliothèques scolaires

*** Établi en fonction des moyennes arithmétiques

Tableau 13a. Modèles d'impact imputé pour l'univers des bibliothèques canadiennes par secteur de bibliothèques, 1999 – moyennes par bibliothèque* utilisées pour le calcul brut

Catégories de bibliothèques	Bibliothèques au Canada	Bibliothèques qui ont participé au sondage de 1999	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Dépenses
Publique	910	910	5 969	1,0	2,82	147 230 \$
Provinciale/Territoriale	8	8	1 020 322	1,0	25,00	1 656 352 \$
Universitaire	110	83	5 672	5,0	36,40	2 035 352 \$
Collégiale	164	110	2 067	1,0	6,83	359 805 \$
Gouvernementale	905	171	500	1,0	2,90	206 000 \$
Sans but lucratif	1 018	155	800	1,0	1,00	66 769 \$
À but lucratif	339	52	300	1,0	2,00	181 673 \$
Scolaire***	15 637	0	351	1,0	0,50	34 107 \$
Nationale	1	1	S/O **	1,0	431,00	29 553 078 \$
Toutes les bibliothèques	19 092	1 490				

* Les chiffres imputés sont calculés en substituant les médianes de secteur de bibliothèques pour les valeurs manquantes sauf dans le cas des bibliothèques scolaires

** Sans objet

*** Moyennes arithmétiques

Tableau 13a. Modèles d'impact imputé pour l'univers des bibliothèques canadiennes par secteur de bibliothèques, 1999 – moyennes par bibliothèque* utilisées pour le calcul brut – suite

Catégories de bibliothèques	Bibliothèques au Canada	Bibliothèques qui ont participé au sondage de 1999	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations liées à l'utilisation des documents		
					Prêt	Opérations liées aux emprunts pour les PEB	Sur place**
Publique	910	910	27 278	2 278	41 857	265	15 696
Provinciale/Territoriale	8	8	110 711	1 683	35 719	57	13 395
Universitaire	110	83	645 150	22 352	125 442	4 343	47 041
Collégiale	164	110	59 530	7 000	25 000	50	9 375
Gouvernementale	905	171	15 000	2 050	2 542	191	953
Sans but lucratif	1 108	155	4 750	658	997	71	374
À but lucratif	339	52	6 424	2 258	3 000	46	1 125
Scolaire***	15 637	0	8 066	351	351	1	351
Nationale	1	1	17 083 098	23 375	185 872	873	327
Toutes les bibliothèques	19 092	1 490					

* Les chiffres imputés sont calculés en substituant les médianes de secteur de bibliothèques pour les valeurs manquantes sauf dans le cas des bibliothèques scolaires

** Évalué à 37,5 % de prêts externes dans chaque secteur de bibliothèques sauf dans le cas des bibliothèques scolaires

*** Moyennes arithmétiques

ANNEXE B

Méthodologie du sondage

La même méthodologie de base a été utilisée pendant les quatre années du Programme national de statistiques de base des bibliothèques, soit 1994, 1995, 1996 et 1999. Ceci s'applique, avec de minimes écarts, aussi bien à la population des bibliothèques qui ont été recensées qu'aux questions qui ont été posées. Les instructions et les définitions relatives au sondage de l'année 1999 demeurent également inchangées par rapport aux sondages antérieurs, même si l'on a tenté de simplifier certaines parties du formulaire de sondage. La période de référence est l'année civile 1999 (bibliothèques publiques, provinciales et territoriales) ou l'année financière 1998-1999 (bibliothèques d'établissements d'enseignement et gouvernementales). Les bibliothèques à but non lucratif et à but lucratif ont différentes périodes de référence.

Le formulaire de sondage de 1999 ainsi que les instructions et les définitions se trouvent à l'annexe C du présent rapport. De même, les versions du formulaire de sondage des années précédentes se trouvent dans les rapports publiés pour ces années (*Programme national de statistiques de base des bibliothèques 1995* et *Programme national de statistiques de base des bibliothèques 1996*).

On recommande de faire preuve de prudence méthodologique lors de l'utilisation des données signalées dans le présent document. Il s'agit d'un rapport descriptif qui se concentre sur l'information provenant d'un sondage auprès de bibliothèques et de sources secondaires comprenant une caractéristique de valeurs statistiques imputées ou étendues à tout l'ensemble des non-réponses aux questions du sondage et aux établissements manquants.

1. Bibliothèques participantes

Les catégories d'établissements représentés dans le Programme se retrouvent dans trois secteurs définis globalement, soit les bibliothèques d'établissements d'enseignement, les bibliothèques publiques et les bibliothèques spécialisées. Bien que les bibliothèques scolaires ne soient pas incluses à ce stade-ci, les bibliothèques publiques en milieu scolaire sont enregistrées. Une description détaillée des trois secteurs de bibliothèques ayant participé au Programme ainsi que la définition de chaque type de bibliothèque, qui sont fournies dans les instructions du questionnaire de sondage (annexe C), se présentent comme suit :

- *les bibliothèques universitaires* (les bibliothèques d'abord destinées aux étudiants et aux enseignants des universités et de tout autre établissement décernant des diplômes universitaires au niveau postsecondaire);
- *les bibliothèques collégiales* (les bibliothèques destinées aux étudiants et aux enseignants d'établissements d'enseignement postsecondaire ne décernant pas de diplômes universitaires au niveau postsecondaire tels que les collèges communautaires, les collèges d'enseignement général et professionnel, les instituts de technologie et les centres de formation professionnelle des adultes);
- *les bibliothèques publiques* (les bibliothèques fournissant des services, gratuitement ou pour des droits minimes, la population d'une collectivité ou d'une région. Elle sont habituellement créées par l'entremise d'une loi ou d'un règlement et financées par l'argent des contribuables; les bibliothèques publiques en milieu scolaire sont incluses dans ce secteur de bibliothèques);
- *les bibliothèques provinciales et territoriales* (les bibliothèques financées par des subventions provinciales ou territoriales et destinées aux citoyens, soit directement ou indirectement par l'intermédiaire de bibliothèques publiques locales; ces bibliothèques sont habituellement responsables de la coordination et de la coopération entre les services des bibliothèques locales; elles peuvent remplir certaines fonctions propres à une bibliothèque nationale à l'intérieur de la province ou du territoire; elles comprennent les organismes et les conseils d'administration de bibliothèques centrales qui fournissent des services au niveau provincial ou territorial);
- *les bibliothèques spécialisées* comprennent les *bibliothèques du gouvernement*, les *autres bibliothèques sans but lucratif* et les *bibliothèques à but lucratif* (ces bibliothèques sont financées et administrées par des organismes gouvernementaux, des associations, des entreprises, des sociétés privées ou par tout autre groupe ou organisme d'intérêts afin de fournir aux membres, au personnel ou à toute autre clientèle spécialisée de l'information documentaire nécessaire à l'atteinte des objectifs de l'organisme d'accueil ou de l'organisme d'attache, des collections et des services limités aux sujets d'intérêt de cet organisme);
- *les bibliothèques nationales* (une catégorie représentant uniquement la Bibliothèque nationale du Canada).

Les bibliothèques gouvernementales comprennent celles qui fournissent des services aux ministères ou les organismes administratifs fédéraux, provinciaux ou municipaux ainsi que les bibliothèques législatives. D'autres bibliothèques dans le secteur des bibliothèques sans but lucratif comprennent celles qui fournissent des services aux hôpitaux, aux musées et à tout autre organisme et association sans but lucratif. Le secteur des bibliothèques à but lucratif comprend celles qui fournissent des services

au milieu des affaires, aux sociétés d'avocat, aux sociétés commerciales, aux banques et aux sociétés d'État.

Les bibliothèques universitaires et collégiales ont été traitées comme représentant une catégorie de bibliothèques d'établissements d'enseignement en 1994 et en 1995, mais dans le sondage de 1996, celles-ci ont été séparées dans le but d'obtenir une analyse plus détaillée de chaque catégorie de bibliothèques. Cependant, leur séparation crée un nouveau problème de catégorie en raison du nombre croissant de collèges universitaires au Canada (Krueger 1999). Ces établissements entrent dans la catégorie «bibliothèques universitaires» du Programme.

Une question complexe pour le Programme est de définir ce qu'est une bibliothèque. Les instructions du sondage offrent une définition générale de ce qu'est une bibliothèque, soit tout établissement qui conserve une collection organisée de documents imprimés ou non et qui fournit des services offerts par du personnel rémunéré ou bénévole afin d'assurer et de faciliter l'utilisation de tels documents ou d'autres sources d'information susceptibles de satisfaire les besoins des utilisateurs en matière d'information, de recherche, d'éducation, de culture ou de loisirs (voir l'annexe C). Selon cette définition, les collections et le personnel sont nécessaires.

Mais une bibliothèque peut-elle toujours être considérée comme telle si elle détient un fonds documentaire, mais pas de personnel – rémunéré ou bénévole? Qu'en est-il des bibliothèques ayant du personnel mais pas de collection? Ou à peine 10 documents? Ou même 1 000 documents? Dans le sondage de 1999, neuf bibliothèques n'ont signalé aucune opération liée à la demande de renseignements, 15 n'ont rapporté aucune opération liée à la circulation de documents, une bibliothèque n'avait pas de livres, neuf n'avaient aucune ressource documentaire de collection, une ne détenait aucun fonds documentaire et trois n'avaient pas de dépenses relatives à une collection, 23 n'avaient pas de personnel rémunéré, 18 n'avaient pas de dépenses relatives au personnel et neuf n'avaient aucune dépense de fonctionnement. (Si une bibliothèque indiquait qu'elle avait «0» points de services, nous avons corrigé cette réponse pour qu'elle indique «système manquant» (soit blanc) ou si l'on croyait raisonnablement que la bibliothèque était une unité de service unique, à «1»).

Il faut convenir que les bibliothèques indiquant «aucun» à chacune de ces mesures représentent un très faible pourcentage des 1 490 établissements représentés dans le Programme de 1999, allant de 1 à 2 p. 100. Seulement six mesures dépassaient 10 p. 100 des bibliothèques : les bibliothécaires (32 p. 100), les bibliotechniciens (26 p. 100) et les autres membres du personnel professionnel (27 p. 100), tous les autres membres du personnel (16 p. 100), les dépenses en capital (20 p. 100) et les demandes de prêt effectuées (13 p. 100).

En 1996, 22 bibliothèques n'ont eu aucune demande, 31 aucune document en circulation, 14 aucune collection et 23 aucun employé rémunéré, six n'avaient pas de dépenses relatives aux collections et trois aucune dépense de fonctionnement. Est-il

convenable ou même utile de décrire certaines de ces entités en tant que bibliothèques?

En 1999, 369 bibliothèques ont également signalé moins de 1 000 demandes, 138 indiquant moins de 1 000 documents en circulation, 50 indiquant un fonds documentaire de moins de 1 000 livres, 36 signalant moins de 1 000 documents de tout genre et 84 signalant des dépenses relatives aux collections de moins de 1 000 \$ et 166 signalant des dépenses relatives au personnel de moins de 10 000 \$. En 1996, 377 bibliothèques signalaient moins de 1 000 demandes, 121 rapportant un peu moins de 1 000 documents en circulation, 78 rapportant des ressources documentaires de collection d'un peu moins de 1 000 livres, 63 indiquant moins de 1 000 documents de tout genre, 79 signalant moins de 1 000 \$ en dépenses relatives à la collection et 183 indiquant moins de 10 000 \$ en dépenses relatives au personnel.

Certains organismes provinciaux offrant un appui financier aux bibliothèques publiques dans leur juridiction n'ont pas de bibliothèque ou de service de fournitures de bibliothèques, mais ils détiennent du personnel et des services dont on devrait tenir compte lorsqu'on tente de dresser le portrait complet des mesures des bibliothèques et de leurs répercussions d'un bout à l'autre du Canada. On a fait des efforts afin de les inclure dans le sondage de 1999, mais seulement certains d'entre eux ont accepté de participer.

C'est ce type de problème qui a été soulevé lors de la création de la base de données du projet en 1996. Il est question des décisions opérationnelles orientant l'entrée de données ci-dessous dans les sections 4 et 5 respectivement, vérification des données et analyse des données.

Le sondage de 1999 comprend des renseignements sur 1 490 bibliothèques au Canada. Par type de bibliothèque, le sondage représente :

- 910 bibliothèques publiques et huit bibliothèques provinciales et territoriales
- 193 bibliothèques d'établissements d'enseignement comprenant 83 bibliothèques universitaires et 110 bibliothèques collégiales
- 378 bibliothèques spécialisées, comprenant 171 bibliothèques gouvernementales, 155 bibliothèques à but non lucratif et 52 bibliothèques à but lucratif
- une bibliothèque nationale (la Bibliothèque nationale du Canada).

Neuf pour cent de moins d'établissements ont été représentés dans le sondage de 1999 comparativement à celui de 1996, passant de 1 643 à 1 490. Le plus grand écart numérique a trait aux bibliothèques publiques, qui sont passées de 998 à 910, ce qui représente une baisse de 9 p. 100 principalement attribuable aux amalgamations survenues depuis 1996. Les bibliothèques à but non lucratif sont passées de 196 à 155 (21 p. 100), les bibliothèques à but lucratif sont passées de 68 à 52 (24 p. 100) et les bibliothèques collégiales de 123 à 110 (11 p. 100). Le nombre de bibliothèques universitaires et gouvernementales était comparable dans les deux sondages.

2. Questions du sondage

Dans le but de déterminer l'efficacité des bibliothèques en tant que premiers organismes d'accès à l'information, le Programme recueille des statistiques réparties en 23 catégories regroupées globalement comme suit :

- renseignements généraux (caractéristiques des établissements) -- 5 questions (6 questions en 1994, en 1995 et en 1996)
- personnel -- 5 questions (4 questions en 1994 et en 1995; 6 questions en 1996)
- dépenses -- 4 questions
- collections -- 3 questions
- opérations de service (demandes de renseignements et documents en circulation) -- 2 questions
- prêts entre bibliothèques -- 4 questions (8 questions en 1994 et en 1995).

Les caractéristiques institutionnelles réfèrent au type de bibliothèque, au nombre de points de services, à la population de l'aire desservie, au début et à la fin de la période couverte par le rapport, de même qu'au code numérique de la bibliothèque pour l'identification et le contrôle (voir l'annexe D).

Les questions liées au personnel nécessitent de l'information au sujet des employés rémunérés, exprimé en équivalent temps plein (ETP), des catégories suivantes : le personnel complet, les bibliothécaires, les bibliotechniciens, d'autre personnel professionnel de même que tout autre employé rémunéré.

Les questions relatives aux dépenses se rapportent au personnel, aux dépenses liées au personnel, aux collections et à toutes les autres dépenses en immobilisations.

Les questions relatives aux collections nécessitent des données sur les «volumes imprimés» et tout autre matériel ou les «articles autres que les livres», chacun par unité matérielle, de même que les abonnements courants des publications en série. La catégorie «autre matériel» comprend les publications en série, les microformes, les cartes et plans, les dossiers conservés dans des classeurs verticaux, les CD-ROM, le matériel audiovisuel, les tableaux, la musique imprimée, les manuscrits, les reproductions artistiques et les photographies. Les abonnements actuels aux publications en série comprennent l'abonnement payé, l'abonnement reçu en don et l'abonnement dans le cadre d'échanges.

Les opérations de service se rapportent à deux catégories d'activités de l'utilisateur de la bibliothèque. Les demandes de renseignement sont des rencontres, en personne ou par d'autres moyens, entre les utilisateurs et le personnel de la bibliothèque visant à «fournir des renseignements factuels ou bibliographiques nécessitant la connaissance, l'utilisation, la recommandation ou l'interprétation d'une source d'information ou d'un outil bibliographique»; les questions directionnelles sont exclues. Les opérations

de circulation correspondent à tous les articles empruntés par les utilisateurs de la bibliothèque afin d'être consultés hors site, y compris les photocopies au lieu de prêts, mais excluant les prêts entre bibliothèques. Il convient de remarquer que l'uniformité de la définition lors de l'utilisation de sources secondaires de données ne peut pas être assurée – nous utilisons ce qui est disponible. (On peut seulement espérer que les variations extrêmes comme celles signalées par Pratt et Altman (1997) ne se produisent pas – ils ont souligné qu'une bibliothèque publique américaine considérait l'utilisation sur place comme une «circulation» tandis qu'une autre considérait cela comme une demande de référence de deux minutes, ce qui veut dire qu'une demande de 10 minutes correspondrait à cinq demandes!)

Les questions relatives aux prêts entre bibliothèques ont trait au nombre de demandes d'emprunt reçues et effectuées ainsi qu'au nombre de demandes de prêt reçues et effectuées.

Deux versions de la base de données contenant ces statistiques sont offertes au public. Une des versions comprend les données de l'année 1999 et l'autre comprend les données combinées des années 1994, 1995, 1996 et 1999 pour les bibliothèques ayant participé au Programme au cours des quatre années (voir la documentation sur la base de données dans l'annexe D). Les deux versions apparaissent dans le format de fichier *SPSS 11.0 sous Windows*. Pour des raisons de confidentialité et d'anonymat, particulièrement en ce qui concerne les bibliothèques d'entreprise, les bibliothèques ne sont pas identifiées sous leur nom dans aucune de ces bases de données, mais il existe un code numérique pour la bibliothèque qui permet à chaque bibliothèque de communiquer avec la Bibliothèque nationale pour vérifier ses propres données institutionnelles.

3. Collecte des données

Le Programme national de statistiques de base des bibliothèques recueille ses données de façon directe et par l'entremise de sources secondaires. Dans la plupart des cas, les données relatives aux bibliothèques sont obtenues par des compilations statistiques déjà produites sous forme électronique par d'autres organismes participant à la collecte des données; ceci s'applique aux bibliothèques publiques et d'établissements d'enseignement. Certaines bibliothèques communiquent l'information directement au Programme par l'entremise de l'enquête par questionnaire, particulièrement les bibliothèques spécialisées de tout genre.

La plupart des données relatives aux bibliothèques publiques ont été obtenues dans un ensemble de formulaires électroniques par l'entremise d'organismes administratifs provinciaux et territoriaux responsables de la prestation de services bibliothécaires à l'intérieur de leur juridiction respective. Le Conseil des directeurs des bibliothèques provinciales et territoriales a favorisé les soumissions de données électroniques des bibliothèques publiques au Programme par l'entremise de ces organismes.

Une grande partie des données relatives aux bibliothèques universitaires ont été soumises dans un formulaire électronique par l'Association des bibliothèques de recherche du Canada, le Conseil des bibliothèques universitaires de l'Ontario et le Council of Prairie and Pacific University Libraries. Toutefois, les données électroniques ne peuvent pas être importées directement dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques. On doit plutôt les imprimer et extraire les mesures pertinentes de l'exemplaire en papier.

Les données relatives aux bibliothèques collégiales au Québec et en Colombie-Britannique ont été obtenues sous forme d'imprimé de la part de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ) et du Council of Post Secondary Library Directors of British Columbia (CPSLD).

Pour certaines mesures du sondage, les données provenant de sources secondaires ont dû être manipulées avant d'être entrées dans la base de données. Lors de la préparation des données, on a dû additionner les colonnes de données (variables) appropriées afin d'obtenir une mesure du sondage correcte du Programme national de statistiques de base des bibliothèques. Par exemple, 10 colonnes séparées (variables) dans la base de données fournies par l'Association des bibliothèques de recherche du Canada ont dû être additionnées afin d'obtenir la mesure du «nombre d'autres documents par unité physique» faisant partie des ressources documentaires de la bibliothèque (voir la partie D, question 10, annexe C).

Les données provenant de sources secondaires ayant dû être préparées avant d'être entrées dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques sont les suivantes : les données sur les bibliothèques publiques fournies par les organismes publics en Colombie-Britannique, au Manitoba, en Ontario, au Québec et au Nouveau-Brunswick ainsi que les données sur les bibliothèques universitaires provenant du Council of Post-Secondary Library Directors of British Columbia et de l'Association des bibliothèques de recherche du Canada.

La dernière étape du processus de collecte des données consistait à communiquer avec les organismes de coordination des bibliothèques n'ayant pas présenté de données afin d'assurer le taux de réponse au sondage le plus élevé qui soit.

Afin de recueillir les données du sondage de 1999 auprès des bibliothèques individuelles n'étant pas représentées dans les compilations électroniques ou imprimées, la Bibliothèque nationale du Canada a envoyé un total de 1 533 questionnaires par la poste, 1 235 en anglais et 298 en français. On a obtenu 612 réponses utilisables, ce qui correspond à un taux de réponse de 40 p. 100.

4. Vérification des données

Divers processus de vérification des données et de contrôles d'erreurs de routine ont été utilisés tout au long de la phase de traitement des données du projet. Cette section

fournit une description technique des procédures de contrôle de la qualité qui ont été suivies par les auteurs afin d'atteindre un niveau élevé de validité et de précision des données pour le sondage de l'année 1999.

Plusieurs erreurs d'auto-identification ont été recensées dans la question relative au «type de bibliothèque». Les réponses à cette question ont été vérifiées sur tous les questionnaires imprimés qui ont été remplis, par rapport aux données relatives à l'identification de la bibliothèque, afin de s'assurer que le «type de bibliothèque» correspondait à la bonne réponse. Les cas problématiques ont été résolus en consultant le *Répertoire des bibliothèques du Canada – Directory of Librarians in Canada*, 15^e édition, 2001 (voir Bibliographie). Plusieurs bibliothèques s'étaient identifiées incorrectement en tant que «bibliothèque publique» alors qu'en fait, elles fournissaient des services aux organismes gouvernementaux. D'autres s'étaient identifiées comme «bibliothèque publique» ou «gouvernementale» alors qu'en fait, elles représentaient des bibliothèques sans but lucratif fournissant des services aux organismes quasi-gouvernementaux tels que les hôpitaux. Parallèlement, d'autres bibliothèques s'étaient identifiées comme des bibliothèques sans but lucratif ou «gouvernementales» alors qu'en réalité, elles constituaient des bibliothèques collégiales. De même, d'autres bibliothèques s'identifiaient comme «provinciales ou territoriales» alors qu'en fait, elles fournissaient des services aux employés du gouvernement ou des organismes quasi-gouvernementaux ou encore, représentaient des réseaux régionaux de bibliothèques publiques.

L'édition 2000 de l'ouvrage intitulé *Le Répertoire des universités canadiennes – The Directory of Canadian Universities* (34^e ed.) a été consultée afin que soit établi avec précision si une bibliothèque en particulier fournissait des services à une université (un établissement conférant des diplômes d'études supérieures), un collège (un établissement ne décernant pas de diplôme universitaire) ou les deux.

Les réponses à la question du sondage sur le «nombre de points de services» supérieures à 1 ont été soigneusement étudiées afin de s'assurer que la valeur indiquée était exacte. Lorsque le nombre de points de services indiqué était «0», on a ramené cette erreur conceptuelle à «1» ou à «donnée absente», s'il se pouvait qu'il y ait deux points de services ou plus.

On a soigneusement examiné la mesure relative à la population se trouvant dans l'aire de service. Des vérifications de valeurs aberrantes ont été réalisées, et la totalité des réponses fournies par les bibliothèques spécialisées ont été analysées. Lorsqu'une bibliothèque spécialisée indiquait à tort la population municipale plutôt que la population de l'organisme d'attache, la valeur enregistrée était remplacée par une valeur manquante au système et se traduisait donc par un blanc. En outre, les réponses affichant «0» pour la variable «nombre de volumes» ont été analysées et changées par une donnée absente lorsqu'il était impossible de déterminer la valeur exacte. Les réponses indiquant «0» pour les autres mesures dans certaines sources secondaires étaient parfois douteuses et ont donc été changées par une donnée absente.

Les vérifications de contrôle suivantes ont été réalisées sur toutes les variables :

- Les *vérifications mathématiques* – Les totaux enregistrés ont été comparés avec les sommes des valeurs correspondantes. Par exemple, les réponses aux différentes catégories d'employés ont été vérifiées afin de s'assurer qu'elles correspondaient à la réponse «personnel total à temps plein».
- Les *vérifications rationnelles* – Les réponses de l'une des sections du questionnaire ont été comparées, du point de vue de la validité, aux réponses d'une autre section. Par exemple, s'il y avait une réponse positive à la variable «dépenses totales relatives au personnel», la réponse à la variable «personnel total à temps plein» ne devrait pas être «0»; réciproquement, une réponse positive à la variable «personnel total à temps plein» signifie qu'une réponse «0» ne devrait pas apparaître à la variable «dépenses totales pour le personnel». Un autre exemple de vérification rationnelle est qu'une réponse positive pour la variable «nombre d'abonnements courants» sous-entend logiquement une réponse positive à la variable «dépenses totales pour les collections».
- Les *vérifications des écarts* – Pour chaque variable, toutes les données extrêmes de la distribution, qu'il s'agisse des plus élevées ou des moins élevées, ont été étudiées pour s'assurer qu'elles étaient appropriées et acceptables, et que toutes les observations aberrantes ont été vérifiées à partir des données d'origine afin de s'assurer que ces entrées de données étaient correctes. Si les données d'origine étaient fausses, l'entrée était modifiée et apparaissait comme étant absente du système.
- Les *vérifications des comparaisons* – les réponses aux questions du sondage ont été comparées à celles du répondant lors des sondages précédents. Toute divergence dans les nombres signalés comparativement aux années précédentes a été repérée et analysée.

Finalement, dans plusieurs cas, on a communiqué avec les bibliothèques individuelles et les organismes de coordination afin de confirmer et de corriger les données erronées.

5. Analyse des données

En plus des orientations générales, les données sont analysées selon trois approches : une analyse du secteur des bibliothèques, une analyse selon la juridiction et l'analyse des tendances. De plus, les données servent à effectuer une analyse d'imputation, qui permet d'estimer la portée des ensembles de mesures et d'indicateurs clés dans tout l'univers des bibliothèques canadiennes dans tous les secteurs, et qui est également appelée un «calcul brut».

L'analyse des tendances peut être utilisée avec les approches du secteur et de la juridiction. Toutefois, son exactitude et sa validité dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques est contrainte par une quantité considérable de

données manquantes et par des modèles statistiques extrêmement faussés parmi les mesures clés. Cela s'applique non seulement aux trois secteurs de bibliothèques, mais aussi à chaque type de bibliothèque.

L'analyse de données nécessite que l'on s'attarde en détail aux données manquantes. On a repéré deux types de lacunes, les réponses inférieures et la représentation incomplète.

Tout d'abord, un grand nombre de bibliothèques ne sont pas représentées dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques, plus particulièrement tout le secteur des bibliothèques scolaires. Et même dans les trois secteurs des bibliothèques qui participent au Programme, la représentation sectorielle est inégale. Par exemple, les bibliothèques publiques sont bien représentées tandis que les bibliothèques d'établissements d'enseignement sont moins bien représentées et les bibliothèques spécialisées sont mal représentées.

De nombreux établissements sont représentés dans un ou plusieurs sondages de 1994, 1995, 1996 et 1999, mais pas de manière uniforme dans les quatre. Du grand total de 2 050 bibliothèques ayant participé au moins à l'un des quatre sondages menés à ce jour par le Programme national de statistiques de base des bibliothèques, seulement un ensemble de base de 1 047 établissements ont été représentés chaque année. (L'ensemble de base de 1 047 bibliothèques était le même en 1994 et en 1995, car les anciens chercheurs ont éliminé tous les établissements du sondage de 1994, s'ils n'étaient pas représentés dans le sondage de l'année suivante; cette pratique a été rejetée lors des sondages de 1996 et de 1999.

La deuxième lacune relative aux données qu'on doit remarquer a trait aux données incomplètes des mesure individuelles (données manquantes). Les omissions du sondage de 1999 sont de l'ordre de 10 p. 100 ou moins des bibliothèques qui n'ont pas signalé les ressources documentaires (3 p. 100), les abonnements en série (5 p. 100), le personnel total (6 p. 100), la population de l'aire desservie (7 p. 100), les dépenses totales (8 p. 100) et les documents en circulation (10 p. 100), 17 p. 100 n'ont pas signalé les points de services, 26 p. 100 n'ont pas signalé les demandes et 46 p. 100 n'ont pas signalé les opérations de prêts entre bibliothèques (tableau 1, annexe A). Note des auteurs : Tous les tableaux des données se trouvent à l'annexe A.

On a recours à l'imputation, à l'extrapolation ou aux «calculs bruts» afin de compenser les données incomplètes des bibliothèques représentées dans le Programme de 1999. Cela produit des chiffres supplémentaires estimés qui remplacent les valeurs manquantes pour chaque mesure du Programme de 1999. On obtient ces chiffres en imputant ou en effectuant un calcul brut à partir des médianes connues des secteurs de chaque type de bibliothèque afin de parvenir à une représentation plus complète et plus exacte des 1 490 bibliothèques ayant participé au Programme de 1999 (excluant la Bibliothèque nationale du Canada). La médiane est une statistique plus solide que la moyenne de ce genre d'analyse. Cela est

particulièrement vrai en ce qui concerne les distributions statistiques gravement faussées.

En ce qui concerne les bibliothèques, leur taille varie considérablement entre les bibliothèques publiques et d'établissements d'enseignement, qui comptent un petit nombre de très grands établissements et un grand nombre de très petits établissements. Ainsi, la substitution d'une moyenne de valeur plus élevée à chaque mesure clé aurait de plus grandes répercussions sur l'imputation de totaux mis ensemble que l'utilisation d'une médiane, un index plus exact permettant de décrire la tendance centrale dans ce genre de situation.

On accroît la confiance accordée aux données imputées aux valeurs manquantes en faisant reposer les calculs sur chaque type de bibliothèque dans chacun des trois secteurs de bibliothèques. C'est l'approche qu'on a suivie dans la présente analyse, une méthodologie d'estimation plus conservatrice que les méthodes qui reposent sur les moyennes. Nos imputations sont donc plus susceptibles de sous-estimer les valeurs probablement véritables plutôt que de les surestimer.

Toutefois, peu importe si le calcul brut repose sur les médianes du type de bibliothèque ou non, la confiance accordée à l'exactitude de toute mesure donnée diminue avec un taux de réponse aux articles décroissant, surtout lorsque la mesure représente moins de 60 p. 100 des bibliothèques participants au Programme national de statistiques de base des bibliothèques.

En plus des préoccupations liées à la représentation incomplète des bibliothèques et aux données manquantes des établissements participant, de nombreuses dimensions des ressources et des activités des bibliothèques ne sont pas saisies par le Programme national de statistiques de base des bibliothèques. Sans une solide base de recherches historiques sur les ratios d'activités des bibliothèques et des corrélations, il est difficile de fournir des estimations raisonnables de certaines de ces mesures et de ces indicateurs.

L'utilisation sur place des ressources documentaires des bibliothèques offre une certaine promesse quant aux possibilités d'extrapolation. De nombreuses sources de données offrent une orientation. Les données de l'Association des bibliothèques publiques montrent que le nombre moyen d'utilisations de documents sur place par habitant allait d'un tiers à plus de la moitié de la circulation moyenne par habitant aux États-Unis et dans plusieurs grandes bibliothèques publiques canadiennes (1998 : 107-110; 2000 : 65-68).

En fait, cette relation semble encore plus subtile : un modèle d'augmentation disproportionnée de l'utilisation sur place de ressources par rapport à la population municipale. En d'autres mots, alors que la population municipale augmente, l'utilisation sur place des collections augmente encore plus rapidement. Conséquemment, dans les très grands établissements, l'utilisation sur place de matériel totalisait jusqu'à 48 p. 100 des articles en circulation par habitant en 1998 et

53 p. 100 en 2000, tandis que dans les établissements offrant des services à moins de 50 000 personnes, elle allait de 13 à 32 p. 100 en 1998 et de 20 à 27 p. 100 en 2000.

Les comparaisons par habitant des circulations moyennes et de l'utilisation moyenne sur place dans des bibliothèques publiques de taille différente signalées par l'Association des bibliothèques publiques allaient comme suit :

- 4,3 et 2,3 articles dans les bibliothèques fournissant des services à 1 M de personnes et plus (bibliothèques signalées 25; 13),
- 7,0 et 2,8 articles dans les bibliothèques fournissant des services à 500 000 jusqu'à 1 M de personnes (bibliothèques signalées 55; 26),
- 6,3 et 2,7 articles dans les bibliothèques fournissant des services à 250 000 jusqu'à 500 000 personnes (bibliothèques signalées 87; 48),
- 6,0 et 2,3 articles dans les bibliothèques fournissant des services à 100 000 jusqu'à 250 000 personnes (bibliothèques signalées 233; 112),
- 6,3 et 1,6 articles dans les bibliothèques fournissant des services à 50 000 jusqu'à 100 000 personnes (bibliothèques signalées 231; 81).

Les comparaisons par habitant des mesures comparables de la circulation et de l'utilisation sur place signalée par le Council of Administrators of Large Urban Public Libraries (CALUPL) en 1999 vont comme suit :

- 9,8 et 3,7 articles dans les bibliothèques fournissant des services à 500 000 jusqu'à 1 M de personnes (bibliothèques signalées 5; 3)
- 10,6 et 4,4 articles dans les bibliothèques fournissant des services à 250 000 jusqu'à 500 000 personnes (bibliothèques signalées 10; 6)
- 7,9 et 3,3 articles dans les bibliothèques fournissant des services à 100 000 jusqu'à 250 000 personnes (bibliothèques signalées 30; 21)
- 8,4 et 2,4 articles dans les bibliothèques fournissant des services à 50 000 jusqu'à 100 000 personnes (bibliothèques signalées 25; 18) (Council of Administrators of Large Urban Public Libraries 1999 : 18-19).

Ces données montrent que l'utilisation des collections sur place correspondait de 29 à 42 p. 100 des documents en circulation dans les bibliothèques des grands centres urbains au Canada en 1999. On doit faire preuve de diligence à l'égard de ces données, car le nombre de bibliothèques indiquant chaque mesure n'était pas nécessairement le même. Par exemple, 25 bibliothèques canadiennes fournissant des services à 50 000 jusqu'à 100 000 personnes ont signalé des documents en circulation tandis que seulement 18 d'entre elles ont signalé l'utilisation de documents sur place.

Malheureusement, des données similaires ne sont pas disponibles pour les bibliothèques d'établissements d'enseignement et les bibliothèques spécialisées, mais il est raisonnable de croire qu'il vaudrait la peine de documenter l'utilisation sur place des documents dans pratiquement tous les établissements.

Cette étude se sert de 37,5 p. 100, ce qui correspond au point milieu de la tranche allant de un quart à la moitié des documents en circulation pour estimer l'utilisation de la collection sur place dans chaque secteur de bibliothèque. On aborde les résultats de cette analyse dans le chapitre du Rapport sur les résultats.

Les indicateurs descriptifs donnent une idée générale de l'impact qu'ont les bibliothèques sur la société canadienne, mais ils ne révèlent pas les relations comparatives entre les indicateurs ou à travers les divers secteurs de bibliothèques; ils ne tiennent pas compte non plus des changements possibles de facteurs sociaux pouvant intervenir comme la population. Malheureusement, il n'existe actuellement aucune entente sur ce que comprend un ensemble de base d'indicateurs de changement clés par rapport aux ressources et aux répercussions des bibliothèques. Le Council of Administrators of Large Urban Public Libraries (CALUPL) a signalé les classements de bibliothèques suivants dans son rapport statistique de 1997 (en plus d'autres statistiques et de l'ensemble des classements concernant les documents en circulation, etc.) :

- les indicateurs par habitant : les questions, les documents en circulation, les visites, les ressources documentaires, les ajouts, les titres d'abonnement, les horaires, les dépenses générales et les dépenses attribuables aux collections des bibliothèques;
- les pourcentages de population : les emprunteurs enregistrés;
- selon l'emprunteur enregistré : la circulation;
- selon le personnel : la population;
- les pourcentages des dépenses : le salaire des employés, les collections;
- les pourcentages de dépenses liés aux collections : au Canada, auprès d'éditeurs canadiens, auprès de grossistes canadiens; montants dépensés aux États-Unis, dépensés en documents imprimés, dépensés en documents non textuels, dépensés en documents pour enfants.

Aux États-Unis, l'Association des bibliothèques publiques a relevé les indicateurs clés suivants :

- par habitant : les demandes, les documents en circulation, l'utilisation sur place, les visites, les ressources documentaires, les dépenses de fonctionnement, les dépenses liées aux collections;
- les pourcentages de population : les emprunteurs enregistrés;
- selon l'emprunteur enregistré : la circulation;
- le coefficient de rotation des collections;
- les pourcentages de taux de réponse : les demandes, le titre, le sujet et l'auteur, l'outil de navigation, la livraison de documents à l'intérieur de sept à trente jours;
- les pourcentages des dépenses de fonctionnement : le salaire des employés, les collections.

Aux États-Unis, le National Center for Education Statistics a relevé les indicateurs clés de bibliothèques suivants (parmi d'autres statistiques) dans les bibliothèques publiques :

- par habitant : les ressources documentaires, les dépenses de fonctionnement, les catégories de dépenses de fonctionnement;
- les pourcentages de documents en circulation : les documents en circulation pour enfants;
- les pourcentages liés au personnel : les bibliothécaires.

Dans les bibliothèques d'établissements d'enseignement, le Centre a relevé les indicateurs clés suivants :

- par étudiant ETP : les demandes, les documents en circulation, les ressources documentaires, l'ajout de ressources documentaires, les publications en série, l'ajout de publications en série, le personnel, les dépenses de fonctionnement, les dépenses liées aux ressources d'information, les dépenses liées aux publications en série;
- le ratio des ressources documentaires : l'ajout de ressources documentaires;
- les pourcentages liés au personnel : le personnel professionnel, les autres employés rémunérés, les stagiaires;
- les pourcentages de dépenses de fonctionnement : le salaire du personnel, les ressources d'information, les publications en série courantes.

En raison des limites liées aux données recueillies dans le cadre du Programme national de statistiques de base des bibliothèques, les indicateurs clés des ressources bibliothécaires et les répercussions des bibliothèques ont été relevés par secteur de bibliothèques et par province et territoire au cours des trois années, soit 1994, 1996 et 1999 (Résultats, section 4, Modèles d'impact, 1994, 1996, 1999) :

- par habitant : les demandes, les documents en circulation, le personnel, les collections, les abonnements à des publications en série, les dépenses générales, les dépenses liées au personnel, les dépenses liées aux collections;
- le coefficient de rotation des collections;
- le pourcentage des ressources documentaires : les livres et tout autre document;
- les pourcentages liés au personnel : les bibliothécaires, les bibliotechniciens;
- les pourcentages liés aux dépenses : le fonctionnement, le salaire des employés, les collections.
- le taux de prêts et d'emprunts entre bibliothèques effectués.

Un mot au sujet de la description statistique : Les formes statistiques extrêmement asymétriques signifient que le calcul de la moyenne des données couvrant tous les secteurs de bibliothèques, de même qu'au sein de ceux-ci, peuvent induire en erreur et modifier les véritables modèles liés aux ressources et aux répercussions des bibliothèques. Les variances et les modèles de sous-groupe sont dissimulés.

Donc, par exemple, parmi les 909 bibliothèques publiques du sondage de 1999, 61 p. 100 fournissaient des services à une population de moins de 10 000 résidants. Ainsi, la population médiane était de 6 000 résidants par bibliothèque, tandis que la moyenne était de plus de 31 000. Les bibliothèques publiques ont signalé une médiane d'un point de service par bibliothèque alors que la moyenne était de 3,7 (données provenant de 686 bibliothèques). La médiane des demandes des utilisateurs de bibliothèques publiques totalisait 2 300 par bibliothèque, tandis que la moyenne était de plus de 34 000 (données provenant de 678 bibliothèques). La circulation médiane était de 42 000 documents par bibliothèque tandis que la moyenne était de 270 000 (données provenant de 890 bibliothèques). Les collections comprenaient en moyenne 94 000 documents par bibliothèque tandis que la médiane était de seulement 27 000 (données provenant de 893 bibliothèques). Les dépenses moyennes étaient de 941 000 \$ par bibliothèque tandis que la médiane des dépenses était de 120 500 \$ seulement (données provenant de 883 bibliothèques).

Des modèles tout aussi asymétriques apparaissent dans les bibliothèques d'établissements d'enseignement : un peu plus de la moitié des 192 établissements du sondage de 1999 ont signalé des fonds documentaires comptant moins de 100 000 documents; la proportion par rapport aux collections de cette taille dans les bibliothèques collégiales atteint 77 p. 100 (données provenant de 110 bibliothèques). La médiane des collections était de 94 000 documents par bibliothèque, tandis que la moyenne était de 875 000 (données provenant de 192 bibliothèques). Les bibliothèques universitaires fournissaient des services à une population étudiante et à un corps professoral médian de 3 000 personnes par bibliothèque, tandis que la moyenne était de plus de 7 000 (données provenant de 168 bibliothèques). Elles avaient une médiane de deux points de services par bibliothèque, tandis que la moyenne était de près de cinq (données provenant de 175 bibliothèques). La médiane des demandes était de 11 000 par bibliothèque, tandis que la moyenne était de plus de 36 000 (données provenant de 134 bibliothèques). La circulation médiane était de 44 000 documents par bibliothèque, tandis que la moyenne était de 168 000 (données provenant de 183 bibliothèques). La médiane des dépenses totalisait 644 000 \$, tandis que la moyenne était de près de 3 M\$ (données provenant de 185 bibliothèques).

En raison de ces limites et d'autres limites liées à la méthodologie, on a estimé que les valeurs médianes étaient plus stables que les moyennes aux fins de comparaison au cours des trois années du Programme, bien que ces deux valeurs soient enregistrées (tableaux 10 à 10c).

Les tableaux de données à l'annexe A sont conçus pour présenter les statistiques descriptives de base du sondage 1999 et pour comparer celles de 1994, 1995, 1996 et 1999 à partir d'un éventail de perspectives. Les auteurs souhaitent que cette information réponde aux besoins des bibliothécaires et d'autres responsables de l'élaboration des politiques, selon les paramètres du Programme national de statistiques de base des bibliothèques. Les lecteurs sont mis en garde quant aux

difficultés à établir des comparaisons entre les secteurs de bibliothèques et même à l'intérieur d'un secteur donné pour lequel les bibliothèques ont des mandats ou des missions qui s'avèrent très différents. Les problèmes relevant du secteur des bibliothèques publiques sont examinés par Pierre Meunier (1997).

Les lecteurs intéressés par une analyse plus détaillée des modèles de 1999 peuvent consulter les tableaux 9 à 9b du présent rapport, lesquels fournissent des répartitions par indicateur, selon le secteur de bibliothèques et la province ou le territoire. Les tableaux 10 à 12 fournissent des répartitions variées des modèles d'impact et des tendances concernant les bibliothèques qui ont enregistré des données au cours de ces trois années du Programme. Les ratios par habitant dans les tableaux 11 à 11b ne tiennent pas compte de la population des municipalités qui passent des marchés de service avec les bibliothèques publiques avoisinantes et pourraient donc afficher un niveau d'activité légèrement plus élevé qu'en réalité.

6. Limites du sondage

Le présent rapport ne révèle qu'une partie de l'histoire de l'impact culturel et économique qu'ont les services bibliothécaires canadiens sur les Canadiennes et les Canadiens. Plusieurs mises en garde doivent être notées au sujet des données du sondage, de même que des conclusions et des interprétations présentées.

Tout d'abord, le Programme national de statistiques de base des bibliothèques n'inclut pas, présentement, les bibliothèques scolaires et, conséquemment, le portrait des résultats et des répercussions des bibliothèques présenté dans ce rapport est donc incomplet. À ce jour, aucun moyen utile et efficace pour identifier et joindre les quelque 14 000 à 16 000 bibliothèques scolaires au Canada (Kasher 1997; Manning 1997a; Durand et Daschko 2001) n'a été conçu. Toutefois, des discussions vont bon train afin d'explorer d'autres approches.

Deuxièmement, le secteur des bibliothèques spécialisées est sous-représenté pour une raison similaire, soit l'absence d'une liste complète de ces bibliothèques. En plus de cette sous-représentation touchant toutes les bibliothèques spécialisées, une seule bibliothèque fournissant des services dans le secteur commercial de l'Est du Québec, aucune dans les Territoires du Nord-Ouest, aucune en Saskatchewan et au Manitoba et seulement 10 au Québec comparativement à 27 en Ontario ont participé au sondage de 1999 (Tableau 9b). Ces modèles sont généralement parallèles au sondage de 1996.

Troisièmement, les bibliothèques faisant partie des trois secteurs inclus dans le Programme sont sous-représentées, car les directeurs ont choisi de ne pas participer au Programme en 1999 ou pour une ou plusieurs années antérieures (1994, 1995 et 1996). Ceci complique l'estimation des taux de réponse des trois secteurs, pour une seule année ou pour les quatre années. Une couverture relativement complète des bibliothèques publiques et universitaires a été obtenue lors du sondage de 1999, mais le taux de réponse des bibliothèques spécialisées s'avère plus difficile à estimer. Pour

obtenir une analyse des estimations du nombre total des bibliothèques au Canada par secteur en 1994, consultez Ralph Manning (1997a).

Dans le but de procéder à des comparaisons sur plusieurs années, il est important de tenir compte du fait que seul un sous-ensemble de l'ensemble des bibliothèques participant au Programme en 1999 a également signalé des données en 1994, en 1995 et en 1996. Ainsi, une base de 1 047 bibliothèques uniquement ont participé aux quatre années du Programme. Cet ensemble de base de bibliothèques représente 70 p. 100 des 1 490 bibliothèques représentées dans le sondage de 1999, et seulement 51 p. 100 des 2 050 bibliothèques représentées dans au moins une année (mais pas nécessairement dans toutes) des quatre années du Programme. Cela est particulièrement utile lorsqu'on tente de comprendre la discussion sur l'analyse des tendances dans Résultats, section 4, Analyse des tendances 1994, 1996, 1999.

La répartition suivante montre les niveaux de participation au Programme au cours des quatre années du programme

- 1994 ou 1995 ou 1996 ou 1999 *2 050 bibliothèques*
- 1994 *1 408*
- 1995 *1 777*
- 1996 *1 634*
- 1999 *1 490*
- 1994 et 1995 et 1996 *1 267*
- 1994 et 1996 et 1999 *1 047 (identique en 1994-1995-1996-1999).*

Ces chiffres montrent une certaine variabilité des taux de participation d'année en année au Programme national des statistiques de base des bibliothèques. Une analyse plus approfondie révèle que 360 nouvelles bibliothèques se sont ajoutées au Programme en 1995, 130 participaient au Programme pour la première fois en 1996, tandis que 273 l'ont délaissé en 1994 ou en 1995 et 143 nouvelles bibliothèques ont participé au Programme pour la première fois en 1999, tandis que 560 avaient choisi de ne pas participer en 1994, en 1995 ou en 1996. Quelque 220 bibliothèques représentées en 1994, en 1995 et en 1996 n'ont pas participé au Programme en 1999.

La comparaison des secteurs de bibliothèques représentées dans le sondage de 1999 par rapport aux années précédentes montre que les changements étaient disproportionnés. Les bibliothèques spécialisées ont subi une attrition considérable, affichant un taux de représentation de 25 p. 100 en 1999, mais de seulement 13 p. 100 dans les années de base combinées 1994, 1996 et 1999. Au même moment, les bibliothèques publiques étaient surreprésentées dans les années de base, 61 p. 100 en 1999 comparativement à 74 p. 100 en 1994, 1996 et 1999. Le tableau ci-dessous affiche la représentation relative des secteurs de bibliothèques du Programme :

Tableau A. Bibliothèques représentées dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques par année et par secteur

Type de bibliothèque	1999		De base*		Toutes ou une année**	
Publique	910	61 %	771	74 %	1 062	52 %
Provinciale ou territoriale	8	1	5	<1	8	<1
Universitaire	83	6	69	7	104	5
Collégiale	110	7	67	6	158	8
Gouvernementale	172	12	66	6	286	14
À but non lucratif	155	10	51	5	323	16
À but lucratif	52	3	18	2	109	5
Nationale	1	<1	1	<1	1	<1
Total	1 490	100 %	1 047	100 %	2 050	100 %

* bibliothèques dans les trois sondages de 1994, 1996 et 1999

** bibliothèques dans un ou plusieurs sondages de 1994, 1995, 1996 ou 1999

La comparaison des secteurs de bibliothèques en 1999 à ceux de n'importe quel ou des quatre autres sondages de 1994, 1995, 1996 ou 1999 indique une combinaison changeante de la représentation des secteurs. Tandis que les bibliothèques publiques représentaient 61 p. 100 des établissements dans le sondage de 1999, elles correspondaient à seulement 52 p. 100 de «toutes ou n'importe quelle année» du sondage en 1994, 1995, 1996 ou 1999. En comparaison, les bibliothèques spécialisées représentaient une plus faible proportion dans le sondage de 1999 que dans «tout ou n'importe quel» sondage, soit 25 p. 100 comparativement à 35 p. 100.

Ces comparaisons offrent un fondement important à deux discussions dans le chapitre des Résultats, Section 4, Tendances des impacts, 1994, 1996 et 1999 et dans la Section 5, Impact imputé.

L'analyse actuelle ne vise toutefois pas à estimer le taux de réponse général du Programme selon tous les secteurs de bibliothèques au Canada.

Quatrièmement, la disponibilité des données n'est pas uniforme dans toutes les mesures des sondages, soit en 1999 ou pour toute année précédente de 1994 à 1996. Même lorsqu'une bibliothèque donnée est représentée dans le sondage d'une année précise, elle pourrait avoir fourni des données uniquement sur certaines mesures du sondage du Programme national des statistiques de base des bibliothèques.

Ce résultat constitue une variation importante du niveau d'intégralité de chaque mesure, il est donc important que les lecteurs tiennent compte de ces taux de réponse; le taux de réponse aux questions fait référence à la proportion de bibliothèques pour lesquelles il existe des données sur une mesure précise du sondage (également appelé taux de représentation des questions ou taux de participation). Il est important de se rappeler cette limite lorsqu'on tente d'estimer la portée totale de chaque mesure des bibliothèques pour toutes les bibliothèques représentées dans le

Programme et dans l'univers des bibliothèques canadiennes. Ces connaissances représentent la base des imputations des résultats de la section 1 et 5 ci-dessous qui traitent respectivement des modèles d'impact en 1999 et des modèles d'impact extrapolé.

Les taux de réponse aux questions de toutes les bibliothèques représentées dans le Programme de 1999 vont de 54 p. 100 pour les prêts entre bibliothèque à 90 p. 100 ou plus pour les fonds documentaires, les abonnements en série, le personnel total, la population de l'aire desservie, les dépenses totales et les dépenses de fonctionnement et la circulation (tableau 1). Les points de services ont été signalés par 83 p. 100 des bibliothèques représentées en 1999, les demandes par 74 p. 100 d'entre elles et les dépenses en capital par 55 p. 100 d'entre elles.

Ces taux sont généralement comparables à ceux de 1996, sauf en ce qui concerne les données sur les dépenses en capital, qui ont été signalées par seulement 34 p. 100 des bibliothèques représentées dans le Programme en 1996, comparativement à 55 p. 100 en 1999. Tous les autres taux de réponse en 1999 étaient comparables aux taux de 1996 à trois points près et cinq mesures affichent seulement un point de pourcentage de différence par rapport à 1996.

La majorité de l'augmentation des dépenses en capital dans le Programme de 1999 est attribuable au secteur des bibliothèques publiques : 70 p. 100 des bibliothèques publiques en 1999 ont fourni des chiffres sur les dépenses en capital, mais seulement 35 p. 100 d'entre elles l'ont fait en 1996.

Toutefois, dans certaines provinces, il se peut que ces dépenses en capital ne couvrent pas les édifices à usages multiples ou les édifices construits à une fin précise, car on estime que les dépenses en capital des bibliothèques sont une responsabilité municipale et elles sont donc traitées avec les comptes municipaux; les dépenses en capital des bibliothèques publiques sont signalées dans les états financiers des municipalités en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Yukon et en Colombie-Britannique; la situation est différente dans les bibliothèques publiques de la Saskatchewan. Il se peut également que les projets majeurs de construction de bibliothèques soient traités comme des dépenses en capital institutionnelles distinctes du budget annuel de la bibliothèque. Lorsque l'on considère ces dépenses en capital, il convient de tenir compte de 500 millions à 1 milliard de dollars en engagements budgétaires supplémentaires.

De plus, certaines dépenses relatives aux ressources électroniques ne sont pas incluses dans les budgets de fonctionnement des bibliothèques publiques et font plutôt partie des allocations aux programmes institutionnels. Dans certains cas, les dépenses de fonctionnement relatives aux édifices des bibliothèques publiques comme le loyer, le chauffage et l'entretien sont également des fonctions municipales et ne figurent donc pas non plus dans les budgets des bibliothèques publiques.

Dans le secteur des bibliothèques publiques, le taux de réponse aux questions du sondage de 1999 était inférieur à 90 p. 100 pour de nombreuses mesures clés : les points de services (75 p. 100), les demandes (75 p. 100), les dépenses en capital (70 p. 100), les prêts entre bibliothèques (46 p. 100) et les emprunts entre bibliothèques (45 p. 100) (tableau 1a). Des données sur les points de services au Manitoba et au Québec, sur le personnel au Manitoba, sur les opérations d'information au Québec et à l'Île-du-Prince-Édouard, sur les prêts entre bibliothèques en Colombie-Britannique et en Alberta, sur les ressources documentaires autres que les livres au Québec et au Yukon et sur les dépenses en capital au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard n'étaient pas disponibles en 1999 (tableau 9).

Dans le secteur des bibliothèques d'établissements d'enseignement, les taux de réponse aux questions du sondage de 1999 étaient inférieurs à 90 p. 100 pour les mesures suivantes : prêts entre bibliothèques pour 88 p. 100 des bibliothèques universitaires et 66 p. 100 des bibliothèques collégiales; les emprunts entre bibliothèques pour 83 p. 100 des bibliothèques universitaires et 66 p. 100 des bibliothèques collégiales; les points de services également à 83 p. 100 pour les bibliothèques universitaires mais à 96 p. 100 pour les bibliothèques collégiales; la population de l'aire desservie pour 81 p. 100 des bibliothèques universitaires mais 92 p. 100 des bibliothèques collégiales; les demandes pour 90 p. 100 des bibliothèques universitaires mais 54 p. 100 des bibliothèques collégiales et les dépenses en capital pour 34 p. 100 des bibliothèques universitaires et 45 p. 100 des bibliothèques collégiales (tableau 1b).

On a remarqué certaines différences entre les taux de réponse aux questions en 1999 et en 1996 : 81 p. 100 des bibliothèques universitaires en 1999 ont fourni des chiffres sur la population de l'aire desservie, mais seulement 52 p. 100 d'entre elles l'ont fait en 1996 ; 90 p. 100 des bibliothèques ont signalé les demandes en 1999, mais seulement 76 p. 100 l'ont fait en 1996 : 83 p. 100 des bibliothèques ont signalé des opérations de prêt entre bibliothèques comparativement à 95 p. 100 en 1996. Les bibliothèques collégiales affichent également une diminution des données signalées en matière de prêt entre bibliothèques : 66 p. 100 des bibliothèques ont fourni des chiffres sur les prêts et les emprunts entre bibliothèques, mais les taux étaient approximativement de 80 p. 100 en 1996.

Dans le secteur des bibliothèques universitaires, les données sur les dépenses en capital n'étaient pas disponibles pour les bibliothèques membres de l'ABRC, l'Association des bibliothèques de recherche au Canada, du CPSLD, le Council of Post Secondary Library Directors of British Columbia ou encore de la CREPUQ, la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec. Les données des bibliothèques universitaires de l'Île-du-Prince-Édouard sur le personnel, les collections et les dépenses n'étaient pas disponibles. Les données des bibliothèques collégiales de Terre-Neuve n'étaient pas disponibles sur les demandes, les documents en circulation et les dépenses et celles des Territoires du Nord-Ouest n'avaient pas de données sur les demandes. Il n'existe aucune donnée disponible sur les mesures du

Programme dans les bibliothèques collégiales en Nouvelle-Écosse, au Yukon et au Nunavut (tableau 9a).

Dans le secteur des bibliothèques spécialisées, très peu de mesures affichent un taux de réponse de plus de 90 p. 100, soit uniquement les données sur le personnel et les points de services des trois catégories de bibliothèques spécialisées, les données sur les abonnements en série et les collections des bibliothèques gouvernementales et à but non lucratif (tableau 1c).

Les variations majeures dans le secteur des bibliothèques spécialisées entre les sondages de 1996 et de 1999 proviennent des bibliothèques à but lucratif : la totalité d'entre elles a signalé les points de services en 1999 comparativement à 81 p. 100 en 1996; 54 p. 100 ont signalé les dépenses totales et les dépenses de fonctionnement en 1999 comparativement à 69 p. 100 en 1996.

Ces lacunes dans l'intégralité des données constituent un obstacle important au caractère adéquat des données recueillies lorsqu'il s'agit de décrire les bibliothèques ayant participé au Programme de 1999 et d'étendre cela à l'univers des bibliothèques canadiennes.

Il convient également de remarquer que plusieurs aspects importants des services des bibliothèques ne sont pas saisis par la mesure actuelle des résultats et des répercussions signalés par le Programme national de statistiques de base des bibliothèques, notamment la satisfaction générale des utilisateurs, la participation aux programmes de la bibliothèque, les abonnements à la bibliothèque, les visites en personne et les visites «virtuelles» ainsi que le libre accès aux ressources électroniques, y compris l'utilisation autonome de CD-ROM multimédia en réseau, de pages Web et de catalogues de la bibliothèque sur place et à distance.

Même si un grand nombre de services électroniques en étaient encore à leurs premiers pas en 1996, ils continuaient à être mis au point en 1999. Les données normalisées et universelles sur les mesures décrivant leur impact sur la culture et sur l'économie canadienne gagneront de l'importance au fur et à mesure que la technologie de l'information deviendra plus courante lors de la prestation de renseignements et de services de bibliothèque, de la même manière que le passage de la propriété vers l'accès s'intensifie.

Il serait encore plus difficile d'étendre le Programme de manière à saisir l'utilisation par des tierces parties des collections des bibliothèques afin d'obtenir une représentation plus riche et d'élaborer le profil des emprunts. Les éditeurs de périodiques et de journaux effectuent cela de façon routinière afin d'augmenter leurs données sur les abonnements.

Une préoccupation importante, toutefois, est le fait d'éviter des impulsions réductionnistes comme celle d'additionner le nombre de demandes au nombre de documents en circulation afin d'obtenir le nombre «d'activités». Ce regroupement

donne l'illusion d'une mesure de bibliothèque, mais il s'agit d'une mesure trop simplifiée sur le plan conceptuel. Une telle approche artificielle a été utilisée dans un article de journal récent écrit par le PDG de l'un des plus importants systèmes de bibliothèques urbains afin de décrire les services de bibliothèque. L'auteur traitait les demandes et les emprunts comme des «activités» et les additionnait afin d'obtenir le nombre total de ces activités. Il affirmait ensuite que 80 p.100 des «activités» de la bibliothèque avaient trait à la prestation de renseignements alors que le contraire était exact dans les succursales, où 80 p. 100 des activités avaient trait à la circulation. Cela suggère une confusion conceptuelle étant donné que les demandes sont des gestes intellectuels d'échange social tandis que la circulation de documents est une opération physique qui passe pour une activité intellectuelle, mais qui est en fait un traitement de l'inventaire. L'analogie bien connue des «pommes et des oranges» ne suffit pas dans ce cas-ci à faire comprendre l'erreur de catégorisation : les pommes et les oranges sont tous des fruits—une analogie plus appropriée serait celle entre les pommes et les pépins d'orange (sans vouloir manquer de respect à la valeur projetée de l'utilisation hors site des collections de la bibliothèque).

En outre, le ratio général des opérations de circulation de documents et de demandes va de 1 à 1,5 à 10 à 1, selon le secteur de bibliothèques : 1 pour 1,5 dans les bibliothèques à but non lucratif, 1 pour 1 dans les bibliothèques gouvernementales, 3 pour 1 dans les bibliothèques à but non lucratif, 4 pour 1 dans les bibliothèques collégiales, 6 pour 1 dans les bibliothèques universitaires et 10 pour 1 dans les bibliothèques publiques (tableau 2). Ainsi, l'addition des chiffres relatifs aux demandes dans la plupart des types de bibliothèques a tendance à submerger les activités intellectuelles du personnel des bibliothèques de consultation et à rendre leur impact invisible. Prétendre que 440 millions «d'activités de bibliothèque» ont eu lieu en 1999 dans tous les secteurs en 1999 n'améliore pas notre compréhension sur le plan matériel ou encore celle des analystes des politiques, des décideurs ou du grand public quant à la portée et à l'impact global des bibliothèques. Finalement, une considération encore plus importante est que ce type de regroupement ne contribue pas à l'attribution exacte des investissements en ressources essentielles pour des services très différents : le service de référence demande beaucoup de travail tandis que les services de circulation de documents sont des opérations administratives devenues routinières.

Une approche tout aussi questionnable est utilisée dans les comparaisons annuelles publiées dans *American Libraries* sur la circulation de documents et les dépenses des bibliothèques publiques. Ces comparaisons promeuvent et renforcent l'idée fautive selon laquelle les bibliothèques publiques offrent des activités à service unique, elles ne font que prêter des ressources documentaires et que tous leurs frais sont donc attribuables aux activités de prêt. Même les titres accompagnant les comparaisons annuelles renforcent l'idée fautive d'une relation directe—«Les documents en circulation dans les bibliothèques publiques sont en hausse de 3 p. 100; les dépenses augmentent de 11 p. 100»; «Les documents en circulation dans les bibliothèques publiques s'accroissent avec l'augmentation des dépenses»; «Les documents en circulation dans les bibliothèques publiques affichent une baisse alors que les

dépenses continuent à augmenter»; «Les documents en circulation dans les bibliothèques publiques sont encore en baisse de 1 p. 100 malgré la hausse continue des dépenses»; «Les documents en circulation et les dépenses dans les bibliothèques publiques continuent à augmenter» (voir, par exemple, Wright et Wright 2001). Mais les dépenses auxquelles on fait référence ne représentent pas les coûts véritables des ressources documentaires des bibliothèques en circulation. Les données sur les dépenses font plutôt référence aux dépenses d'exploitation totales pour tous les services, les activités et les ressources.

La justification offerte pour ces comparaisons est que l'objectif consiste à enregistrer les changements d'année en année dans la portion du «rendement» de la bibliothèque par unité de coûts attribuable à la circulation; le but n'est pas de signaler le coût d'un document en circulation. On se sert de la circulation parce que les autres mesures, comme le nombre de visites à la bibliothèque ou l'utilisation sur place, ne sont pas fiables. Pour clarifier le concept, on peut également exprimer les «dépenses calculées par document» (DCD) par «le nombre de documents en circulation par tranche de dépense de 1 000 \$». Ainsi, les chiffres de 2000 sur les DCD (3,83 \$) peuvent se traduire par [1,0/3,83 \$]

$x 1\ 000 = 261$ documents en circulation par tranche de dépense de 1 000 \$. De 1995 à 2000, ce nombre a atteint 336, 319, 315, 299, 275 et 261 documents (par tranche de 1 000 \$), ce qui indique que la circulation (physique) de documents représente une partie décroissante des activités totales des bibliothèques (communication par courriel, Edward Lakner, 3 mai 2002).

La justification offerte n'est pas convaincante. Elle semble rassembler tous les services des bibliothèques en une «activité» et n'explique pas le changement du modèle au fil du temps. Au bout du compte, cette approche est douteuse sur le plan conceptuel, mais pis encore, elle est dangereuse sur le plan de la politique : 3,83 \$ pour faire circuler un livre de bibliothèque est carrément trompeur et pourrait causer du tort à la collectivité des bibliothèques.

Une erreur conceptuelle comparable est évidente dans au moins un rapport annuel sur les bibliothèques publiques régionales publié par un ministère provincial. Il montre les «coûts par documents en circulation» en divisant le calcul arithmétique du total des dépenses de la bibliothèque par le total des opérations de circulation. Ce calcul ne détermine et n'isole pas les véritables coûts de la circulation des publications dans les bibliothèques régionales et publiques de la province. L'attribution des coûts de la prestation de services multidimensionnels à un seul des services d'un établissement mène à la surestimation des coûts moyens. Dans le cas présent, 3,79 \$ était le coût de la circulation d'un article dans les collections des bibliothèques régionales et publiques de la province. L'efficacité du service est donc très mal représentée. Cette «mesure» a récemment été éliminée des statistiques du rapport annuel de cette province.

Cette conceptualisation erronée nuit à la compréhension du public et au soutien des résultats et des répercussions des bibliothèques. Au même moment, les mesures

traditionnelles de la réponse des bibliothèques aux questions et des services de prêt ne signale qu'une partie des activités des bibliothèques et de leur impact, surtout en ce qui a trait aux activités autonomes.

Malgré les limites du sondage décrites ci-dessus, les auteurs ont confiance en l'intégrité des résultats présentés dans le présent rapport en tenant compte du fait que toutes les données sont des estimations.

ANNEXE C

Instruction et définitions et formulaire du sondage pour l'année 1999

Sondage Instructions et définitions

Instructions générales

- Arrondir toutes les sommes au dollar près.
- Si une réponse n'est pas disponible, inscrire N/D. Si une question ne s'applique pas à votre bibliothèque, inscrire S/O. Si la réponse appropriée est zéro, inscrire 0.
- S'il est impossible d'obtenir des renseignements exacts sur un sujet, veuillez inscrire la meilleure estimation possible et indiquer que le nombre est une estimation.

PÉRIODE COUVERTE PAR LE RAPPORT

La **période comprise dans le rapport** DOIT être de douze mois. Il peut s'agir de l'année civile pour laquelle les données sont demandées (p. ex. de janvier à décembre 1999) ou de l'année financière débutant au cours de cette année (p. ex. d'avril 1999 à mars 2000). Veuillez indiquer le premier et le dernier mois de l'année financière.

Veuillez fournir toutes les données de base s'appliquant à cette période. Si la bibliothèque est habituellement ouverte pendant une partie de l'année, chaque année, par exemple seulement pendant les mois d'été, veuillez fournir les renseignements applicables à la période d'ouverture.

A. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Pour les besoins de la présente enquête, on a défini **une bibliothèque** comme un établissement qui conserve une collection organisée de livres et de périodiques imprimés ou d'autres documents graphiques, électroniques ou audiovisuels ET qui fournit des services dispensés par du personnel (ou des bénévoles) en vue d'assurer et de faciliter l'utilisation de tels documents ou d'autres sources d'information susceptibles de satisfaire aux besoins des utilisateurs en matière d'information, de recherche, d'éducation, de culture ou de loisirs. Le mot «bibliothèque» peut figurer ou non dans son nom.

On demande aux bibliothèques qui n'ont pas de points de services OU aucun document sous aucune forme que ce soit OU aucun employé rémunéré OU aucune dépense liée au personnel de fournir une note explicative pour chaque situation.

1. Catégorie de bibliothèque :

Veuillez cocher la case appropriée. Veuillez utiliser un formulaire séparé pour chaque catégorie de bibliothèque. Veuillez ne pas combiner les données pour plus d'une catégorie de bibliothèque.

Bibliothèque provinciale ou territoriale

Une bibliothèque savante ou de ressources, financée par la province ou le territoire, fournissant des services aux citoyens de cette province ou de ce territoire, soit directement, soit par l'intermédiaire de bibliothèques locales. Elle est habituellement responsable de la coordination et de la collaboration entre les services de bibliothèque dans les limites de la province ou du territoire et elle peut remplir quelques-unes des fonctions d'une bibliothèque nationale à l'intérieur de la province ou du territoire. Cela comprend les organismes de

bibliothèque centrale et les conseils qui fournissent des services au niveau provincial ou territorial. Le service, l'organisme ou le conseil de bibliothèque doit présenter ses données séparément de ses données de bibliothèques publiques provinciales ou territoriales.

Bibliothèque universitaire

Une bibliothèque fournissant des services principalement aux étudiants et aux enseignants d'une université ou d'un établissement de niveau postsecondaire conférant des grades universitaires.

Bibliothèque collégiale

Une bibliothèque fournissant des services aux étudiants et aux enseignants d'un établissement d'enseignement postsecondaire ne décernant pas de diplôme universitaire, notamment les collèges communautaires, les cégeps, les instituts de technologie, les centres de formation professionnelle.

REMARQUE : Les salles de classe et les corridors où se trouvent des collections de livres et les autres zones non désignées expressément comme des installations de bibliothèque ne peuvent pas être considérés comme des bibliothèques scolaires.

Bibliothèque publique

Une bibliothèque qui fournit des services, gratuitement ou moyennant des droits minimes, à une collectivité ou une région. Elle est habituellement créée par une loi ou un règlement et financée par les impôts municipaux et/ou provinciaux ou territoriaux. Cela comprend les bibliothèques publiques aménagées dans une école.

Bibliothèque spécialisée

Une bibliothèque créée, financée et gérée par une entreprise commerciale, une société privée, une association, un organisme gouvernemental ou tout autre groupe ou organisme d'intérêt spécial en vue de fournir à ses membres, à son personnel ou à toute autre clientèle spécialisée l'information documentaire nécessaire pour atteindre les objectifs de l'organisation. L'étendue des collections et des services sont en fonction des sujets et des intérêts de l'organisme hôte ou de l'organisme d'attache.

Catégories de bibliothèques spécialisées

Secteur à but lucratif

Une bibliothèque d'entreprise commerciale, de société d'avocats, de société d'affaires, de banque, etc. Cela comprend les bibliothèques des sociétés d'État et des établissements à but lucratif.

Bibliothèque gouvernementale (secteur sans but lucratif)

Une bibliothèque des ministères ou organismes du gouvernement et des administrations provinciales ou municipales et les bibliothèques de l'Assemblée législative.

Autre bibliothèque (secteur sans but lucratif)

Une bibliothèque d'hôpital, de musée ou d'autres organisations ou associations sans but lucratif.

2. Nombre de points de services

Un **point de services** est toute partie d'une bibliothèque ou d'un réseau de bibliothèques, c'est-à-dire une bibliothèque principale, une succursale ou un bibliobus, située dans une aire autonome et assurant des services directs aux utilisateurs. On y trouve une collection de documents de bibliothèque sous la responsabilité du personnel, laquelle est habituellement, mais pas nécessairement, conservée dans des locaux séparés des autres points de services. Veuillez indiquer le nombre total de points de services, **en y incluant la bibliothèque principale**.

REMARQUE :

- Un bibliobus est un point de services distinct. Veuillez ne pas compter chaque arrêt du bibliobus comme un point de services. Veuillez ne pas compter au nombre des bibliobus les véhicules utilisés à des fins autres que la prestation directe de services de bibliothèque au public.
- Veuillez ne pas compter au nombre des points de services les locaux permanents où il n'y a pas de collection de documents ou de personnel de bibliothèque (p. ex. les dépôts, les collections de séminaires, les salles de lecture) ni les comptoirs de service qui ne sont pas dans les locaux autonomes (p. ex. les comptoirs de prêt, de référence).

3. Population de la zone desservie

Veuillez indiquer le nombre le plus récent de personnes auxquelles la bibliothèque a dû fournir des services (c'est-à-dire la taille de sa clientèle de base).

Les bibliothèques publiques doivent indiquer le chiffre du dénombrement le plus récent pour la municipalité à laquelle elles fournissent des services (c'est-à-dire les données les plus récentes de Statistique Canada).

Les bibliothèques universitaires et collégiales doivent indiquer le nombre total d'élèves, d'enseignants (à temps plein et à temps partiel) et de tous les autres utilisateurs autorisés, c'est-à-dire les personnes qui paient un droit d'utilisation.

Les bibliothèques spécialisées doivent indiquer le nombre d'utilisateurs autorisés, c'est-à-dire les membres du groupe desservi par la bibliothèque. Dans le cas d'une bibliothèque ouverte au public, veuillez inscrire le nombre des «principaux» clients (c.-à-d. les employés d'une société par actions).

B. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ (ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN)

Veuillez indiquer ici uniquement le personnel **rémunéré**, y compris tous les employés à temps plein ou à temps partiel, et les employés permanents, temporaires ou occasionnels, dont les aides-stagiaires.

Veuillez fournir autant de renseignements sur votre personnel (ETP) que les dossiers conservés à votre bibliothèque vous le permettent, selon les catégories indiquées.

Les postes à temps partiel doivent être exprimés en semaines à temps plein. Une des façons de calculer l'ETP est de diviser le nombre d'heures de travail par semaine d'un employé à

temps partiel par le nombre d'heures considérées par la bibliothèque participante comme une semaine de travail à temps plein (p. ex. trois employés à temps partiel travaillent, au total, 3 120 heures-personnes par an). Si une semaine de travail normale compte 40 heures par semaine pendant les 52 semaines de l'année (soit 2 080 heures) pour la catégorie à laquelle appartiennent les employés en question, on divise 3 120 heures-personnes par 2 080. Ainsi, le nombre de postes à temps partiel comblés par des équivalents à temps plein est de $3\,120 / 2\,080 = 1,5$).

Il faut de plus établir l'ETP au prorata si un employé à temps partiel n'a pas travaillé pendant une année complète. Si une semaine de travail à temps plein est inférieure à 30 heures, on calcule l'ETP en se fondant sur 30 heures de travail.

4. a) Bibliothécaires ETP

Habituellement, on exige une maîtrise en bibliothéconomie (ou ce qui tenait lieu de maîtrise autrefois) décernée par un établissement qui offre un programme en science de l'information accrédité par l'American Library Association ou une association équivalente.

b) Bibliotechniciens ETP

Les bibliotechniciens sont des membres de l'équipe paraprofessionnelle titulaires d'un certificat technique, d'un diplôme technique ou les deux, obtenu(s) à l'issue d'un programme accrédité des techniques de bibliothèque.

c) Autres professionnels ETP

Veillez déclarer les autres professionnels, c'est-à-dire les spécialistes des systèmes et de l'informatique, le personnel administratif, les comptables, etc.

d) Tout autre personnel rémunéré ETP

Veillez indiquer tout autre employé rémunéré, y compris les assistants-bibliothécaires, les commis, les dactylos, les réceptionnistes, le personnel de soutien administratif, les préposés aux installations matérielles et le personnel d'entretien et toutes les autres personnes qui assument des fonctions à l'appui des services de bibliothèque ou nécessaires à l'exploitation de la bibliothèque et de ses installations matérielles.

C. DÉPENSES

Veillez indiquer les dépenses pour la période comprise dans le rapport, que ce soit l'année financière ou l'année civile.

5. Dépenses relatives au personnel

Veillez indiquer la totalité des dépenses en salaires, traitements, congés payés et avantages sociaux pour tous les employés à temps plein, à temps partiel, permanents, temporaires et occasionnels, y compris les aides-stagiaires.

Les dépenses relatives au personnel devraient refléter les coûts relatifs à tout le personnel énuméré aux rubriques n^{os} 4(a) à 4(e).

REMARQUE : Le cas échéant, veuillez indiquer le coût proportionnel réel des salaires versés au personnel de la bibliothèque sans tenir compte de la provenance des fonds (p. ex. commission scolaire, dons extérieurs, budget de l'organisation d'attache).

6. Dépenses relatives aux collections

Veuillez indiquer la totalité des dépenses relatives aux documents. Veuillez inclure tous les paiements effectués pour l'achat de livres, périodiques, journaux, microformes, documents audiovisuels, etc., destinés à la collection de la bibliothèque. Cela comprend les montants versés pour l'obtention d'un permis d'utilisation ou l'achat de sources d'information électroniques, telles que les produits CD-ROM. Cependant, les frais de consultation des bases de données en ligne sont exclus.

REMARQUE : Veuillez exclure les autres paiements, comme les frais de reliure, de prêt entre bibliothèques, de consultation de base de données, de cotisations de membres, de catalogage et de traitement, sauf si ces frais sont portés au système de budgétisation des documents de la bibliothèque et qu'il est impossible de les calculer séparément pour les indiquer à la rubrique n° 7. Si ces frais sont inclus ici, veuillez l'indiquer.

7. Autres dépenses relatives au fonctionnement

Veuillez indiquer toutes les autres dépenses de fonctionnement effectuées aux fins de l'exploitation de la bibliothèque. Veuillez inclure tous les paiements effectués pour les fournitures, la papeterie, les frais postaux, les frais de déplacement, les cotisations de membres versées pour le personnel, la formation du personnel, les assurances, la réparation du matériel, les locations, l'entretien, les services publics, les services à contrat, les droits de prêt entre bibliothèques, la reliure, les frais de consultation de bases de données et toutes les autres dépenses imputées au budget de fonctionnement de la bibliothèque qui **NE SONT PAS** indiquées aux rubriques n^{os} 5 et 6.

8. Dépenses en immobilisations

Veuillez indiquer toutes les dépenses en immobilisations effectuées au cours de l'année faisant l'objet du présent rapport. Une dépense en immobilisations a pour objet l'acquisition ou l'ajout d'actifs immobilisés. Selon la politique d'affectation des divers types de dépenses de l'organisme, les dépenses en immobilisations peuvent comprendre le coût d'achat de terrains et de leur aménagement, des constructions, des agrandissements, du mobilier et de l'équipement. Veuillez-vous en tenir à la définition du terme «actifs immobilisés» utilisée dans le système comptable de l'établissement visé par le présent rapport.

D. COLLECTIONS

Veuillez indiquer les fonds des collections, soit le nombre total de documents (c.-à-d. les unités matérielles) par opposition au nombre de titres.

9. Nombre de livres imprimés par unité matérielle

Un livre est un document autre qu'une publication en série. Une unité matérielle est une unité simple de document de bibliothèque qui se distingue des autres unités simples par une reliure, un coffret ou toute autre différence marquée.

REMARQUE : Veuillez appliquer la définition de «livre» que vous utilisez dans votre bibliothèque lorsque vous répondez à d'autres sondages ou questionnaires.

10. Nombre des autres documents par unité matérielle

Veuillez inclure tous les autres types de documents, par exemple les publications en série (voir la définition de «publications en série» dans la **remarque** de la rubrique n° 11), les microformes, les cartes et plans, les dossiers-documentation, les CD-ROM, les documents audiovisuels, les partitions, les manuscrits, les reproductions d'œuvres d'art, les photographies, etc., à l'exception des livres imprimés. Une unité matérielle est une seule unité de document de bibliothèque qui se distingue des autres unités par sa reliure, son coffret ou toute autre différence marquée.

11. Nombre d'abonnements actuels à des publications en série

Veuillez indiquer toutes les publications en série sur tout support reçues à la fin de la période comprise dans le rapport, y compris les abonnements reçus en don et dans le cadre d'échanges. Veuillez indiquer le nombre total d'abonnements pour chaque titre (p. ex. si la bibliothèque a trois abonnements à *Macleans*, inscrire le chiffre trois). Veuillez ne pas compter les abonnements acquis au nom de clients et qui ne sont pas conservés ou qui ne sont pas enregistrés (dans un cardex, par exemple), comme faisant partie des collections de la bibliothèque.

REMARQUE : Une publication en série est toute publication en plusieurs parties publiées successivement, à intervalles habituellement réguliers, et normalement pour une période qui est censée être indéterminée. Les publications en série comprennent les périodiques, les journaux, les annuaires, les collections de monographies numérotées ainsi que les actes, les transactions et les mémoires de sociétés.

E. SERVICES

12. Nombre d'opérations liées à des demandes de renseignements

Veuillez indiquer le nombre de rencontres entre un utilisateur et un membre du personnel de la bibliothèque par lesquelles on tente de fournir des renseignements factuels ou bibliographiques qui exigent la connaissance, l'utilisation, la recommandation ou l'interprétation d'une source d'information ou d'un outil bibliographique. Les bibliothèques qui consignent les demandes de renseignements devraient les inclure à cette rubrique. Veuillez inclure les demandes communiquées en personne, par la poste, par téléphone et par courrier électronique.

Veuillez ne pas indiquer les demandes à titre indicatif (les questions moins essentielles).

13. Nombre d'opérations de prêt

Veuillez indiquer les documents de la collection permanente ou du dépôt de la bibliothèque qui sont prêtés directement aux utilisateurs. Veuillez inclure tous les articles empruntés à des fins d'utilisation. Veuillez inclure les prêts de la collection de réserve, c.-à-d. les collections de réserve des bibliothèques d'établissements d'enseignement. Veuillez ne pas inclure les prêts entre bibliothèques. Les photocopies tenant lieu de prêts peuvent être incluses si votre bibliothèque les compte habituellement comme une opération.

REMARQUE : Une collection de dépôt se compose de documents prêtés en bloc par une autre bibliothèque.

F. PRÊT ENTRE BIBLIOTHÈQUES

Le prêt entre bibliothèques est le prêt d'un ou de plusieurs documents faisant partie de la collection d'un établissement à un autre établissement ou l'envoi d'un autre exemplaire substitutif du document désiré, par exemple une photocopie. **Veillez fournir autant de données sur le PEB que les dossiers conservés par votre bibliothèque vous le permettent, selon les catégories indiquées.**

REMARQUE :

- Si l'établissement chargé de la communication des données est un service/organisme/conseil provincial ou territorial qui réunit les données statistiques sur les opérations de PEB de toutes les bibliothèques publiques de votre province/territoire, le service/organisme/conseil doit indiquer les demandes reçues des bibliothèques sous «nombre de demandes de prêt entre les bibliothèques reçues par les bibliothèques» et les demandes présentées par les bibliothèques publiques sous «nombre de demandes de prêt entre bibliothèques présentées par la bibliothèque».
- Il ne faut pas indiquer ici les prêts faits à l'intérieur d'un réseau de bibliothèques. Ces prêts doivent être indiqués à la rubrique n° 13 (nombre d'opérations de prêt).

**SONDAGE
PROGRAMME NATIONAL DE STATISTIQUES
DE BASE DES BIBLIOTHÈQUES**

Veillez remplir ce questionnaire en fournissant des renseignements aussi détaillés que le permettent les dossiers conservés à votre bibliothèque.

Veillez consulter la section «Instructions et définitions» avant de commencer.

IDENTIFICATION DE LA BIBLIOTHÈQUE

1. NOM DE LA BIBLIOTHÈQUE : _____

2. BIBLIOTHÉCAIRE EN CHEF : _____

3. NOM ET POSITION DU RÉPONDANT : _____

TÉL. : _____ TÉLÉC. : _____ COURRIER ÉLECTRONIQUE :


4. ADRESSE

N° et rue : _____ C.P. : _____

Ville/Municipalité : _____

Province : _____ Code postal : _____

5. DATE À LAQUELLE LE RAPPORT EST PRODUIT : _____   

SIGNATURE DU RÉPONDANT : _____   

VEUILLEZ INDIQUER LA PÉRIODE COMPRISE DANS LE PRÉSENT RAPPORT :

ANNÉE CIVILE 1999

ANNÉE FINANCIÈRE (Veillez préciser)

Début : _____

Fin : _____

Veillez retourner le questionnaire d'ici le 15 septembre 2002 à :

Programme national de statistiques de base des bibliothèques, Programmes nationaux et internationaux, Bibliothèque nationale du Canada, 395, rue Wellington, Ottawa (Ontario) K1A 0N4

**Pour obtenir de plus amples renseignements : ralph.manning@nlc-bnc.ca
Tél. : (613) 943-8570
Télec. : (613) 947-2916**

A. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

(Voir les «Instructions et définitions»)



1. Catégorie de bibliothèque :

(veuillez cocher une case seulement)

- ...universitaire.....
- ...collégiale.....
- ...publique.....
- ...publique-municipale/comté.....
- ...publique-régionale
- ...publique-provinciale/territoriale.....

Bibliothèque spécialisée :

- ...secteur à but lucratif
- ...gouvernementale (secteur sans but lucratif)
- ...autre secteur sans but lucratif.....

2. Nombre de points de services (veuillez lire «Instructions et définitions», page 4) :

3. Population de la zone desservie par la bibliothèque/institution mère :

B. PERSONNEL (ÉQUIVALENT EN PERSONNEL À TEMPS PLEIN)

(Voir les «Instructions et définitions»)



4. Nombre total d'employés équivalents à temps plein (ETP) :

a) Bibliothécaires :

b) Bibliotechniciens :

c) Autres professionnels :

d) Tout autre personnel rémunéré :

C. DÉPENSES

(Voir «Instructions et définitions»)



Veillez indiquer les dépenses dans les catégories suivantes : Si vous ignorez la réponse (ou choisissez de ne pas répondre), veuillez marquer le trait d'un X.

5. Dépenses relatives au personnel : \$ _____

6. Dépenses relatives aux collections : \$ _____

7. Autres dépenses relatives au fonctionnement : \$ _____

8. Dépenses en immobilisations : \$ _____

D. COLLECTIONS

(Voir «Instructions et définitions»)



Veillez indiquer les fonds des collections dans les catégories suivantes :

9. Nombre de livres imprimés par unité matérielle : _____

10. Nombre d'autres documents par unité matérielle : _____

11. Abonnements actuels à des publications en série : _____

E. SERVICES

(Voir «Instructions et définitions»)



Veillez indiquer le nombre d'opérations de service dans les catégories suivantes :

12. Nombre d'opérations liées à des demandes de renseignements : _____

13. Nombre d'opérations de prêt : _____

F. PRÊTS ENTRE BIBLIOTHÈQUES

(Voir «Instructions et définitions»)

14. Demandes de prêt entre bibliothèques présentées par la bibliothèque :

a) Demandes envoyées à d'autres bibliothèques,
qu'elles aient été satisfaites ou non : _____

b) Veuillez indiquer le nombre total de demandes
satisfaites par d'autres bibliothèques : _____

15. Demandes de prêt entre bibliothèques reçues par la bibliothèque :

a) Demandes reçues d'autres bibliothèques,
qu'elles aient été satisfaites ou non : _____

b) Veuillez indiquer le nombre total de
demandes **satisfaites :** _____

Merci de votre collaboration.

À retourner d'ici le 15 septembre 2000,

à

**Programme national de statistiques de base des bibliothèques,
Programmes nationaux et internationaux,
Bibliothèque nationale du Canada,
395, rue Wellington,
Ottawa (Ontario) K1A 0N4**

ANNEXE D

Programme national de statistiques de base des bibliothèques

Description de la base de données publique 1994-1995-1996-1999

Informations fichier

Programme national de statistiques de base des bibliothèques Description de la base de données publique 1994-1995-1996-1999

Le Programme national de statistiques de base des bibliothèques a été établi afin de coordonner, de recueillir, d'analyser et de présenter les statistiques des bibliothèques du Canada. Il s'agit d'un effort concerté entre la Bibliothèque nationale du Canada et un comité consultatif formé de membres qui représentent différentes associations et organisations canadiennes de bibliothèques.

Voici les quatre années pour lesquelles les statistiques ont été recueillies, à ce jour : 1994, 1995, 1996 et 1999. La première année d'activité a eu lieu en 1995-1996 au cours de laquelle on a recueilli les statistiques pour l'année 1994. En 1997-1998, les statistiques pour l'année 1995 ont été compilées à peu près de la même façon; en 1998-1999, on a terminé la troisième année du Programme avec les statistiques de l'année 1996 et en 2000-2001, on a compilé les statistiques pour l'année 1999, la quatrième année du Programme.

À ce jour, on a réparti les bibliothèques faisant partie du Programme en trois catégories générales : établissements d'enseignement, publiques et spécialisées. Les bibliothèques scolaires ne sont pas représentées par le Programme, bien que l'on ait inclus les bibliothèques publiques installées dans les écoles. Voici comment les secteurs de bibliothèques qui participent au Programme ont été répartis :

- Les bibliothèques *universitaires* (les bibliothèques accessibles aux étudiants et aux enseignants des universités et autres établissements d'enseignement postsecondaire conférant des grades universitaires);
- Les bibliothèques *collégiales* (les bibliothèques accessibles aux étudiants et aux enseignants d'établissements ne décernant pas de diplôme universitaire);
- Les bibliothèques *publiques* (les bibliothèques accessibles gratuitement ou à faible coût à la population d'une collectivité ou d'une région; elles sont habituellement établies par une législation ou une réglementation et financées grâce à l'impôt);
- Les bibliothèques *provinciales* ou *territoriales* (les organismes centraux des provinces ou des territoires qui sont responsables de la mise sur pied et de la coordination des services de bibliothèque publique);
- Les bibliothèques *spécialisées* qui sont formées des bibliothèques *gouvernementales*, *sans but lucratif* et *à but lucratif* (les bibliothèques sont financées et administrées par des entreprises privées, par des sociétés privées, des associations, des organismes

gouvernementaux ou autres groupes d'intérêt ou organismes afin de répondre aux besoins d'information de leurs membres, de leur personnel ou de spécialistes en les aidant à atteindre les objectifs visés par leur organisation);

- Les bibliothèques *nationales* (une catégorie qui représente uniquement la Bibliothèque nationale du Canada).

Le Programme recueille et répartit les statistiques de bibliothèque en 23 catégories générales regroupées comme suit :

- Renseignements généraux (caractéristiques des établissements) – 5 questions (6 questions en 1994-1995-1996)
- Personnel – 5 questions (4 questions en 1994-1995; 6 questions en 1996)
- Dépenses – 4 questions
- Collections – 3 questions
- Services (opérations liées à des demandes de renseignements et opérations de prêt) – 2 questions
- Prêts entre bibliothèques – 4 questions (8 questions en 1994-1995).

Les catégories de sondage détaillées sont facilement repérables dans la documentation annexée (Annexe B) qui est présentée en deux formats, la version imprimée du formulaire du sondage et le document qui l'accompagne, intitulé «Instructions et définitions».

Le public a accès à deux versions de la base de données du Programme national de statistiques de base des bibliothèques qui renferme ces statistiques. Une des versions contient les données de l'année 1999. L'autre version contient les données pour l'ensemble des années 1994-1995-1996-1999 pour les bibliothèques qui participent aux quatre années du Programme. Les deux versions sont offertes dans le format de fichier *SPSS 11.0 pour Windows*. Les informations fichier techniques pour le traitement et l'analyse des données SPSS se trouvent à l'*annexe A* du présent document.

À des fins de confidentialité et d'anonymat, les noms des bibliothèques ne figurent dans aucune des bases de données publiques, mais il existe un code de bibliothèque numérique qui permet aux bibliothèques de communiquer individuellement avec la Bibliothèque nationale afin qu'elles puissent vérifier leurs propres données d'établissement.

Ces documents décrivent de manière générale la base de données statistique 1994-1995-1996-1999. La description de la base de données statistiques pour l'année 1996 est présentée dans un document distinct.

La base de données pour l'ensemble des années 1994-1995-1996-1999 contient des renseignements sur 1 047 bibliothèques. Classée en catégories de bibliothèques, la base de données contient :

- 136 bibliothèques d'établissements d'enseignement;
- 771 bibliothèques publiques;
- 5 bibliothèques provinciales ou territoriales;
- 134 bibliothèques spécialisées;
- 1 bibliothèque nationale (la Bibliothèque nationale du Canada).

La base de données contient 125 éléments de données (variables) afin de représenter les 23 catégories de statistiques de bibliothèque recueillies pour chacune des quatre années du

Programme. Les éléments de données sont énumérés dans l'ordre dans lequel les variables du sondage apparaissent sur le formulaire, suivis de nouvelles variables créées en vue de fournir des données globales (*dépenses totales liées au fonctionnement, dépenses totales, taille de toute la collection*); les quatre dernières variables saisissent la période à laquelle se rapporte le sondage. Voici ces éléments de données et les noms des champs SPSS qui s'y rapportent :

• Catégorie de bibliothèques	<i>typelib</i>
• Province	<i>provcode</i>
• Code de bibliothèque numérique	<i>libcode</i>
• Catégorie de bibliothèques (1999)	<i>q9901</i>
• Nombre de points de services (1999)	<i>q9902</i>
• Population de la zone desservie par la bibliothèque (1999)	<i>q9903</i>
• Personnel ETP total (1999)	<i>q9904</i>
• Bibliothécaires ETP (1999)	<i>q9904a</i>
• Bibliotechniciens ETP (1999)	<i>q9904b</i>
• Autres professionnels ETP (1999)	<i>q9904c</i>
• Tout autre personnel ETP rémunéré (1999)	<i>q9904d</i>
• Dépenses liées au personnel (1999)	<i>q9905</i>
• Dépenses liées aux collections (1999)	<i>q9906</i>
• Autres dépenses liées au fonctionnement (1999)	<i>q9907</i>
• Dépenses de capital (1999)	<i>q9908</i>
• Nombre de livres imprimés (1999)	<i>q9909</i>
• Nombre d'autres documents (1999)	<i>q9910</i>
• Nombre actuel d'abonnements à des publications en série (1999)	<i>q9911</i>
• Nombre d'opérations liées à des demandes de renseignements (1999)	<i>q9912</i>
• Nombre d'opérations de prêt (1999)	<i>q9913</i>
• Demandes totales d'emprunt pour les PEB auxquelles on a répondu ou non (1999)	<i>q9914a</i>
• Demandes totales d'emprunt pour les PEB auxquelles on a répondu (1999)	<i>q9914b</i>
• Demandes totales de prêt pour les PEB auxquelles on a répondu ou non (1999)	<i>q9915a</i>
• Demandes totales de prêt pour les PEB auxquelles on a répondu (1999)	<i>q9915b</i>
• Dépenses totales liées au fonctionnement (1999)	<i>nv9901</i>
• Dépenses totales (1999)	<i>nv9902</i>
• Taille de toute la collection (1999)	<i>nv9903</i>
• Rapport d'enquête, mois de début (1999)	<i>strtmn99</i>
• Rapport d'enquête, année de début (1999)	<i>strtyr99</i>
• Rapport d'enquête, mois d'achèvement (1999)	<i>finmn99</i>
• Rapport d'enquête, année d'achèvement (1999)	<i>finyr99</i>
• Catégorie de bibliothèques (1996)	<i>q9601a</i>
• Nombre de bibliothèques (1996)	<i>q9601b</i>
• Nombre de points de services (1996)	<i>q9602</i>
• Population de la zone desservie par la bibliothèque (1996)	<i>q9603</i>
• Personnel ETP total (1996)	<i>q9604</i>
• Bibliothécaires ETP (1996)	<i>q9604a</i>

• Bibliothécaires ETP (1996)	<i>q9604b</i>
• Autres professionnels ETP (1996)	<i>q9604d</i>
• Tout autre personnel ETP rémunéré (1996)	<i>q9604e</i>
• Dépenses liées au personnel (1996)	<i>q9605</i>
• Dépenses liées aux collections (1996)	<i>q9606</i>
• Autres dépenses liées au fonctionnement (1996)	<i>q9607</i>
• Dépenses de capital (1996)	<i>q9608</i>
• Nombre de livres imprimés (1996)	<i>q9609</i>
• Nombre d'autres documents (1996)	<i>q9610</i>
• Nombre actuel d'abonnements à des publications en série (1996)	<i>q9611</i>
• Nombre d'opérations liées à des demandes de renseignements (1996)	<i>q9612</i>
• Nombre d'opérations de prêt (1996)	<i>q9613</i>
• Nombre total de demandes d'emprunt pour les PEB auxquelles on a répondu ou non (1996)	<i>q9614a</i>
• Nombre total de demandes d'emprunt pour les PEB auxquelles on a répondu (1996)	<i>q9614b</i>
• Nombre total de demandes de prêt pour les PEB auxquelles on a répondu ou non (1996)	<i>q9615a</i>
• Nombre total de demandes de prêt pour les PEB auxquelles on a répondu (1996)	<i>q9615b</i>
• Dépenses totales liées au fonctionnement (1996)	<i>nv9601</i>
• Dépenses totales (1996)	<i>nv9602</i>
• Taille de toute la collection (1996)	<i>nv9603</i>
• Rapport d'enquête, mois de début (1996)	<i>strtmn96</i>
• Rapport d'enquête, année de début (1996)	<i>strtyr96</i>
• Rapport d'enquête, mois d'achèvement (1996)	<i>finmn96</i>
• Rapport d'enquête, année d'achèvement (1996)	<i>finyr96</i>
• Catégorie de bibliothèques (1995)	<i>q9501a</i>
• Nombre de bibliothèques (1995)	<i>q9501b</i>
• Nombre de points de services (1995)	<i>q9502</i>
• Population de la zone desservie par la bibliothèque (1995)	<i>q9503</i>
• Bibliothécaires ETP (1995)	<i>q9504</i>
• Bibliothécaires ETP (1995)	<i>q9505</i>
• Tout autre personnel ETP rémunéré (1995)	<i>q9507</i>
• Dépenses liées au personnel (1995)	<i>q9508</i>
• Dépenses liées aux collections (1995)	<i>q9509</i>
• Autres dépenses liées au fonctionnement (1995)	<i>q9510</i>
• Dépenses de capital (1995)	<i>q9511</i>
• Nombre de livres imprimés (1995)	<i>q9512</i>
• Nombres d'autres documents (1995)	<i>q9513</i>
• Nombre actuel d'abonnements à des publications en série (1995)	<i>q9514</i>
• Nombre d'opérations liées à des demandes de renseignements (1995)	<i>q9515</i>
• Nombre d'opérations de prêt (1995)	<i>q9516</i>
• Nombre total de demandes d'emprunt pour les PEB auxquelles on a répondu ou non (1995)	<i>q9517</i>
• Nombre total de demandes d'emprunt pour les PEB auxquelles	

on a répondu dans une province ou un territoire (1995)	<i>q9518</i>
• Demandes d'emprunt pour les PEB auxquelles on a répondu dans une autre province ou un autre territoire (1995)	<i>q9519</i>
• Demandes d'emprunt pour les PEB auxquelles on a répondu à l'extérieur du Canada (1995)	<i>q9520</i>
• Demandes totales de prêt pour les PEB auxquelles on a répondu ou non (1995)	<i>q9521</i>
• Demandes de prêt pour les PEB auxquelles on a répondu dans une province ou un territoire (1995)	<i>q9522</i>
• Demandes de prêt pour les PEB auxquelles on a répondu dans d'autres provinces ou territoires (1995)	<i>q9523</i>
• Demandes de prêt pour les PEB auxquelles on a répondu à l'extérieur du Canada (1995)	<i>q9524</i>
• Demandes totales d'emprunt pour les PEB dont on ignore le nombre auquel on a répondu ou non (1995)	<i>totbor95</i>
• Demandes totales de prêt pour les PEB dont on ignore le nombre auquel on a répondu ou non (1995)	<i>totlen95</i>
• Personnel ETP total (1995)	<i>nv9501</i>
• Dépenses totales liées au fonctionnement (1995)	<i>nv9502</i>
• Dépenses totales (1995)	<i>nv9503</i>
• Taille de toute la collection (1995)	<i>nv9504</i>
• Rapport d'enquête, mois de début (1995)	<i>strtmn95</i>
• Rapport d'enquête, année de début (1995)	<i>strtyr95</i>
• Rapport d'enquête, mois d'achèvement (1995)	<i>finmn95</i>
• Rapport d'enquête, année d'achèvement (1995)	<i>finyr95</i>
• Catégorie de bibliothèques (1994)	<i>q9401a</i>
• Nombre de bibliothèques (1994)	<i>q9401b</i>
• Nombre de points de services (1994)	<i>q9402</i>
• Population de la zone desservie par les bibliothèques (1994)	<i>q9403</i>
• Bibliothécaires et professeurs-bibliothécaires ETP (1994)	<i>q940406</i>
• Bibliotechniciens ETP (1994)	<i>q9405</i>
• Personnel ETP qui n'est pas affecté à la bibliothèque (1994)	<i>q940507</i>
• Tout autre poste rémunéré ETP (1994)	<i>q9407</i>
• Dépenses liées au personnel (1994)	<i>q9408</i>
• Dépenses liées aux collections (1994)	<i>q9409</i>
• Toutes autres dépenses liées au fonctionnement (1994)	<i>q9410</i>
• Dépenses de capital (1994)	<i>q9411</i>
• Nombre de livres imprimés (1994)	<i>q9412</i>
• Nombre d'autres documents (1994)	<i>q9413</i>
• Nombre d'abonnements à des publications en série (1994)	<i>q9414</i>
• Nombre d'opérations liées à des demandes de renseignements (1994)	<i>q9415</i>
• Nombre d'opérations de prêt (1994)	<i>q9416</i>
• Nombre total de demandes d'emprunt pour les PEB auxquelles on a répondu ou non (1994)	<i>q9417</i>
• Demandes d'emprunt pour les PEB auxquelles on a répondu dans la province ou le territoire (1994)	<i>q9418</i>
• Demandes d'emprunt pour les PEB auxquelles on a répondu dans d'autres provinces ou territoires (1994)	<i>q9419</i>

• Demandes d'emprunt pour les PEB auxquelles on a répondu à l'extérieur du Canada (1994)	<i>q9420</i>
• Demandes totales de prêt pour les PEB auxquelles on a répondu ou non (1994)	<i>q9421</i>
• Demandes totales de prêt pour les PEB auxquelles on a répondu dans une province ou un territoire (1994)	<i>q9422</i>
• Demandes totales de prêt pour les PEB auxquelles on a répondu dans d'autres provinces ou territoires (1994)	<i>q9423</i>
• Demandes totales de prêt pour les PEB auxquelles on a répondu à l'extérieur du Canada (1994)	<i>q9424</i>
• Personnel ETP total (1994)	<i>nv9401</i>
• Dépenses totales liées au fonctionnement (1994)	<i>nv9402</i>
• Dépenses totales (1994)	<i>nv9403</i>
• Taille totale de la collection, avec des estimations pour les bibliothèques publiques de la province du Québec (1994)	<i>nv9404a</i>
• Taille totale de la collection, sans estimation pour les bibliothèques publiques de la province du Québec (1994)	<i>nv9404b</i>
• Estimation supplémentaire de la taille de la collection pour les bibliothèques publiques de la province du Québec (1994)	<i>nv9404c</i>

La base de données qui réunit les années 1994-1995-1996-1999 a été triée dans l'ordre suivant pour en faciliter l'utilisation :

- Catégorie de bibliothèques
 - Province
 - Code de bibliothèque numérique (ascendant).